

Res
HJ13
A29a
1970
Franç.



CANADA

EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

PRÉSENTÉ PAR

L'HONORABLE EDGAR J. BENSON

MINISTRE DES FINANCES

DÉPUTÉ DE KINGSTON ET LES ÎLES

À LA

CHAMBRE DES COMMUNES

LE 12 MARS 1970

IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1970



3 0145 00077523 6



CANADA

EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

PRÉSENTÉ PAR

L'HONORABLE EDGAR J. BENSON

MINISTRE DES FINANCES

DÉPUTÉ DE KINGSTON ET LES ÎLES

A LA

CHAMBRE DES COMMUNES

LE 12 MARS 1970

ERRATUM

A la page 214 des Documents budgétaires ci-joints, au paragraphe sous l'en-tête «Encaisse» au début de la cinquième ligne lire \$939 au lieu de \$941.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
SECTION 1	
Introduction.....	1
La situation économique en 1969.....	1
Les marchés financiers.....	2
Aspects régionaux.....	2
La situation financière en 1969-1970.....	3
Perspectives économiques.....	3
Perspectives financières.....	4
Politique générale.....	5
Propositions.....	6
Tableaux—Recettes budgétaires et recettes au titre de la sécurité de la vieillesse.....	9
—Recettes et dépenses du gouvernement fédéral sur la base des comptes nationaux.....	9
—Recettes du gouvernement fédéral: Conciliation des comptes publics et des comptes nationaux.....	10
—Dépenses du gouvernement fédéral: Conciliation des comptes publics et des comptes nationaux.....	11
SECTION 2	
Documents budgétaires	
Partie I—Livres blanc sur l'économie 1970.....	5
Partie II—Revue des comptes de l'État 1969-1970.....	143

EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances)
propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

—Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai présenté le budget à la Chambre en juin dernier, j'ai dit que, de l'avis du gouvernement, une position financière ferme était essentielle pour enrayer la hausse des prix et aplanir la voie vers une croissance économique soutenue et mieux équilibrée. Nous avons maintenu cette position. Les politiques fiscale et monétaire ont été conjuguées de façon à créer un climat propre à nous donner la haute main dans notre lutte contre l'inflation de l'économie. Cette année, nous devons, par un effort national, réduire le taux d'augmentation des prix. Afin d'y arriver, nous devons persister résolument à restreindre les pressions qui s'exercent sur l'économie. Nous devons aussi continuer à atténuer les situations où des circonstances économiques déterminées et le besoin d'utiliser les puissants leviers de la politique économique peuvent créer des difficultés. Cela nous a déjà amenés à plusieurs reprises à rajuster nos politiques.

La situation économique en 1969

Dans les documents budgétaires que j'ai déposés à la Chambre le 27 février, les députés trouveront une revue générale de l'évolution de l'économie depuis un an. Pour faire mieux ressortir mes remarques sur la situation actuelle et éclairer davantage les perspectives de l'année qui vient, j'aimerais revoir brièvement les points saillants de l'évolution de l'économie en 1969.

Le Canada n'est pas seul à souffrir d'une inflation tenace. Les États-Unis sont aussi en proie à l'inflation. Nombre de pays d'Europe combattent la même fièvre. Le fait que d'autres sont plus touchés que nous n'est guère réconfortant, car nous savons que, sans remède, le mal s'aggraverait. Même s'il y a danger de contagion, nous savons aussi que chaque pays doit aviser aux moyens de guérir le mal.

Les biens et services qui composent le produit national brut ont accusé une hausse moyenne d'environ 4.2 p. 100 l'an dernier, contre 4 p. 100 en 1968. En janvier 1970, l'indice des prix à la consommation dépassait de 4.6 p. 100 le niveau d'un an auparavant. De récents indices laissent entrevoir que le taux d'augmentation des prix a cessé de monter. De quelque façon qu'on interprète ces faibles lueurs d'espoir, un fait est inéluctable: les prix et les coûts—les traitements et salaires surtout—augmentent toujours à des taux intolérables.

L'économie canadienne a fait des gains notables l'an dernier dans les domaines de la production et de l'emploi. L'expansion de la production réelle, à 4.8 p. 100, s'est maintenue à son taux de 1968. L'emploi aussi a augmenté plus rapidement que l'année précédente—d'environ 3.2 p. 100, contre 2.2 p. 100. Mais après le premier trimestre, lorsque les conséquences des politiques restrictives ont commencé à se faire sentir, le taux d'accroissement de la demande a ralenti. Ce résultat était prévu, même s'il est venu un peu plus tard que nous ne l'aurions souhaité. C'est une condition préalable et nécessaire à la modération des hausses de prix et de coûts qui constitue notre objectif. Le chômage en décembre 1969 représentait 4.8 p. 100 de la main-d'œuvre, tout comme en décembre 1968. Désaisonnalisée, cette proportion a baissé à 4.5 p. 100 en janvier.

Dans le secteur personnel de l'économie, les revenus nets d'impôts, sont montés plus rapidement qu'en 1968. Les dépenses en biens et services de consommation ont augmenté encore plus vite que le revenu personnel disponible. L'épargne personnelle a donc fléchi. Les soldes impayés du crédit à la consommation ont connu une augmentation particulièrement rapide durant la première partie de l'année. En répartissant leurs dépenses accrues parmi les diverses catégories de biens et de services, les consommateurs ont en général favorisé les services et les biens non durables.

• (8.10 p.m.)

Les renseignements sur les immobilisations dans le secteur des affaires semblent indiquer que de nombreux projets prévus pour 1969 ont été différés ou annulés durant la dernière partie de l'année. Une baisse des profits par unité de production a accompagné cette modification apparente des projets d'investissement. Les stocks des fabricants, surtout pour les produits finis, ont grossi sensiblement dans les derniers mois de 1969. Les mises en chantier d'habitations ont atteint 210,000 unités pour l'ensemble de 1969, mais elles ont diminué d'un trimestre à l'autre. Le gouvernement fournit maintenant un volume sensiblement accru de fonds pour les logements sociaux cette année. C'est dire la haute priorité que nous accordons à l'habitation en général et notamment aux logis à bas loyer.

Dans nos transactions avec l'étranger, il s'est produit en 1969 une augmentation assez importante du déficit au chapitre des biens et services—le compte courant de la balance des paiements. Les ventes de blé ont été sensiblement moins élevées. Les autres exportations se sont accrues, mais à un rythme plus lent que les importations, qui sont montées d'une façon très marquée au début de l'année. Il y a eu une importante rentrée de capitaux à long terme, y compris les emprunts à l'étranger des provinces et de certaines municipalités. Une fois de plus, on a constaté une sortie significative de capitaux à court terme, attirés par les taux d'intérêt à court terme très élevés à l'étranger. L'influence globale de toutes ces transactions sur nos réserves s'est soldée en 1969 par une augmentation modérée d'environ 60 millions de dollars (É.-U.). La valeur du dollar canadien sur les marchés étrangers continue d'être très forte et nos réserves se sont accrues de 318 millions de dollars (É.-U.) en janvier et février. J'espère que cela va faire taire les nombreux commentaires sur les sorties de capitaux attribuables à notre Livre blanc.

Des voix: Bravo!

Les marchés financiers

L'hon. M. Benson: La contrainte exercée par les autorités monétaires au Canada et ailleurs s'est fait sentir sur les marchés financiers. Les taux d'intérêt à la fin de l'année ont atteint des niveaux sans précédent. L'actif des banques s'est accru d'environ 5 p. 100 en 1969 et le taux de liquidités des banques est tombé plus bas que jamais. Le montant net des nouvelles émissions de valeurs par les emprunteurs canadiens en 1969 a été inférieur de près de 850 millions de dollars à celui de 1968, même si l'émission de valeurs en devises étrangères s'est accrue sensiblement. Mise à part l'émission des obligations d'épargne du Canada, qui a été couronnée de succès, le gouvernement du Canada n'a pas été un emprunteur net sur le marché des obligations en 1969. En fait, le montant de nos valeurs négociables, à l'exclusion des comptes de l'État, a quelque peu fléchi et, pour la première fois depuis 1957, on a constaté une réduction du montant net de la dette publique.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Cet aspect de nos opérations a aidé les autorités monétaires à maintenir la restriction au niveau voulu. Il a aussi assuré aux autres emprunteurs—provinces, municipalités et entreprises—le plein accès aux fonds disponibles. Les fonds qui s'accumulent dans la Caisse de pensions du Canada et qui sont investis par mon ministère dans des obligations à long terme émises ou garanties par les provinces dépassaient le total des émissions nettes de nouvelles obligations négociables de toutes sortes, vendues sur le marché canadien des obligations. Cette Caisse a été d'un secours inappréciable car elle a permis de répondre aux besoins des provinces, des municipalités, des commissions scolaires et autres autorités publiques au cours d'une période difficile.

Aspects régionaux

Même si les diverses régions du pays ont connu différents rythmes de progrès économique l'an dernier, toutes ont connu une hausse des prix. Sous ce rapport, elles sont toutes touchées par le problème de l'inflation. Nos politiques fiscales et monétaires visaient à résoudre ce problème général et si largement répandu.

Le gouvernement a néanmoins clairement reconnu que les pressions des dépenses n'ont pas toujours été également réparties au pays. Nous avons par conséquent adopté des mesures pour différencier les régions selon le niveau de l'emploi. Notre mesure fiscale relative aux frais d'amortissement dans le domaine de la construction commerciale en est un exemple. Notre demande aux banques

à charte d'accorder une attention spéciale aux emprunteurs des régions les moins prospères du pays en est un autre. De plus, dans notre politique de dépenses, nous avons accordé une haute priorité aux programmes qui s'attaquent aux problèmes économiques particuliers des régions à croissance lente. Citons, entre autres, les programmes du ministère de l'Expansion économique régionale, le programme de formation de la main-d'œuvre, le programme du crédit agricole et le programme de réduction des emblavures. Les subventions de péréquation aux provinces à croissance lente ont atteint près de 750 millions de dollars durant la dernière année financière, augmentation de 16 p. 100 sur l'année précédente.

La situation financière en 1969-1970

Je passe maintenant à la situation financière pour l'année 1969-1970. Bien entendu, comme il reste encore quelques semaines d'ici la fin de l'année financière, je ne peux vous donner ici que les meilleures estimations possibles à l'heure actuelle. En juin dernier, je prévoyais un excédent budgétaire de 250 millions de dollars. Dans les documents budgétaires déposés le 27 février, je prévoyais un excédent de 455 millions de dollars pour l'année financière en cours. La différence, par rapport au budget, tient surtout à l'augmentation plus rapide de nos recettes fiscales. Les rentrées globales dépasseront vraisemblablement de 245 millions de dollars les prévisions antérieures; les dépenses, de 40 millions de dollars. Depuis l'impression des documents budgétaires, le gouvernement a décidé que des mesures d'urgence s'imposaient pour réduire considérablement le grave excédent de blé au Canada. Par conséquent, on a demandé au Parlement d'autoriser un crédit de 100 millions de dollars en vue de permettre aux cultivateurs des Prairies de réduire leurs emblavures cette année et de s'adapter à un régime de contingentement des livraisons de blé applicable aux stocks actuellement accumulés dans les fermes. Nous nous proposons d'imputer cette dépense aux comptes de l'année financière en cours, portant ainsi les dépenses budgétaires à 11,915 millions de dollars en 1969-1970 et réduisant le surplus budgétaire à 355 millions de dollars.

En juin dernier je fixais les besoins en espèces à des fins non budgétaires, hormis les transactions de change, à environ 650 millions de dollars, avant de tenir compte de la défalcation du déficit de l'Expo. Il semble maintenant que ces besoins seront beaucoup moins élevés qu'on ne le prévoyait alors. Selon les documents budgétaires, ils seraient de 365 millions de dollars. Ce chiffre sera réduit de 100 millions de dollars, ce qui représentera un crédit non budgétaire en contrepartie de l'im-

putation budgétaire sur les crédits destinés au programme de réduction des stocks de blé, car les fonds ne seront vraisemblablement déboursés qu'après la fin de l'année. D'autres changements dans les crédits prévus à la fin de l'année ont entraîné une nouvelle baisse qui ramènera à 105 millions de dollars seulement, au total, les prévisions non budgétaires nettes. A ce chiffre, il faut ajouter une somme de 310 millions de dollars au compte des opérations du fonds des changes à ce jour, montant un peu plus élevé que celui déjà indiqué dans les documents budgétaires. En contrebalançant ces prévisions de caisse au compte non budgétaire par les sources budgétaires de liquidités, nous prévoyons qu'à la fin de l'année financière qui se terminera le 31 mars prochain, la totalité de nos besoins nets en espèces aura été d'environ 60 millions de dollars. J'ai déjà expliqué que la somme de nos obligations négociables aux mains du public avait légèrement diminué. Toutefois, il y a eu une hausse nette d'environ 374 millions des obligations d'épargne du Canada en circulation, ainsi que de légères augmentations des bons du Trésor également en circulation et des titres non négociables détenus par la Commission d'assurance-chômage. Ces valeurs ont été plus que suffisantes pour répondre aux prévisions de caisse nettes et devraient accroître de 400 millions de dollars nos soldes de caisse en devises canadiennes pour les porter, selon moi, à environ un milliard à la fin de l'année, soit au 31 mars.

Perspectives économiques

Passons maintenant à l'année qui vient. Je parlerai d'abord des perspectives économiques ainsi que des perspectives financières qui en découlent. Je passerai ensuite aux questions de principe et aux propositions.

Le rythme un peu ralenti de l'activité économique me fait prévoir pour 1970 encore une augmentation, mais moins accentuée que celle de 1969. Le taux d'accroissement du volume de la production en 1970, pourrait bien être de 1½ ou 2 points de pourcentage inférieur à celui de l'année dernière, qui a été de 4.8 p. 100. Le nombre d'emplois continuera d'augmenter, mais plus lentement qu'en 1969, et je prévois quelque accroissement du chômage. Il y aura aussi des négociations salariales difficiles, dont certaines pourront entraîner des grèves, parfois longues, avant d'aboutir. Le mouvement de baisse, déjà amorcé, des bénéfices se continuera l'année prochaine, tant pour le montant global que par unité de production.

Monsieur l'Orateur, si nous voulons freiner sensiblement le rythme d'augmentation des prix et des coûts, notre tâche sera difficile. La politique du gouvernement est de restreindre l'augmentation des dépenses globales de l'éco-

nomie, car c'est là une condition nécessaire à la réalisation de notre premier objectif économique. Nous continuerons d'appuyer la Commission des prix et des revenus, qui s'efforce d'amener les entreprises, les travailleurs, les consommateurs et les gouvernements à mener une lutte concertée contre l'inflation. C'est dans la mesure où ces efforts réussiront que nous pourrions atteindre notre objectif en ayant recours à des mesures fiscales et monétaires moins sévères que celles qui autrement s'imposeraient.

Pour traduire en termes de valeur une croissance de 3 p. 100 de la production réelle en 1970, il faudrait pouvoir dire combien tous nos efforts réussiront à arrêter l'inflation. Cela est particulièrement problématique cette année. Il nous est impossible de dire quand ou dans quelle mesure, le ralentissement de la croissance de la demande et de la production aboutira à une décélération de la hausse des prix. Dans nos prévisions sur les revenus, nous avons présumé que l'augmentation des prix serait un peu moindre que l'année dernière. Cependant, si nous pouvions réduire la hausse des prix, disons aux trois quarts du taux de l'an dernier, et si cette tendance s'affirmait clairement dans le courant de l'année, nous aurions tout lieu d'être satisfaits. Toute contraction de nos revenus ainsi causée serait opportune.

Nous avons également été encouragés dans nos efforts pour freiner la hausse inflationniste des coûts et des prix par l'esprit de collaboration des gouvernements provinciaux. Cet esprit s'est clairement manifesté, les députés s'en souviendront, à la mi-février, à la conférence des premiers ministres. L'entente générale reflétée dans le communiqué de la conférence attestait le large appui accordé par les provinces au programme de restrictions volontaires, ainsi que leur intention, dans la mesure où le leur permettraient leurs circonstances propres, d'appliquer dans le domaine de leur compétence les propositions de la Commission des prix et des revenus.

• (8.20 p.m.)

Bien entendu, à la conférence, l'accent n'a cessé d'être mis sur les pressions financières que subissent les provinces et les municipalités et que traduit le rapport du comité du régime fiscal. Cet accent était naturellement en grande partie centré sur le partage des ressources fiscales. Il est évident toutefois que les délégués avaient une conscience accrue du fait que les exigences manifestées à l'égard de tous les niveaux de gouvernement, par tous les secteurs de la société, en vue d'obtenir des services nouveaux et améliorés dans tous les domaines gagnent de vitesse sur la croissance des revenus. C'est là le problème fondamental dont découlent les pressions financières qu'éprouvent les gouvernements. Il est vrai, en

outre, que le poids de ces exigences retombe sur les provinces et les municipalités. Leurs dépenses, en pourcentage du produit national brut, ont augmenté rapidement depuis une douzaine d'années, tandis que celles du gouvernement fédéral, à l'exclusion des transferts de fonds aux provinces, sont demeurées relativement stables. On a toutefois reconnu clairement que, dans un contexte d'inflation érosive, il fallait contenir ces exigences croissantes. Par conséquent, même si les extrapolations budgétaires des provinces pour 1970-1971 indiquent un accroissement considérable des déficits potentiels, la plupart des provinces ont manifesté l'intention de faire tout leur possible pour réduire ou éliminer les augmentations prévues. Le cas du gouvernement ontarien est particulièrement significatif, compte tenu de l'ampleur de son budget et de la position prédominante de l'économie de l'Ontario dans l'ensemble du pays. Si l'Ontario réussit à atteindre l'objectif qu'il a annoncé, celui d'un budget équilibré, la position financière d'ensemble des gouvernements provinciaux et municipaux ne devrait pas s'écarter sensiblement en 1970-1971, de celle de 1969-1970. C'est là un élément important de la lutte nationale contre l'inflation.

Perspectives financières

Quelles sont nos perspectives financières, à la lumière des programmes actuels? Mon collègue le président du Conseil du Trésor (M. Drury) a déposé les prévisions budgétaires de la prochaine année financière. Selon ces prévisions, et compte tenu d'un modeste volant pour les dépenses imprévues et pour certaines annulations de crédits, je prévois que les dépenses budgétaires de 1970-1971 seront de l'ordre de 12.9 milliards de dollars. Mon collègue a signalé aux députés la partie importante de l'augmentation prévue des dépenses, c'est-à-dire les postes que nous partageons avec les provinces et que nous ne pouvons guère restreindre. Les députés n'ignorent pas les efforts soutenus que nous faisons pour limiter l'accroissement des dépenses qui dépendent de notre action, y compris celles auxquelles nous accordons une priorité particulièrement élevée en ce moment. Nous avons accordé la plus haute priorité, notamment, à l'expansion régionale, au développement du bilinguisme, au perfectionnement de la technologie industrielle et au progrès des Indiens et des Esquimaux.

Nos recettes budgétaires fondées sur la législation fiscale actuelle seront plus fortes en 1970-1971 que l'an dernier, à mesure que l'économie continuera de s'accroître. Mais comme la croissance sera plus lente, nos recettes n'augmenteront pas aussi vivement que l'année dernière. Le produit de l'impôt sur le revenu des sociétés sera particulière-

ment touché, à cause des profits moindres que nous prévoyons et aussi du fait que les recettes comprennent déjà la plupart des gains réalisés une fois pour toutes par suite du paiement hâtif des impôts des sociétés. En outre, dans le cadre du programme de restriction de la hausse des prix et des coûts, nous avons différé la majoration des frais pour les services gouvernementaux et la mise en vigueur de la taxe sur les billets d'avion. Nous prévoyons des recettes de 13.2 milliards de dollars ainsi qu'un excédent budgétaire de 300 millions, contre les 355 millions déjà mentionnés pour l'année courante.

Nos prévisions de caisse non budgétaires nettes, à l'exclusion des transactions de change, seront vraisemblablement de 775 millions de dollars environ en 1970-1971. Sur ce total, le programme de réduction des stocks de blé nécessitera des déboursés en espèces de 100 millions de dollars. Compte non tenu de cette dépense pour le blé d'une année à l'autre, l'augmentation est passée de quelque 650 millions de dollars dans les prévisions de juin dernier pour 1969-1970 à quelque 675 millions dans les prévisions actuelles de 1970-1971.

En réalité, toutefois, le montant net requis à ces fins non budgétaires en 1969-1970 s'est révélé beaucoup moindre pour plusieurs raisons, comme je l'ai déjà indiqué. Un certain nombre de nos programmes de prêts, au titre du crédit agricole et du développement international, par exemple, ainsi que les programmes d'investissement de nos sociétés d'État ont été inférieurs à nos prévisions. Ces changements, ajoutés à l'excédent budgétaire assez élevé, ont réduit nos besoins nets en liquidités à un bas niveau qui nous a agréablement surpris.

Nous ne saurions nous attendre à une réduction semblable cette année. Même si nos dépenses non budgétaires tiennent compte dans une certaine mesure des imprévus, comme il se doit, elles reflètent également des augmentations dans un certain nombre de programmes solidement établis et hautement prioritaires. Parmi ces augmentations, il y a les suivantes:

- près de 150 millions de dollars de plus à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour aider à compenser une diminution prévue des fonds privés affectés au financement de l'habitation, pour stimuler la construction de logements à loyer modique, et pour financer plus d'usines municipales d'épuration des eaux d'égout, d'une nécessité urgente pour atténuer la pollution;
- environ 25 millions de plus affectés au fonds de prêts hypothécaires pour le crédit agricole, surtout pour aider les cul-

tivateurs des Prairies à réadapter aux nouvelles perspectives céréalières;

- environ 40 millions de plus pour permettre à l'Énergie atomique du Canada d'investir des capitaux dans des centrales énergétiques perfectionnées et dans une vaste usine d'eau lourde afin de pallier la grave pénurie de cet important produit;
- environ 40 millions de plus affectés à des prêts consentis aux pays insuffisamment développés, comme partie de notre programme d'aide extérieure;
- environ 50 millions de plus affectés à des prêts consentis au titre de l'expansion économique régionale, à laquelle nous accordons tous une haute priorité.

En conséquence, le montant global affecté à nos programmes de prêts, déduction faite des remboursements, passerait de 1,150 millions en 1969-1970 à environ 1,675 millions en 1970-1971.

Ce sont là d'importantes affectations des économies de la nation à des fins d'investissement. Toutefois, il faut évaluer leur impact économique et les budgétiser avec autant de soin que les dépenses. De plus, ils ont des effets importants sur notre programme gouvernemental de financement et sur la conduite de la politique monétaire.

Compte tenu de l'excédent budgétaire prévu et des prévisions non budgétaires nettes, nos besoins nets en espèces pour l'année 1970-1971 devraient être d'environ 475 millions de dollars—à l'exclusion des montants que pourrait exiger le financement de nos opérations de change.

● (8.30 p.m.)

D'après les comptes nationaux du revenu, établis par le Bureau fédéral de la statistique ces dernières années et utilisés par les économistes, nous estimons que le secteur du gouvernement fédéral, à l'exclusion du Régime de pensions du Canada, a réalisé un excédent de 570 millions en 1969-1970 et qu'il en réalisera un de 180 millions en 1970-1971, sur la base des prévisions que je viens d'exposer.

Politique générale

Il est évident que la position financière d'ensemble du gouvernement fédéral exercera sur l'économie, en 1970-1971, une contrainte un peu moins forte que cette année. Cela tiendra en partie au programme de réduction d'urgence des stocks de blé. Je suis sûr que cette mesure sera dans l'intérêt de la nation ainsi que dans celui, à long terme, des producteurs de blé du Canada. Le changement dans notre position financière est dû en partie aux dépenses, et particulièrement aux virements faits aux provinces pour la santé et l'éducation, qui augmentent un peu plus vite que

les recettes. Il est attribuable aussi à l'accroissement de nos programmes de prêts à l'habitation et à l'agriculture, auquel le marché des capitaux n'apporte pas l'afflux de fonds privés nécessaires à une croissance et à un développement équilibrés. En règle générale, les effets financiers de nos opérations seront mieux répartis à l'échelle régionale que l'an passé. Nos dépenses au titre de l'expansion régionale, nos paiements de péréquation et autres versements seront plus élevés dans les secteurs à pression inflationniste moindre. Nos recettes, bien entendu, augmentent plus vite là où les revenus croissent plus rapidement.

Ces prévisions sont fondées sur le ralentissement attendu du taux de croissance de l'emploi et de la production et sur une économie fonctionnant à un régime plus lent qu'en 1969-1970. Si nous n'avions à nous préoccuper que de la pression de l'ensemble de la demande sur notre capacité de production et sur nos marchés, aucune autre mesure ne serait nécessaire. Cependant, il n'y a eu aucun ralentissement du rythme d'accroissement des prix et des salaires et des autres revenus. Les coûts continuent de faire monter les prix. Le ralentissement de la croissance réelle n'a pas encore freiné l'inflation. J'espère que nous en verrons les effets au cours de l'année. L'accord sur l'établissement des prix, conclu entre la Commission des prix et des revenus et les représentants des entreprises commerciales et des professions libérales, devrait aider sensiblement à faire baisser le taux d'augmentation des prix. Nous devons lui permettre de faire ses preuves. Nous devons aussi laisser le temps au monde syndical de décider s'il doit adhérer à une sorte de programme concerté pour réduire la pression que les coûts exercent sur les prix et de quelle manière il doit le faire.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Dans ces conditions, il me semble nécessaire d'avoir recours à quelques restrictions supplémentaires précises dans le domaine économique pour maintenir la pression sur les prix et les coûts. Je ne propose aucune augmentation d'impôts dans ce budget.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Horner: Vous avez votre Livre blanc. Que vous faut-il de plus?

L'hon. M. Benson: Je suis extrêmement bouleversé de constater que l'opposition voulait des augmentations fiscales que je n'ai pas prévues. On m'apprend que ce sera le premier budget depuis 1913 dépourvu de motions de voies et moyens.

Le très hon. M. Diefenbaker: A quand le prochain budget, dans six mois?

L'hon. M. Benson: Cependant, je propose deux mesures d'un caractère particulier qui nous aideront à concrétiser notre détermination de juguler l'inflation.

Propositions

La première concerne la construction. Cette industrie s'est trouvée à la pointe de la spirale inflationniste, bien que le volume de sa production n'ait pas augmenté substantiellement depuis 1966. Elle présente des caractéristiques qui l'exposent particulièrement à l'inflation causée par la poussée des coûts. En tant que gouvernement, nous encourageons la construction de logements sur une grande échelle, et aussi la construction d'installations industrielles dans les régions dont le développement laisse à désirer. Ces deux secteurs doivent, à notre avis, avoir la priorité partout au Canada. D'autre part, nous ne voulons pas aggraver la situation particulièrement inflationniste dans cette industrie, dont l'évidence sautait aux yeux l'an dernier. Nous avons imposé en juin dernier de légères restrictions à la construction commerciale dans les principales régions urbaines des trois provinces à croissance économique rapide. Apparemment, cela aurait entraîné la remise à plus tard de projets de moindre priorité ou rentabilité, bien qu'il soit difficile d'isoler les effets de cette mesure de ceux des nombreuses autres influences en jeu.

Selon le relevé des perspectives à moyen terme en matière d'investissements, publié récemment par le Conseil économique, les investissements commerciaux connaîtraient en 1970 une expansion rapide, dont la cadence serait plusieurs fois plus forte que dans les affaires en général. Ces renseignements, entre autres, m'amènent à conclure qu'il nous faut maintenir l'effet de la mesure relative aux frais d'amortissement adoptée en juin dernier. Les députés se rappelleront que le droit à une exemption d'impôt pour fins d'amortissement a été suspendu pour deux ans dans le cas des constructions commerciales mises en chantier après le discours du budget. Cette suspension ne s'appliquait qu'aux dépenses de construction engagées dans ces programmes jusqu'à la fin de 1970. A l'origine donc, elle ne s'appliquait qu'aux travaux exécutés pendant les 18 mois suivants. Dans sa forme actuelle, toutefois, elle ne s'applique aujourd'hui qu'aux travaux des neuf derniers mois de 1970. En conséquence, la mesure a perdu de son effet à cause du passage du temps. Je propose maintenant que, à l'égard des entreprises commencées à compter de ce jour jusqu'à la fin de 1970, la suspension s'applique aux dépenses de construction engagées jusqu'à la fin de 1971. Ce changement redonnera à la mesure à peu près le même effet qu'elle avait à l'ori-

gine. Elle ne s'appliquera qu'aux immeubles auxquels la mesure initiale se serait appliquée.

Tout comme l'an dernier, on donnera suite à cette décision au moyen d'un règlement édicté en vertu de la loi de l'impôt sur le revenu.

La seconde mesure que je propose, c'est que le Parlement réglemente le crédit à la consommation au moyen d'une mesure législative semblable à celle qui avait été adoptée pendant une autre période d'inflation, il y a vingt ans.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Il s'agirait d'une mesure anti-inflationniste de caractère provisoire qui, dans l'intérêt national, viserait à sauvegarder l'intégrité de notre monnaie. Elle autoriserait le gouvernement à réglementer les conditions de crédit consenties aux consommateurs par divers genres d'institutions de prêt et d'entreprises commerciales. Elle s'appliquerait aux banques, aux compagnies de financement des ventes, aux compagnies de prêts à la consommation et à d'autres prêteurs, ainsi qu'aux grands magasins, aux vendeurs de voitures et à d'autres marchands. En général, nous avons l'intention de recourir à cette loi pour exiger un versement initial minimum dans le cas d'achats importants financés à l'aide de crédit s'étendant sur plus d'un an, et pour limiter le délai de remboursement des sommes en cause. Nous ne nous proposons pas d'intervenir dans le cas du crédit accordé pour de petits achats—disons de moins de 100 dollars—ni des comptes courants ordinaires payables dans un délai de 60 jours, ni des comptes de crédit renouvelable ou des ventes à tempérament exigeant des mensualités régulières qui les acquitteraient en moins de 12 mois. Elle ne s'appliquerait pas aux prêts à recouvrer ni aux conditions des achats à crédit déjà faits.

• (8.40 p.m.)

La mesure proposée a pour but de limiter l'augmentation des dépenses des consommateurs dans la conjoncture inflationniste actuelle. Nous songeons non seulement aux dépenses pour les biens durables, mais aussi pour d'autres biens ainsi que pour les services comme les voyages. Ces dernières années, le taux d'accroissement des dépenses des consommateurs a été stimulé et soutenu par des augmentations appréciables, quoique assez inégales, des créances à recouvrer des consommateurs. Je comprends fort bien le sourire du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui a été menacé d'une bombe hier; il ne voudra peut-être plus voyager.

Monsieur l'Orateur, l'augmentation a été particulièrement rapide pendant le premier semestre de l'an dernier. Parce que les prêts

personnels non garantis accordés par les banques se sont stabilisés, cette augmentation a diminué au début du deuxième semestre, mais les chiffres les plus récents indiquent qu'elle a repris. Il semble probable que l'expansion des dépenses des consommateurs cette année sera renforcée par une forte hausse du crédit, à moins que des mesures ne soient prises pour l'enrayer. A notre avis, des mesures sélectives comme celles que nous proposons seraient meilleures que des dispositions plus générales qui entraveraient l'afflux de capitaux requis pour l'habitation ainsi que pour le développement industriel et urbain.

Nous n'avons pas l'intention de limiter les prêts commerciaux, y compris les prêts agricoles, ni ceux destinés à l'achat, la construction ou la rénovation de maisons. Les prêts consentis aux étudiants pour leurs études seraient aussi exemptés, bien entendu.

Il est difficile de prévoir l'effet quantitatif, sur les dépenses des consommateurs, de dispositions visant à exiger un versement initial déterminé et à limiter la période de remboursement. Nous comptons exiger des versements initiaux de 20 p. 100, lorsque le crédit est accordé pour plus d'un an, et le remboursement dans les 30 mois dans le cas des automobiles et dans les 24 mois dans celui des autres achats. Ces dispositions ne devraient avoir qu'un effet très modéré sur les achats, déjà limités pour le moment, de nouvelles voitures. D'autre part, leurs résultats directs se feront sentir davantage, croyons-nous, sur les autres achats, surtout ceux de biens durables, et les voyages d'agrément. La réduction dans les dépenses, semble-t-il, affectera indirectement une grande variété de biens et de services, car on peut s'attendre que bien des consommateurs préféreront faire les versements initiaux sur ce qu'ils tiennent surtout à avoir, plutôt que d'acheter des choses qui les intéressent moins, et acquitter leur compte plus rapidement. A tout prendre, nous estimons que l'ensemble des dépenses à la consommation pourraient être réduites de 300 ou de 400 millions de dollars en un an, soit moins de 1 p. 100 de la valeur globale des achats à la consommation.

En vue d'assurer que la mesure législative et le règlement tiendront compte comme il se doit de la variété des institutions et des pratiques en cause dans le crédit à la consommation, des représentants de mon ministère consulteront ceux des établissements qui accordent du crédit ou qui vendent à crédit. Je prévois que le gouvernement sera prêt à présenter une mesure législative d'ici à six ou huit semaines.

Je ne propose aucune mesure législative sur les impôts ou les tarifs pour l'instant. Nous continuerons de surveiller l'économie de près et surtout d'observer à quel point on réussit à

enrayer la hausse des prix et des salaires. Des mesures législatives s'imposeront peut-être à l'automne. D'ici là, je ne prévois pas qu'on se désintéresse de la question des impôts dans les délibérations parlementaires que nous aurons là-dessus.

Pour ce qui est des tarifs douaniers, je dois dire que depuis les dernières prévisions budgétaires on m'a demandé de modifier le Tarif en y apportant soit des augmentations, soit des diminutions. J'ai décidé de ne rien changer pour l'instant. Cela veut dire qu'on retardera l'application des deux rapports de la Commission du tarif où celle-ci recommande la hausse des droits, dans un cas sur les dindes vivantes, dans l'autre sur le polyéthylène.

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: Pendant combien de temps?

Une voix: C'est une vraie dinde.

L'hon. M. Benson: Je ne juge pas le moment opportun de proposer des hausses même légères des tarifs protecteurs. Je serai disposé à prendre des décisions à ce sujet plus tard.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Je voudrais faire une déclaration importante à propos de la pollution de l'air et de l'eau. Nous avons accordé des amortissements accélérés, aux termes de la loi de l'impôt sur le revenu, pour aider et encourager l'industrie à édifier des ouvrages ou à acheter du matériel dans le principal but d'empêcher ou de réduire la pollution des eaux canadiennes. Cet article du règlement prend fin le 31 décembre 1970. Nous avons maintenant l'intention de le faire durer, sous forme révisée, trois ans encore. Avant de le prolonger au-delà de 1973, je compte que la question sera remise à l'étude à la lumière de politiques et de programmes de portée accrue en matière de pollution.

Nous avons également décidé en principe d'accorder un amortissement spécial semblable à l'égard des ouvrages et du matériel achetés à compter de ce soir, en vue surtout d'empêcher ou de réduire la pollution atmosphérique.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Dans le cas de la pollution atmosphérique, on a tenu compte d'habitude, dans le coût normal de la production, de la nécessité de réduire au minimum la fumée et les émanations, alors que d'autres mesures sont prises en partie pour améliorer le rendement ou pour fabriquer des sous-produits vendables. Je voudrais donc examiner les détails qu'il faudrait inclure dans un règlement à ce sujet, et je recevrais volontiers les opinions des intéressés.

Ainsi se terminent, monsieur l'Orateur, les propositions et les déclarations que je voulais faire. Comme la mesure proposée, relativement au crédit à la consommation réduira les dépenses des consommateurs, elle diminuera d'environ 50 millions de dollars nos diverses recettes de la prochaine année financière. Je ne m'attends pas que les autres changements proposés aient un effet marqué sur nos recettes l'an prochain. Compte tenu de ces 50 millions, nos recettes budgétaires en 1970-1971 seront réduites à 13,150 millions de dollars et l'excédent budgétaire prévu sera réduit à 250 millions.

Maintenant, monsieur l'Orateur, je demanderais à la Chambre la permission, d'abord d'insérer dans le hansard, un petit tableau donnant le montant estimatif de nos principales catégories de recettes budgétaires et de nos recettes au titre de la sécurité de la vieillesse pour 1969-1970, et 1970-1971, puis, comme par les années passées, d'ajouter aux documents budgétaires, sous la forme d'une annexe au hansard, les tableaux et les notes explicatives donnant les chiffres budgétaires pour 1968-1969, 1969-1970 et 1970-1971 sur la base des comptes économiques nationaux, sous la forme publiée par le Bureau fédéral de la statistique, ainsi qu'une conciliation avec les comptes budgétaires.

M. l'Orateur: La demande du ministre est-elle agréée?

Des voix: D'accord.

[*Note de l'éditeur: Voici le texte des tableaux précités.*]

RECETTES BUDGÉTAIRES ET RECETTES AU TITRE DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

	1969-1970 Estimation	1970-1971 Prévisions
	(en millions de dollars)	
<i>Recettes budgétaires</i>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	4,592	5,290
Impôt sur le revenu des sociétés.....	2,605	2,480
Impôt des non-résidents.....	240	255
Impôt sur les biens transmis par décès.....	105	115
Droits de douane.....	815	835
Taxe de vente.....	1,725	1,755
Autres droits et impôts.....	905	1,000
Total des impôts.....	10,987	11,730
Recettes non fiscales.....	1,283	1,420
Total des recettes budgétaires.....	12,270	13,150
<i>Recettes au titre de la sécurité de la vieillesse</i>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1,027	1,170
Impôt sur le revenu des sociétés.....	227	230
Taxe de vente.....	569	600
Total des recettes au titre de la sécurité de la vieillesse.....	1,823	2,000

RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
SUR LA BASE DES COMPTES NATIONAUX

	1968-1969	1969-1970 Estimation	1970-1971 Prévisions
	(en millions de dollars)		
A. Recettes			
1. Impôts directs—particuliers.....	4,455	5,725	6,575
2. Impôts directs—sociétés.....	2,025	2,090	2,065
3. Impôts de retenue.....	205	240	255
4. Impôts indirects.....	3,830	4,035	4,220
5. Revenu de placements.....	990	1,180	1,395
6. Contributions des employeurs et des employés aux caisses d'assurance sociale et de pension de l'État.....	985	1,040	1,110
7. Recettes totales.....	12,400	14,310	15,620
B. Dépenses			
1. Biens et services: défense.....	1,845	1,845	1,875
2. Biens et services: autres.....	2,775	3,280	3,640
3. Transferts aux particuliers.....	3,430	3,680	4,010
4. Intérêt sur la dette publique.....	1,445	1,660	1,785
5. Subventions.....	395	450	475
6. Aide d'équipement.....	65	105	115
7. Transferts aux autres niveaux de gouvernement.....	2,525	2,720	3,590
8. Dépenses totales.....	12,480	13,740	15,490
C. Excédent (+) ou Déficit (-).....	- 80	+ 570	+ 130

RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

CONCILIATION DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX

	1968-1969	1969-1970 Estimation	1970-1971 Prévisions
	(en millions de dollars)		
1. Recettes budgétaires.....	10,191	12,270	13,150
<i>Moins:</i>			
2. Rendement budgétaire de placements.....	- 695	- 801	- 900
3. Recettes, du ministère des Postes.....	- 311	- 353	- 375
4. Autres recettes budgétaires non fiscales.....	- 199	- 129	- 145
	(-1,205)	(-1,283)	(-1,420)
5. Impôt sur le revenu des sociétés, excédent de l'impôt à percevoir (+) sur l'impôt perçu (-).....	- 188	- 742	- 645
<i>Plus:</i>			
Recettes extra-budgétaires:			
6. Recettes fiscales au titre de la sécurité de la vieillesse.....	1,626	1,823	2,000
7. Assurance-chômage, contributions des employeurs et des employés.....	435	500	515
8. Caisse de pension du gouvernement, contributions de l'employeur et des employés.....	460	540	595
9. Prélèvements sous le régime de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.....	8	6	6
	(2,529)	(2,869)	(3,116)
Revenu des placements de l'État:			
10. Intérêt sur prêts, avances et placements.....	395	475	550
11. Intérêt perçu sur les caisses d'assurance sociale et de pension du gouvernement.....	255	285	400
12. Bénéfice net des sociétés commerciales de l'État avant déduction de l'impôt.....	340 (990)	420 (1,180)	445 (1,395)
13. Divers ⁽¹⁾	83	16	24
14. Total des recettes sous le régime des comptes nationaux.....	12,400	14,310	15,620

⁽¹⁾Ces divers redressements représentent des recettes de divers impôts et ajustements directs et indirects pour la période supplémentaire. Dans les comptes nationaux, les recettes au cours de la période supplémentaire sont reportées à l'année financière suivante.

DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

CONCILIATION DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX

	1968-1969	1969-1970 Estimation	1970-1971 Prévisions
	(en millions de dollars)		
1. Dépenses budgétaires.....	10,767	11,915	12,900
<i>Moins:</i>			
2. Transferts budgétaires aux caisses et sociétés ⁽¹⁾	- 716	- 776	- 737
3. Dépenses du ministère des Postes.....	- 342	- 350	- 396
4. Déficit des sociétés commerciales de l'État.....	- 82	- 88	- 85
5. Réserves et défalcatons.....	- 157	- 297	- 36
6. Achat de biens de capital existants.....	- 11	- 11	- 11
7. Postes de recettes budgétaires contrebalancées par les dépenses budgétaires ⁽²⁾	- 84	- 88	- 92
	(-1,392)	(-1,610)	(-1,357)
<i>Plus:</i>			
Dépenses des caisses extra-budgétaires:			
8. Prestations de la sécurité de la vieillesse.....	1,541	1,730	1,905
9. Prestations d'assurance-chômage.....	459	520	610
10. Pensions de l'État.....	159	165	205
11. Paiements d'urgence à l'agriculture des Prairies.....	7	7	7
	(2,116)	(2,422)	(2,727)
12. Dépenses des caisses et sociétés de l'État ⁽¹⁾	702	853	827
13. Divers ⁽³⁾	237	160	393
14. Dépenses totales, selon les comptes nationaux.....	12,480	13,740	15,490
15. Excédent (+) ou déficit (-), selon les comptes nationaux....	- 80	+ 570	+ 130
16. Excédent (+) ou déficit (-), sous le régime budgétaire.....	- 576	+ 355	+ 250

⁽¹⁾Dans les comptes nationaux, les crédits budgétaires accordés aux diverses caisses et sociétés sont remplacés par les dépenses réelles faites par ces caisses et ces sociétés.

⁽²⁾Ce poste comprend surtout les recettes qui proviennent de la vente de biens et de services par l'État. Ces ventes figurent comme dernières dépenses du secteur privé et sont déduites afin de ne pas être comptées deux fois.

⁽³⁾Ce poste comprend le redressement de la période supplémentaire. Dans les comptes nationaux, les dépenses au chapitre des biens et services pour la période supplémentaire sont divisées entre les années financières consécutives; la plupart des autres dépenses sont entièrement reportées à l'année financière suivante.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, nos recettes étant réduites de 50 millions de dollars, nos besoins nets en espèces pour 1970-1971 seront portés à quelque 525 millions de dollars, sans compter les montants qui pourraient être nécessaires pour financer les mouvements de devises.

Même si nos besoins d'espèces pour la prochaine année financière sont plus élevés que ceux de l'année qui s'achève, je suis persuadé que nous pourrions les satisfaire d'une façon compatible avec notre politique anti-inflation. Bien entendu, il nous faudra, de temps à autre, faire des opérations sur le marché, ne serait-ce que pour rembourser nos dettes échues. Nos soldes liquides s'élèveront au début de l'année à un milliard de dollars environ et nous pourrions, sans risque, les réduire un peu pendant l'année. Il devrait être possible d'obtenir d'autres fonds grâce à une campagne de souscription aux obligations d'épargne du Canada.

Je crois que ces facteurs, un marché des obligations plus favorable, et le maintien de

nos mesures anti-inflationnistes permettront au service de la dette de se faire sans heurts et avec succès au cours de la prochaine année financière.

En terminant, monsieur l'Orateur, je voudrais insister sur plusieurs points très simples. Premièrement, nous devons rester fermes dans notre lutte contre la hausse des prix. Cela est essentiel pour convaincre les investisseurs, la main-d'œuvre et les fournisseurs de biens et de services que l'inflation n'est pas un phénomène permanent. Deuxièmement, nous devons continuer de tenir compte autant que possible des caractères distinctifs des différentes régions du pays et des divers secteurs de notre économie. Troisièmement, nous devons savoir nous adapter avec souplesse à l'évolution de la conjoncture économique. L'expérience des dernières années prouve que le Parlement et le gouvernement savent agir avec promptitude lorsque l'exigent des circonstances nouvelles ou en passe de le devenir.

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

présentés par
l'honorable Edgar J. Benson, député,
Ministre des Finances
pour la gouverne du Parlement
à l'occasion de l'exposé budgétaire de 1970-1971

AVANT-PROPOS

Les présents documents ont un double but:

1. Donner sous forme de synthèse un aperçu général de la situation économique en 1969, fondé sur certains indicateurs économiques fournis par le Bureau fédéral de la statistique, la Banque du Canada et d'autres agences gouvernementales;
2. Présenter le bilan provisoire des comptes du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1970.

PARTIE I
LIVRE BLANC SUR L'ÉCONOMIE
1970

	PAGE
Liste des graphiques.....	6
Points saillants de l'année 1969.....	7
Conjoncture internationale.....	9
Prix.....	12
Emploi, production, productivité et coûts unitaires.....	14
Dépenses et financement par secteur.....	22
Secteur personnel.....	22
Secteur de l'habitation.....	24
Secteur des entreprises.....	26
Secteur public.....	30
<i>Aperçu général du secteur public.....</i>	30
<i>Évolution courante: position nette du secteur public.....</i>	32
<i>Revenus des gouvernements.....</i>	34
<i>Dépenses des gouvernements.....</i>	35
<i>Financement des dépenses gouvernementales.....</i>	36
<i>Besoins financiers du gouvernement du Canada.....</i>	36
Secteur extérieur.....	38
Marchés financiers.....	43
Le système bancaire.....	43
Autres institutions financières.....	46
Marché des titres.....	47
Perspectives économiques en 1970.....	50
Tableaux de référence.....	53

Les tableaux, graphiques et données compris dans le présent document budgétaire sont fondés sur des chiffres fournis par le Bureau fédéral de la statistique, la Banque du Canada et autres agences gouvernementales, avant le 4 février 1970.

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE	PAGE
1 Taux de base salarial et changements de prix annuels.....	8
2 Comparaison internationale des prix à la consommation.....	10
3 Indices des prix à la consommation.....	13
4 Changements dans la main-d'œuvre.....	15
5 Accroissement annuel moyen de l'emploi total pour la période 1965-1969.....	16
6 Taux de chômage par région.....	18
7 Rapports des taux de chômage régionaux à la moyenne nationale	19
8 Indices des salaires et traitements par unité de production et des bénéfices des sociétés par unité de production, ensemble de l'économie.....	20
9 Changements dans la production, l'emploi et la production par employé.....	21
10 Construction domiciliaire.....	25
11 Dépenses de capital des sociétés, par région (construction domiciliaire exclue).....	27
12 Épargne et investissements des sociétés non financières privées.	29
13 Revenus et dépenses des gouvernements—Selon les comptes nationaux.....	33
14 Balance des paiements au compte courant.....	39
15 Balances au compte courant du Canada.....	40
16 Parité du dollar canadien avec le dollar américain.....	42
17 Actifs de certaines institutions financières.....	44
18 Taux d'intérêt choisis, Canada.....	45
19 Comparaisons de taux d'intérêt internationaux.....	49

PARTIE I

LIVRE BLANC SUR L'ÉCONOMIE, 1970

POINTS SAILLANTS DE L'ANNÉE 1969

L'augmentation des prix à la consommation a été plus rapide en 1969 qu'en n'importe quelle année depuis la période inflationniste de 1951 causée par la guerre de Corée. La principale préoccupation de l'opinion publique et de la politique économique du gouvernement a été, au cours de l'année dernière, et sera encore cette année, l'atténuation de la pression inflationniste.

La politique fiscale et la politique monétaire ont toutes deux été restrictives l'an dernier. La stratégie a visé à ralentir la pression de la demande provenant des secteurs public et privé. De ce fait, le ralentissement de la demande rendrait probablement plus difficile le transfert de l'augmentation des coûts aux derniers acheteurs. On s'attend qu'à son tour cette difficulté réduise la marge de manœuvre des producteurs quant à l'absorption de coûts plus élevés. La Commission des prix et des revenus s'est efforcée par divers moyens d'expliquer la nécessité de diminuer la hausse des coûts et des prix. Si l'augmentation des coûts peut être comprimée jusqu'à ce que la productivité progresse d'une manière satisfaisante, et justifie le niveau élevé des revenus actuels, et si la majoration des prix peut être ralentie pendant que la pression existante sur la demande se dissipe, cela permettra peut-être à l'offre et à la demande d'augmenter graduellement et parallèlement sans que pour autant la hausse des prix s'accroisse.

Maîtriser de cette façon la pression inflationniste permettra d'apporter un certain réajustement plus équitable pour tous. Cette manière d'agir laisse prévoir un niveau plus élevé de la production au lieu de provoquer une restriction drastique de la demande qui engendrera du chômage pour une période de temps et dont les conséquences seront très lourdes pour les régions moins prospères du pays.

Certes, il faut une certaine période de temps avant que ce processus n'aboutisse. Il comporte deux phases: d'abord, le ralentissement de la demande et ensuite la période au cours de laquelle les hausses de prix et de coûts diminuent. Les événements de 1969 indiquent que des progrès sensibles ont été accomplis quant à la première phase. A la fin de l'année, cependant, il était clair que la deuxième n'avait pas encore commencé.

Au cours de l'année, on a noté une diminution dans l'accroissement de la dépense nationale brute réelle, c'est-à-dire ajustée pour tenir compte de l'augmentation des prix. Le taux de croissance réel s'est établi à 5 pour cent. Cependant, le taux de croissance annuel moyen était de 5.9 pour cent au cours du premier semestre comparativement au second semestre de l'année précédente, contre seulement 2.8 pour cent pour le dernier semestre de 1969, d'après les meilleures prévisions possibles au moment d'aller sous presse.

L'indice de la production industrielle a fléchi au deuxième ainsi qu'au troisième trimestres; cette baisse peut être attribuable dans une certaine mesure aux grèves. En novembre, dernier mois pour lequel les données sont disponibles, il a monté légèrement.

On a assisté à un fléchissement du taux de croissance de la main-d'œuvre. Bien que nombre de facteurs entrent en ligne de compte, ce ralentissement est une caractéristique typique du tassement d'une économie surchauffée. Certains

travailleurs marginaux arrivent sur le marché du travail lorsque l'expansion est à son sommet, puis se retirent lorsque la demande pour la main-d'œuvre est moins forte.

Le taux d'accroissement du nombre d'emplois disponibles a aussi diminué. Cependant, parce que le nombre de travailleurs a lui aussi augmenté plus lentement, le taux de chômage en décembre 1969 a été le même que celui de décembre 1968.

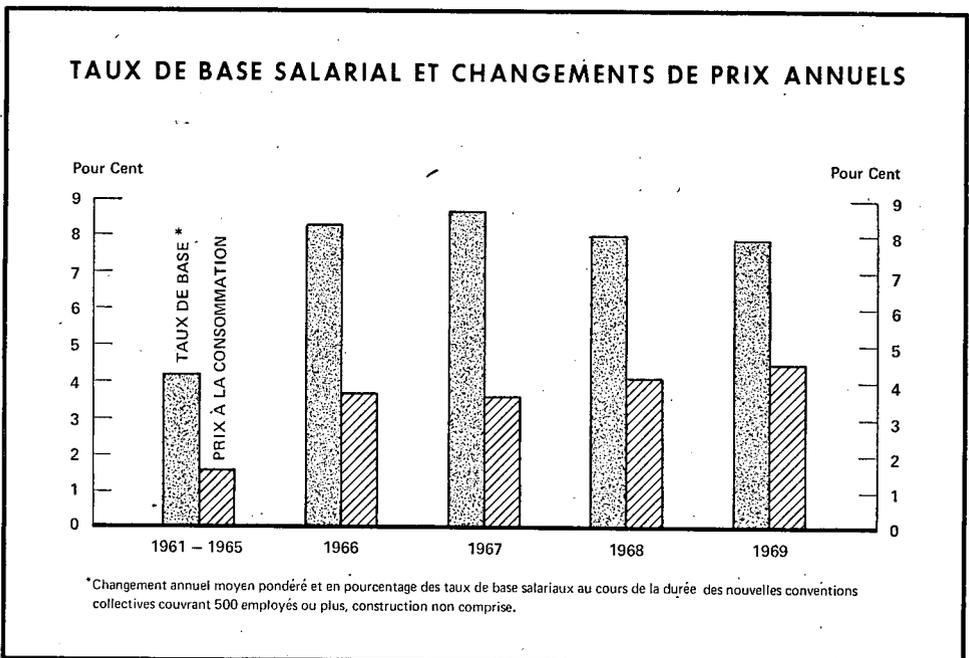
L'année dernière, on a assisté à un certain ralentissement du niveau des bénéfices; en fait, les derniers chiffres indiquent une baisse substantielle après la montée rapide de 1968.

Bien qu'il existe encore au sein de l'économie une forte demande pour les dépenses de construction et d'équipement, on décèle des signes de plus en plus évidents d'un ralentissement de la hausse générale de la demande et de la réduction de la possibilité d'un transfert de l'augmentation des coûts.

Malgré cela, les coûts et les prix augmentent de façon très rapide. En moyenne, les gains découlant des conventions collectives ont dépassé les gains de productivité par une marge encore plus large qu'en 1968. Entre décembre 1968 et décembre 1969, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 4.6 pour cent. En 1969, l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute a augmenté d'environ 4.3 pour cent par rapport à 1968.

Tous les secteurs de l'économie ont ressenti l'effet de l'augmentation des prix. En fait, les données pour les diverses régions n'indiquent aucune différence substantielle dans les moyennes des prix. Cependant, les régions n'ont pas toutes connu le même niveau élevé d'emploi, de production ou de demande pour les biens et services. Pour tenir compte de ces écarts, le gouvernement a adopté des mesures visant à limiter certaines catégories de dépenses dans les régions où l'on s'attend qu'elles soient particulièrement élevées et à atténuer les effets de la politique générale de contrainte dans les régions où la poussée inflationniste est moins marquée.

GRAPHIQUE 1



En 1969, les marchés financiers ont absorbé moins de nouvelles émissions d'obligations et d'actions qu'au cours des années antérieures. L'expansion du système bancaire fut beaucoup plus lente et sa liquidité fut radicalement restreinte par le jeu de la politique monétaire. Le public a préféré de plus en plus conserver ses avoirs financiers sous forme liquide. Les nombreuses pressions faites sur les marchés de capitaux par les étrangers, combinées au comportement des autorités, des autres prêteurs canadiens et des emprunteurs, ont conduit à une hausse sans précédent des taux de rendement. Cette augmentation des taux de rendement a commencé en septembre 1968 et elle continuait encore à la fin de l'année 1969.

Parmi les pays du monde occidental industrialisé, le Canada, n'est pas le seul qui ait à faire face à l'érosion menaçante de la valeur de la monnaie. Le malaise est très répandu et nous pouvons nous reconforter un peu étant donné que notre expérience dans ce domaine n'a pas été aussi mauvaise comparativement à ces pays. Aux États-Unis, par exemple, les prix à la consommation ont augmenté de 6 pour cent; ce qui laisse voir l'importance à continuer la lutte contre l'inflation.

Le reste du présent Livre blanc décrit de façon détaillée les développements économiques de 1969 à la lumière des événements des dernières années, donnant en guise de conclusion un aperçu général sur les perspectives pour 1970.

CONJONCTURE INTERNATIONALE

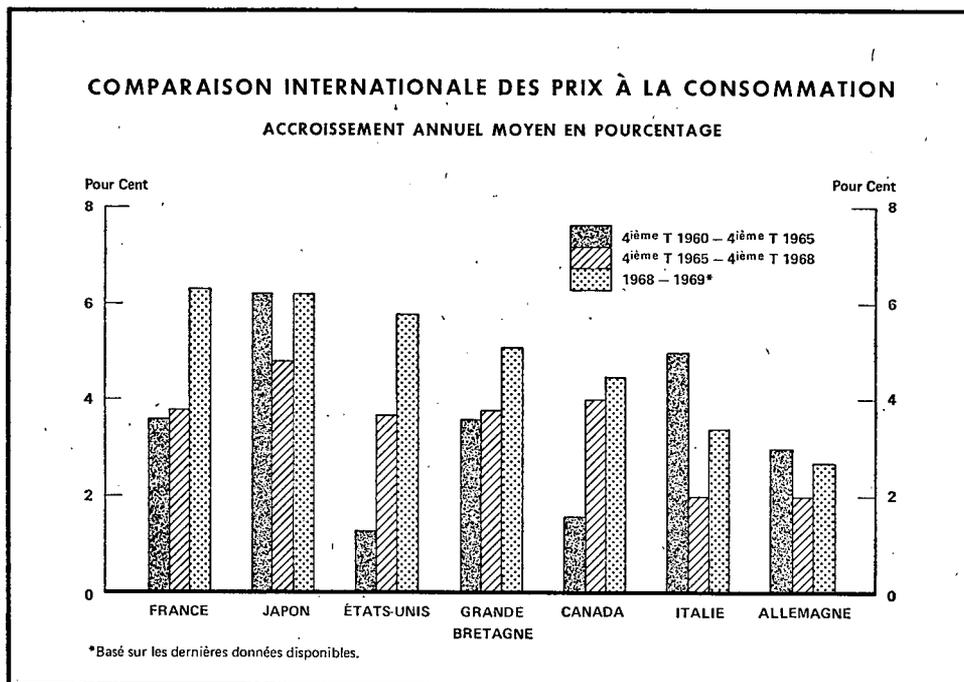
Les pressions inflationnistes se sont intensifiées en 1969 dans l'ensemble du monde industrialisé. Dans la plupart des pays, les prix à la consommation ont augmenté de $4\frac{1}{2}$ à 6 pour cent. Ces augmentations ont été moins importantes en Allemagne et en Italie, mais on estime que dans ces deux pays les gains importants obtenus à la suite des conventions collectives sont considérés comme des signes avant-coureurs de l'accélération de la hausse des prix. L'augmentation des prix aux États-Unis a été la plus considérable depuis la guerre de Corée. La modération de la tendance à la hausse des prix qu'on espérait voir en Amérique du Nord ne s'était pas encore manifestée à la fin de l'année. La présence de l'inflation dans tout le monde industrialisé est illustrée dans le graphique 2.

Le volume de la production mondiale est resté élevé en 1969, bien que son accroissement se soit ralenti, atteignant 5 pour cent seulement dans les pays de l'OCDE*. Ce ralentissement reflète les effets graduels des politiques anti-inflationnistes en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne ainsi que l'arrivée de la plupart des pays de l'Europe continentale à la limite de leur capacité de production. Les politiques fiscales et monétaires ont commencé à se renforcer mutuellement dans la lutte contre l'inflation en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne. D'autres pays ont commencé à appliquer des restrictions sévères aux conditions de crédit, non seulement pour freiner la demande, mais aussi pour défendre les réserves officielles contre les effets des mouvements massifs de fonds pendant une grande partie de 1969 vers l'Allemagne et, en passant par le marché Eurodollar, vers les États-Unis. Au début de 1970, les taux d'intérêt dans la plus grande partie du monde industrialisé ont atteint le niveau le plus haut des temps modernes.

Malgré les incertitudes qui ont régné en matière de parité de change jusqu'à la fin de l'année dernière, le commerce international a continué à s'accroître à un rythme plus grand qu'anticipé. Les exportations des pays de l'OCDE dépassaient

*Les pays membres de l'OCDE sont: l'Allemagne Fédérale, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

GRAPHIQUE 2



de plus de 16 pour cent le niveau de 1968, soit près le double de leur taux moyen de croissance au cours de la décennie précédente. La guerre au Vietnam et l'essor des investissements américains ont continué à stimuler le développement du commerce international. Cependant, c'est l'expansion économique de l'Europe continentale et du Japon qui, l'année dernière, a été l'élément principal de ce dynamisme.

L'expansion économique de ces pays, se produisant pendant une période de ralentissement des économies de l'Amérique du Nord et de la Grande-Bretagne, a été un facteur important à l'amélioration de l'équilibre de la structure internationale des paiements courants, comme on l'a constaté pendant la dernière partie de l'année. En Grande-Bretagne, la combinaison de la dévaluation de 1967 et des restrictions fiscales et monétaires qui l'ont suivie a entraîné aussi une amélioration marquée de sa balance des paiements. De ce fait, l'objectif d'un surplus de 1.2 milliard de dollars américains dans le compte courant et le compte en capital à long terme semble devenir réalisable au cours de l'année se terminant en mars 1970, ce qui lui a permis de commencer le remboursement de sa dette à court terme. Il y a eu des indications certaines de revirement à la hausse, dans la deuxième partie de l'année dernière, de la balance courante des États-Unis qui reste néanmoins bien en deçà d'un niveau comparable à la moyenne de 3.2 milliards de dollars pour 1960-1967. L'expansion économique rapide au Japon n'a pas encore diminué sa capacité de production et en effet a été accompagnée par une baisse relative de la propension à l'importation. La conjonction des modifications apportées à la parité de leur monnaie par la France et l'Allemagne a commencé à créer une tendance vers des réductions de leur déséquilibre de la balance des paiements. La dévaluation du franc en août et la réévaluation du mark en octobre dernier ont entraîné des mouvements importants de capitaux spéculatifs hors d'Allemagne. On a assisté ces derniers mois à un apaisement sur les marchés des changes et sur les mouvements de paiements internationaux.

Les augmentations considérables réalisées depuis quelques années dans le commerce international et dans les mouvements de capitaux démontrent l'interdépendance accrue de l'économie mondiale. La coopération monétaire internationale a continué de répondre aux problèmes posés par cette évolution.

Cinq années d'étude et de négociations ont abouti à la création d'une nouvelle monnaie de réserve qui s'ajoute à l'or et au dollar américain. La décision du Fonds monétaire international de créer 9.5 milliards de dollars américains de droits de tirage spéciaux au cours de la période 1970-1972 a contribué à assurer l'augmentation des liquidités internationales dans une proportion appropriée au soutien de la croissance du commerce et des paiements internationaux. Le montant alloué aux 104 pays qui participent à ce programme, au 1^{er} janvier 1970, était de 3.4 milliards de dollars au prorata de leur quote-part dans le Fonds; pendant chacune des deux prochaines années, 3 milliards de dollars additionnels seront attribués. L'allocation de la première année représente une augmentation de 4.5 pour cent par rapport aux réserves globales actuelles de 75 milliards de dollars environ. Le principe de base admis en vertu du nouveau programme de droits de tirage spéciaux est qu'un contrôle planifié doit être exercé sur les réserves mondiales au moyen d'un nouveau système fiduciaire permanent.

Le prix de l'or sur le marché libre est retombé aux environs du prix officiel de 35 dollars l'once, après avoir atteint un plafond de plus de 43 dollars l'once, ceci par suite d'un renouveau de confiance dans le maintien du prix de l'or et de rendements très élevés sur d'autres catégories de placement. A la fin de 1969, un accord a été conclu sous les auspices du FMI pour la mise en marché ordonnée de l'or provenant d'Afrique du Sud.

A la suite de la cinquième révision quinquennale des quotas du FMI, on a proposé d'augmenter leur montant total de 35.7 pour cent. De ce fait, l'accroissement financier du Fonds se fera parallèlement aux demandes accrues auxquelles il doit faire face. Les quotas proposés reflètent la position changeante des membres dans l'économie mondiale et maintiennent inchangé la part des quotas dans le cas des pays en voie de développement membres du FMI. (La quote-part canadienne passera de 740 millions de dollars à 1.1 milliard de dollars américains.)

Ces solutions apportées aux problèmes du système monétaire international vont améliorer les possibilités d'une croissance régulière du commerce. Mais le problème pressant de l'inflation demeure. Étant donné que ce problème se généralise, on y attache une importance particulière aux États-Unis quant à sa solution.

Aux États-Unis, l'année dernière, le taux d'accroissement de production en termes réels a ralenti alors que celui des prix s'intensifiait; à la fin du quatrième trimestre de l'année la production réelle avait en réalité cessé de s'accroître, alors que la hausse des prix ne donnait aucune indication précise de ralentissement. En décembre 1969, l'indice des prix à la consommation était de 6.1 pour cent supérieur à celui de l'année précédente à la même date.

La plupart des éléments de la demande ont contribué au ralentissement de la croissance réelle durant le second semestre de l'année. Les dépenses du gouvernement fédéral américain au chapitre des biens et des services se sont stabilisées par suite d'une réduction des dépenses reliées à la guerre du Vietnam et d'autres dépenses à caractère militaire. Les États et les gouvernements locaux se sont heurtés à des difficultés croissantes dans leurs emprunts. Les dépenses dans la construction domiciliaire ont fléchi depuis le début de l'année dernière, au fur

et à mesure que la politique restrictive dans le domaine du crédit rendait plus difficile l'accès des acheteurs et des vendeurs au marché hypothécaire. Les dépenses personnelles en biens non durables et services ont été considérables tandis que l'achat d'automobiles et d'autres biens durables a ralenti de façon notable au deuxième semestre. La vente au détail étant ralentie, les stocks avaient augmenté, ce qui donna lieu à une certaine diminution dans le niveau de la production. La part de l'épargne en pourcentage du revenu après impôts, après avoir décliné considérablement au premier semestre, a augmenté au deuxième semestre de 1969. Les enquêtes de fin d'année indiquaient une certaine hésitation parmi les consommateurs.

Le volume des investissements en usines et en équipement au deuxième semestre de 1969 a été de 7 pour cent supérieur par rapport à la même période de l'année 1968. Les enquêtes successives à la fin de 1969 laissent prévoir une certaine tendance à la hausse dans ce domaine en 1970, peut-être en raison d'une certaine crainte quant à l'augmentation des prix des biens de production.

La productivité de l'économie américaine n'a pas été plus élevée en 1969 qu'en 1968. Cependant les gains moyens ont continué à s'accroître rapidement, donnant lieu à l'accélération de la hausse du coût salarial par unité de production. A son tour cette évolution s'est reflétée dans les taux élevés d'accroissement des prix et le fléchissement des bénéfices par unité de production en 1969. L'année en cours donnera lieu à une série de contrats de travail importants.

Les politiques fiscale et monétaire aux États-Unis ont été restrictives en 1969 et leurs effets se sont manifestés par le fléchissement de la croissance de la demande et de la production. Comme au Canada, les résultats en termes d'accroissement modéré des coûts et des prix restent à apparaître.

PRIX

Nous venons de mentionner que l'inflation, et ses ramifications, demeure le problème crucial de notre économie. L'objet de cette partie est de fournir plus de détails en ce qui concerne l'évolution des prix au cours de l'année dernière avant de passer en revue l'évolution profonde des coûts et de la demande.

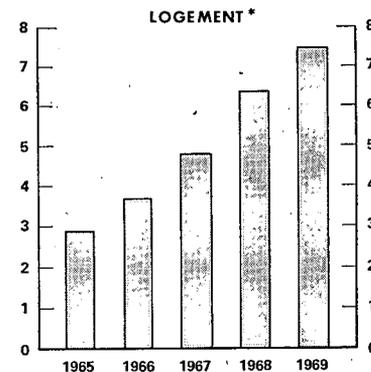
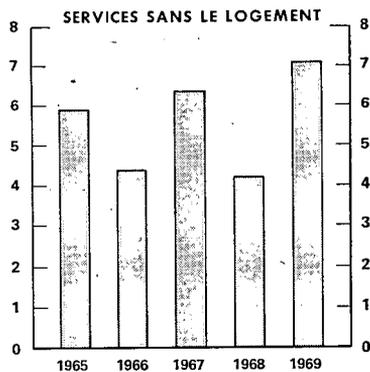
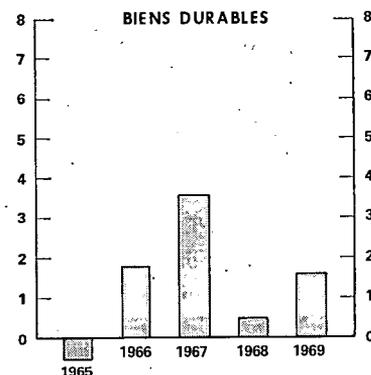
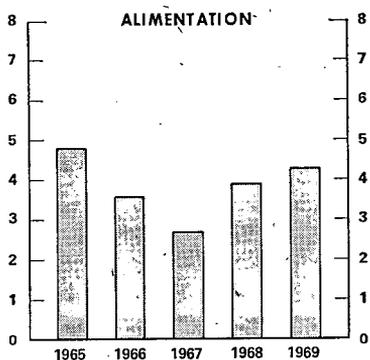
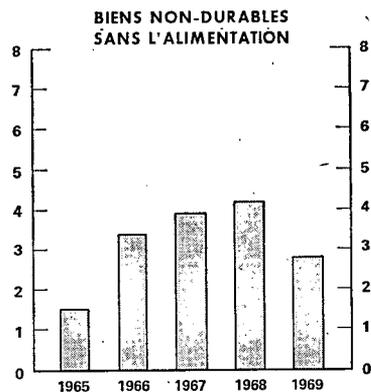
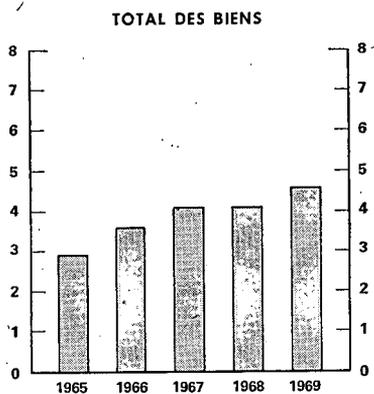
Nous étudierons en premier lieu l'indice des prix à la consommation, lequel constitue un de nos indicateurs de prix les plus utilisés. L'analyse qui suit est basée sur des variations en pourcentage des composantes de l'indice des prix à la consommation de décembre 1968 à décembre 1969. Pendant cette période, l'indice global a progressé de 4.6 pour cent comparativement à 4.1 pour cent au cours des douze mois précédents. Quelques sous-indices de biens et services de l'indice des prix à la consommation ont augmenté plus rapidement en 1969.

Le coût du logement a connu une hausse supérieure à celle des autres composantes. Son avance s'est accélérée rapidement en 1969 pour atteindre un taux très élevé de 7.5 pour cent, soit 1 pour cent de plus que l'augmentation enregistrée en 1968. Le coût du logement comprend les loyers, le prix des nouveaux logements ainsi que les coûts de financement et d'entretien. L'augmentation du coût des services (logements exclus), qui reflète surtout les hausses de salaires dans l'économie, a été aussi élevée que celle du logement, mais avec une accélération plus rapide. Le coût des services a été de 7.1 pour cent plus élevé en 1969, soit à peu près 3 points de plus qu'en 1968. Les composantes du secteur des services qui ont contribué de façon notable à la hausse rapide du coût dans ce secteur ont été le transport local, les billets de chemin de fer, les billets de théâtre, les tarifs postaux, et l'aide domestique. La pondération du logement dans l'indice global des prix à la consommation est de 18 pour cent et celle des services de 13 pour cent.

GRAPHIQUE 3

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

CHANGEMENTS EN POURCENTAGE, DÉCEMBRE À DÉCEMBRE, CERTAINES COMPOSANTES.



* Comprend les prix de biens tels les nouvelles habitations aussi bien que les services.

Le prix de l'alimentation a fluctué d'une manière irrégulière pendant l'année et a augmenté de 4.3 pour cent comparativement à 3.9 pour cent en 1968. Un fait important à noter est que le coût des biens (alimentation exclue) dans le panier des ménages n'a augmenté que de 2.5 pour cent comparativement à 3.3 pour cent l'année précédente. Parmi ces groupes, l'indice des prix des biens non durables a fléchi en 1969 à 2.8 pour cent comparativement à 4.2 pour cent qu'il était en 1968. Les prix des biens durables ont augmenté plus rapidement au cours de 1969 qu'en 1968, bien que cette hausse ne fut que de 1.6 pour cent.

Une autre façon de mesurer les variations de prix, laquelle est plus compréhensive, est d'utiliser ce qu'on appelle les indices implicites des prix de la dépense nationale brute. Dans ce paragraphe nous nous basons sur leurs changements en pourcentage du quatrième trimestre de 1968 au quatrième trimestre de 1969. Les données du quatrième trimestre de 1969 sont des estimations du ministère des Finances. Sur cette base, les prix de tous les biens et services compris dans la dépense nationale brute ont augmenté de 5 pour cent en 1969, contre 3.7 pour cent en 1968. Les prix des biens et services acquis par les gouvernements ont enregistré une hausse de 9.2 pour cent en 1969 et de 7.3 pour cent en 1968. L'indice implicite des prix concernant la construction non résidentielle a aussi enregistré une hausse de 9.2 pour cent et ce taux très élevé est exactement le double de celui de l'année précédente. Les prix dans la construction résidentielle ont augmenté de 7 pour cent en 1969 et 6 pour cent en 1968. La hausse des prix à l'exportation a été de 2.5 pour cent en 1969, contre 0.9 pour cent en 1968, tandis que pour les prix à l'importation, les hausses ont été un peu plus élevées: 3.3 pour cent en 1969 et 2.4 pour cent en 1968.

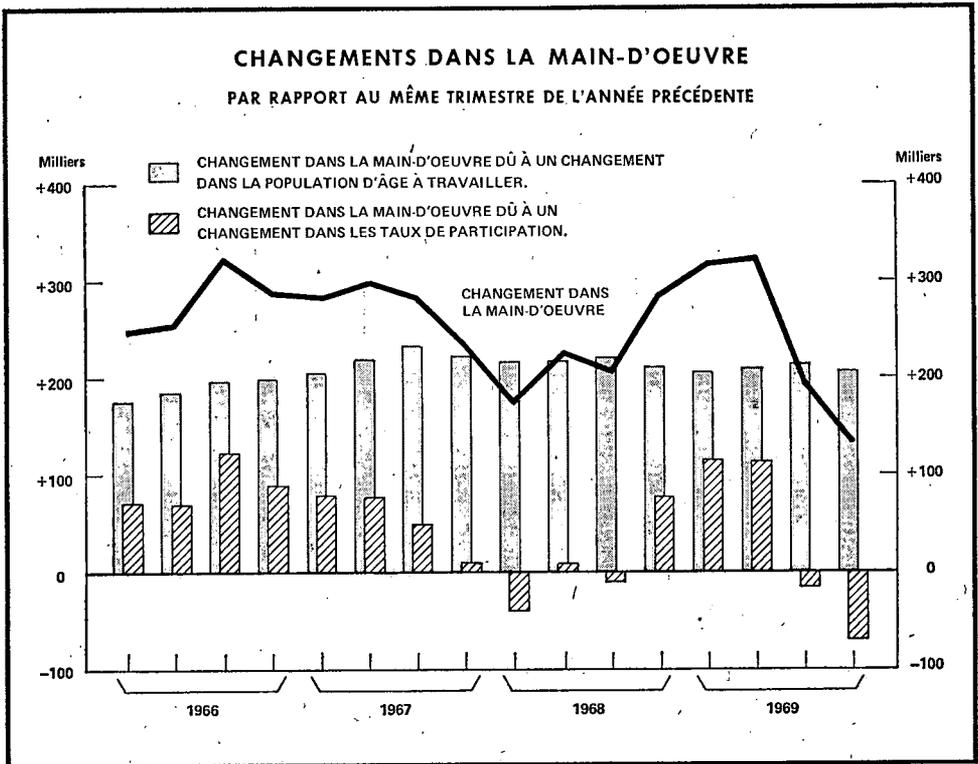
Une autre série très importante de prix est l'indice des prix de vente de l'industrie de fabrication. Ces indicateurs ne sont pas influencés par les taxes sur les produits manufacturés et par les taxes de vente au détail. En outre, chaque prix de vente industriel exclut les frais de transport et d'assurance, lesquels sont inclus au moment de l'expédition finale. Cependant ces prix reflètent indirectement ces charges dans les matériaux utilisés. L'indice composite, basé sur les variations des prix de vente d'environ cent industries manufacturières, a augmenté de 3.7 pour cent en 1969. Ceci est supérieur de 1.6 point à la hausse enregistrée en 1968.

EMPLOI, PRODUCTION, PRODUCTIVITÉ ET COÛTS UNITAIRES

Nous analyserons maintenant certains des principaux événements sous-jacents aux accroissements de prix décrits précédemment. Nous examinerons d'abord certains des facteurs qui ont affecté l'offre de biens et services dans l'économie, particulièrement l'emploi, la productivité et les coûts unitaires, et ensuite nous examinerons la demande en biens et services ainsi que son financement.

On a constaté, au cours de l'année 1969, un changement très important quant à la croissance de la main-d'œuvre. Ces dernières années, le Canada a été l'un des pays du monde occidental industrialisé où la main-d'œuvre s'est accrue le plus rapidement. Le taux annuel d'accroissement a été de 3 pour cent en 1965, 3.9 pour cent en 1966, 3.7 pour cent en 1967 et 2.9 pour cent en 1968. L'an dernier, l'accroissement a été de 3.1 pour cent. Mais alors qu'il avait augmenté de 2.8 pour cent entre décembre 1968 et la fin de juin 1969, il est effectivement passé à -0.8 pour cent pour la période allant de fin juin à la fin de 1969. (Tableau de référence 26).

GRAPHIQUE 4.



Les changements dans la main-d'œuvre peuvent être considérés comme étant dus aux changements dans le nombre des personnes âgées de 14 ans et plus d'une part et, d'autre part, aux changements dans la proportion de cette catégorie de la population qui fait partie de la main-d'œuvre, c'est-à-dire aux changements dans le taux de participation. Les variations dans la main-d'œuvre dues à chacune de ces composantes sont illustrées dans le graphique 4 de la façon suivante: les changements trimestriels sont mesurés par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Les fluctuations dues à la croissance de la population ont été assez régulières. En outre, les changements dus à des variations du taux de participation laissent apparaître une courbe nettement cyclique. Le taux de participation a fléchi pendant le bref ralentissement de 1967, pour augmenter à nouveau avec la reprise de l'activité économique. Durant le deuxième semestre de 1969, l'activité ayant ralenti, les taux de participation ont baissé de façon marquée, ce qui a entraîné un ralentissement très prononcé de l'accroissement de la main-d'œuvre. Cette évolution, comme nous l'avons observé auparavant, est une des preuves du ralentissement de l'activité économique au Canada au cours du dernier semestre de 1969.

Au niveau régional, au cours des cinq dernières années, le plus fort accroissement de la main-d'œuvre a été observé en Colombie-Britannique et le plus faible dans les provinces de l'Atlantique et dans les Prairies. Dans ces deux dernières régions, on constate une migration continuelle de la population. Au Québec, l'accroissement a été un peu inférieur à la moyenne nationale et, en Ontario, un

peu supérieur à celle-ci. L'immigration au Canada s'est orientée davantage vers l'Ontario que vers toute autre région. Le tableau ci-dessous indique les changements survenus au cours de 1969.

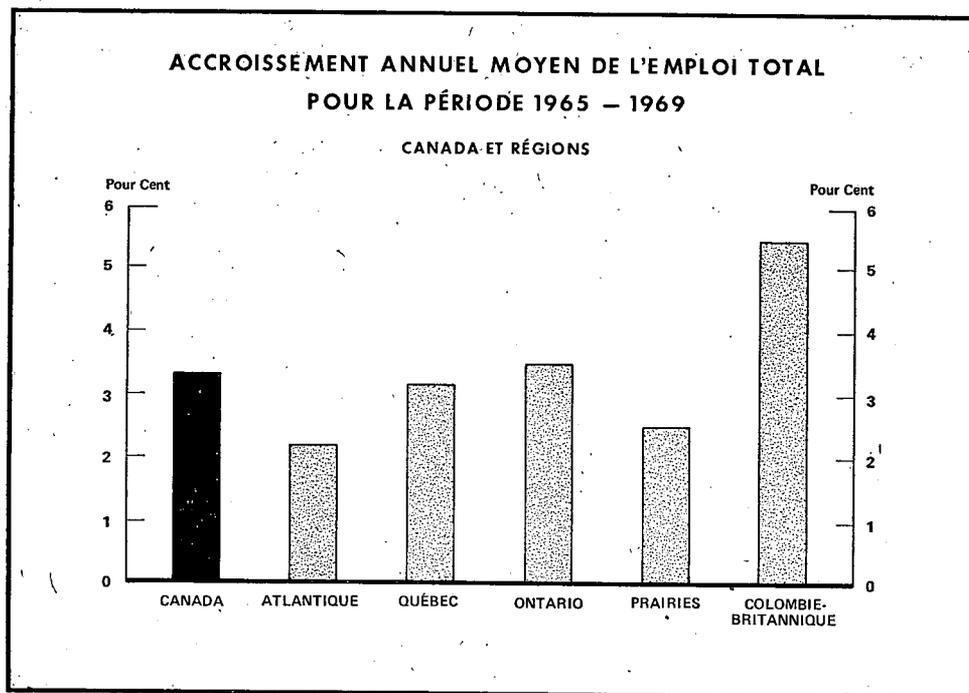
TABLEAU 1
ÉVOLUTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE EN 1969, PAR SEMESTRE
En pourcentage

	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
Décembre 1968-Juin 1969.....	+2.8	+3.6	+3.2	+1.9	+1.0	+3.6
Juin 1969-Décembre 1969.....	-0.8	-2.4	-1.6	+1.0	-0.7	-0.5

On constate que la main-d'œuvre au Canada (basée sur les données corrigées des variations saisonnières) a diminué en fait au deuxième semestre de 1969. C'est également le cas pour chaque région, sauf l'Ontario. Cependant, même dans cette province, le taux de croissance, bien qu'il soit demeuré positif au deuxième semestre, fut nettement plus faible qu'au premier.

Dans le domaine de l'emploi également, les taux de croissance ont été considérables depuis cinq ans. En 1969, le taux de croissance de l'emploi a été élevé durant le premier semestre mais, tout comme celui de la main-d'œuvre, il a fléchi durant le deuxième semestre. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois, en 1969, a dépassé de 250,000 celui de 1968.

GRAPHIQUE 5



La hausse marquée du nombre d'emplois depuis cinq ans s'est manifestée à des degrés divers dans toutes les régions du Canada (graphique 5). En Colombie-Britannique, étant donné l'expansion rapide de l'économie, le taux de croissance de l'emploi a été presque le double du taux national. En Ontario et au Québec, l'augmentation du taux de l'emploi a égalé à peu près la moyenne nationale, tandis que dans les régions de l'Atlantique et des Prairies il a été un peu plus faible. Ces taux d'emploi moins élevés reflètent peut-être la proportion relativement plus forte des industries primaires que comporte la structure industrielle de ces régions, industries caractérisées par des taux de croissance moins élevés de l'emploi. En 1969, dans toutes les régions, à l'exception de celle des Prairies, la croissance de l'emploi a dépassé nettement celle de l'année précédente. L'état actuel du marché mondial du blé a eu un effet notable sur l'économie du Manitoba et de la Saskatchewan. La décélération qui s'est manifestée dans la croissance des occasions d'emploi dans ces deux provinces des Prairies ne s'est pas produite en Alberta, où la croissance de l'emploi s'est accélérée.

Depuis le milieu de l'année, le niveau de l'emploi, tout comme le niveau de la main-d'œuvre, a fléchi modérément dans toutes les régions du pays sauf en Ontario. Dans cette province, le taux de croissance de l'emploi a été nettement moins élevé au deuxième semestre de 1969 qu'au premier.

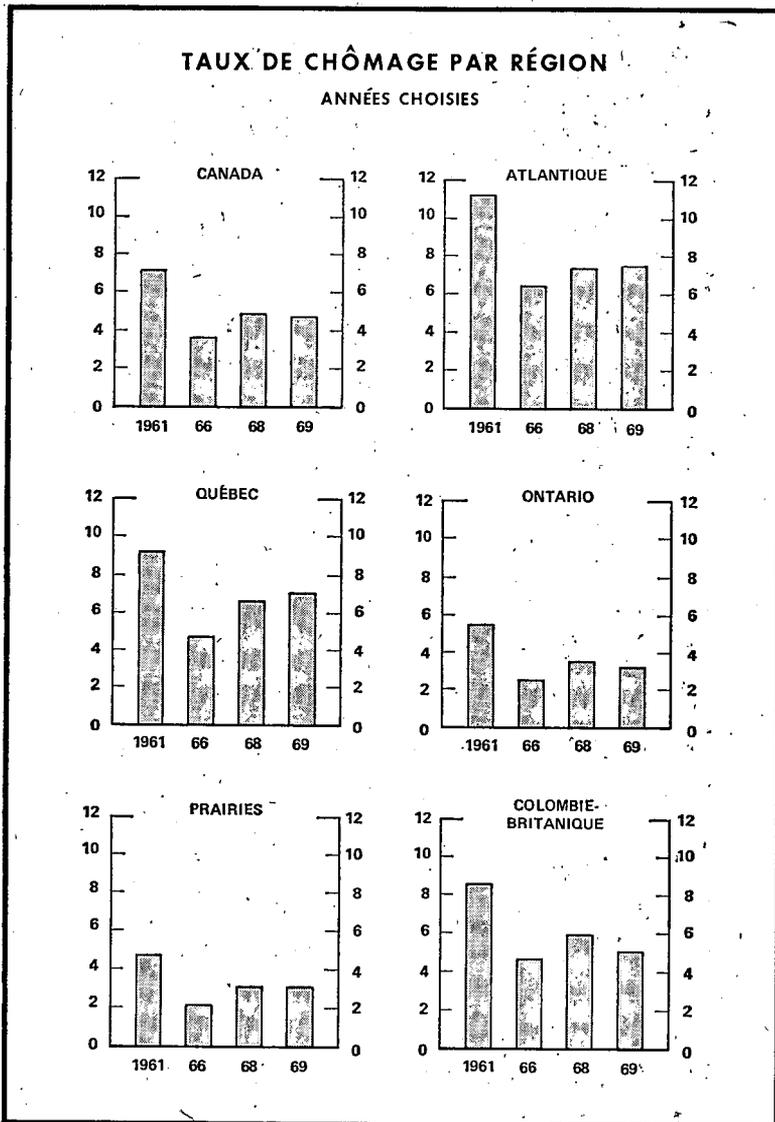
Le taux de chômage au Canada, ces deux dernières années, a dépassé d'un peu plus d'un point celui de 1966 et d'un peu plus de la moitié d'un point celui de 1967. Les moyennes des années 1968 et 1969 sont à peu près les mêmes; la moyenne fut un peu plus faible en 1969 (4.7 pour cent) qu'en 1968. Le graphique 6 montre les taux de chômage national et régionaux. Les taux moyens de chômage en 1969 ont été plus élevés qu'en 1968 dans la région de l'Atlantique et au Québec, moins élevés en Ontario et en Colombie-Britannique et à peu près les mêmes dans la région des Prairies. Le graphique 7 compare d'une façon différente les taux de chômage des régions avec la moyenne nationale. Dans ce graphique, l'évolution pour cette période vaut particulièrement la peine d'être notée en ce qui concerne la région de l'Atlantique, où nombre de programmes de développement régional ont été intensifiés ces dernières années.

Au cours de 1969, dans l'ensemble du Canada, la diminution de la main-d'œuvre a dépassé la baisse plus modérée de l'emploi enregistrée au dernier trimestre de l'année et, en conséquence, les taux de chômage ont baissé. Le même phénomène s'est produit dans toutes les régions, sauf l'Ontario et la Colombie-Britannique, où les taux de chômage ont été un peu plus élevés que durant le troisième trimestre. (Tableau de référence 32).

Les rapports entre la production, l'emploi, les revenus, les coûts et les prix pour les années soixante font l'objet des paragraphes suivants.

Au cours de la première moitié de la décennie, alors que l'économie amorçait sa tendance expansionniste, la production réelle de l'ensemble de l'économie a augmenté plus rapidement que durant la deuxième moitié de la décennie (graphique 9). La production réelle par travailleur a augmenté presque deux fois plus vite au cours des premières années de cette période qu'au cours des années subséquentes. D'autre part, les salaires moyens ont augmenté plus rapidement durant la deuxième moitié de la décennie que durant la première, de sorte que les coûts salariaux par unité de production ainsi que les prix ont également monté davantage dans la deuxième moitié de la décennie. Le tableau 2 illustre cette évolution.

GRAPHIQUE 6



GRAPHIQUE 7

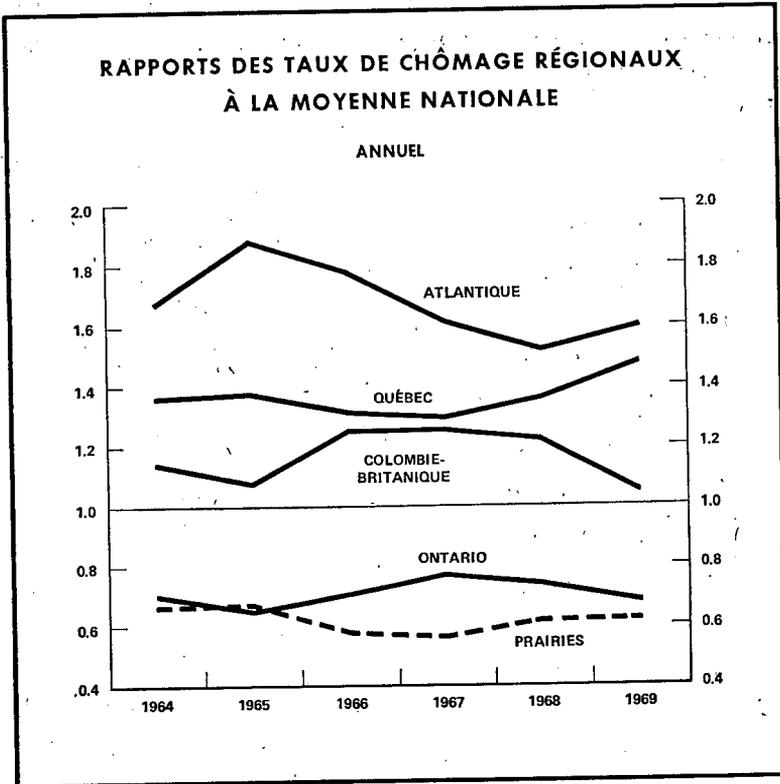


TABLEAU 2

**PRODUCTION ET COÛT SALARIAL
1961-1969**

	Taux de croissance annuel moyen en pourcentage	
	1961-1965	1965-1969
(1) Production.....	6.4	5.1
(2) Production par employé.....	3.2	1.8
(3) Revenu moyen par employé.....	5.3	7.7
(4) Coût salarial par unité de production: (3)-(2).....	2.0	5.8

L'accroissement des prix dans l'ensemble de l'économie est la conséquence d'augmentations, par unité de production, du coût salarial, des bénéfices des sociétés, des impôts indirects moins les subventions et d'autres revenus*. Le

*Loyers, intérêts et revenus divers de placement, revenu net des entreprises individuelles et provisions pour amortissement.

GRAPHIQUE 8

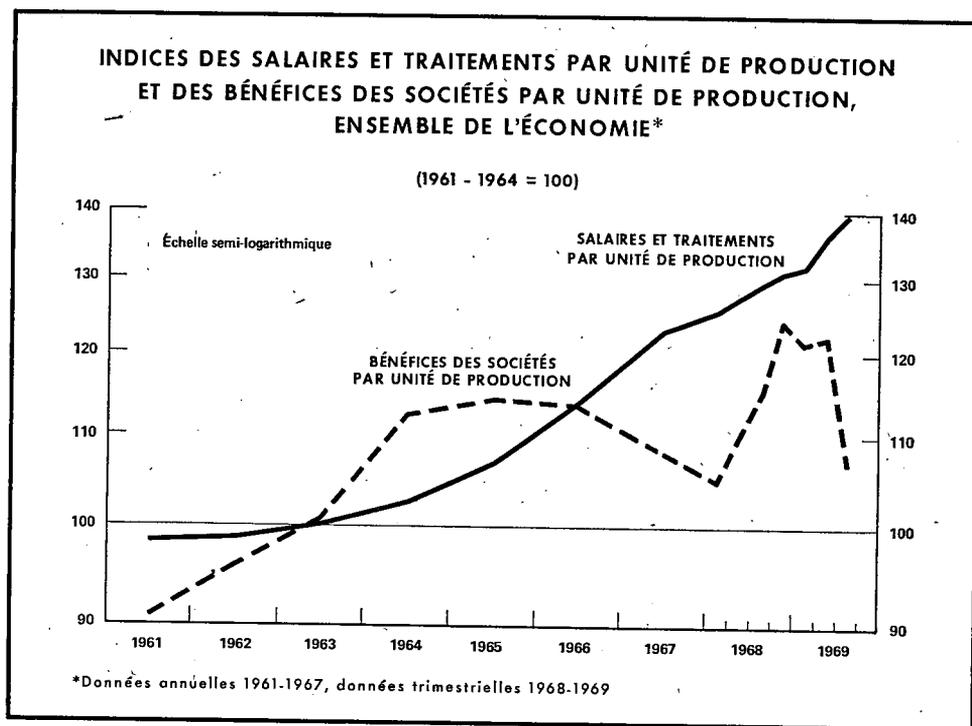


tableau ci-dessous montre les taux de croissance selon certaines catégories générales de revenus ou de coûts et la contribution relative de chaque catégorie à la hausse globale. Les chiffres sont basés sur de larges agrégats et traduisent l'évolution et les tendances générales. Des calculs plus détaillés, basés sur des définitions plus précises, donnent des chiffres légèrement différents, mais les tendances sont approximativement similaires.

TABLEAU 3

COMPOSANTES DU CHANGEMENT DES PRIX, ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

Taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage

	1961-1965	Contribution à la hausse totale	1965-1969	Contribution à la hausse totale
Coût salarial par unité de production.....	2.0	1.1	5.8	3.1
Bénéfices des sociétés par unité de production.....	5.9	0.7	0.2	n.s.
Impôts indirects, moins les subventions, par unité de production.....	4.1	0.5	4.7	0.6
Autres revenus par unité de production.....	0.2	n.s.	1.3	0.3
Variation de prix totale.....	2.3	2.3	4.0	4.0

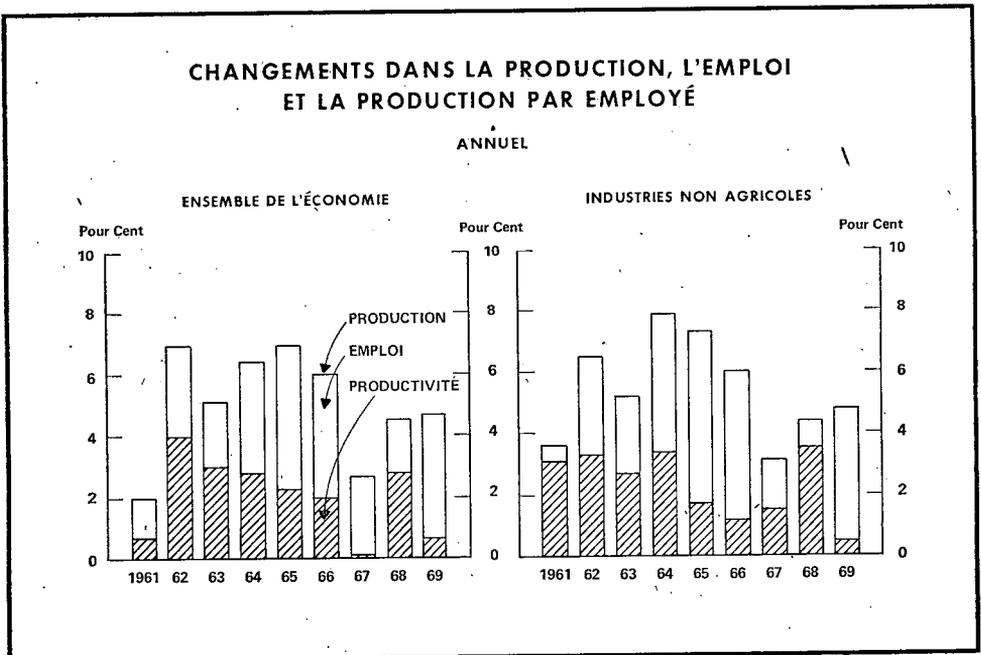
n.s.—non significatif

On constate d'après le tableau que, pendant la période allant de 1961 à 1965, le coût salarial par unité de production, qui avait augmenté au rythme annuel de 2 pour cent, soit un peu moins que l'augmentation moyenne des prix (2.3 pour cent), représentait à peu près la moitié (1.1 point) de la hausse globale des prix. Les bénéfices par unité de production ont augmenté plus rapidement (5.9 pour cent par année) et représentaient environ le tiers de la hausse globale des prix. En comparaison, entre 1965 et 1969, le coût salarial par unité de production s'est accru au taux annuel moyen de 5.8 pour cent, contre une montée annuelle des prix de 4 pour cent, et représentait environ les trois quarts (3.1 points) de l'accroissement total des coûts et des prix. Au cours de la même période, les bénéfices des sociétés par unité de production ont peu fluctué.

Plus récemment, en 1968 et en 1969, d'importants changements ont eu lieu. En 1968, la production moyenne par employé a connu une majoration légèrement supérieure au taux moyen de la dernière moitié de la décennie et le coût salarial par unité de production a augmenté de 4 pour cent, soit le même taux que le niveau général des prix. Cette année-là, les bénéfices se sont accrus de façon prononcée de sorte que les bénéfices par unité de production ont augmenté plus rapidement que le niveau général des prix. L'ensemble des autres éléments contribuant aux changements des prix n'ont pas augmenté au même rythme que le niveau général des prix. Par contre, en 1969, l'augmentation de la production moyenne par employé était inférieure à ce qu'elle était en 1968, tandis que les salaires moyens* montaient plus rapidement qu'au cours des années précédentes, de sorte que le coût salarial par unité de production a atteint 6.3 pour cent. Dans l'intervalle, l'accroissement des bénéfices réalisés pendant toute l'année 1969 a été inférieur à celui de l'année précédente et les bénéfices par unité de production se sont élevés moins rapidement que le niveau général des prix. Au cours de l'année, l'ensemble des bénéfices s'est mis à fléchir et les bénéfices par unité de production ont subi un déclin marqué (graphique 8).

*Masse salariale divisée par le nombre d'employés (d'après la définition de la «main-d'œuvre»).

GRAPHIQUE 9



Pour une meilleure analyse des coûts, l'étude des tendances du secteur dit commercial non agricole est d'un certain intérêt. La production de ce secteur représente les quatre cinquièmes de la production de l'économie et il fait l'objet d'une mesure passablement précise quant à la production, à la productivité et au coût par unité. Les oscillations de la production agricole, dues aux variations atmosphériques, peuvent influencer l'ensemble de la production et des coûts et masquer l'évolution sous-jacente des autres secteurs de l'économie. En outre, on peut difficilement mesurer la productivité dans le secteur public et dans les entreprises de services communautaires et personnels. La production des entreprises de services agricoles et à but non lucratif a été retranchée de l'ensemble de la production afin de permettre l'analyse du secteur commercial non agricole. L'idée de calculer la production véritable du secteur commercial non agricole permet aussi la comparaison entre les différentes entreprises productrices de biens et de services au sein de l'économie. (Tableaux de référence 34 à 38).

La productivité des industries productrices de biens a augmenté beaucoup plus rapidement que celle des industries fournissant des services. Bien que la différence de la croissance de la productivité peut refléter les difficultés à mesurer la production dans les industries de services, elle est très importante quant à l'évolution des coûts et des prix. Selon le degré avec lequel les hausses de revenus dans les industries où la productivité croît rapidement influencent les industries où les gains de productivité sont moins importants, il y aura une poussée à la hausse des coûts totaux. On ne possède pas encore toutes les données pour 1969, mais les premières indications nous portent à croire que les coûts ont augmenté davantage dans le secteur des services que dans celui des biens. Cette tendance peut s'expliquer par le fait que chaque groupe d'industries a connu des hausses similaires de revenus, à un moment où la production par employé dans le secteur des biens augmentait à un taux moyen à long terme tandis que, dans le secteur des services, il se peut fort bien qu'il y ait eu fléchissement de la production moyenne par employé.

DÉPENSES ET FINANCEMENT PAR SECTEUR

Secteur Personnel

Le revenu personnel qui comprend la masse salariale, le revenu des entreprises individuelles et celui du secteur agricole a augmenté d'environ 10.5 pour cent en 1969. Même après la déduction des impôts personnels, qui furent de 25 pour cent plus élevés qu'en 1968, par suite de l'augmentation des revenus (qui représentaient environ les deux tiers de cette hausse) et de certains impôts supplémentaires, le revenu disponible a quand même augmenté de 8.2 pour cent par rapport à l'année précédente. Évalué en termes réels, compte tenu de la montée en flèche de l'indice implicite des prix de la dépense personnelle en biens et services, le revenu effectivement disponible des particuliers en 1969 était de 4.2 pour cent plus élevé qu'en 1968.

Environ les trois quarts du revenu personnel étaient formés du revenu découlant des salaires et des traitements; en 1969, ce revenu était de 12 pour cent supérieur à celui de l'année précédente. Le nombre de salariés était d'environ 3.5 pour cent plus élevé qu'en 1968, de sorte que la hausse moyenne des salaires par employé s'établissait à environ 8.2 pour cent, ce qui est considérablement supérieur à l'accroissement de la production par employé évalué à environ 2 pour cent*. Ce taux d'augmentation de 8.2 pour cent correspond à peu près aussi au taux d'augmentation de salaire obtenu par les nouvelles négociations collectives en 1969. Les revenus provenant des placements (dividendes, intérêts, etc.) se sont accrus à peu près au même rythme que la masse salariale. Les paiements

* Ces estimations découlent de la division de la variation dans la production basée sur la «comptabilité nationale» aux prix constants par le nombre d'emplois basé sur la «main-d'œuvre». Ces estimations sont légèrement différentes de celles qui ont été utilisées dans le graphique 9 et le tableau 35 qui nous ont été fournis par le B.F.S.

de transfert par les gouvernements ont également enregistré un taux de progression à peu près analogue. Ces transferts comprennent non seulement les pensions de vieillesse, l'assistance publique, les allocations familiales et l'aide aux vétérans, mais aussi les subventions aux institutions telles que les universités et les hôpitaux. Par contre, le revenu des entreprises individuelles et celui des cultivateurs ont accusé peu de changement par rapport à 1968. La particularité dominante pour ces catégories de revenus a été, bien entendu, la baisse des revenus des cultivateurs. Tandis que le revenu monétaire provenant de la vente du bétail augmentait, celui qui découlait de la vente des céréales fléchissait, car la baisse des exportations de blé avait limité la quantité de grains qui pouvait être livrée aux silos et de ce fait avait diminué les paiements de la Commission canadienne du blé. Les stocks de blé ont atteint un très haut niveau. En somme, le revenu monétaire des cultivateurs a été légèrement inférieur, tandis que les frais d'exploitation continuaient à augmenter. Le revenu net des cultivateurs qui s'élevait à environ 1.7 milliard en 1968 a baissé à environ 1.5 milliard en 1969.

Au niveau régional, le revenu personnel a augmenté plus rapidement en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec que dans les autres principales régions. Dans la région atlantique, le revenu a augmenté à un rythme moins rapide qu'en 1969. Dans les provinces des Prairies, la baisse du revenu agricole est compensée en partie par la hausse d'autres revenus.

Les Canadiens ont augmenté leurs dépenses personnelles en biens et services en 1969 à un rythme plus élevé que la hausse de leurs revenus, déduction faite des impôts. Comme nous l'avons souligné plus haut, le revenu disponible était de 8.2 pour cent supérieur à celui de 1968. Les dépenses personnelles en biens et services étaient 9.0 pour cent plus élevées que celles de l'année précédente. Par conséquent, la proportion de l'épargne personnelle a diminué de 7.6 pour cent du revenu disponible en 1968 à 6.8 pour cent en 1969. Excluant les stocks du secteur agricole, la proportion de l'épargne personnelle a été de 5.7 pour cent en 1969 par rapport à 7.1 pour cent en 1968; ce chiffre est à peu près comparable à ceux des deux années précédentes. Cette baisse dans la proportion de l'épargne personnelle a été, en toute apparence, associée d'une part à une accumulation moindre des actifs liquides et, d'autre part, à une augmentation des dépenses en biens financée par une hausse du crédit à la consommation.

Les dépenses personnelles pour les services ont augmenté plus rapidement que celles pour les biens. En 1969, les dépenses pour les services étaient de 10.6 pour cent plus élevées qu'en 1968, tandis que les dépenses pour les biens ont augmenté d'environ 8 pour cent. Cette différence est attribuable en partie aux fluctuations des prix: les prix des services (y compris le coût du logement) ont augmenté de plus de 5 pour cent, tandis que les prix de toutes les catégories de produits augmentaient d'environ 3 pour cent, la hausse des prix pour les biens durables s'établissant à moins de 1 pour cent. Par conséquent, compte tenu de diverses majorations de prix, le volume des biens et le volume des services ont augmenté respectivement de 5 pour cent en 1969 par rapport à 1968.

A la fin du deuxième semestre de 1969, les ventes de biens durables se sont stabilisées, principalement à cause de la diminution des ventes de voitures neuves. D'après des données provisoires, les ventes de voitures dans le dernier trimestre de 1969 ont fléchi par rapport à celles du troisième trimestre et les ventes en décembre étaient inférieures à celles de l'année précédente.

Les statistiques régionales sur le revenu et les dépenses personnelles sont encore incomplètes, mais les données révèlent que pour les neuf premiers mois de 1969, le total des ventes au détail au Canada était de 7.5 pour cent supérieur à celui de la période correspondante en 1968. En Ontario et en Colombie-Britannique, les hausses dépassaient sensiblement ce chiffre, c'est-à-dire qu'elles étaient de 9.3 pour cent et de 9 pour cent respectivement. Au Québec, la hausse était de 6.1 pour cent; dans la région des Prairies, elle était de 5.4 pour cent et dans les provinces atlantiques de 4.2 pour cent.

Durant le premier trimestre de l'année, le crédit à la consommation accordé par les principaux prêteurs s'est accru à un taux annuel de 20 pour cent. Cette hausse a fléchi jusqu'au taux de 14 pour cent dans le deuxième trimestre et à 9 pour cent dans le troisième trimestre et c'est également le taux enregistré pour octobre. En novembre l'avance n'a été que de 2 pour cent. On trouve dans ces totaux certaines divergences importantes. Les prêts à la consommation des banques à charte qui représentaient environ 45 pour cent du crédit en cours ont augmenté rapidement de 30 pour cent aux taux annuels au premier trimestre pour fléchir ensuite à 15 pour cent au deuxième trimestre et n'ont présenté aucune avance au troisième trimestre.

Les prêts des autres sociétés se spécialisant dans le crédit à la consommation ont accéléré au cours de l'année 1969. Dans le premier trimestre de 1969, les sociétés de financement de ventes et les sociétés de prêts à la consommation ont accru leurs prêts aux taux annuels de 10 et de 11 pour cent respectivement. Au deuxième trimestre, ces hausses, en accélérant, atteignaient les taux de 14 et de 15 pour cent. Au troisième trimestre, les taux annuels ont encore augmenté pour atteindre 19 et 23 pour cent. Cependant, au mois de novembre, les prêts pour fin de consommation accordés par les sociétés de financement de ventes ont décliné, tandis que ceux accordés par les sociétés de crédit à la consommation augmentaient.

À la fin du troisième trimestre de 1969, le crédit à la consommation en cours dépassait légèrement 20 pour cent du revenu disponible des Canadiens.

Secteur de l'habitation

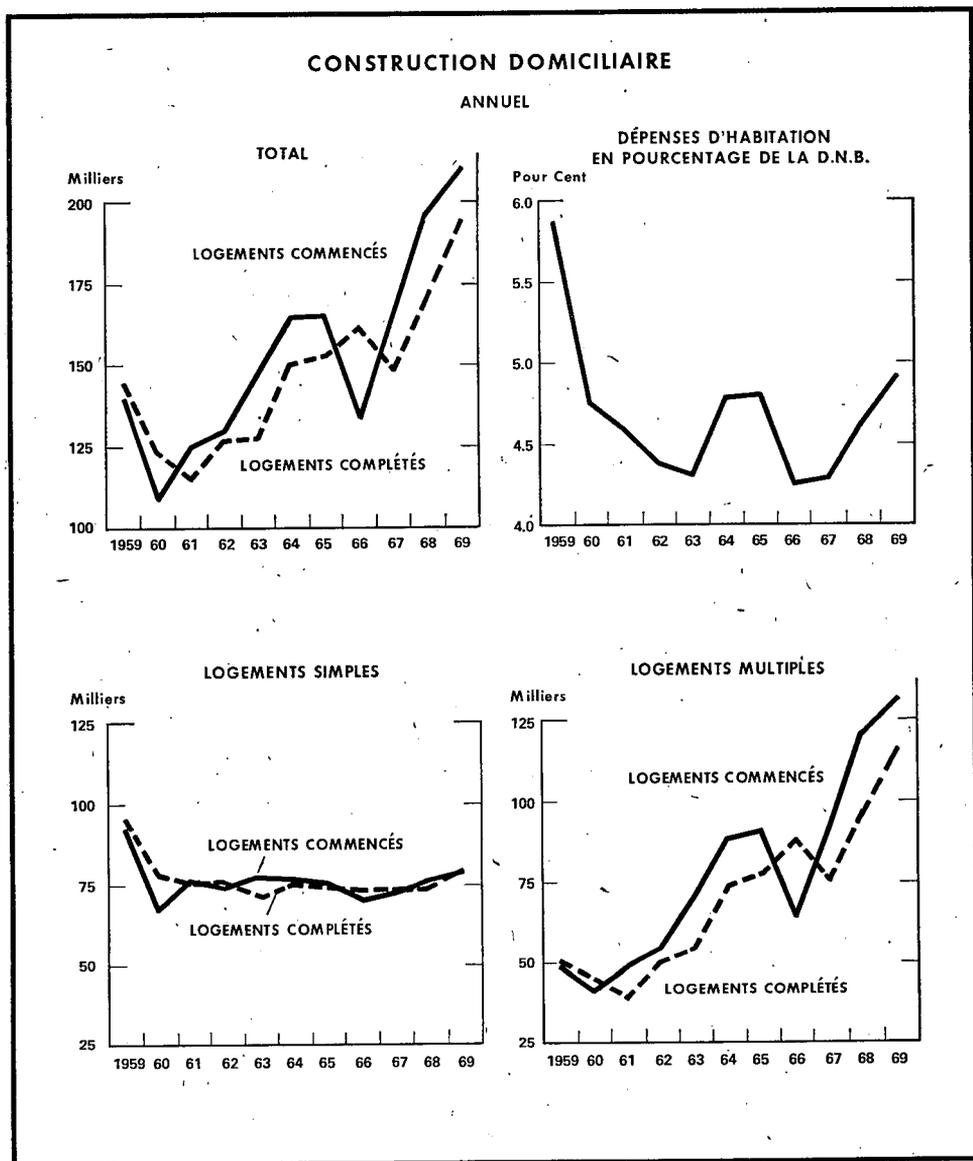
En 1969, l'activité s'est maintenue à un niveau élevé dans le secteur de l'habitation malgré la restriction du crédit et les hausses des taux d'intérêt. La demande virtuelle pour le logement est restée ferme bien que la demande effective ait sans doute été freinée par les taux élevés et croissants des intérêts hypothécaires et la diminution des fonds disponibles.

Les dépenses pour la construction domiciliaire se sont élevées à environ 3.9 milliards de dollars en 1969. Ce chiffre représente une hausse d'environ 17 pour cent, soit à peu près le même taux d'augmentation que celui de l'année précédente. Toutefois, une grande partie de ces hausses reflète la progression accélérée des prix dans le domaine de la construction domiciliaire. Si l'on tient compte de cette hausse prononcée des coûts de construction, les dépenses réelles n'auraient monté que de 8.8 pour cent en 1969 et d'environ 10.2 pour cent en 1968. Cette avance rapide des dépenses dans le secteur de l'habitation a fait de la construction domiciliaire l'un des secteurs les plus prépondérants des comptes de la dépense nationale et a porté le rapport de ce secteur au niveau global de la dépense nationale brute à un niveau jamais atteint depuis 1959 (graphique 10).

Les mises en chantier ont atteint 210,415 unités en 1969, comparativement à 196,878 en 1968.

Grâce au volume élevé des prêts directs accordés par la Société centrale d'hypothèque et de logement ainsi que la provenance de fonds des autres sources au dernier trimestre de 1968, le nombre de logements mis en chantier a été plus considérable au premier trimestre de 1969 mais, au dernier trimestre, le nombre de mises en chantier a été au-dessous de celui du quatrième trimestre de 1968. La plus grande partie de cette augmentation s'est concentrée dans le domaine des habitations à logements multiples. Les facteurs démographiques ont favorisé le marché des logements multifamiliaux par suite de l'importance croissante des jeunes ménages qui sont généralement locataires et des couples du troisième âge à qui il faut moins d'espace. En plus, l'augmentation des loyers des logements multiples a été beaucoup moins rapide depuis quelques années que celle des coûts des

GRAPHIQUE 10



maisons individuelles. Dans les coûts du logement, une des composantes de l'indice des prix à la consommation, le coût du loyer, qui, par les dispositions des baux, manifeste un certain retard, a augmenté de 16.4 pour cent de 1965 à la fin de 1969, comparativement à 34.1 pour cent pour le coût des maisons unifamiliales. Cette situation a sans aucun doute fait dévier une partie de la demande pour les maisons unifamiliales vers les logements multifamiliaux, en particulier parmi les groupes à revenus faibles et moyens. Enfin, la rareté de terrains convenables, leur coût, ainsi que l'opportunité des institutions prêteuses de participer au financement ont favorisé la construction de maisons à logements multiples.

A l'échelon régional, les provinces de l'Atlantique ont connu, proportionnellement, la plus grande augmentation dans le nombre de mises en chantier; ce nombre a augmenté de 25 pour cent pour atteindre 13,800 unités. Une hausse de 22 pour cent dans la région des Prairies et en Colombie-Britannique a porté le niveau des mises en chantier à 40,000 et 31,800 respectivement. En Ontario, l'avance n'a été que modeste, le nombre de mises en chantier passant de 80,400 en 1968 à 81,400 en 1969. Au Québec, ce nombre déclinait de 7 pour cent par rapport à 1968 pour atteindre 43,400. Bref, la plus grande part de l'augmentation entre 1968 et 1969 a été réalisée dans les provinces de l'Ouest, où se trouvent plus de 12,700 des 13,500 mises en chantier au niveau national.

Le flux de fonds en provenance des institutions financières vers le marché hypothécaire, basé sur les statistiques des prêts hypothécaires approuvés, a été plus élevé durant les trois premiers trimestres de 1969 qu'au cours de la période correspondante de 1968. (Tableau de référence 65). Cette augmentation est due aux banques à charte et aux sociétés de prêts et de fiducie. Les compagnies d'assurance-vie, à la suite de la réduction de leur encaisse et de leur intérêt grandissant dans les actions et les placements à court terme, ont réduit considérablement leurs engagements hypothécaires. La SCHL a réorienté les prêts hypothécaires de maisons unifamiliales et à loyer vers la construction de logements pour les personnes à revenu modique pour laquelle les prêts approuvés ont augmenté de 45 pour cent.

Secteur des entreprises

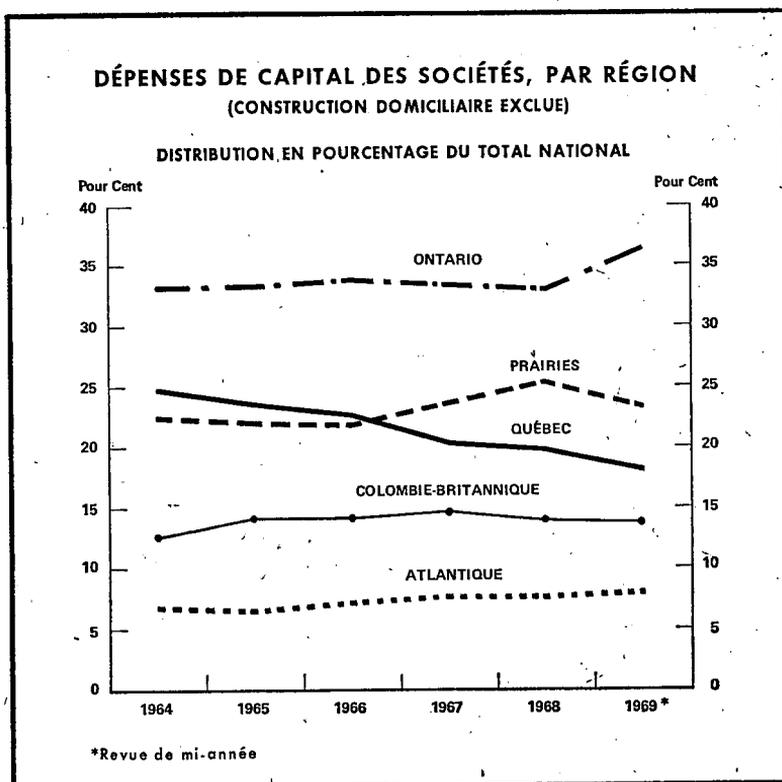
Les dépenses globales des entreprises pour la construction non domiciliaire et pour les machines et l'outillage auraient vraisemblablement augmenté d'environ 6.5 pour cent en 1969. Même si la moitié au moins de cette augmentation est attribuable à des prix plus élevés, les dépenses réelles ont accusé une hausse sensible pour la première fois depuis 1966, année de prospérité à la veille de celle de l'Expo et du centenaire. L'augmentation de 11.4 pour cent par rapport à l'année 1968 dans la formation de capital fixe des entreprises prévue par l'enquête de la mi-année de 1969, augmentation plus grande que celle suggérée par l'enquête sur les intentions de dépenses du début de l'année, ne semble pas s'être réalisée. Cette baisse dans le niveau de l'augmentation des investissements par rapport à la hausse indiquée par l'enquête du milieu de l'année a été probablement attribuable à des facteurs tels que les grèves dans les industries de l'acier et de la construction ainsi qu'à la rareté croissante des moyens financiers à mesure que l'année avançait.

De toute évidence, les investissements ont été un des éléments importants de l'expansion économique en 1969 et leur fermeté découlait non seulement des besoins immédiats en capitaux d'une économie en expansion, de la confiance que la croissance économique se prolongerait, mais aussi de la crainte qu'un retard dans la réalisation des programmes d'investissements en augmenterait les coûts.

La répartition régionale des programmes d'investissements en 1969 reflétait la variété des facteurs qui influent actuellement sur les diverses régions. En 1969, l'Ontario a augmenté sa part du total de façon sensible. La région atlantique a continué d'attirer une proportion croissante des investissements canadiens. On prévoyait une augmentation moins rapide des immobilisations des entreprises dans les autres régions.

Dans la région atlantique, le projet de Churchill Falls a progressé conformément à la planification à long terme. Avec l'exigence de moyens financiers énormes, les modalités de ce financement ont été élaborées en fonction de la réalisation du projet par étape. Dans le secteur de la fabrication, les industries qui exportent beaucoup, comme l'industrie des pâtes et papiers, ont accru leur capacité. Les entreprises plus modestes dont les perspectives d'exportation sont moindres, comme l'industrie de la pêche et du traitement du poisson, ont eu plus ou moins de

GRAPHIQUE 11



succès et leur importance a diminué du point de vue des dépenses d'immobilisations. Un certain recul des immobilisations dans le secteur de la fabrication de moindre envergure a été dû à une participation moindre des gouvernements qui, en partie, reflète la fin de certains programmes provinciaux d'encouragement à l'industrie. Les frais accrus des emprunts par les gouvernements provinciaux et leurs agences ont probablement aussi été à la base de l'affaiblissement des immobilisations parmi quelques petites entreprises d'utilité publique.

La revue de la mi-année laissait prévoir une augmentation de 2 pour cent des investissements des entreprises au Québec, lesquels fléchissaient depuis deux ans après avoir atteint un sommet en 1966. Certaines industries manufacturières de caoutchouc, de textiles et de métaux ont sensiblement accru leurs investissements, mais ces avances ont toutes été contrebalancées par des baisses brusques dans les industries du pétrole et des produits chimiques où les grands travaux en cours touchaient à leur fin et où de nouveaux grands projets étaient tout juste sur le point de commencer. La tendance à la baisse dans le secteur du commerce, des finances et des services commerciaux a été constante, tandis que les dépenses dans le secteur d'utilité publique ont augmenté légèrement par rapport au niveau de 1968.

En Ontario, le commerce, les finances et les services commerciaux ont planifié des immobilisations de 720 millions de dollars en 1969, soit presque 23 pour cent de plus que l'année précédente. Ce montant, près du cinquième des dépenses en immobilisations des entreprises ontariennes, représente 42 pour cent des dépenses de cette catégorie au Canada. Une grande partie de ces investissements signalés se situait dans les grandes régions métropolitaines et comprenait les édifices commerciaux nouveaux à fin locative. Les investissements du secteur de la fabrication devaient monter de presque 40 pour cent en Ontario, ce qui repré-

sente 85 pour cent de l'augmentation pour l'ensemble du Canada. Les grèves survenues dans les industries de la construction et sidérurgique ont probablement amené une assez importante réduction du programme prévu en Ontario, mais les augmentations réalisées seraient quand même considérables.

Les trois provinces des Prairies au total escomptaient une hausse légère des investissements des entreprises en 1969. Cependant, le Manitoba ne prévoyait pratiquement pas de changement; la Saskatchewan s'attendait à une baisse d'environ 16 pour cent et l'Alberta à une hausse approximative de 14 pour cent. Les projets d'expansion du centre commercial de Winnipeg et la poursuite des travaux hydro-électriques sur la rivière Nelson ont été les éléments prépondérants des investissements au Manitoba. En Saskatchewan, la fin de l'étape actuelle du développement de la potasse a coïncidé avec une chute très prononcée du revenu monétaire des cultivateurs liée à la conjoncture actuelle du marché mondial du blé, ce qui a produit une baisse de 23.5 pour cent des investissements dans le secteur primaire, notamment en agriculture. Toutefois, le commerce et les services ont augmenté leurs dépenses dans ce domaine. En Alberta, les dépenses des entreprises ont été beaucoup plus élevées dans le secteur primaire, le secteur des utilités publiques et le commerce. L'expansion de l'industrie primaire demeure liée aux marchés d'exportation, comme celle des services d'utilité publique, notamment la construction d'oléoducs et de gazoducs. L'influence d'investissements croissants du Japon dans l'exploitation des ressources de la province a encore contribué à la croissance globale, y compris l'expansion additionnelle des services de transport. L'exploration pétrolière et l'exploitation des champs de pétrole ont été soutenues malgré les incertitudes causées par les découvertes de pétrole dans l'Arctique.

En Colombie-Britannique, les dépenses des entreprises, après leur fléchissement provisoire en 1968, ont augmenté de nouveau; les industries primaires, la fabrication et le commerce ont tous accusé de fortes avances. Les investissements aux fins de l'expansion commerciale dans la région de Vancouver ont fortement augmenté. La mise en valeur de nouvelles mines, notamment de cuivre, a été l'un des grands éléments du programme de 1969. Aussi, les investissements dans le domaine des pâtes à papier ont été importants. L'intérêt du Japon pour les investissements dans les industries des ressources est particulièrement apparent dans cette province.

Une forte proportion des capitaux investis a été effectuée par l'auto-financement, soit les bénéfices non distribués et les provisions pour la consommation de capital. Ces sources internes ont continué de s'accroître en 1969, mais cette croissance fut insuffisante pour répondre aux besoins grandissants des investissements. Ceci apparaît au graphique 12 où sont comparés l'épargne et les investissements des sociétés privées non financières, y compris les changements dans le niveau des stocks. L'augmentation des stocks des entreprises non agricoles a été d'environ 500 millions de dollars en 1969 contre 473 millions en 1968. Cette augmentation ne semble pas avoir été disproportionnée par rapport à l'accroissement de la production et des échanges au cours de l'année. Les stocks agricoles et les céréales dans les circuits commerciaux ont augmenté d'environ 400 millions de dollars en 1969 contre 239 millions en 1968; bien entendu, le faible volume des exportations de céréales en 1969 a joué à cet égard un rôle déterminant. Pour ce qui est des autres utilisations de fonds dans le secteur des entreprises, les informations sont plus rares, y compris pour les achats de terrains et les autres actifs immobiliers qui n'apparaissent pas dans la rubrique des investissements dans les comptes nationaux, de même que pour le crédit au commerce. Étant donné les conditions économiques qui ont prévalu en 1969, on devrait s'attendre à ce que ces utilisations de fonds aient, elles aussi, connu un essor.

Il est certain que, dans l'ensemble, les entreprises ont emprunté nettement plus en 1969 qu'en 1968, et cela, bien que, dans le courant de l'année, le financement des emprunts soit devenu plus coûteux et plus difficile. Le tableau 4 réunit

quelques-unes des données statistiques les plus importantes et les plus aisément disponibles concernant les sources des fonds mis à la disposition des entreprises canadiennes.

GRAPHIQUE 12

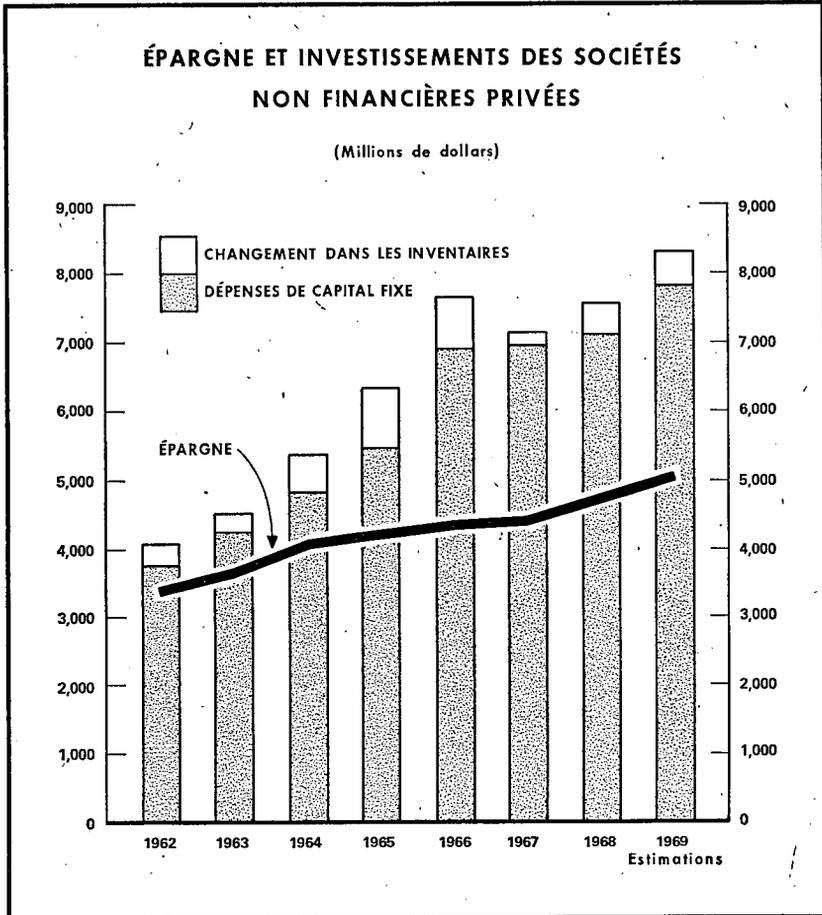


TABLEAU 4
SECTEURS DES ENTREPRISES—CERTAINES SOURCES DE FONDS

	1966	1967	1968	9 premiers mois	
				1968	1959
Augmentation des prêts des banques à charte ⁽¹⁾				millions de dollars	
Entreprises.....	398	748	649	527	1,016
Agriculteurs et négociants en céréales.....	109	383	302	229	335
Augmentation des prêts de la B.E.I.....	44	34	42	29	35
Financement des entreprises par des sociétés de financement de ventes ⁽²⁾	-25	-14	188	-28	-8
Créances bancaires.....	20	-24	-30	2	63
Montant net des nouvelles émissions d'effets commerciaux ⁽³⁾	49	85	115	89	331
Montant net des nouvelles émissions					
Obligations d'entreprises.....	1,045	947	783	705	689
Actions d'entreprises.....	595	504	570	347	799
Investissements directs en provenance de l'étranger.....	790	691	610	427	470
Total.....	3,025	3,355	3,228	2,325	3,731

⁽¹⁾ A l'exclusion des prêts en monnaies étrangères aux Canadiens.

⁽²⁾ Augmentation des soldes en cours sur le financement de ventes de gros et de ventes de détail de produits commerciaux et industriels.

⁽³⁾ A l'exclusion des effets des sociétés financières et de prêts.

▀ Ce tableau vise uniquement à donner une impression générale de la tendance qui s'est manifestée quant au financement des opérations des entreprises; une analyse plus précise ne deviendra possible qu'à mesure que se développera la pratique de l'utilisation des comptes des «flux financiers» publiés récemment. Il est encore trop tôt pour se livrer à des généralisations sur la position des entreprises quant à leurs actifs liquides en 1969. En outre, ce tableau ne comprend pas les sources importantes de fonds mis à la disposition d'entreprises publiques et fournis directement ou indirectement par les gouvernements dont elles dépendent. En revanche, les principaux éléments du financement des sociétés privées apparaissent clairement. Faisant suite à une période d'expansion modérée, un accroissement sensible du recours global à des sources de fonds extérieures a été enregistré en 1969. On dénote un déplacement marqué pour les emprunts à court terme dû à l'évolution des taux d'intérêt dans le courant de l'année et à la préférence des investisseurs. Une forte pression s'est exercée sur les banques à charte qui ont été en mesure de mettre à la disposition des entreprises des crédits importants, étant donné qu'elles disposaient au début de l'année d'un actif liquide relativement considérable à la suite de l'expansion monétaire survenue au milieu de l'année 1968. (Le tableau ne fait pas état des prêts de devises étrangères consentis à des résidents canadiens, lesquels ont également augmenté en 1969.) Cet état de choses s'est toutefois modifié dans le courant de 1969. Comme l'accès aux prêts bancaires devenait plus difficile, les entreprises se sont tournées de plus en plus vers d'autres sources telles les sociétés de financement de ventes et, particulièrement, le marché des effets commerciaux négociables à court terme et les créances bancaires. Par suite du niveau élevé, et en hausse continue, des taux d'intérêt à long terme et de la croyance dans la prolongation de la poussée inflationniste, 1969 n'a pas été marqué par un accroissement du montant net des nouvelles obligations des entreprises. Près de la moitié des émissions ont été placées sur des marchés de capitaux étrangers. En revanche, le montant net des nouvelles actions a plus que doublé en 1969 et il a dépassé le volume des émissions d'obligations. Il est apparu de manière évidente, durant la plus grande partie de l'année, que les détenteurs de capitaux étaient bien plus intéressés par l'acquisition d'actions que par celle d'obligations. Les investissements directs d'origine étrangère n'ont pas augmenté d'une manière significative, ce qui reflète les pressions financières croissantes auxquelles sont soumises les sociétés-mères et aussi, dans une certaine mesure, la répartition industrielle du programme d'investissements de 1969.

Secteur public

Aperçu général du secteur public

Les dépenses générales nettes de tous les gouvernements au Canada sont passées d'un peu moins de 29 pour cent de la dépense nationale brute en 1960 à près de 32.5 pour cent en 1969. L'évolution au cours de la dernière décennie est attribuable aux efforts des divers paliers gouvernementaux pour satisfaire aux changements de la demande des services publics, à la productivité de l'économie, aux coûts croissants et au rôle du gouvernement du Canada quant à la stabilisation économique.

L'expansion réelle de l'économie et la stabilité des prix du début des années 60 ont rapidement fait augmenter les revenus de l'État par rapport à ses dépenses. Cette aisance financière apparente, à un moment où les besoins en éducation et autres services publics se multipliaient, a permis de financer la croissance soutenue du nombre des services publics et d'en améliorer la qualité.

La tendance à la hausse des prix plus prononcée à la fin de 1964 a été plus marquée dans le secteur public à forte intensité de main-d'œuvre que dans l'ensemble de l'économie. Comme résultat, les dépenses globales qui s'étaient accrues de 7.6 pour cent en moyenne entre les années fiscales 1960-1961 et 1964-1965 ont

augmenté de plus de 10 pour cent en 1965-1966 et de 17.7 pour cent en 1966-1967. L'augmentation cette année-là était surtout attribuable à un accroissement de près du tiers des frais d'éducation, en même temps que tous les principaux postes de dépenses s'accroissaient sensiblement.

Ni les régimes fiscaux ni les marchés de capitaux ne pouvaient soutenir un tel rythme. Alors que les coûts aux chapitres de l'éducation et du bien-être ont augmenté encore de 25 pour cent en 1967-1968 et que ceux des services de santé se sont accrus de plus de 15 pour cent, l'accroissement des dépenses aux autres chapitres a fléchi sensiblement, particulièrement dans le secteur des transports et des communications à forte intensité de capital. En 1968-1969, les répercussions de la politique fiscale visant à freiner l'accroissement de la demande dans le secteur public, les restrictions quant aux emprunts sur le marché et la réaction du public devant les majorations d'impôts se sont conjuguées pour réduire considérablement la hausse des dépenses aux chapitres de la santé, du bien-être et de l'éducation et maintenir les restrictions dans d'autres secteurs. Seuls les frais du service de la dette publique, reflétant la hausse croissante des taux d'intérêt et les emprunts antérieurs assez considérables, ont augmenté beaucoup plus rapidement que l'année précédente. Cette tendance s'est maintenue dans les programmes de dépenses de 1969-1970. L'application plus étendue des régimes provinciaux d'assurance-frais médicaux a accru les dépenses dans le domaine de la santé. Toutefois, il s'agissait dans une très large mesure d'un transfert de dépenses du secteur privé au secteur public plutôt que d'une augmentation nette de la demande. La hausse de salaires et de traitements, surtout aux échelons fédéral et municipaux, ont été responsables de la légère augmentation des autres catégories de dépenses par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 5
DÉPENSES CONSOLIDÉES DES GOUVERNEMENTS
Gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux

	1960-1961	1964-1965	1965-1966	1966-1967	1967-1968 ⁽¹⁾	1968-1969 ⁽¹⁾	1969-1970 ⁽¹⁾
Millions de dollars							
Santé.....	984	1,604	1,769	2,119	2,450	2,750	3,300
Bien-être.....	1,629	2,246	2,385	2,641	3,300	3,700	4,050
Éducation.....	1,578	2,450	2,615	3,481	4,350	4,900	5,500
Service de la dette.....	817	1,147	1,258	1,355	1,450	1,650	1,850
Défense et vétérans.....	1,830	1,919	1,944	2,056	2,200	2,200	2,250
Transports et communications.....	1,452	1,772	2,035	2,260	2,300	2,300	2,300
Autres.....	2,494	3,298	3,903	4,815	5,300	5,800	6,350
Total.....	10,784	14,435	15,909	17,827	21,350	23,300	25,600
Augmentation annuelle en pourcentage							
Santé.....	11.1	13.0	10.3	19.8	15.6	12.2	20.0
Bien-être.....	8.2	8.4	6.2	10.7	25.0	12.1	9.5
Éducation.....	18.6	11.6	6.7	33.1	25.0	12.6	12.2
Service de la dette.....	-1.6	8.8	9.7	7.7	7.0	13.8	12.1
Défense et vétérans.....	-0.3	1.2	1.3	5.8	7.0	—	2.3
Transports et communications.....	3.6	5.1	14.8	11.1	1.8	—	—
Autres.....	14.0	7.2	18.3	23.4	10.1	9.4	9.5
Total.....	8.1	7.6	10.2	17.7	14.0	9.1	9.7

⁽¹⁾Estimations du Ministère des Finances.

En résumé, tous les secteurs de dépenses publiques ont augmenté au milieu des années 60, mais comme cette tendance ne pouvait pas se maintenir à cause de la croissance rapide des prix et de la demande réelle, les autres dépenses, exception faite des dépenses aux chapitres de la santé, du bien-être et de l'éduca-

tion, ont été sensiblement réduites. Au cours des dernières années de la décennie, on a assisté à un certain ralentissement du rythme de croissance dans la quasi-totalité des dépenses. Au moment où le Canada aborde les années 70, les dépenses affectées à ses programmes axés sur le bien-être de la population s'accroissent depuis deux ans à des rythmes qui maintiennent la qualité des services existants et permettent de faire face aux engagements antérieurs, alors que l'accroissement des dépenses dans d'autres secteurs du gouvernement a été restreint au point que les niveaux réels de service peuvent avoir diminué.

La réponse à ces coûts croissants de ces niveaux de services a modifié non seulement la structure des revenus des gouvernements mais aussi les modalités des emprunts. Le changement le plus remarquable s'est peut-être produit dans le secteur des impôts des particuliers. Les changements dans les taux et dans une plus grande mesure la conjugaison de l'augmentation rapide des revenus et une structure de taux progressive ont augmenté l'importance relative de cette source de revenus. En 1960-1961, l'impôt sur le revenu personnel représentait un peu plus de 20 pour cent de tous les revenus des gouvernements. En 1969-1970, il dépasse 30 pour cent. Au cours de la décennie, l'importance relative de cet impôt dans l'ensemble des revenus du gouvernement fédéral est passé de 30 pour cent à 40 pour cent. Les changements apportés aux ententes sur le partage des impôts ont eu pour effet d'augmenter de 2 à 22 pour cent leur apport aux revenus des provinces. Par contre, les taxes sur les biens de consommation, même avec des augmentations à un rythme régulier durant toute la période, ont représenté à peu près 20 pour cent de tous les revenus. Les impôts sur les bénéfices des sociétés, avec des taux relativement fixes, et les impôts fonciers des municipalités, dont les taux ont augmenté mais dont l'assiette fiscale n'est pas alignée automatiquement sur la croissance économique, ont diminué proportionnellement.

Les emprunts des gouvernements se sont accrus rapidement en réponse aux dépenses croissantes au milieu des années 60, atteignant un sommet en 1967 et 1968, pour ensuite décliner rapidement. Toutefois, des changements dramatiques se sont produits dans ce contexte général. En particulier, les provinces et les municipalités ont eu recours de plus en plus aux fonds accumulés par les plans de pension du Canada et du Québec après 1966 ainsi qu'au marché extérieur plutôt qu'au marché domestique.

Évolution courante: position nette du secteur public

La position nette des gouvernements selon les comptes nationaux, à l'exception des transactions du régime de pension du Canada et du régime des rentes du Québec, est passée d'un déficit de 190 millions de dollars en 1968 à un excédent de 1 milliard en 1969. Le gouvernement fédéral a accumulé un excédent de 600 millions en 1969, par rapport à un déficit de 165 millions de dollars en 1968. La position nette des gouvernements provinciaux et municipaux est passée d'un solde presque nul à un excédent de 400 millions. Dans l'ensemble, l'excédent provenait surtout d'une augmentation sensible des revenus des gouvernements alors que le taux d'accroissement des dépenses publiques a été limité à son niveau de 1968.

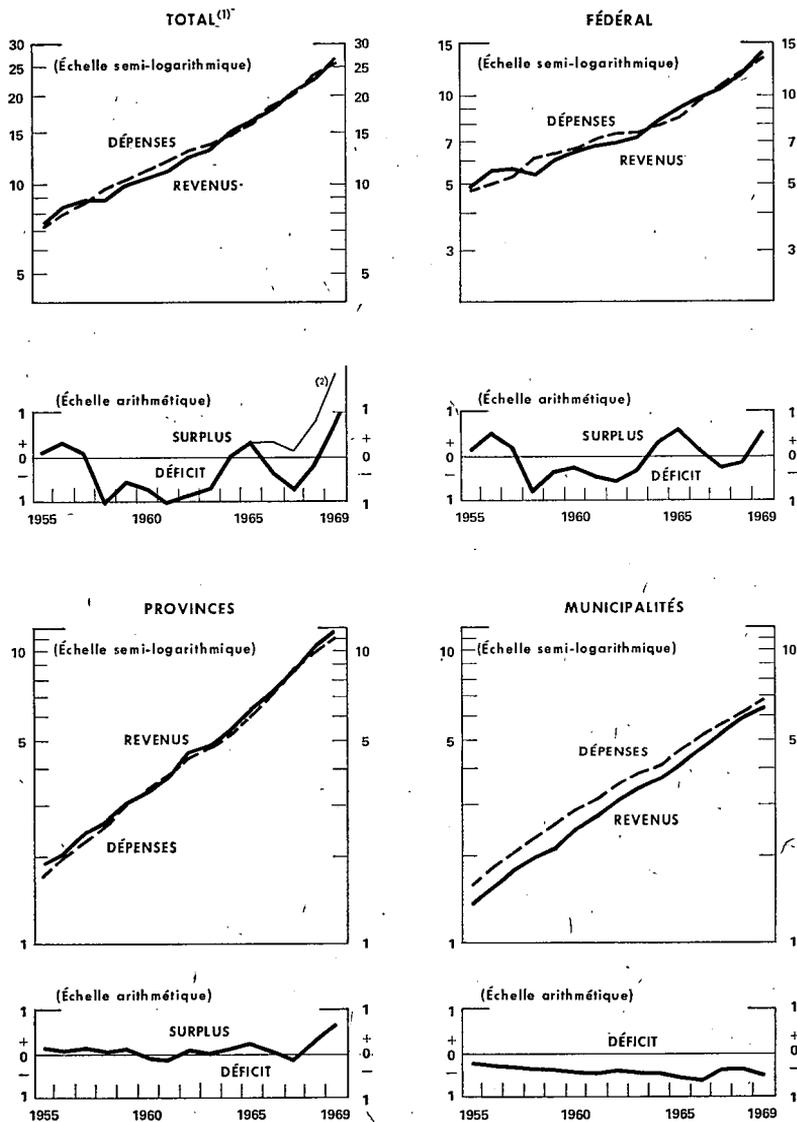
Compte tenu des opérations du régime de pension du Canada et du régime des rentes du Québec, la position du secteur public, sur la base des comptes nationaux, a enregistré un changement de 1.3 milliard de dollars, soit d'un surplus net de 800 millions de dollars à un surplus net d'environ 2.1 milliard de dollars. Les recettes globales des régimes provenant des cotisations et des placements ont atteint 1.1 milliard de dollars en 1969, soit une augmentation de 12.9 pour cent par rapport à l'année précédente. Ce gain est attribuable aux augmentations de l'emploi et du revenu par employé. Les prestations totales versées en 1969 en vertu de ces régimes ont atteint 50 millions de dollars.

GRAPHIQUE 13

REVENUS ET DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS

SELOÑ LES COMPTES NATIONAUX

(Milliards de dollars)



Nota: 1968 et 1969 — Estimations du Ministère des Finances

(1) Ne comprend pas les transferts intergouvernementaux ainsi que les régimes de pension du Canada et du Québec.

(2) Y compris les fonds des régimes de pension du Canada et du Québec.

Revenus des gouvernements

Les revenus des gouvernements, à l'exclusion des transferts intergouvernementaux et des cotisations au régime de pension du Canada et au régime des rentes du Québec, se sont élevés à 26.8 milliards de dollars en 1969, soit une augmentation de 15.9 pour cent comparativement à 1968. Cette augmentation a été la conséquence de la conjugaison d'un essor économique réel, de hausses de prix et de majorations du taux d'impôt. Au cours de l'année, les transferts du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux et municipaux ont atteint 2.7 milliards de dollars alors que les transferts nets des gouvernements provinciaux aux gouvernements municipaux se sont élevés à 2.6 milliards de dollars. Ces chiffres représentent des augmentations de 12.8 et de 6 pour cent respectivement par rapport à 1968. Les revenus après les paiements de transfert étaient de 11.3 milliards de dollars pour le gouvernement fédéral, de 9.2 milliards pour les gouvernements provinciaux et de 6.3 milliards pour les autorités municipales: ces sommes représentent à peu près des augmentations respectives de 20, de 17 et de 8.5 pour cent sur les niveaux de 1968.

Les impôts directs des particuliers ont rapporté 8.4 milliards de dollars, c'est-à-dire 26 pour cent de plus que l'année précédente. Cette augmentation sensible est attribuable à l'élasticité relativement forte par rapport au produit national brut, des perceptions d'impôt sur le revenu des particuliers, au nouvel impôt fédéral de progrès social, aux augmentations des taux d'impôt provincial sur le revenu des particuliers à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick et en Alberta et à l'introduction des primes d'assurance-frais médicaux en Ontario et au Manitoba. Il faut noter que plusieurs de ces augmentations d'impôts n'ont été en vigueur que pour une partie de l'année 1969.

L'impôt direct exigible des sociétés a atteint 2.9 milliards de dollars en 1969, soit 11 pour cent de plus qu'en 1968. L'augmentation dépend, en partie, des profits accrus déclarés par les sociétés dans le premier semestre de 1969 et en partie des modifications fiscales fédérales (imposition des profits des sociétés d'assurance-vie et de la réduction des réserves excédentaires permises aux autres institutions financières) et dépend aussi des augmentations des taux d'impôt provincial sur le revenu des sociétés à Terre-Neuve et en Alberta. La modification fiscale en Alberta n'a été en vigueur que pour la moitié de l'année 1969.

Les recettes des impôts indirects de 11 milliards de dollars en 1969 représentent une augmentation de 10 pour cent par rapport à 1968. L'augmentation tient à la fois à la consommation accrue de biens causée par la hausse des revenus, à l'augmentation de taxes sur certains biens au Nouveau-Brunswick et en Ontario, et à l'augmentation de la taxe foncière dans toutes les provinces. La taxe foncière a représenté au Canada 5.9 pour cent du revenu personnel disponible en 1969. Ce rapport a été de 4.6 pour cent en 1960, 3.2 pour cent en 1950 et 5.1 pour cent en 1940.

Le revenu de placements des gouvernements a atteint 2.7 milliards en 1969, soit 18 pour cent de plus que l'année précédente. Cette augmentation sensible est largement attribuable à la hausse des taux d'intérêt ces deux dernières années, vu que l'intérêt sur les titres fédéraux détenus par la Banque du Canada, les hypothèques de la SCHL et les titres détenus par les gouvernements dans les comptes de pension d'employés et autres comptes forment une partie majeure des recettes de placements du secteur gouvernemental.

Les cotisations des employeurs et des employés (principalement aux plans de pension gouvernementaux des employés, à la caisse d'indemnisation des travailleurs accidentés et à la caisse d'assurance-chômage) ont augmenté de 13 pour cent pour passer à 1.5 milliard de dollars en 1969. Cette hausse sensible traduit l'effet de la première année entière des cotisations majorées à la Caisse d'assurance-chômage entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1968.

Dépenses des gouvernements

L'accroissement des dépenses des gouvernements, à l'exclusion des transferts intergouvernementaux, s'est maintenu, en 1969, à environ 11 pour cent, en dépit de la majoration des traitements et des prix et de la demande croissante de biens et services publics. Les dépenses du gouvernement fédéral ont totalisé 13.4 milliards de dollars, soit une hausse de 1.3 milliard. Les dépenses des gouvernements provinciaux et municipaux se sont élevées à 15.1 milliards de dollars, soit une augmentation de 1.4 milliard par rapport à 1968.

Les dépenses en biens et services de tous les gouvernements (par opposition aux transferts) ont atteint, en 1969, 14.6 milliards de dollars, soit 56.5 pour cent de toutes les dépenses des gouvernements. Leur taux de croissance s'est établi à 9 pour cent, environ 2 pour cent de plus qu'en 1968. Cette accélération est largement attribuable à l'augmentation des traitements et salaires et des services publics en général. Les traitements et salaires ont continué à monter rapidement en 1969, surtout aux niveaux fédéral et municipal, où l'on a enregistré des augmentations de 18 et 16 pour cent respectivement. Abstraction faite des rajustements des traitements rétroactifs à 1967 et 1968, la hausse des traitements à l'échelon fédéral s'est établie à environ 10 pour cent. Le montant consacré aux services généraux s'est aussi accru de 8 pour cent en 1969. Cette hausse tient en partie à l'application plus complète du programme d'assurance-frais médicaux. Par suite de la participation de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, du Manitoba et de l'Alberta au régime d'assurance-frais médicaux au cours de 1969, les dépenses provinciales à ce chapitre se sont élevées à environ 225 millions de dollars, dont 130 millions ont été financés au moyen de transferts du gouvernement fédéral. L'augmentation des dépenses d'investissement des gouvernements n'a été que d'environ 2.5 pour cent. Les dépenses d'investissement du fédéral, qui, en 1968, avaient augmenté d'environ 7.5 pour cent, ont baissé d'environ 10 pour cent en 1969, tandis que les dépenses provinciales et municipales dans ce domaine se sont accrues approximativement de 5 à 6 pour cent.

Les transferts aux particuliers, non compris le service de la dette, ont contribué très sensiblement à l'augmentation des dépenses. Au niveau fédéral, l'abaissement de l'âge minimum pour les versements de sécurité de la vieillesse, l'augmentation des paiements de la caisse d'assurance-chômage et les transferts additionnels pour la formation des adultes ont largement contribué à l'augmentation des paiements de transfert. Au niveau provincial et municipal, l'augmentation des transferts aux services éducatifs et sociaux et aux soins hospitaliers* ont largement contribué à l'augmentation des paiements de transfert aux personnes.

L'intérêt sur la dette publique a dépassé de 15 pour cent le niveau de 1968 et représente maintenant 10 pour cent de toutes les dépenses des gouvernements.

L'augmentation des transferts fédéraux aux autres niveaux de gouvernement reflète les contributions additionnelles versées au régime d'assurance-frais médicaux, par suite de la participation à ce programme de cinq autres provinces, ainsi que les augmentations rapides et continues des frais de financement des programmes à frais partagés entre le fédéral et les provinces, tels l'assurance-hospitalisation et le régime d'assistance publique du Canada, et reflète aussi les hausses considérables des transferts fiscaux pour l'éducation post-secondaire. L'augmentation dans les transferts nets des provinces et des municipalités est largement attribuable aux besoins croissants de l'éducation au niveau municipal; cependant, on assiste à une réduction importante du taux de croissance de l'aide générale des provinces accordée aux municipalités.

* Cette façon de traiter les transferts en ce qui concerne les soins hospitaliers est basée sur l'ancienne définition du secteur des particuliers dans le cadre des comptes nationaux. Dans la version révisée des comptes nationaux, les hôpitaux seront présentés comme un poste séparé du secteur gouvernemental.

Financement des dépenses gouvernementales

Le montant net des nouvelles émissions d'obligations émises ou garanties par les trois niveaux de gouvernement a, en 1969, diminué de moitié par rapport à l'année précédente, soit à environ 1.5 milliard de dollars, reflétant ainsi les efforts déployés pour comprimer les dépenses, et la limitation des fonds disponibles et leurs coûts élevés sur le marché canadien des obligations. Tandis que les gouvernements provinciaux et municipaux réduisaient leurs recours aux marchés de capitaux, cette diminution importante était presque entièrement attribuable au renversement de la position financière du gouvernement fédéral.

Par contraste avec 1968, où le gouvernement fédéral a largement emprunté sur le marché des obligations, en 1969 le financement net provenant de cette source n'a pas été très important. Cependant, le gouvernement a reçu un montant net de 330 millions de dollars provenant de la vente d'obligations d'épargne du Canada non négociables.

Les gouvernements provinciaux, dont les émissions d'obligations directes ou garanties ont constamment dépassé 1 milliard de dollars depuis quatre ans, ont, pendant cette période, largement fait appel aux marchés étrangers. Tandis que 70 pour cent du financement des obligations des gouvernements provinciaux ont été effectués sur le marché intérieur en 1966, en 1969 ils ont eu recours presque entièrement aux marchés d'Europe et des États-Unis. L'autre source importante de fonds pour les provinces a été le régime de pension du Canada qui a fourni 805 millions de dollars, soit presque 40 pour cent de leurs emprunts en 1969*. De plus, les provinces ont diminué leur position de caisse au cours de l'année d'environ 200 millions de dollars, soit 50 pour cent.

Le total net des nouvelles émissions de titres par les municipalités a diminué d'à peu près 14 pour cent en 1969, leurs emprunts à l'étranger ayant décliné un peu plus que leurs nouvelles émissions au Canada. Ceci contraste fortement avec l'expérience provinciale. Les municipalités ont accru leurs emprunts bancaires d'environ 14 pour cent, ou 95 millions de dollars, afin de répondre à leurs besoins financiers.

La détérioration du marché des obligations à long terme au Canada, en raison de la psychose inflationniste dont les investisseurs ne se sont pas départis, a poussé les provinces et les municipalités à recourir davantage aux marchés étrangers. Cela veut dire aussi que les fonds disponibles au Canada étaient destinés au marché à plus court terme. Pour surmonter ce problème et attirer les prêteurs, les provinces ont largement utilisé des obligations à échéance prolongeable.

Besoins financiers du gouvernement du Canada

Jusqu'ici, l'étude des tendances actuelles dans le secteur gouvernemental s'est faite dans le cadre des comptes nationaux. Pour conclure, voici un état des besoins financiers du gouvernement du Canada, ainsi qu'un exposé de l'évolution récente des opérations de prêt, dans lesquelles s'inscrivent les principales dépenses non budgétaires du gouvernement du Canada.

*Le régime des rentes du Québec constitue une source de fonds pour le gouvernement du Québec. Ces fonds sont administrés par la Caisse de dépôt et de placement. Dans la mesure où ces fonds sont utilisés pour l'achat d'obligations du gouvernement du Québec, ces achats sont inclus dans les renseignements concernant les obligations émises par la province.

TABLEAU 6
BESOINS FINANCIERS ET SOURCES DE FINANCEMENT
GOUVERNEMENT DU CANADA

(année civile)

	1967	1968	1969 ⁽³⁾
	(millions de dollars)		
Besoins financiers			
Budgétaires, déficit (+) ou surplus (-).....	646	733	-441
Non budgétaires (à l'exclusion de toutes les transactions en devises étrangères) ⁽¹⁾	673	331	336
Total partiel.....	1,319	1,064	-105
Transactions en devises étrangères			
Besoins de caisse (+) ou recettes (-).....	158	252	18
Total global des besoins.....	1,477	1,316	-87
Sources de financement			
Obligations négociables ⁽¹⁾			
Nouvelles émissions.....	1,935	2,778	1,406
Retraits.....	1,485	1,640	1,497
Net.....	450	1,138	-91
(y compris celles payables en devises étrangères).....	(-206)	(266)	(14)
Bons du Trésor.....	285	370	70
Obligations d'épargne du Canada.....	230	40	329
Non négociables et autres ⁽²⁾	216	-179	280
Total.....	1,181	1,371	588
Variations des soldes en caisse du Receveur général.....	-296	+55	+675

⁽¹⁾Dans ce poste sont inclus les fonds utilisés pour le remboursement des obligations CN arrivées à échéance.

⁽²⁾Comprend les obligations de la caisse d'assurance-chômage et du régime de pension du Canada, le compte des placements en valeurs et les titres détenus aux fins du remboursement de la dette non échue.

⁽³⁾Provisoires.

La position budgétaire du gouvernement du Canada a connu un renversement: d'un déficit de 733 millions de dollars au cours de l'année civile 1968, elle a passé à un excédent de 441 millions en 1969. Le déficit du compte non budgétaire, qui avait été réduit de moitié en 1968, est demeuré presque inchangé avec 336 millions de dollars en 1969. Compte tenu des besoins financiers créés par les transactions en devises étrangères, de 1.3 milliard de dollars au regard des besoins financiers globaux en 1968 on est passé à un excédent d'un peu moins de 100 millions de dollars. Les principales caractéristiques du financement de ces besoins sont présentées dans le tableau ci-dessus.

Dans les comptes non budgétaires du gouvernement du Canada figurent des recettes considérables qui proviennent, par exemple, des contributions versées au fonds de retraite des fonctionnaires, ainsi que de l'impôt crédité à la Caisse de la sécurité de la vieillesse. Les données pertinentes apparaissent dans la Partie II de ce Livre blanc. La signification très caractéristique des prêts et des placements non budgétaires sur le plan économique justifie ici quelques explications.

Les prêts, les avances et les placements par le gouvernement fédéral aux sociétés de la Couronne et organismes connexes, aux autres gouvernements et à leurs agences, aux organismes internationaux, mais à l'exclusion des transactions au compte du fonds des changes, s'éleveront pour l'année financière 1969-1970 à

un montant net d'environ 1.2 milliard de dollars, déduction faite des principaux remboursements. Ce montant se compare aux 981 millions de dollars pour l'année financière 1968-1969 et aux 1,351 millions pour l'année financière 1967-1968.

Depuis l'année financière 1963-1964, où les dépenses non budgétaires nettes atteignaient 232 millions de dollars, les programmes de prêts et de placement du gouvernement fédéral se sont brusquement accrus. Ce changement souligne le rôle croissant que joue le gouvernement à titre d'intermédiaire financier. Pendant l'année financière courante, les prêts directs additionnels consentis au secteur privé, après la déduction de remboursements, par la voie des organismes gouvernementaux de prêt, tels la Société centrale d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole, la Société pour l'expansion des exportations, la Caisse sous le régime de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, s'élèveront à presque 750 millions de dollars. L'augmentation rapide des sommes consacrées à ces prêts, d'environ 227 millions de dollars pour l'année financière 1963-1964 jusqu'au niveau actuel de dépenses, est étroitement liée au soutien fourni par le gouvernement fédéral aux programmes d'habitation, par l'entremise de la SCHL. Ainsi, ces trois dernières années, le gouvernement fédéral a prêté en moyenne un demi-milliard de dollars par année à la SCHL en plus de remboursements, alors qu'il lui avait prêté, au cours des trois années antérieures, environ 200 millions annuellement.

Les prêts et les placements du gouvernement fédéral dans les sociétés de la Couronne qui effectuent des transactions commerciales représentent la majeure partie des autres dépenses non budgétaires; ces autres dépenses non budgétaires pourront atteindre pour l'année financière 1969-1970 quelque 472 millions de dollars, tandis qu'elles se chiffraient à 387 millions pour l'année financière 1968-1969 et à seulement 5 millions pour l'année financière 1963-1964. En général, ces dépenses comprennent des programmes d'immobilisations réalisés par les sociétés de la Couronne, notamment, Air Canada, l'Energie atomique du Canada, Limitée, et le Canadien National. Il a aussi été consenti des avances au CN afin de rembourser des emprunts détenus par le public arrivés à échéance.

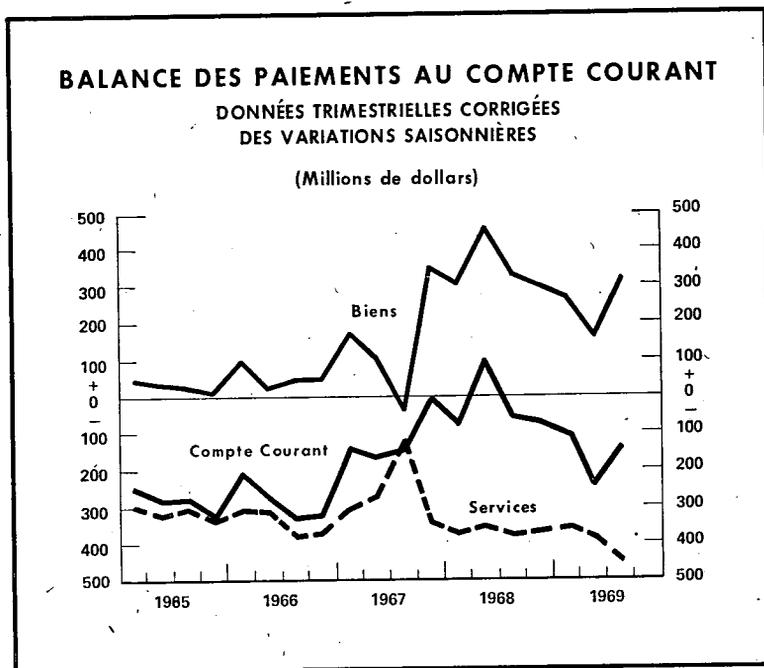
En plus d'assumer le rôle d'intermédiaire financier, le gouvernement fédéral facilite de nombreux prêts dans le secteur privé en garantissant ou en assurant les prêts consentis aux termes de certains programmes lancés par le gouvernement fédéral. Même s'il n'y a pas de mises de fonds, sauf dans le cas du manquement aux engagements, ils ont entraîné une hausse rapide dans le passif éventuel du gouvernement fédéral. A la fin de l'année financière 1968-1969, ce montant atteignait presque 9 milliards de dollars; il s'est accru ces dernières années à un taux annuel de plus de 6 pour cent. Ce passif éventuel résulte de différents programmes, comme les prêts garantis aux termes de la loi nationale sur l'habitation, le financement de la Commission canadienne du blé, les prêts pour l'amélioration agricole ainsi que les prêts aux étudiants.

Secteur extérieur

Le déficit au compte courant, c'est-à-dire la différence entre les recettes et paiements dans les transactions canadiennes avec d'autres pays, semble avoir atteint 800 millions de dollars en 1969 contre le niveau exceptionnellement bas de 111 millions en 1968. Ce changement n'a pas été aussi rapide qu'en 1965, ou comme lors du boom des ressources du milieu des années 50, mais il a été, néanmoins, le résultat de la croissance économique et de l'inflation au sein de l'économie canadienne. L'accroissement du déficit a eu lieu entre le milieu de 1968 et le milieu de 1969, par suite de la croissance rapide des importations, laquelle a reflété l'expansion continue de l'économie et la tendance ascendante des investissements. Les hausses des importations et des exportations se sont stabilisées au cours de l'année, mais à des paliers qui ont laissé l'excédent de la balance commerciale bien au-dessous du niveau record de 1968. Le déficit sur les transactions invisibles a augmenté plus rapidement que d'habitude par suite d'un important déficit en-

registré au compte des voyages. Les entrées de capitaux à long terme ont continué de dépasser de beaucoup le déficit au compte courant. Toutefois, comme en 1968 ces entrées ont été contrebalancées par d'importantes sorties de fonds à court terme et les réserves officielles n'ont augmenté que de 65 millions de dollars.

GRAPHIQUE 14

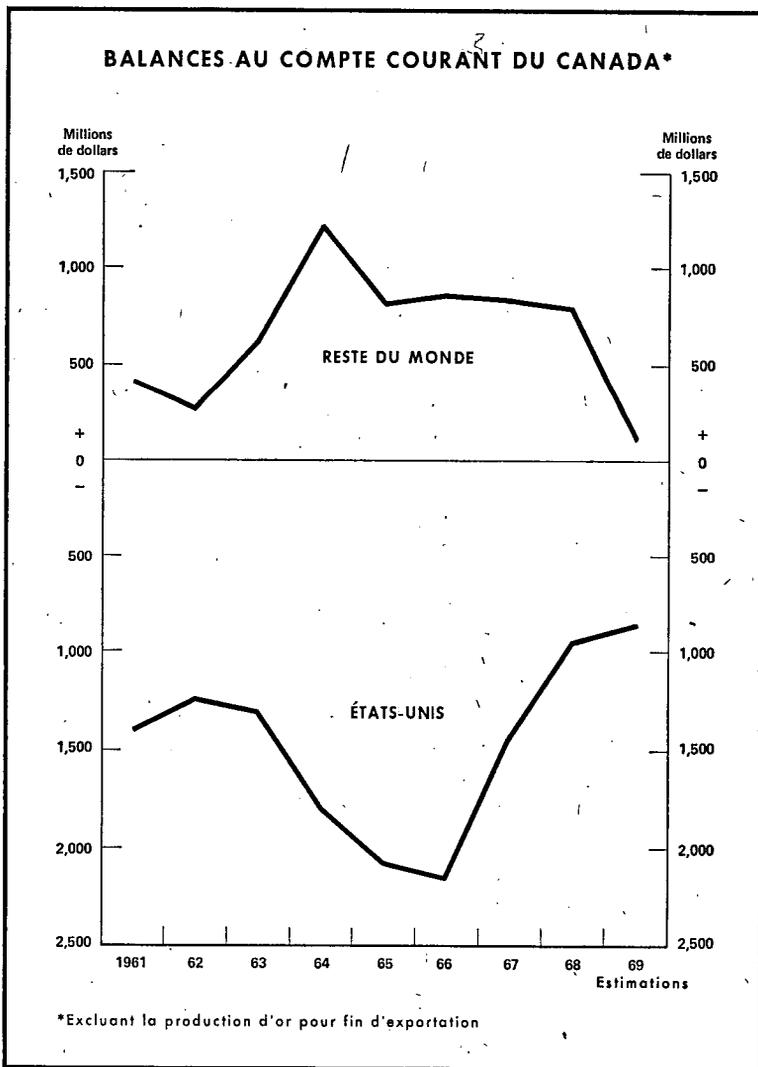


La balance au compte courant du Canada avec les États-Unis s'est améliorée considérablement depuis 1966, renversant la détérioration antérieure; ceci est survenu à un moment où le surplus au compte courant des États-Unis avec le reste du monde disparaissait. Au Canada, les coûts ont augmenté, après 1967, un peu moins rapidement qu'aux États-Unis et les produits canadiens ont continué à participer à l'accroissement des importations américaines pendant l'année 1969, à cause notamment de certains facteurs comme l'expansion rapide des transactions bilatérales sur les véhicules automobiles et les pièces de rechange, et aussi du fait de la nature de la pression de la demande américaine. Par ailleurs, jusqu'au second semestre de 1968, la demande canadienne (plus particulièrement la demande en biens de production avec leur contenu élevé d'importation) a suffisamment retardé sur celle des États-Unis pour freiner l'accroissement des importations par rapport aux exportations. Ce sont là les principales causes en 1968 de la réduction à 111 millions de dollars du déficit total au compte courant du Canada. En dépit de l'accroissement plus rapide du rythme des importations après 1968, le compte courant du Canada avec les États-Unis s'est tout de même légèrement amélioré en 1969, de telle sorte que la détérioration au compte courant du Canada provient de ses transactions avec d'autres pays. Particulièrement depuis le milieu de 1968, la balance au compte courant avec le reste du monde a montré beaucoup plus clairement les effets des pressions cycliques au sein de l'économie canadienne, de même que les effets de la hausse des coûts qui est survenue aussi bien au Canada qu'aux États-Unis depuis le milieu des années 60. Le surplus au compte courant avec le Royaume-Uni et avec l'Europe continentale, qui en 1967 était de 359 millions de dollars, s'est transformé en un faible déficit en 1969, alors que le surplus avec l'ensemble des autres pays d'outre-mer, qui était de 484 millions en 1967, est

tombé à moins de 200 millions de dollars en 1969. Dans les deux cas, la détérioration est due en partie à la réduction des exportations de blé, mais aussi à l'augmentation plus rapide des importations du Canada en provenance de ces pays tiers, plutôt qu'aux importations provenant des États-Unis. La balance au compte des transactions invisibles avec le reste du monde a, elle aussi, eu tendance à se détériorer.

Étant donné la diminution du prix du blé sur le marché mondial en 1969, le volume et la valeur des exportations de blé canadien ont atteint leur plus bas niveau depuis plusieurs années. Cependant, les contrats annoncés au début de la nouvelle année-récolte indiquent une certaine reprise en 1970, laquelle se reflétera dans la balance commerciale avec les pays autres que les États-Unis. Par ailleurs, en 1969, la première étape de l'Accord canado-américain s'achevait et donnait suite à une deuxième en vue d'un meilleur partage de la production et des échanges de produits automobiles. La possibilité pour le Canada d'exporter davantage aux

GRAPHIQUE 15

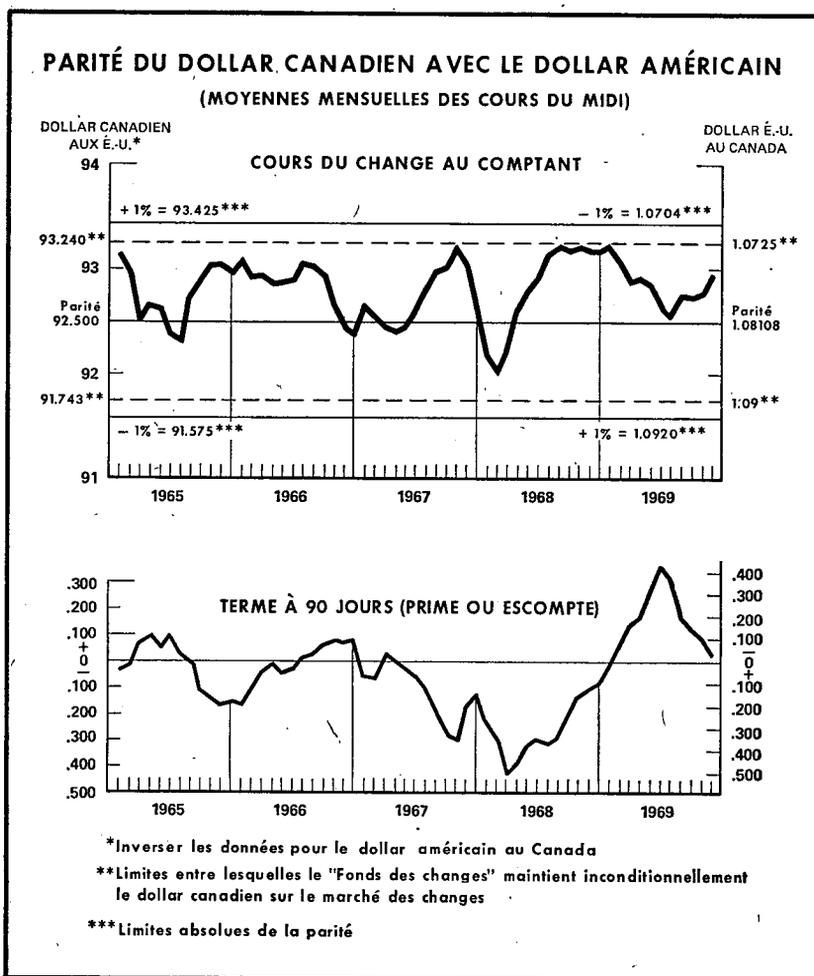


États-Unis a été réduite en 1969 en raison des grèves prolongées dans les industries du nickel et de l'acier. Dans une certaine mesure, ces pertes pourront être rattrapées en 1970.

L'entrée nette au Canada de capitaux à long terme s'est élevée à peu près à 2 milliards de dollars en 1969, contre 1.6 milliard en 1968. Les investissements étrangers directs au Canada ont dépassé encore une fois 600 millions de dollars l'an dernier et on assistait à une certaine augmentation des investissements étrangers provenant d'autres pays que les États-Unis. Les investissements canadiens directs à l'étranger, dont la plupart effectués aux États-Unis, ont atteint un niveau record s'établissant à bien au delà de 200 millions de dollars. Tout comme ces dernières années, la plus grande partie de l'entrée nette des capitaux à long terme provenait des ventes nettes de titres négociables. Contrairement à ce qui s'est passé en 1967 et 1968, il n'y a pour ainsi dire presque pas eu d'achats nets de valeurs étrangères par des Canadiens pour l'ensemble de l'année, étant donnée que les sorties antérieures importantes de fonds pour l'achat d'actions américaines se sont arrêtées vers le milieu de l'année en raison notamment de conditions différentes sur les deux marchés boursiers. Il y a eu également des ventes nettes à l'étranger de valeurs canadiennes en cours et, un notable accroissement des nouvelles émissions nettes de valeurs canadiennes acquises par des non-résidents. Le principal élément de l'augmentation de l'entrée des capitaux a été les nouvelles obligations émises par les provinces, leurs agences, les municipalités ainsi que les sociétés. Les nouvelles émissions nettes d'obligations ont de nouveau dépassé au total 1.5 milliard de dollars. Les nouvelles émissions nettes d'obligations canadiennes sur le marché américain ont avoisiné le niveau du milliard de dollars déjà atteint en 1966. Les émissions d'obligations canadiennes sur les marchés de valeurs européennes, qui étaient devenues une source de fonds importante pour les emprunteurs canadiens en 1968, s'élevaient encore à environ 500 millions de dollars. Les emprunts des provinces et des municipalités représentaient environ deux tiers du total net des emprunts à l'étranger en 1969.

Il est possible que les sorties de capitaux à court terme puissent atteindre en 1969 1.1 milliard de dollars, comme en 1968. On a assisté à une entrée assez importante de capitaux sous forme d'obligations à court terme des sociétés canadiennes de financement au cours des premiers mois de l'année, ainsi qu'à certains emprunts effectués par les Canadiens auprès de banques étrangères pendant le deuxième trimestre. Mais, en même temps, les soldes des banques canadiennes à l'étranger ont augmenté bien au-delà de 500 millions de dollars au cours de ce seul trimestre, en réaction à la hausse de 3 pour cent ou plus dans les taux Eurodollar entre avril et juin. Les sorties de capitaux à court terme qui ont été identifiées au cours du troisième trimestre, avant les élections allemandes et l'abandon de la parité originale du mark allemand, ont été modérées; l'entrée nette de capitaux au quatrième trimestre a été minime. Mais l'analyse est compliquée par l'existence d'importants mouvements de capitaux non identifiés, représentant en partie les changements survenus dans les avances et les retards, lesquels peuvent être reliés à la crise du mark. Hormis un léger reflux pendant le deuxième trimestre de 1968, une sortie régulière de fonds bancaires persiste depuis l'été de 1967, laquelle a donné lieu à une formation apparente nette d'actif à court terme détenu à l'étranger par les Canadiens pendant cette période dont le total s'élève à plus de 3 milliards de dollars. La stabilité prolongée de cette formation, s'ajoutant à l'expérience récente d'autres pays, laisse croire qu'une très forte partie de ces capitaux peut représenter en pratique une sortie à beaucoup plus long terme qu'on ne pourrait normalement le supposer en se fondant sur la durée nominale des dépôts. Tel que mentionné dans les documents budgétaires antérieurs, on peut attribuer une partie des sorties apparentes à un «découpage» essentiellement permanent entre les mesures directes du compte courant et du compte de capital. Néanmoins, la position actuelle indique nettement des avoirs nets importants en devises étrangères à court terme.

GRAPHIQUE 16



Les mouvements à court terme qui ont pu être identifiés ont eu lieu principalement par suite des changements survenus dans les écarts couverts entre les taux d'intérêt et dans une certaine mesure par suite de la spéculation sur d'éventuels changements de parité en Europe, mais ils n'ont pas sérieusement affaibli la parité du dollar canadien en 1969. Au contraire, bien que le cours ait baissé assez lentement à partir de la valeur limite supérieure d'intervention où il était au début de l'année, et qu'il ne se soit guère éloigné de la parité à partir de la fin de juin jusqu'à la fin de juillet, il est remonté ensuite graduellement pour atteindre son plafond à la fin de décembre. Il y a eu un mouvement relativement compensatoire de l'écart à terme au cours de l'année (d'abord un élargissement puis un resserrement de l'escompte sur le cours à terme du dollar américain), ce qui a laissé le cours à terme existant du dollar canadien assez uniforme et proche du plafond pour le cours au comptant pendant toute l'année.

Toute l'augmentation nette des réserves officielles du Canada en 1969 est attribuable au dernier trimestre de l'année alors qu'on enregistrait une baisse nette de 100 millions de dollars vers la fin de septembre. Au cours de l'année dans son ensemble, il s'est produit une réduction nette de 211 millions de dollars américains dans les avoirs officiels en or et en devises étrangères et une augmentation de 272 millions de dollars américains dans la position du Canada au Fonds monétaire international.

MARCHÉS FINANCIERS

Les événements économiques qui viennent d'être passés en revue dans ce Livre blanc ont influencé et subi l'évolution des flux et des marchés financiers en 1969, lesquels ont été caractérisés par la hausse des taux d'intérêt et des déplacements marqués parmi les canaux financiers.

Premièrement, les besoins de capitaux dans les divers secteurs ont subi de profondes modifications. La demande de crédit à la consommation par les individus a augmenté, quoique à un rythme décroissant, et celle du monde des affaires est montée en flèche. Les prêts hypothécaires ont augmenté et les emprunts des gouvernements provinciaux et municipaux ainsi que ceux de leurs agences se sont maintenus à un niveau élevé. En outre, le gouvernement fédéral a réduit sensiblement ses emprunts. Deuxièmement, les politiques de restriction monétaire ont enrayé la croissance des banques à charte, ce qui a entraîné des répercussions sur les taux d'intérêt, sur la structure de l'actif des banques à charte et sur la position relative des autres institutions financières. Troisièmement, l'expérience et l'expectative de l'inflation ont contribué à la hausse des taux d'intérêt, encouragé les emprunts à court terme plutôt qu'à long terme, et amené les investisseurs à préférer les actions aux obligations à long terme. Un certain nombre de ces facteurs se sont fait sentir aussi dans le reste du monde industrialisé, et l'augmentation des taux d'intérêt au Canada a été égalée ou surpassée ailleurs.

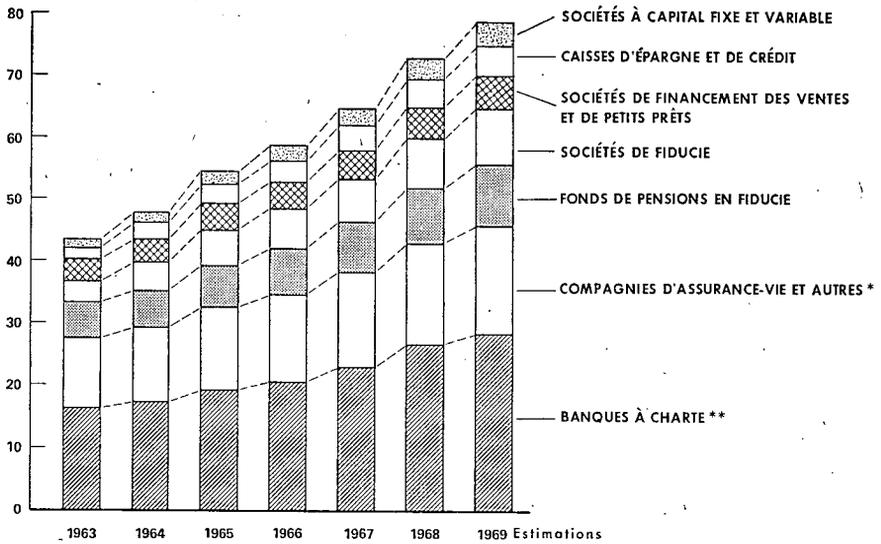
Le système bancaire

La Banque du Canada a suivi une politique de restriction monétaire pendant toute l'année 1969. En premier lieu, cette politique a principalement visé à restreindre la croissance des réserves-encaisse liquides des banques à charte. En outre, la Banque du Canada a haussé son taux officiel d'escompte à 7 pour cent en mars, à 7.5 pour cent en juin et à 8 pour cent en juillet, et porté la proportion des réserves secondaires des banques à charte de 7 à 8 pour cent en juin. Sous l'effet de cette politique monétaire, les actifs des banques à charte se sont accrus moins rapidement que ceux des institutions financières non bancaires. Au niveau global, on estime que les actifs de la majorité des institutions y compris les banques à charte ont augmenté de 8 pour cent en 1969. L'ensemble des avoirs des banques aurait augmenté de 5.2 pour cent environ et ceux des autres institutions financières de 9.4 pour cent. On trouvera au graphique 17 d'autres détails sur l'expansion relative des actifs des intermédiaires financiers.

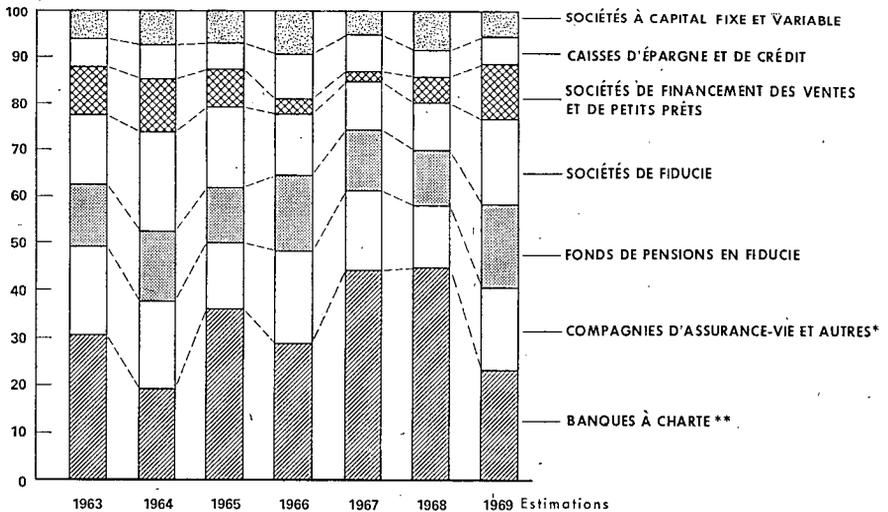
GRAPHIQUE 17

ACTIFS DE CERTAINES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

(Milliards de dollars)



DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DE L'ACCROISSEMENT ANNUAL TOTAL



* Actifs canadiens détenus au Canada par les compagnies d'assurance-vie à charte fédérale.

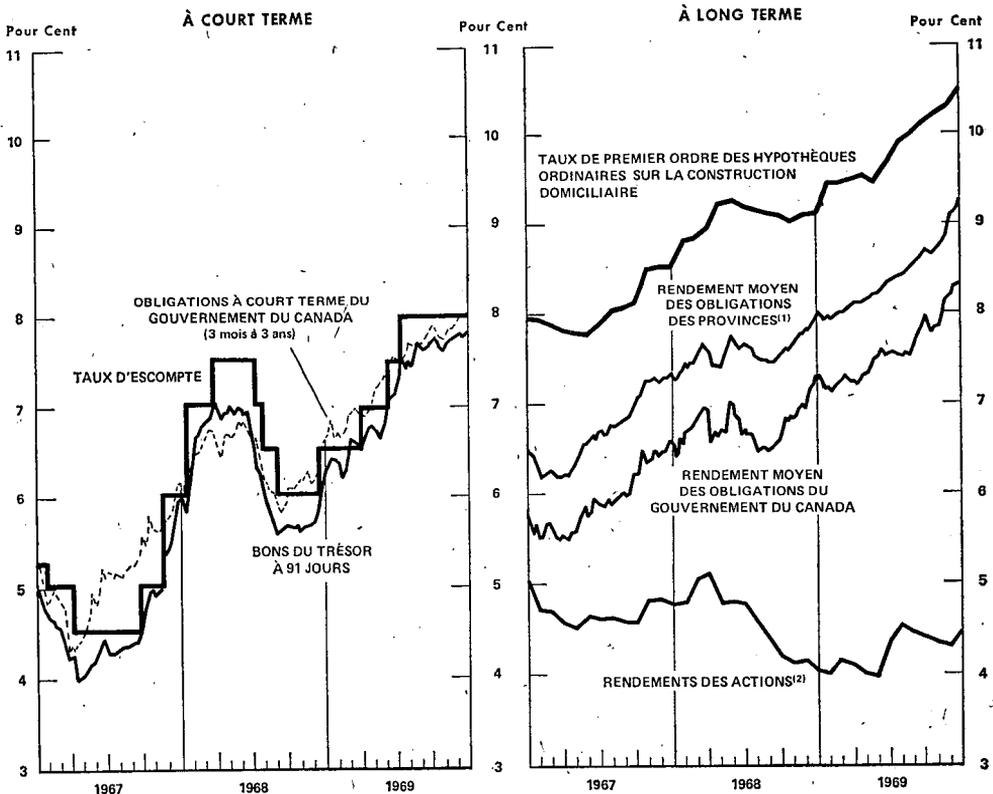
"Autres" comprend tous les actifs des compagnies d'assurance contre l'incendie et les risques divers, à charte fédérale ou provinciale, reliés à leurs opérations au Canada.

** Comprend les actifs en devises étrangères moins le passif en devises étrangères.

La politique monétaire a non seulement affecté la croissance des passifs globaux des banques à charte mais aussi à des degrés divers leurs différents dépôts. Le total du passif en dollars canadiens a continué d'augmenter assez rapidement au début de 1969, mais le taux de croissance a ralenti par la suite. Vers le milieu de l'année, le passif global avait fléchi et, même s'il s'est élevé depuis, il n'a que légèrement dépassé à la fin de l'année le niveau atteint à la mi-année. La croissance des dépôts à vue a été enrayée pendant toute l'année, alors que les dépôts non personnels à terme et à préavis sont devenus beaucoup moins nombreux, en partie à cause du plafond fixé aux taux que les banques à charte paient sur certains dépôts élevés. Les dépôts «swap» en devises étrangères ont augmenté considérablement dans les six premiers mois de l'année, mais ils sont demeurés stationnaires après le mois de juillet alors que la Banque du Canada demandait aux banques d'observer un plafond temporaire sur les montants en cours.

De profondes modifications ont aussi marqué l'actif des banques à charte. La plus frappante fut la baisse aiguë des liquidités requises pour répondre aux demandes de prêts. Leurs avoirs en obligations du gouvernement du Canada sont tombés de 450 millions de dollars en 1969. Les banques ont aussi réduit le montant net de leurs avoirs en monnaies étrangères. Les prêts des banques à charte ont continué de s'accroître jusque vers le milieu de 1969 à des taux assez élevés. On a

GRAPHIQUE 18
TAUX D'INTÉRÊT CHOISIS, CANADA



(1) Moyenne hebdomadaire du rendement des 10 obligations provinciales retenues par la maison McLeod, Young, Weir and Co., Ltd. pour la série qu'elle publie mensuellement.

(2) Rendement moyen de 114 actions, d'après Moss, Lawson and Co., Ltd.

constaté un arrêt de cette hausse vers le milieu de l'année, lequel a été suivi par une reprise de l'expansion quoiqu'à des taux plus modérés. Cet accroissement au second semestre comprend les prêts aux négociants en grain et à la Commission canadienne du blé et reflète aussi les avances consenties sur les stocks de céréales dans les élévateurs et sur les fermes. Les prêts personnels autres que sur titre n'ont enregistré qu'une légère avance depuis le milieu de 1969. Dans l'ensemble, les banques ont accru de façon sensible leurs prêts hypothécaires. De la fin de 1968 à celle de 1969, le montant de leurs prêts hypothécaires en cours s'est élevé de 275 millions de dollars en regard de 199 millions pour les douze mois précédents. Toutefois on constate une réduction de leurs avoirs en obligations provinciales, municipales et des sociétés.

Au début de 1969, les actifs les plus facilement réalisables des banques s'établissaient à environ 30 pour cent du total de leurs actifs principaux. Ce pourcentage est tombé à 26 pour cent à la fin de 1969. C'est donc dire que même si les banques ont su compenser jusqu'à un certain point les répercussions de la politique monétaire restrictive sur les prêts consentis en 1969, la baisse accélérée de leurs liquidités s'est traduite dans leurs politiques de prêts. Le taux d'intérêt de premier ordre est passé de 7 pour cent en janvier à 7.5 pour cent en mars, à 8 pour cent en juin et à 8.5 pour cent en juillet. En outre, il semble qu'un nombre grandissant d'emprunteurs n'ont pu bénéficier de ce taux de préférence, et par conséquent que le coût de leurs emprunts se soit accru de façon encore plus sensible. D'autres ont eu même de la difficulté à emprunter et ont dû chercher des fonds ailleurs, habituellement à des taux plus élevés, ou ont dû réduire leurs projets de dépenses. Les emprunteurs importants de ce fait se sont tournés de plus en plus vers le marché des effets à court terme. D'autres ont eu recours aux institutions financières non bancaires.

Autres institutions financières

Les prêts consentis par les sociétés de financement de ventes et de crédit à la consommation ont sensiblement augmenté. Leur actif global a augmenté de 442 millions de dollars au cours des trois premiers trimestres de 1969 alors que l'augmentation était de 232 millions de dollars dans la même période en 1968. Leurs prêts à la consommation se sont accélérés jusqu'aux derniers mois de 1969 alors que, tel que mentionné, ceux des banques à charte ont ralenti à partir de la mi-année. Les sociétés de financement de ventes et de crédit à la consommation ont modifié leurs sources de fonds en réduisant leur recours aux crédits bancaires sur les marchés interne et externe. Bien que leurs emprunts sur le marché de capitaux à court terme au Canada se soient accrus moins rapidement qu'en 1968, ils ont augmenté de façon sensible leurs emprunts sur les marchés à court terme aux États-Unis. Ils ont aussi ajouté à leur dette à long terme et multiplié leurs emprunts auprès des compagnies mères et associées.

Les sociétés de fiducie et de crédit ont rapidement augmenté leur actif financier en 1969. L'actif des sociétés de fiducie a augmenté de 639 millions de dollars aux trois premiers trimestres de 1969 en comparaison de 501 millions pour la même période en 1968. L'actif des compagnies de prêts hypothécaires s'est accru de 257 millions de dollars pendant les trois premiers trimestres de 1969 par rapport à 155 millions au cours de la période correspondante de l'année précédente. Ces deux groupes d'institutions ont augmenté le volume de leurs prêts hypothécaires à mesure que les taux d'intérêt ont augmenté. Le taux moyen exigé pour les hypothèques conventionnelles est passé de 9.1 pour cent à la fin de 1968 à 10.5 pour cent à la fin de 1969.

Face à la concurrence pour l'obtention des fonds, ces sociétés ont obtenu une part proportionnellement plus grande de la croissance des dépôts que les banques. Les banques, pour leur part, ont accru les taux sur les dépôts de même que la variété de dépôts disponibles. Vers le milieu de l'année des taux aussi élevés que 7.75 pour cent ont été offerts sur les certificats de dépôts avec échéance inférieure

à deux ans. Le gouverneur de la Banque du Canada a récemment affirmé que «A la requête de la banque centrale, les grandes banques ont renoncé à la surenchère dans la recherche des gros dépôts pour lesquels elles offrent des instruments spéciaux en dollars canadiens.» Les sociétés de fiducie et de crédit ont été en mesure d'offrir des conditions plus intéressantes à certains déposants. Ainsi, par exemple, les taux sur les certificats de placements garantis consentis par les sociétés de fiducie ont augmenté d'une moyenne de 7.19 pour cent en décembre 1968 à une moyenne de 8.58 pour cent en décembre 1969.

L'actif des sociétés d'assurance-accidents et incendies s'est accru au cours des trois premiers trimestres de 1969 à peu près au même rythme qu'au cours de la période correspondante en 1968. Les actifs financiers des «credit unions», des caisses populaires et des fonds mutuels ont augmenté au cours de la même période. En 1969, les fonds mutuels ont accru leurs avoirs en actions canadiennes et diminué ceux en actions étrangères, changement attribuable à la tenue relativement meilleure du marché des actions au Canada par rapport à celui des États-Unis et à l'application des principes directeurs canadiens relatifs aux placements à l'étranger. Les sociétés d'assurance-vie ont connu une expansion un peu plus lente en 1969 qu'en 1968; et elles ont continué à affecter une partie de leurs ressources à l'achat d'actions au lieu de valeurs à revenu fixe. Cette tendance avait commencé à se manifester vers la fin de 1968. Elles ont réduit leurs portefeuilles d'obligations et leurs placements hypothécaires.

Marchés des titres

Le montant net des émissions de valeurs mobilières de toutes sortes par les emprunteurs canadiens a accusé un fléchissement très marqué en 1969 et leur composition s'est très sensiblement modifiée.

TABLEAU 7
NOUVELLES ÉMISSIONS NETTES DE TITRES

	1966	1967	1968	1969
	(millions de dollars)			
Émis ou garantis par:				
Gouvernement du Canada ⁽¹⁾				
Bons du Trésor.....	10	295	360	67
Obligations d'épargne du Canada.....	223	230	40	329
Autres obligations remboursables en dollars canadiens.....	84	444	718	-104
Obligations remboursables en monnaies étrangères.....	-169	-45	266	14
Total.....	148	924	1,384	306
Gouvernements provinciaux et municipaux				
Obligations vendues au RPC.....	462	669	704	805
Autres obligations remboursables en dollars canadiens.....	1,031	1,013	612	241
Obligations remboursables en monnaies étrangères.....	424	800	900	1,057
Total.....	1,917	2,482	2,216	2,103
Sociétés et autres				
Effets commerciaux.....	142	76	453	502 ⁽²⁾
Obligations remboursables en dollars canadiens.....	536	830	517	403
Obligations remboursables en monnaies étrangères.....	534	161	368	443
Actions.....	595	507	598	932
Total.....	1,807	1,574	1,936	2,280
Total des nouvelles émissions nettes.....	3,872	4,980	5,536	4,687

⁽¹⁾En dehors des comptes des gouvernements.

⁽²⁾Provisoires.

La différence dans le total s'explique davantage par le fléchissement des nouvelles émissions lancées par le gouvernement du Canada, puisque le niveau des emprunts garantis ou directs par les provinces et les municipalités s'est bien maintenu et que les obligations émises par les sociétés ont augmenté. Dans le cas du gouvernement du Canada, la différence s'est surtout manifestée sous forme d'un faible retrait net d'obligations négociables à la suite du volume important des nouvelles émissions de telles valeurs en 1968. Les nouvelles émissions nettes de bons du Trésor ont fléchi mais la vente nette des obligations d'épargne du Canada a été plus importante. Les gouvernements provinciaux et municipaux et leurs agences ont obtenu plus de fonds par la vente d'obligations au régime de pension du Canada et par l'émission d'obligations sur les marchés étrangers, et ont réduit considérablement leurs emprunts sur le marché canadien.

Les sociétés ont eu aussi moins recours au marché canadien des obligations et ont recueilli plus de fonds par l'entremise d'émissions sur les marchés étrangers et la vente d'effets commerciaux. Elles ont accru énormément leurs nouvelles émissions nettes d'actions ordinaires et privilégiées.

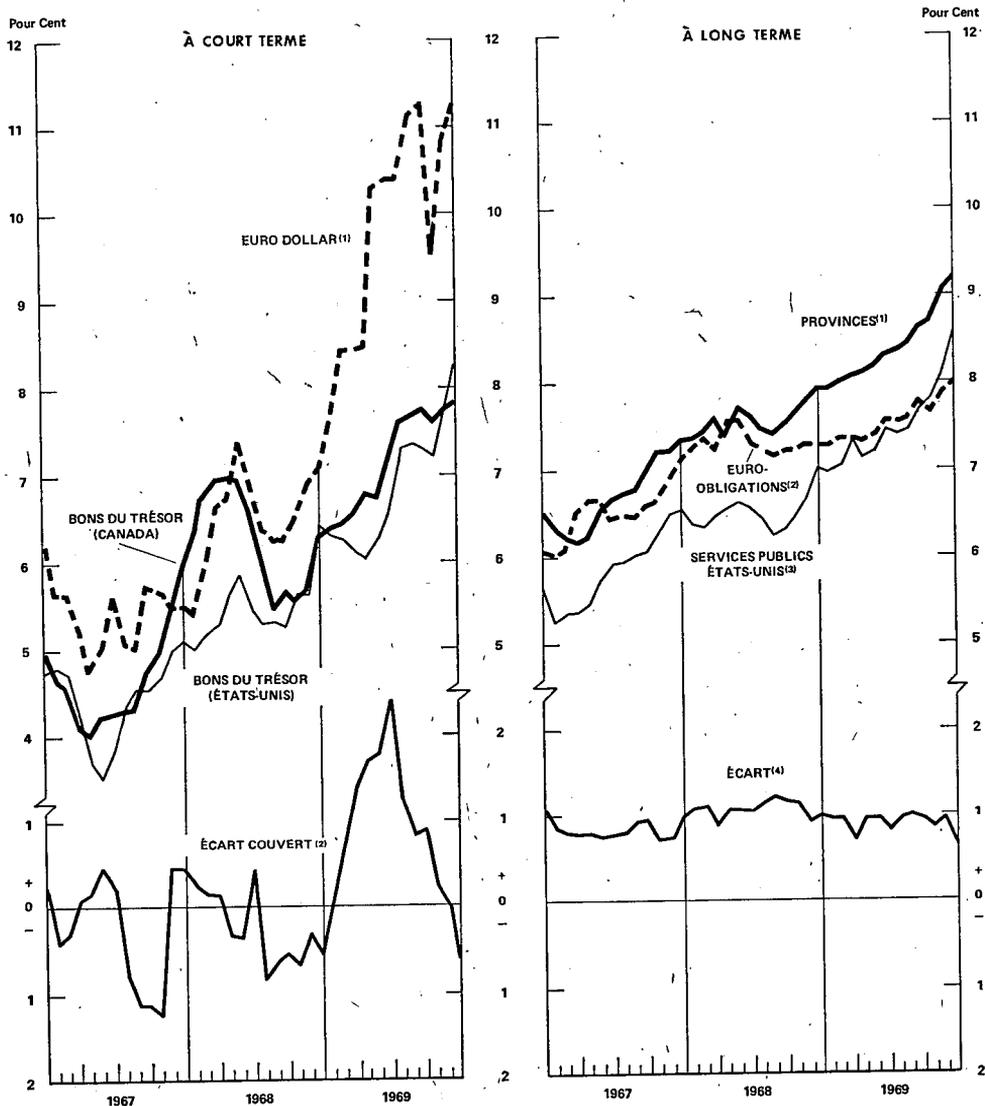
Tandis qu'en 1968 les gouvernements et les sociétés canadiennes avaient recueilli 2.3 milliards de dollars en fonds nouveaux sur le marché canadien des obligations, ils n'en ont recueilli qu'environ la moitié de ce montant en 1969 (à l'exclusion des obligations d'épargne du Canada et des obligations vendues au régime de pension du Canada). Ce fléchissement marqué s'explique par le changement dans la position des banques lesquelles étaient plutôt vendeurs en 1969 qu'acheteurs comme ce fut le cas en 1968.

Les obligations canadiennes achetées par des portefeuillistes canadiens autres que le système bancaire ont représenté presque 1 milliard de dollars en 1968 et un peu moins en 1969, en comparaison de 1.4 milliard en 1966 et en 1967. Cette baisse est impressionnante lorsqu'on songe au très fort rendement qu'ils pouvaient obtenir de tels placements. La préférence manifeste des portefeuillistes pour les effets à court terme et les actions ordinaires montre à quel point le marché des obligations s'est senti de l'inflation et du climat inflationniste persistant. Dans ces circonstances, les emprunteurs ont eu de la chance de pouvoir continuer à emprunter de façon considérable sur les marchés étrangers, comme il a été souligné dans le passage concernant la balance des paiements.

Le rendement des obligations, au Canada et aux États-Unis, a atteint des sommets historiques en 1969. Le rendement moyen des obligations à long terme du gouvernement canadien a augmenté d'un point entier de pourcentage pour atteindre 8.33 pour cent au cours de l'année. Au cours de la même période, le rendement des obligations provinciales a augmenté en moyenne de plus d' $1\frac{1}{4}$ de point pour atteindre 9.20 pour cent. Aux États-Unis, le rendement moyen des bons du Trésor à long terme s'est élevé de plus de $1\frac{1}{2}$ de point pour atteindre 6.91 pour cent et le rendement des obligations d'utilité publique comparables sur le marché américain aux émissions provinciales canadiennes est passé de 6.75 à 8.40 pour cent.

Une remontée des prix des obligations aux États-Unis et au Canada en avril s'est révélée de courte durée partiellement du fait de la liquidation de valeurs mobilières par les banques commerciales des deux pays. Au cours de l'été, la restriction du crédit et une demande forte et persistante pour le crédit ont provoqué une série d'augmentations des taux d'intérêt. Vers la fin de septembre, des taux de rendement records ont été enregistrés. En octobre, des signes additionnels du ralentissement de l'économie américaine, des rumeurs de paix au Vietnam et des perspectives de taux moins élevés se sont combinés pour provoquer une augmentation prodigieuse du prix des obligations américaines laquelle fut suivie à un certain degré au Canada. Cependant, cette reprise se révéla prématurée et le prix des obligations déclina une fois encore pour produire un rendement record en

GRAPHIQUE 19
COMPARAISONS DE TAUX D'INTÉRÊT INTERNATIONAUX
(MENSUEL)



(1) Taux de l'eurodollar à trois mois, d'après Salomon Brothers and Hutzler.

(2) Écart entre le rendement des bons du Trésor au Canada et celui des bons du Trésor aux États-Unis, corrigé du coût de la couverture à terme.
 Un signe positif indique que l'écart couvert est favorable à l'entrée de fonds au Canada.

(1) Moyenne du rendement des 10 obligations provinciales retenues par la maison McLeod, Young, Weir and Co., Ltd., pour la série qu'elle publie mensuellement.

(2) Source: O.C.D.E. et l'indice des euro-obligations du "Weekly Bond Buyer."

(3) Rendement moyen des obligations des services publics, d'après Moody's Investors Service Inc.

(4) Écart entre le rendement moyen au Canada des obligations provinciales et le rendement aux États-Unis des obligations des services publics.

décembre. Les taux des nouvelles émissions d'obligations des sociétés au Canada ont atteint 9.5 pour cent pendant cette période, alors qu'aux États-Unis des obligations d'utilité publique cotées Aaa étaient offertes sur une base de 9.10 pour cent.

Sur le marché des actions au Canada, les prix des valeurs industrielles, après quelques hésitations en février et en mars, atteignirent un maximum en mai lequel était de 6½ pour cent plus élevé que la moyenne du mois de décembre précédent. Une chute brutale du prix des actions se produisit alors, au moment où les taux d'intérêt atteignaient des niveaux plus élevés. Ce déclin se poursuivit en août et par la suite les prix grimpèrent encore jusqu'à la fin de l'année mais sans atteindre le niveau maximum de mai. En résumé, le marché canadien des valeurs fut moins soutenu au cours du second semestre.

Le besoin de liquidités et une utilisation plus intensive des avoirs des sociétés se sont unis au plafonnement des taux sur les dépôts commerciaux des banques pour déplacer des fonds considérables vers les marchés monétaires canadien et américain. L'élargissement du marché monétaire a permis de satisfaire de nombreux emprunteurs privilégiés qui se seraient normalement adressés aux banques ou au marché des obligations, mais ceci a conduit à des taux d'intérêt croissants et à un raccourcissement des périodes d'échéance. Au cours de 1969, les taux préférentiels des papiers des sociétés de financement et d'autres sociétés passèrent de 6.50 pour cent au début de l'année à 9.50 pour cent environ à la fin de l'année.

L'importance accrue du marché monétaire canadien l'a rendu particulièrement susceptible aux influences des taux à court terme à l'étranger. Les banques américaines, limitées par le Règlement Q dans leur accès aux fonds internes, ont recherché fortement les dépôts étrangers. Au cours de 1969, les banques de New York augmentèrent les soldes qu'elles doivent à leurs filiales étrangères de près de 5 milliards de dollars. Le taux payable sur les dépôts en Eurodollars a dépassé 10 pour cent pendant la plus grande partie de l'année et a même atteint 13 pour cent. Les demandes de fonds des banques à charte canadiennes, pour utilisation à l'étranger, se traduisirent par une augmentation des taux sur les dépôts «swap»; les taux couverts sur les dépôts en dollars américains passèrent de 6.50 pour cent à la fin de 1968 à un taux aussi élevé que 9.50 pour cent à la fin de 1969. De la fin de 1968 à la fin de juillet, les dépôts «swap» en cours augmentèrent de 96 pour cent, ou 807 millions de dollars. En raison de l'augmentation de ces taux et leurs effets à la hausse sur les autres taux sur le marché monétaire canadien, la Banque du Canada, en juillet, imposa un plafond temporaire sur le niveau des dépôts «swap» en cours. Vers la fin de l'année, les écarts couverts des taux sur le marché monétaire en faveur des investissements au Canada ont été réduits considérablement et, jusqu'à la fin de l'année, le taux sur les bons du Trésor de 91 jours émis par le gouvernement canadien était inférieur au taux correspondant aux États-Unis, et quelques provinces empruntaient à peu près aux mêmes taux au Canada qu'aux États-Unis.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 1970

Nous abordons l'année 1970 avec un certain progrès dans nos efforts quant au rétablissement de la croissance économique dans un climat non inflationniste. Nous anticipons d'autre progrès au cours de l'année.

En résumé, ce que nous avons observé jusqu'à maintenant consiste en un ralentissement de la croissance, de la demande, une avance plus modérée de la production, et, récemment, une certaine réduction des bénéfices. Ce que nous n'avons pas pu constater a été le ralentissement de la croissance des coûts et des prix attendu. En 1970, nous escomptons voir quelques indications de hausse plus modérée dans les coûts et les prix.

La croissance de la demande continuera probablement à se ralentir graduellement au cours de 1970 alors que les politiques restrictives resteront en vigueur. Le ralentissement des taux de croissance de la main-d'œuvre et de l'emploi auquel nous avons assisté au cours des derniers mois de 1969 se prolongera au cours de 1970. Il faut prévoir que, contrairement à 1969, on assistera à une certaine hausse du taux de chômage corrigé des variations saisonnières.

Cette vue d'ensemble n'est guère dissemblable à celle qui a été anticipée aux États-Unis et dans quelques pays industrialisés où l'inflation a amené des politiques restrictives.

Bien que nous nous attendons à ce que la demande pour les biens et services progresse moins rapidement, cette modération de la demande sera plutôt graduelle. La demande des consommateurs, étant donné leur revenu élevé, continuera d'augmenter. Le ralentissement dans ce secteur sera probablement ressenti plus fortement dans les ventes de produits durables y compris les automobiles, bien que les prix plus élevés auront des effets restrictifs croissants sur la demande de services. Quoique les chiffres sur les intentions concernant les investissements ne sont pas encore publiés, on s'attend à ce qu'ils indiquent une augmentation substantielle.

Les mises en chantier des logements, qui ont été au-delà de 210,000 en 1969, devraient probablement atteindre 200,000 en 1970 avec une plus large partie constituée par les logements à loyers modiques. Nous pouvons être assez optimistes en ce qui concerne les exportations sauf peut-être pour le blé, les automobiles et les pièces. Le ralentissement plus grand attendu dans la croissance des importations par rapport aux exportations doit par conséquent réduire sensiblement l'augmentation du déficit de la balance au compte courant en 1970 comparativement à 1969. Il faut s'attendre à ce que les dépenses du gouvernement augmentent en 1970; le taux de progression serait plus élevé pour les dépenses provinciales et municipales que pour celles du gouvernement fédéral. Le régime de pension du Canada accumulera encore davantage de fonds qui seront mis à la disposition des gouvernements provinciaux et leurs agences.

Il est impossible d'être précis en ce qui a trait à la direction probable des coûts et des prix. Le gouvernement a indiqué sa détermination à ralentir les hausses inflationnistes, mais il ne faut pas s'attendre à un règlement rapide de ce problème. Cette année, d'importants contrats salariaux seront à renouveler. Plusieurs de ces négociations seront difficiles et certaines grèves sont possibles. Une modération de la hausse des coûts salariaux et le fléchissement continu des bénéfices par unité de production sont probables. Avant la fin de l'année, on s'attend à ce que l'effet continu d'une diminution persistante de la croissance de la demande, la situation moins favorable des bénéfices et l'avance plus modérée des coûts salariaux commenceront à se manifester par des hausses moins rapides dans les taux d'accroissement des prix.

LISTE DES TABLEAUX DE RÉFÉRENCE

TABLEAU DE RÉFÉRENCE	TITRE	PAGE
1	Évolution démographique.....	56
2	Dépense nationale brute.....	57
3	Dépense nationale brute: variations en pourcentage.....	58
4	Dépense nationale brute en dollars (1961) constants.....	59
5	Dépense nationale brute en dollars (1961) constants: variations en pourcentage.....	60
6	Évolution structurelle de la demande (Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute par composante).....	61
7	Évolution structurelle de la demande (Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute en dollars (1961) constants, par composante).....	62
8	Revenu national et produit national brut.....	63
9	Revenu national et produit national brut: variations en pourcentage.....	64
10	Évolution structurelle du revenu (Distribution en pourcentage du produit national brut par composante).....	65
11	Revenu et dépense personnels.....	66
12	Évolution du revenu personnel, Canada et provinces.....	67
13	Ventes au détail, Canada et régions.....	69
14	Investissements privés et publics au Canada.....	70
15	Investissements privés et publics, par région.....	72
16	Investissements privés et publics, Canada et régions: variations en pourcentage.....	73
17	Logements commencés, complétés et en construction.....	74
18	Logements commencés et logements complétés, par genre.....	75
19	Expéditions, commandes et stocks de l'industrie de fabrication (moyennes mensuelles).....	76
20	Expéditions de l'industrie de fabrication, par province d'origine.....	77
21	Indices du produit intérieur réel par industrie.....	78
22	Indices du produit intérieur réel par industrie: variations en pourcentage.....	80
23	Indices du produit intérieur réel par principaux groupes d'industries.....	82
24	Indices du produit intérieur réel par principaux groupes d'industries: variations en pourcentage.....	83
25	Principaux éléments du marché du travail.....	84
26	Principaux éléments du marché du travail: variations en pourcentage.....	86
27	Taux de participation selon le sexe, par groupe d'âge.....	87
28	Taux de chômage selon le sexe, par groupe d'âge.....	88
29	Taux de participation, Canada et régions.....	89
30	La main-d'œuvre, Canada et régions.....	90
31	Emploi, Canada et régions.....	91
32	Chômage, Canada et régions.....	92
33	Estimations du nombre d'employés par industrie, Canada et régions.....	93
34	Productivité et coûts—Total des industries.....	96
35	Productivité et coûts—Industries commerciales non agricoles..	97

TABLEAU
DE
RÉFÉRENCE

	TITRE	PAGE
36	Productivité et coûts—Industries non agricoles productrices de biens.....	98
37	Productivité et coûts—Industries de services (secteur commercial).....	99
38	Productivité et coûts—Industries manufacturières.....	100
39	Indices implicites des prix de la dépense nationale brute.....	101
40	Indices implicites des prix de la dépense nationale brute: variations en pourcentage.....	102
41	Indices des prix à la consommation.....	103
42	Indices des prix à la consommation: variations en pourcentage	104
43	Indices des prix à la consommation: classifications supplémentaires.....	105
44	Indices des prix à la consommation: classifications supplémentaires: variations en pourcentage.....	106
45	Contributions aux variations de l'indice des prix à la consommation.....	107
46	Autres indices de prix.....	108
47	Autres indices de prix: variations en pourcentage.....	109
48	Dépenses totales des gouvernements (selon les comptes nationaux non révisés).....	110
49	Dépenses du gouvernement fédéral.....	111
50	Dépenses des gouvernements provinciaux et municipaux.....	112
51	Revenus des gouvernements.....	113
52	Revenus du gouvernement fédéral.....	114
53	Revenus des gouvernements provinciaux et municipaux.....	115
54	Paiements internationaux: compte courant.....	116
55	Soldes nets de certaines transactions invisibles.....	118
56	Balance des paiements.....	119
57	Paiements internationaux: mouvements de capitaux.....	120
58	Transactions d'obligations et de «débitures» avec les non-résidents.....	122
59	Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada.....	124
60	Financement du compte bilatéral entre le Canada et les États-Unis.....	125
61	Position du Canada au Fonds monétaire international.....	126
62	Réserves canadiennes officielles de liquidités internationales..	127
63	Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables directes et garanties du gouvernement du Canada entre le 1 ^{er} janvier 1969 et le 15 février 1970.....	128
64	Changements dans les obligations négociables et les obligations d'épargne du Canada en circulation.....	129
65	Prêts hypothécaires approuvés.....	130
66	Nouveau financement net au Canada par genre et par secteur..	131
67	Flux financiers: banques à charte.....	132
68	Flux financiers: sociétés de fiducie.....	134

TABLEAU
DE
RÉFÉRENCE

	TITRE	PAGE
69	Flux financiers: sociétés de prêts hypothécaires.....	135
70	Flux financiers: sociétés de placement à capital variable.....	136
71	Flux financiers: sociétés de placement à capital fixe.....	137
72	Flux financiers: sociétés d'assurance-vie.....	138
73	Flux financiers: sociétés de financement des ventes et sociétés de crédit à la consommation.....	139
74	Flux financiers: sociétés d'assurance contre le feu et les accidents	140
75	Flux financiers: caisses populaires et unions.....	141

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 1
ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE
1947-1969

Année et trimestre	Population au 1 ^{er} juin ⁽¹⁾	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement naturel	Taux d'immigration	Taux d'accroissement annuel de la population	Nombre de familles	Formation nette de familles
1947.....	12,888	28.9	9.4	19.5	5.0	2.1	n.d.	n.d.
1948.....	13,167	27.3	9.3	18.0	9.5	2.2	n.d.	n.d.
1949.....	13,447	27.3	9.3	18.0	7.1	2.1	n.d.	n.d.
1950.....	13,712	27.1	9.1	18.0	5.4	2.0	n.d.	n.d.
1951.....	14,009	27.2	9.0	18.2	13.8	2.2	3,282.4	n.d.
1952.....	14,459	27.9	8.7	19.2	11.3	3.2	3,360.0	77.6
1953.....	14,845	28.1	8.6	19.5	11.4	2.7	3,423.0	63.0
1954.....	15,287	28.5	8.2	20.3	10.1	3.0	3,537.0	114.0
1955.....	15,698	28.2	8.2	20.0	7.0	2.7	3,625.0	88.0
1956.....	16,081	28.0	8.2	19.8	10.3	2.4	3,705.6	80.6
1957.....	16,610	28.2	8.2	20.0	17.0	3.3	3,786.0	90.4
1958.....	17,080	27.5	7.9	19.6	7.3	2.8	3,898.0	102.0
1959.....	17,483	27.4	8.0	19.4	6.1	2.4	3,982.0	84.0
1960.....	17,870	26.8	7.8	19.0	5.8	2.2	4,081.0	99.0
1961.....	18,238	26.1	7.7	18.4	3.9	2.1	4,140.4	59.4
1962.....	18,583	25.3	7.7	17.6	4.0	1.9	4,189.0	48.5
1963.....	18,931	24.6	7.8	16.8	4.9	1.9	4,258.0	69.0
1964.....	19,200	23.5	7.6	15.9	5.9	1.9	4,341.0	83.0
1965.....	19,644	21.3	7.6	13.7	7.5	1.8	4,432.0	91.0
1966.....	20,015	19.4	7.5	11.9	9.7	1.9	4,518.3	86.3
1967.....	20,405	18.2	7.4	10.8	10.9	1.9	4,608.0	89.7
1968.....	20,744	17.6	7.4	10.2	8.9	1.7	4,696.0	88.0
1969.....	21,061	17.6	7.4	10.2	n.d.	1.5	n.d.	n.d.
(Données exprimées en taux annuels)								
1968 I.....	20,639	17.1	8.1	8.9	6.9	1.9	n.d.	n.d.
II.....	20,700	18.0	7.1	10.8	9.6	1.8	n.d.	n.d.
III.....	20,772	18.5	7.1	11.4	9.8	1.6	n.d.	n.d.
IV.....	20,857	17.1	7.1	10.0	9.1	1.5	n.d.	n.d.
1969 I.....	20,940	17.2	7.8	9.4	5.9	1.6	n.d.	n.d.
II.....	21,007	17.7	7.0	10.6	7.7	1.3	n.d.	n.d.
III.....	21,089	18.4	7.2	11.0	9.2	1.6	n.d.	n.d.
IV.....	21,180	17.3	7.2	10.1	n.d.	1.7	n.d.	n.d.

n.d. = non disponible.

⁽¹⁾ Les chiffres trimestriels sont les estimés pour les mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Sources: BFS *Statistique de l'état civil*, publication annuelle (n° de catalogue 84-201), publication mensuelle (n° de catalogue 84-001).
BFS *Nombre estimatif de familles au Canada*, publication annuelle (n° de catalogue 91-204).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 2
DÉPENSE NATIONALE BRUTE
1947-1969

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe			Valeur des variations matérielles des stocks ⁽¹⁾	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Total	Gouvernements	Entreprises					
(millions de dollars)										
1947.....	9,054	1,343	2,350	304	2,046	343	3,661	-3,601	19	13,169
1948.....	10,051	1,454	3,057	424	2,633	97	4,055	-3,630	43	15,127
1949.....	10,892	1,722	3,439	456	2,983	78	4,004	-3,853	18	16,300
1950.....	11,991	1,928	3,862	521	3,341	549	4,158	-4,492	-41	17,955
1951.....	13,399	2,811	4,424	640	3,784	871	5,052	-5,580	83	21,060
1952.....	14,818	3,620	5,096	779	4,317	511	5,568	-5,369	-202	24,042
1953.....	15,717	3,824	5,733	782	4,951	697	5,380	-5,806	-218	25,327
1954.....	16,561	3,825	5,714	873	4,841	-395	5,137	-5,543	-66	25,233
1955.....	17,902	4,036	6,422	948	5,474	275	5,749	-6,390	-99	27,895
1956.....	19,466	4,426	8,000	1,144	6,856	986	6,350	-7,864	-190	31,374
1957.....	20,886	4,573	8,689	1,327	7,362	170	6,379	-7,767	-23	32,907
1958.....	22,211	4,854	8,535	1,397	7,138	-296	6,329	-7,321	-218	34,094
1959.....	23,620	4,976	8,647	1,508	7,139	414	6,674	-8,028	-37	36,266
1960.....	24,705	5,281	8,473	1,560	6,913	409	7,004	-8,902	-5	37,775
1961.....	25,120	6,350	8,317	1,671	6,646	119	7,651	-8,480	3	39,080
1962.....	26,636	6,770	8,823	1,901	6,922	568	8,265	-9,045	336	42,353
1963.....	28,364	7,149	9,522	1,983	7,539	592	9,102	-9,562	298	45,465
1964.....	30,647	7,684	11,173	2,022	9,151	469	10,540	-10,915	185	49,783
1965.....	33,134	8,307	13,251	2,443	10,808	1,172	11,223	-12,343	159	54,897
1966.....	36,057	9,820	15,405	2,845	12,560	1,230	13,088	-14,260	81	61,421
1967.....	38,998	10,875	15,519	3,048	12,471	408	14,708	-15,280	380	65,608
1968.....	42,360	12,078	16,035	3,204	12,831	741	16,692	-16,996	544	71,454
1969 ⁽²⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	78,100
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)										
1968 I.....	41,300	11,716	15,812	3,092	12,720	524	16,116	-16,644	256	69,080
II.....	41,576	11,732	15,848	3,280	12,568	400	16,692	-16,484	528	70,292
III.....	42,832	12,020	16,104	3,268	12,836	768	16,592	-17,012	616	71,920
IV.....	43,732	12,844	16,376	3,176	13,200	1,272	17,368	-17,844	776	74,524
1969 I.....	45,068	13,392	16,788	3,088	13,700	1,376	18,340	-19,016	660	76,608
II.....	45,772	13,696	17,552	3,248	14,304	828	17,944	-19,024	664	77,432
III.....	46,460	13,980	17,888	3,116	14,772	820	18,344	-19,228	472	78,736
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Note: Données révisées des comptes nationaux: Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.
⁽¹⁾La valeur comptable des stocks est dégonflée pour éliminer l'effet des variations de prix; la variation matérielle ainsi obtenue est évaluée aux prix moyens de la période courante afin d'établir la valeur de la variation matérielle. La différence entre la valeur de la variation matérielle et la variation de la valeur comptable est appelée «Réévaluation des stocks».

⁽²⁾Estimations du Ministère des Finances

SOURCES: BFS, *Comptes nationaux des revenus et dépenses 1960-1968*.
 BFS, *National Income and Expenditure Accounts, Quarterly, Cat. 13-001*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 3
DÉPENSE NATIONALE BRUTE
1947-1969

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe			Valeur des variations matérielles des stocks (1)(2)	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Total	Gouvernements	Entreprises				
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)									
1947.....	13.0	-18.9	39.7	28.3	41.6	148	11.6	25.9	10.8
1948.....	11.0	8.3	30.1	39.5	28.7	-246	10.8	0.8	14.9
1949.....	8.4	18.4	12.5	7.5	13.3	-19	-1.3	6.1	7.8
1950.....	10.1	12.0	12.3	14.3	12.0	471	3.8	16.6	10.2
1951.....	11.7	45.8	14.6	22.8	13.3	322	21.5	24.2	17.3
1952.....	10.6	28.8	15.2	21.7	14.1	-360	10.2	-3.8	14.2
1953.....	6.1	5.6	12.5	0.4	14.7	186	-3.4	8.1	5.3
1954.....	5.4	—	-0.3	11.6	-2.2	-1,092	-4.5	-4.5	-0.4
1955.....	8.1	5.5	12.4	8.6	13.1	670	11.9	15.3	10.5
1956.....	8.7	9.7	24.6	20.7	25.2	711	10.5	19.9	12.5
1957.....	7.3	3.3	8.6	16.0	7.4	-816	0.5	1.3	4.9
1958.....	6.3	6.1	-1.8	5.3	-3.0	-466	-0.8	-5.7	3.6
1959.....	6.3	2.5	1.3	7.9	—	710	5.5	9.7	6.4
1960.....	4.6	6.1	-2.0	3.4	-3.2	-5	4.9	0.8	4.2
1961.....	1.7	20.2	-1.8	7.1	-3.9	-290	9.2	4.8	3.5
1962.....	6.0	6.6	6.1	13.8	4.2	449	8.0	6.7	8.4
1963.....	6.5	5.6	7.9	4.3	8.9	24	10.1	5.7	7.3
1964.....	8.0	7.5	17.3	2.0	21.4	-123	15.8	14.1	9.5
1965.....	8.1	8.1	18.6	20.8	18.1	703	6.5	13.1	10.3
1966.....	8.8	18.2	16.3	16.5	16.2	58	16.6	15.5	11.9
1967.....	8.2	10.7	0.7	7.1	-0.7	-822	12.4	7.2	6.8
1968.....	8.6	11.1	3.3	5.1	2.9	333	13.5	11.2	8.9
1969(3).....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	9.3
(Données corrigées des variations saisonnières)									
1968 I.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
II.....	0.7	0.1	0.2	6.1	-1.2	-124	3.6	-1.0	1.8
III.....	3.0	2.5	1.6	-0.4	2.1	368	-0.6	3.2	2.3
IV.....	2.1	6.9	1.7	-2.8	2.8	504	4.7	4.9	3.6
1969 I.....	3.1	4.3	2.5	-2.8	3.8	104	5.6	6.6	2.8
II.....	1.6	2.3	4.6	5.2	4.4	-548	-2.2	—	1.1
III.....	1.5	2.1	1.9	-4.1	3.3	-8	2.2	1.1	1.7
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Nota: Données révisées des comptes nationaux; Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.

(1) Voir renvoi (1) au bas du tableau de référence 2.

(2) Exprimée en termes de changements absolus (millions de dollars) par rapport à la période précédente.

(3) Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 4
DÉPENSE NATIONALE BRUTE EN DOLLARS (1961) CONSTANTS

1947-1969

Années et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe ⁽¹⁾			Valeur des variations matérielles des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars 1961
			Total	Gouvernements	Entreprises					
(millions de dollars)										
1947.....	13,721	2,814	3,796	442	3,390	326	5,018	-5,149	28	20,861
1948.....	13,438	2,682	4,358	549	3,845	51	5,185	-4,643	58	21,374
1949.....	14,083	2,986	4,680	568	4,153	69	4,878	-4,770	23	22,119
1950.....	15,038	3,218	5,029	622	4,449	555	4,844	-5,196	-52	23,809
1951.....	15,224	4,175	5,047	645	4,442	744	5,297	-5,845	93	25,004
1952.....	16,514	5,125	5,635	767	4,907	468	5,905	-6,045	-219	27,398
1953.....	17,538	5,273	6,327	818	5,559	612	5,843	-6,547	-235	28,862
1954.....	18,296	5,070	6,326	912	5,451	-364	5,626	-6,233	-71	28,283
1955.....	19,757	5,174	6,911	921	6,040	339	6,053	-7,067	-105	31,079
1956.....	21,172	5,334	8,174	1,003	7,240	775	6,508	-8,204	-194	33,780
1957.....	22,044	5,240	8,756	1,233	7,581	141	6,568	-8,108	-23	34,710
1958.....	22,846	5,398	8,659	1,367	7,332	-207	6,545	-7,539	-215	35,462
1959.....	24,000	5,354	8,705	1,472	7,263	301	6,799	-8,319	-36	36,929
1960.....	24,866	5,467	8,419	1,508	6,931	344	7,090	-8,310	-5	37,994
1961.....	25,120	6,350	8,317	1,671	6,646	119	7,651	-8,480	3	39,080
1962.....	26,277	6,598	8,692	1,867	6,825	534	8,010	-8,665	332	41,778
1963.....	27,551	6,726	9,144	1,873	7,271	576	8,712	-9,001	288	43,996
1964.....	29,372	6,980	10,437	1,862	8,575	393	9,856	-10,163	175	47,050
1965.....	31,113	7,126	11,797	2,108	9,689	1,095	10,348	-11,470	140	50,149
1966.....	32,771	7,900	13,082	2,326	10,756	1,146	11,714	-13,034	71	53,650
1967.....	34,309	8,094	13,121	2,507	10,614	312	12,949	-13,699	321	55,407
1968.....	35,853	8,463	13,165	2,549	10,616	611	14,485	-14,978	442	58,041
1969 ⁽²⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	60,900
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)										
1968 I.....	35,372	8,420	13,196	2,492	10,704	360	14,016	-14,744	212	56,832
II.....	35,332	8,400	12,984	2,560	10,424	356	14,472	-14,552	432	57,424
III.....	36,168	8,300	13,112	2,548	10,561	700	14,396	-15,004	500	58,172
IV.....	46,540	8,732	13,368	2,596	10,772	1,028	15,056	-15,612	624	59,736
1969 I.....	37,348	9,080	13,368	2,356	11,012	1,256	15,728	-16,492	524	60,812
II.....	37,452	9,036	13,752	2,516	11,236	868	15,212	-16,920	520	60,520
III.....	37,740	8,908	13,780	2,336	11,444	856	15,600	-16,316	364	60,932
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTA: Données révisées des comptes nationaux: Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles

⁽¹⁾La formation brute de capital fixe, pour les années antérieures à 1960, comprend un ajustement, et ainsi la somme des postes «Gouvernements» et «Entreprises» est différente du total de la formation brute de capital fixe.

⁽²⁾Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 5
DÉPENSE NATIONALE BRUTE EN DOLLARS (1961) CONSTANTS
1947-1969

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe ⁽¹⁾			Valeur des variations matérielles des stocks ⁽²⁾	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute en dollars 1961
			Total	Gouvernements	Entreprises				
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)									
1947.....	3.1	-24.5	26.4	16.9	28.0	185	-0.6	12.3	1.8
1948.....	-2.1	-4.7	14.8	24.2	13.4	-275	3.3	-9.8	2.5
1949.....	4.8	11.3	7.4	3.5	8.0	18	-5.9	2.7	3.5
1950.....	6.8	7.8	7.5	9.5	7.1	486	-0.7	8.9	7.6
1951.....	1.2	29.7	0.4	3.7	-0.2	189	9.4	13.5	5.0
1952.....	8.5	22.8	11.7	18.9	10.5	-276	11.5	3.4	9.6
1953.....	6.2	2.9	12.3	6.6	13.3	144	-1.0	8.3	5.3
1954.....	4.3	-3.8	—	11.5	-1.9	-976	-3.7	-4.8	-2.0
1955.....	8.0	2.0	9.2	1.0	10.8	703	7.6	13.4	9.9
1956.....	7.2	3.1	18.3	8.9	19.9	436	7.5	16.1	8.7
1957.....	4.1	-1.8	7.1	22.9	4.7	-634	0.9	-1.2	2.8
1958.....	3.6	3.0	-1.1	10.9	-3.3	-348	-0.4	-7.0	2.2
1959.....	5.1	-0.8	0.5	7.7	-0.9	508	3.9	10.3	4.1
1960.....	3.6	2.1	-3.3	2.4	-4.6	43	4.3	-0.1	2.9
1961.....	1.0	16.2	-1.2	10.8	-4.1	-225	7.9	2.0	2.9
1962.....	4.6	3.9	4.5	11.7	2.7	415	4.7	2.2	6.9
1963.....	4.8	1.9	5.2	0.3	6.5	42	8.8	3.9	5.3
1964.....	6.6	3.8	14.1	-0.6	17.9	-183	13.1	12.9	6.9
1965.....	5.9	2.1	13.0	13.2	13.0	702	5.0	12.9	6.6
1966.....	5.3	10.9	10.9	10.3	11.0	51	13.2	13.6	7.0
1967.....	4.7	2.5	0.3	7.8	-1.3	-834	10.5	5.1	3.3
1968.....	4.5	4.6	0.3	1.7	—	299	11.9	9.3	4.8
1969 ⁽³⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.9
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)									
1968 I.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
II.....	-0.1	-0.2	-1.6	2.7	-2.6	-4	3.3	-1.3	1.0
III.....	2.4	-1.2	1.0	-0.5	1.3	344	-0.5	3.1	1.3
IV.....	1.0	5.2	2.0	1.9	2.0	328	4.6	4.1	2.7
1969 I.....	2.2	4.0	—	-9.2	2.2	228	4.5	5.6	1.8
II.....	0.3	-0.5	2.9	6.8	2.0	-388	-3.3	-1.0	-0.5
III.....	0.8	-1.4	0.2	-7.2	1.9	-12	2.6	—	0.7
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTE: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.

⁽¹⁾Voir renvoi ⁽¹⁾ au bas du tableau de référence 4.

⁽²⁾Voir renvoi ⁽²⁾ au bas du tableau de référence 3.

⁽³⁾Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS: Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 6
ÉVOLUTION STRUCTURELLE DE LA DEMANDE
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute par composante)
1947-1969

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe			Valeur des variations matérielles des stocks ⁽¹⁾	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Total	Gouvernements	Entreprises					
1947.....	68.8	10.2	17.8	2.3	15.5	2.6	27.8	-27.3	0.1	100.0
1948.....	66.5	9.6	20.2	2.8	17.4	0.6	26.8	-24.0	0.3	100.0
1949.....	66.8	10.5	21.1	2.8	18.3	0.5	24.6	-23.6	0.1	100.0
1950.....	66.8	10.7	21.5	2.9	18.6	3.0	23.2	-25.0	-0.2	100.0
1951.....	63.6	13.4	21.0	3.0	18.0	4.1	24.0	-26.5	0.4	100.0
1952.....	61.6	15.0	21.2	3.2	18.0	2.1	23.2	-22.3	-0.8	100.0
1953.....	62.1	15.1	22.6	3.1	19.5	2.8	21.2	-22.9	-0.9	100.0
1954.....	65.6	15.2	22.6	3.4	19.2	-1.5	20.4	-22.0	-0.3	100.0
1955.....	64.2	14.5	23.0	3.4	19.6	1.0	20.6	-22.9	-0.4	100.0
1956.....	62.0	14.1	25.5	3.6	21.9	3.2	20.2	-24.4	-0.6	100.0
1957.....	63.5	13.9	26.4	4.0	22.4	0.5	19.4	-23.6	-0.1	100.0
1958.....	65.1	14.2	25.0	4.1	20.9	-0.8	18.6	-21.5	-0.6	100.0
1959.....	65.1	13.7	23.9	4.2	19.7	1.1	18.4	-22.1	-0.1	100.0
1960.....	65.4	14.0	22.4	4.1	18.3	1.1	18.5	-21.4	—	100.0
1961.....	64.3	16.2	21.3	4.3	17.0	0.3	19.6	-21.7	—	100.0
1962.....	62.9	16.0	20.8	4.5	16.3	1.4	19.5	-21.4	0.8	100.0
1963.....	62.4	15.7	20.9	4.3	16.6	1.3	20.0	-21.0	0.7	100.0
1964.....	61.6	15.4	22.4	4.0	18.4	0.9	21.2	-21.9	0.4	100.0
1965.....	60.4	15.1	24.1	4.4	19.7	2.1	20.5	-22.5	0.3	100.0
1966.....	58.7	16.0	25.1	4.6	20.5	2.0	21.3	-23.2	0.1	100.0
1967.....	59.4	16.6	23.7	4.7	19.0	0.6	22.4	-23.3	0.6	100.0
1968.....	59.3	16.9	22.4	4.4	18.0	1.0	23.4	-23.8	0.8	100.0
(Données corrigées des variations saisonnières)										
1968 I.....	59.8	17.0	22.9	4.5	18.4	0.7	23.3	-24.1	0.4	100.0
II.....	59.2	16.7	22.5	4.6	17.9	0.6	23.7	-23.5	0.8	100.0
III.....	59.5	16.7	22.4	4.5	17.9	1.1	23.1	-23.7	0.9	100.0
IV.....	58.7	17.2	22.0	4.3	17.7	1.7	23.3	-23.9	1.0	100.0
1969 I.....	58.8	17.5	21.9	4.0	17.9	1.8	23.9	-24.8	0.9	100.0
II.....	59.1	17.7	22.7	4.2	18.5	1.1	23.2	-24.6	0.8	100.0
III.....	59.0	17.8	22.7	3.9	18.8	1.0	23.3	-24.4	0.6	100.0
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Nota: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.
(1) Voir renvoi (1) au bas du tableau de référence 2.

Source: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 7
ÉVOLUTION STRUCTURELLE DE LA DEMANDE
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute
en dollars (1961) constants, par composante)

1947-1969

Année et trimestre	Dépenses person- nelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe ⁽¹⁾			Valeur des variations matériel- les des stocks	Exporta- tions de biens et services	Importa- tions de biens et services	Erreur statisti- que	Dépense nationale brute en dollars 1961
			Total	Gouver- nements	Entre- prises					
1947.....	65.8	13.5	18.2	2.1	16.2	1.6	24.1	-24.7	0.1	100.0
1948.....	62.9	12.5	20.4	2.6	18.0	0.2	24.3	-21.7	0.3	100.0
1949.....	63.7	13.5	21.2	2.6	18.8	0.3	22.1	-21.6	0.1	100.0
1950.....	63.2	13.5	21.1	2.6	18.7	2.3	20.3	-21.8	-0.2	100.0
1951.....	60.9	16.7	20.2	2.6	17.8	3.0	21.2	-23.4	0.4	100.0
1952.....	60.3	18.7	20.6	2.8	17.9	1.7	21.6	-22.1	-0.8	100.0
1953.....	60.8	18.3	21.9	2.8	19.3	2.1	20.2	-22.7	-0.8	100.0
1954.....	64.7	17.9	22.4	3.2	19.3	-1.3	19.9	-22.0	-0.3	100.0
1955.....	63.4	16.6	22.2	3.0	19.4	1.1	19.5	-22.7	-0.3	100.0
1956.....	62.7	15.8	24.2	3.0	21.4	2.3	19.3	-24.3	-0.6	100.0
1957.....	63.5	15.1	25.2	3.6	21.8	0.4	18.9	-23.4	-0.1	100.0
1958.....	64.4	15.2	24.4	3.9	20.7	-0.6	18.5	-21.3	-0.6	100.0
1959.....	65.0	14.5	23.6	4.0	19.7	0.8	18.4	-22.5	-0.1	100.0
1960.....	65.4	14.4	22.2	4.0	18.2	0.9	18.7	-21.9	—	100.0
1961.....	64.3	16.2	21.3	4.3	17.0	0.3	19.6	-21.7	—	100.0
1962.....	62.9	15.8	20.8	4.5	16.3	1.3	19.2	-20.8	0.8	100.0
1963.....	62.6	15.3	20.8	4.3	16.5	1.3	19.8	-20.5	0.7	100.0
1964.....	62.4	14.8	22.2	4.0	18.2	0.8	21.0	-21.6	0.4	100.0
1965.....	62.1	14.2	23.5	4.2	19.3	2.2	20.6	-22.9	0.3	100.0
1966.....	61.1	14.7	24.4	4.3	20.1	2.2	21.8	-24.3	0.1	100.0
1967.....	61.9	14.6	23.7	4.5	19.2	0.6	23.4	-24.7	0.5	100.0
1968.....	61.8	14.5	22.7	4.4	18.3	1.0	25.0	-25.8	0.8	100.0
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)										
1968 I.....	62.2	14.8	23.2	4.4	18.8	0.6	24.7	-25.9	0.4	100.0
II.....	61.5	14.6	22.6	4.5	18.1	0.6	25.2	-25.3	0.8	100.0
III.....	62.2	14.3	22.5	4.4	18.1	1.2	24.7	-25.8	0.9	100.0
IV.....	61.2	14.6	22.4	4.3	18.1	1.7	25.2	-26.1	1.0	100.0
1969 I.....	61.4	14.9	21.9	3.8	18.1	2.1	25.9	-27.1	0.9	100.0
II.....	62.0	14.9	22.7	4.2	18.5	1.4	25.1	-27.0	0.9	100.0
III.....	62.0	14.6	22.6	3.8	18.8	1.4	25.6	-26.8	0.6	100.0
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Nota: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.
(1) Voir renvoi (1) au bas du tableau de référence 4.

Source: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 8
REVENU NATIONAL ET PRODUIT NATIONAL BRUT
1947-1969

Année et trimestre	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés		Intérêts et revenus divers de placement	Revenu net allant à l'agriculture ⁽²⁾	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles incluant les loyers ⁽⁴⁾	Réévaluation des stocks ⁽⁵⁾	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et réévaluations diverses	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
		Bénéfices des sociétés avant impôts	Dividendes payés aux non-résidents ⁽²⁾									
(millions de dollars)												
1947.....	6 482	1 814	-248	197	1 105	1 427	-571	10 206	1 678	1 303	-18	13 169
1948.....	7 496	1 964	-249	239	1 366	1 524	-506	11 834	1 832	1 504	-43	15 127
1949.....	8 115	1 879	-317	276	1 216	1 651	-112	12 708	1 878	1 731	-17	16 300
1950.....	8 766	2 522	-404	372	1 307	1 699	-374	13 888	2 065	1 960	42	17 955
1951.....	10 340	2 874	-379	428	1 868	1 806	-643	16 294	2 548	2 300	-82	21 060
1952.....	11 633	2 791	-343	493	1 878	1 933	119	18 504	2 799	2 537	202	24 042
1953.....	12 671	2 746	-325	554	1 461	2 161	2	19 270	2 994	2 844	219	25 327
1954.....	13 009	2 447	-336	603	918	2 250	88	18 979	3 042	3 146	66	25 233
1955.....	13 967	3 220	-394	744	1 120	2 475	-184	20 948	3 321	3 527	99	27 895
1956.....	15 815	3 690	-448	843	1 283	2 496	-247	23 432	3 731	4 020	191	31 374
1957.....	17 191	3 424	-494	938	908	2 614	-59	24 522	3 975	4 387	23	32 907
1958.....	17 660	3 498	-490	1 008	1 116	2 707	-41	25 458	4 036	4 381	219	34 094
1959.....	18 862	4 046	-526	1 004	1 008	2 819	-108	27 105	4 401	4 723	37	36 266
1960.....	19 862	3 912	-493	1 074	1 021	2 797	-26	28 147	4 587	5 036	5	37 775
1961.....	20 746	4 075	-618	1 261	839	2 800	-41	29 062	4 838	5 182	-2	39 080
1962.....	22 249	4 607	-619	1 396	1 343	2 791	-118	31 649	5 446	5 594	-336	42 353
1963.....	23 727	5 078	-648	1 534	1 538	3 073	-202	34 100 ⁽⁶⁾	5 714	5 948	-297	45 465
1964.....	25 886	6 043	-788	1 697	1 284	3 215	-139	37 198	6 441	6 328	-184	49 783
1965.....	28 858	6 574	-815	1 846	1 397	3 424	-315	40 969	7 280	6 800	-152	54 897
1966.....	32 658	6 913	-835	2 015	1 958	3 650	-327	46 032	8 056	7 414	-81	61 421
1967.....	36 114	6 774	-828	2 337	1 306	3 926	-323	49 306	8 786	7 896	-380	65 608
1968.....	39 353	7 442	-876	2 580	1 471	4 218	-317	53 871	9 677	8 449	-543	71 454
1969 ⁽⁶⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	78 100
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)												
1968 I.....	37 764	6 744	-836	2 460	1 492	4 040	-296	51 368	9 520	8 444	-252	69 080
II.....	38 884	7 164	-980	2 536	1 304	4 188	-184	52 912	9 488	8 420	-528	70 292
III.....	39 728	7 548	-940	2 600	1 496	4 288	-296	54 424	9 628	8 484	-616	71 920
IV.....	41 036	8 312	-748	2 724	1 592	4 356	-492	56 780	10 072	8 448	-776	74 524
1969 I.....	42 296	8 284	-868	2 952	1 544	4 316	-596	57 928	10 500	8 840	-660	76 608
II.....	43 512	8 312	-856	2 924	1 596	4 252	-760	58 980	10 564	8 548	-660	77 432
III.....	44 636	7 284	-804	3 000	1 504	4 360	-360	59 620	10 612	8 976	-472	78 736
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTA: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.

(1) Comprend les soldes et allocations militaires.

(2) Comprend l'impôt retenu applicable à cette catégorie.

(3) Comprend un chiffre arbitrairement modéré du produit des récoltes et des ajustements saisonniers pour tenir compte des quantités de céréales prélevées sur les stocks de fermes et aussi pour tenir compte des modifications intervenues dans les chiffres relatifs au bétail. Étant donné les facteurs arbitraires, il ne faut pas tenir compte de façon trop précise des chiffres, corrigés des variations saisonnières, du revenu net allant à l'agriculture.

(4) Comprend le revenu net des professions libérales exercées à titre indépendant.

(5) Dans les séries corrigées des variations saisonnières, la valeur de la production de céréales pour chaque trimestre est considérée comme un quart de la valeur estimée de la récolte pour l'année entière. Toutes les autres composantes de la série des stocks de ferme sont corrigées des variations saisonnières selon les techniques habituelles.

(6) Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 9
REVENU NATIONAL ET PRODUIT NATIONAL BRUT
1947-1969

Année et trimestre	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés		Intérêts et revenus divers de placement	Revenu net allant à l'agriculture ⁽²⁾	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles incluant les loyers ⁽⁴⁾	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et réévaluations diverses	Dépense nationale brute aux prix du marché
		Bénéfices des sociétés avant impôts	Dividendes payés aux non-résidents ⁽²⁾							
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)										
1947.....	11.2	23.1	21.0	15.9	-7.2	8.1	9.0	22.4	21.7	10.8
1948.....	15.6	8.3	0.4	21.3	23.6	6.8	16.0	9.2	15.4	14.9
1949.....	8.3	-4.3	27.3	15.5	-11.0	8.3	7.4	2.5	15.1	7.8
1950.....	8.0	34.2	27.4	34.8	7.5	2.9	9.3	10.0	13.2	10.2
1951.....	18.0	14.0	-6.2	15.1	42.9	6.3	17.3	23.4	17.3	17.3
1952.....	12.5	-2.9	-9.5	15.2	0.5	7.0	13.6	9.9	10.3	14.2
1953.....	8.9	-1.6	-5.2	12.4	-22.2	11.8	4.1	7.0	12.1	5.3
1954.....	2.7	-10.9	3.4	8.8	-37.2	4.1	-1.5	1.6	10.6	-0.4
1955.....	7.4	31.6	17.3	23.4	22.0	10.0	10.4	9.2	12.1	10.5
1956.....	13.2	14.6	13.7	13.3	14.6	0.8	11.9	12.3	14.0	12.5
1957.....	8.7	-7.2	10.3	11.3	-29.2	4.7	4.7	6.5	9.1	4.9
1958.....	2.7	2.2	-0.8	7.5	22.9	3.6	3.8	1.5	-0.1	3.6
1959.....	6.8	15.7	7.3	-0.4	-9.7	4.1	6.5	9.0	7.8	6.4
1960.....	5.3	-3.3	-6.3	7.0	1.3	-0.8	3.8	4.2	6.6	4.2
1961.....	4.5	4.2	25.4	17.4	-17.8	0.1	3.3	5.5	2.9	3.5
1962.....	7.2	13.1	0.2	10.7	60.1	-0.3	8.9	12.6	8.0	8.4
1963.....	6.6	10.2	4.7	9.9	14.5	10.1	7.7	4.9	6.3	7.3
1964.....	9.1	19.0	21.6	10.6	-16.5	4.6	9.1	12.7	6.4	9.5
1965.....	11.5	8.8	3.4	8.8	8.8	6.5	10.1	13.0	7.5	10.3
1966.....	13.2	5.2	2.5	9.2	40.2	6.6	12.4	10.7	9.0	11.9
1967.....	10.6	-2.0	-0.8	16.0	-33.3	7.6	7.1	9.1	6.5	6.8
1968.....	9.0	9.9	5.8	10.4	12.6	7.4	9.3	10.1	7.0	8.9
1969 ⁽³⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	9.3
(Données corrigées des variations saisonnières)										
1968 I.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
II.....	3.0	6.2	17.2	3.1	-12.6	3.7	3.0	-0.3	-0.3	1.8
III.....	2.2	5.4	-4.1	2.5	14.7	2.4	2.9	1.5	0.8	2.3
IV.....	3.3	10.1	-20.4	4.8	6.4	1.6	4.3	4.6	-0.4	3.6
1969 I.....	3.1	-0.3	16.0	8.4	-3.0	-0.9	2.0	4.2	4.6	2.8
II.....	2.9	0.3	-1.4	-0.9	3.4	-1.5	1.8	0.6	-3.3	1.1
III.....	2.6	-12.4	-6.1	2.6	-5.8	2.5	1.1	0.5	5.0	1.7
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTA: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles. (1), (2), (3) et (4), voir renvoi (1), (2), (3) et (4) au bas du tableau de référence 8.

(3) Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 10
ÉVOLUTION STRUCTURELLE DU REVENU
(Distribution en pourcentage du produit national brut par composante)
1947-1969

Année et trimestre	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés		Intérêts et revenus divers de placement	Revenu net allant à l'agriculture ⁽³⁾	Revenu net des entreprises individuelles non agricoles incluant les loyers ⁽⁴⁾	Réévaluation des stocks ⁽⁵⁾	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et réévaluations diverses	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
		Bénéfices des sociétés avant impôts	Dividendes payés aux non-résidents ⁽²⁾									
1947.....	49.2	13.8	-1.9	1.5	8.4	10.8	-4.3	77.5	12.7	9.9	-0.1	100.0
1948.....	49.6	13.0	-1.6	1.6	9.0	10.1	-3.5	78.2	12.1	9.9	-0.2	100.0
1949.....	49.8	11.5	-1.9	1.7	7.5	10.1	-0.7	78.0	11.5	10.6	-0.1	100.0
1950.....	48.8	14.0	-2.2	2.1	7.3	9.5	-2.2	77.3	11.5	10.9	0.3	100.0
1951.....	49.1	13.6	-1.8	2.0	8.9	8.6	-3.0	77.4	12.1	10.9	-0.4	100.0
1952.....	48.4	11.6	-1.4	2.1	7.8	8.0	0.5	77.0	11.6	10.6	0.8	100.0
1953.....	50.0	10.8	-1.3	2.2	5.8	8.5	0.1	76.1	11.8	11.2	0.9	100.0
1954.....	51.6	9.7	-1.3	2.4	3.6	8.9	0.3	75.2	12.0	12.5	0.3	100.0
1955.....	50.1	11.5	-1.4	2.7	4.0	8.9	-0.7	75.1	11.9	12.6	0.4	100.0
1956.....	50.4	11.8	-1.4	2.7	4.1	8.0	-0.9	74.7	11.9	12.8	0.6	100.0
1957.....	52.2	10.4	-1.5	2.9	2.8	7.9	-0.2	74.5	12.1	13.3	0.1	100.0
1958.....	51.8	10.3	-1.4	3.0	3.3	7.9	-0.2	74.7	11.8	12.9	0.6	100.0
1959.....	52.0	11.2	-1.5	2.8	2.8	7.8	-0.3	74.8	12.1	13.0	0.1	100.0
1960.....	52.6	10.4	-1.3	2.8	2.7	7.4	-0.1	74.5	12.2	13.3	—	100.0
1961.....	53.1	10.4	-1.6	3.2	2.2	7.2	-0.1	74.4	12.4	13.2	—	100.0
1962.....	52.5	10.9	-1.5	3.3	3.2	6.6	-0.3	74.7	12.9	13.2	-0.8	100.0
1963.....	52.2	11.2	-1.4	3.4	3.4	6.8	-0.6	75.0	12.6	13.1	-0.7	100.0
1964.....	52.0	12.1	-1.6	3.4	2.6	6.5	-0.3	74.7	13.0	12.7	-0.4	100.0
1965.....	52.6	12.0	-1.5	3.4	2.5	6.2	-0.6	74.6	13.3	12.4	-0.3	100.0
1966.....	53.2	11.3	-1.4	3.3	3.2	5.9	-0.6	74.9	13.1	12.1	-0.1	100.0
1967.....	55.0	10.3	-1.3	3.6	2.0	6.0	-0.4	75.2	13.4	12.0	-0.6	100.0
1968.....	55.1	10.4	-1.2	3.6	2.1	5.9	-0.5	75.4	13.6	11.8	-0.8	100.0
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)												
1968 I.....	54.7	9.8	-1.2	3.6	2.2	5.8	-0.5	74.4	13.8	12.2	-0.4	100.0
1968 II.....	55.3	10.2	-1.4	3.6	1.9	6.0	-0.3	75.3	13.5	12.0	-0.8	100.0
1968 III.....	55.2	10.5	-1.3	3.6	2.1	6.0	-0.4	75.7	13.4	11.8	-0.9	100.0
1968 IV.....	55.1	11.2	-1.0	3.7	2.1	5.8	-0.7	76.2	13.5	11.3	-1.0	100.0
1969 I.....	55.2	10.8	-1.1	3.9	2.0	5.6	-0.8	75.6	13.7	11.6	-0.9	100.0
1969 II.....	56.2	10.7	-1.1	3.8	2.1	5.5	-1.0	76.2	13.7	11.0	-0.9	100.0
1969 III.....	56.7	9.3	-1.0	3.8	1.9	5.5	-0.5	75.7	13.5	11.4	-0.6	100.0
1969 IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Nota: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.
(1), (2), (3), (4), et (5), voir renvoi (1), (2), (3), (4) et (5) au bas du tableau de référence 8.
SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 11
REVENU ET DÉPENSE PERSONNELS
1947-1969

Année	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Dépense personnelle	Épargne personnelle	Rapport de l'épargne personnelle au revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible per capita	Dépense personnelle per capita
(millions de dollars)							
1947.....	10,583	9,621	9,054	509	5.3	721	703
1948.....	12,161	11,128	10,051	982	8.8	868	763
1949.....	12,902	11,889	10,892	960	8.1	884	810
1950.....	13,681	12,704	11,991	647	5.1	926	874
1951.....	16,159	14,803	13,399	1,325	9.0	1,057	956
1952.....	17,900	16,230	14,818	1,319	8.1	1,122	1,025
1953.....	18,932	17,100	15,717	1,271	7.4	1,152	1,059
1954.....	19,006	17,157	16,561	465	2.7	1,122	1,083
1955.....	20,573	18,639	17,902	590	3.2	1,187	1,140
1956.....	22,817	20,593	19,466	954	4.6	1,281	1,211
1957.....	24,500	22,044	20,886	950	4.3	1,327	1,257
1958.....	25,893	23,555	22,211	1,124	4.8	1,379	1,300
1959.....	27,425	24,757	23,620	882	3.6	1,416	1,351
1960.....	28,921	25,893	24,705	909	3.5	1,449	1,382
1961.....	29,411	26,211	25,120	792	3.0	1,437	1,377
1962.....	31,966	28,518	26,636	1,565	5.5	1,535	1,433
1963.....	34,109	30,448	28,364	1,749	5.7	1,608	1,498
1964.....	36,618	32,385	30,647	1,379	4.3	1,679	1,589
1965.....	40,591	35,787	33,134	2,249	6.3	1,822	1,687
1966.....	45,702	39,499	36,057	2,999	7.6	1,973	1,802
1967.....	50,207	42,791	38,998	3,295	7.7	2,097	1,911
1968.....	55,170	46,384	42,360	3,516	7.6	2,236	2,042
1969 ⁽¹⁾	60,900	50,200	46,200	3,400	6.8	2,400	2,200

NOTA: Données révisées des comptes nationaux.

(1) Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 12
ÉVOLUTION DU REVENU PERSONNEL, CANADA ET PROVINCES
1949-1968

Année	T.-N.	I.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.N.-O.	Canada
Distribution en pourcentage du revenu personnel ⁽⁴⁾												
1949.....	1.3	0.4	3.6	2.6	24.2	38.7	5.8	6.2	7.1	10.2	—	100.0
1950.....	1.3	0.4	3.6	2.6	24.5	39.4	5.7	5.2	6.8	10.5	—	100.0
1951.....	1.3	0.4	3.2	2.5	24.3	38.5	5.6	6.5	7.6	9.9	0.2	100.0
1952.....	1.2	0.4	3.3	2.4	24.5	38.5	5.4	6.7	7.3	10.0	0.2	100.0
1953.....	1.3	0.3	3.3	2.3	24.9	39.1	5.2	5.9	7.3	10.1	0.2	100.0
1954.....	1.4	0.4	3.4	2.4	25.5	40.1	5.1	4.2	6.9	10.4	0.2	100.0
1955.....	1.4	0.3	3.2	2.3	24.9	40.0	5.0	5.0	7.0	10.5	0.2	100.0
1956.....	1.4	0.4	3.1	2.3	24.9	39.4	5.1	5.2	7.4	10.5	0.2	100.0
1957.....	1.4	0.3	3.1	2.2	25.3	40.5	4.9	4.2	7.0	10.8	0.2	100.0
1958.....	1.3	0.3	3.1	2.2	25.0	40.4	5.1	4.4	7.4	10.4	0.2	100.0
1959.....	1.4	0.4	3.1	2.2	24.9	40.5	5.1	4.3	7.3	10.4	0.2	100.0
1960.....	1.4	0.3	3.1	2.3	25.1	40.2	5.1	4.6	7.2	10.3	0.2	100.0
1961.....	1.5	0.3	3.2	2.2	26.0	40.5	4.9	3.6	7.3	10.2	0.2	100.0
1962.....	1.4	0.4	3.1	2.2	25.7	39.9	5.0	4.7	7.3	10.0	0.2	100.0
1963.....	1.4	0.3	3.0	2.2	25.5	40.1	4.8	4.9	7.3	10.1	0.2	100.0
1964.....	1.4	0.4	3.0	2.2	26.1	40.2	4.9	4.2	7.1	10.2	0.2	100.0
1965.....	1.4	0.3	2.9	2.2	26.0	40.3	4.7	4.4	7.1	10.3	0.2	100.0
1966.....	1.4	0.3	2.8	2.1	25.9	40.3	4.5	4.5	7.3	10.4	0.2	100.0
1967.....	1.4	0.3	2.9	2.2	26.2	40.5	4.6	4.0	7.2	10.4	0.2	100.0
1968.....	1.4	0.3	2.9	2.2	25.9	40.6	4.7	4.2	7.3	10.3	0.2	100.0
Revenu personnel per capita (en dollars)												
1949.....	475	543	728	667	804	1,140	1,982	958	1,033	1,183	—	967
1950.....	519	552	760	703	845	1,205	1,007	858	1,019	1,264	—	998
1951.....	560	633	804	779	967	1,355	1,169	1,266	1,299	1,375	1,040	1,153
1952.....	588	780	896	810	1,050	1,440	1,218	1,418	1,343	1,479	1,200	1,238
1953.....	650	634	938	816	1,103	1,499	1,211	1,300	1,368	1,528	1,280	1,275
1954.....	666	683	958	841	1,106	1,489	1,173	914	1,236	1,522	1,370	1,243
1955.....	695	650	977	872	1,136	1,561	1,235	1,178	1,318	1,610	1,414	1,311
1956.....	759	838	1,027	937	1,225	1,665	1,374	1,341	1,499	1,716	1,742	1,419
1957.....	797	778	1,096	970	1,300	1,758	1,384	1,158	1,466	1,789	1,774	1,475
1958.....	801	820	1,130	998	1,320	1,798	1,507	1,272	1,580	1,756	1,667	1,516
1959.....	841	941	1,183	1,055	1,361	1,862	1,558	1,302	1,595	1,828	1,647	1,569
1960.....	895	942	1,242	1,104	1,411	1,904	1,613	1,461	1,615	1,856	1,583	1,618
1961.....	932	943	1,256	1,099	1,455	1,908	1,546	1,146	1,607	1,843	1,486	1,613
1962.....	951	1,047	1,307	1,147	1,532	2,007	1,712	1,604	1,711	1,924	1,400	1,721
1963.....	998	1,056	1,370	1,217	1,588	2,111	1,727	1,788	1,767	2,022	1,561	1,802
1964.....	1,070	1,165	1,452	1,311	1,710	2,222	1,853	1,616	1,821	2,145	1,524	1,898
1965.....	1,154	1,248	1,562	1,416	1,857	2,409	1,969	1,879	1,992	2,334	1,610	2,066
1966.....	1,274	1,367	1,713	1,571	2,045	2,648	2,153	2,154	2,281	2,542	1,674	2,283
1967.....	1,398	1,532	1,904	1,737	2,239	2,842	2,407	2,089	2,419	2,693	2,182	2,461
1968.....	1,467	1,682	2,072	1,897	2,406	3,065	2,654	2,386	2,645	2,842	2,326	2,660

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 12 (suite)
ÉVOLUTION DU REVENU PERSONNEL, CANADA ET PROVINCES
1949-1968

Année	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T. N.-O.	Canada
Revenu personnel per capita (variations annuelles en pourcentage)												
1950.....	9.1	1.8	4.4	5.4	5.1	5.7	2.6	-10.4	-1.4	6.8	—	3.2
1951.....	7.9	14.6	5.8	10.8	14.4	12.4	16.1	47.5	27.6	8.8	—	15.5
1952.....	5.1	23.3	11.4	4.0	8.6	6.4	4.2	12.0	3.4	7.5	15.4	7.3
1953.....	10.5	-18.8	4.7	0.8	5.0	4.0	-0.6	-8.3	1.8	3.3	6.7	3.0
1954.....	2.4	7.8	2.2	3.0	0.3	-0.6	-3.2	-29.7	-9.7	-0.4	7.1	-2.5
1955.....	4.3	-4.9	1.9	3.7	2.7	4.8	5.3	28.8	6.7	5.8	3.2	5.4
1956.....	9.3	29.0	5.2	7.4	7.9	6.7	11.3	13.8	13.7	6.6	23.2	8.3
1957.....	5.0	-7.2	6.6	3.5	6.1	5.6	0.7	-13.6	-2.2	4.3	1.9	3.9
1958.....	0.5	5.4	3.1	2.9	1.5	2.3	8.9	9.8	7.7	-1.9	-6.1	2.8
1959.....	5.0	14.7	5.6	5.7	3.1	3.5	3.3	2.4	1.0	4.1	-1.2	3.4
1960.....	6.4	0.1	4.1	4.6	3.7	2.3	3.5	12.2	1.2	1.5	-3.9	3.2
1961.....	4.2	0.1	1.2	-0.4	3.1	0.2	-4.2	-21.6	-0.5	-0.7	-6.1	-0.4
1962.....	2.0	11.0	4.0	4.4	5.2	5.2	10.7	40.0	6.5	4.4	-5.8	6.7
1963.....	5.0	0.8	4.8	6.1	3.7	5.2	0.9	11.4	3.2	5.1	11.5	4.7
1964.....	7.3	10.4	6.0	7.7	7.7	5.3	7.3	-9.6	3.1	6.1	-2.4	5.4
1965.....	7.8	7.1	7.6	8.0	8.6	8.4	6.3	16.3	9.4	8.8	5.6	8.9
1966.....	10.4	9.6	9.7	11.0	10.1	9.9	9.3	14.6	14.5	8.9	4.0	10.5
1967.....	9.8	12.1	11.1	10.6	9.5	7.3	11.8	-3.0	6.0	6.0	30.3	7.8
1968.....	5.0	9.8	8.9	9.2	7.5	7.9	10.3	14.3	9.3	5.5	6.6	8.1
Revenu personnel per capita par province comme pourcentage du revenu personnel per capita au niveau national												
1949.....	49	56	75	69	83	118	102	99	107	122	—	100
1950.....	52	55	76	70	85	121	101	86	102	127	—	100
1951.....	49	55	70	68	84	118	101	110	113	119	90	100
1952.....	48	63	72	66	85	117	99	115	109	120	97	100
1953.....	51	50	74	64	87	118	95	102	107	120	101	100
1954.....	54	55	77	68	89	120	94	74	100	123	110	100
1955.....	53	50	75	67	87	119	94	90	101	123	108	100
1956.....	54	59	72	66	86	117	97	95	106	121	123	100
1957.....	54	53	74	66	88	119	94	79	100	121	120	100
1958.....	53	54	75	66	87	119	100	84	104	116	110	100
1959.....	54	60	76	67	87	119	100	83	102	117	105	100
1960.....	55	58	77	68	87	118	100	90	100	115	98	100
1961.....	58	59	78	68	90	119	96	71	100	115	92	100
1962.....	55	61	76	67	89	117	100	93	100	112	82	100
1963.....	56	59	76	68	88	117	96	99	98	113	87	100
1964.....	57	62	77	69	90	117	98	85	96	113	80	100
1965.....	56	61	76	69	90	117	96	91	97	113	78	100
1966.....	56	60	75	69	90	116	94	95	100	112	74	100
1967.....	57	62	78	71	91	116	98	85	99	110	89	100
1968.....	55	63	78	71	91	115	100	90	100	107	88	100

NOTA: Le total pour le Canada inclut le revenu personnel des Canadiens temporairement à l'étranger (y compris les soldes et allocations militaires des forces armées canadiennes à l'étranger).

(1) Les données ne s'additionnent pas au total. Voir nota.

SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 13
VENTES AU DÉTAIL, CANADA ET RÉGIONS
1947-1969

Année et mois	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
	(millions de dollars)					
1947.....	6,963.4 ⁽¹⁾	563.6 ⁽¹⁾	1,621.1	2,721.1	1,320.8	736.9
1948.....	7,835.0 ⁽¹⁾	607.3 ⁽¹⁾	1,792.0	3,067.2	1,550.7	817.8
1949.....	8,532.0	734.2	1,872.0	3,293.6	1,758.1	874.1
1950.....	9,617.2	822.2	2,183.0	3,715.4	1,914.4	982.1
1951.....	10,693.1	898.5	2,442.6	4,129.8	2,122.3	1,099.8
1952.....	11,567.2	970.7	2,657.8	4,409.2	2,339.9	1,189.6
1953.....	12,189.4	1,004.4	2,793.1	4,665.6	2,485.3	1,241.0
1954.....	12,317.2	1,023.6	2,867.7	4,761.7	2,390.6	1,273.6
1955.....	13,472.8	1,124.7	3,109.3	5,295.7	2,496.1	1,447.0
1956.....	14,773.7	1,208.6	3,463.0	5,734.3	2,727.8	1,640.0
1957.....	15,423.3	1,233.0	3,709.6	5,943.1	2,854.5	1,683.2
1958.....	16,139.1	1,286.7	3,854.4	6,271.1	3,021.3	1,705.5
1959.....	17,087.1	1,356.5	4,114.2	6,614.9	3,208.1	1,793.4
1960.....	17,390.5	1,421.0	4,213.1	6,750.7	3,250.3	1,755.3
1961.....	17,752.3	1,455.6	4,490.1	6,808.0	3,238.1	1,760.5
1961 ⁽²⁾	16,073.0	1,380.5	4,108.0	6,206.7	2,773.6	1,604.2
1962.....	17,093.8	1,424.8	4,482.8	6,504.4	2,945.2	1,736.7
1963.....	18,115.7	1,502.2	4,764.0	6,903.1	3,096.1	1,850.3
1964.....	19,350.9	1,602.0	5,108.2	7,299.4	3,301.8	2,039.6
1965.....	20,954.0	1,743.0	5,515.3	7,950.7	3,503.4	2,241.7
1966.....	22,415.9	1,840.2	5,857.1	8,496.9	3,800.5	2,421.1
1967.....	23,785.2	1,894.8	6,108.0	8,870.4	4,012.3	2,547.6
1968.....	25,412.4	2,102.4	6,459.6	9,806.4	4,245.6	2,796.0
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	(Données corrigées des variations saisonnières)					
1969 J.....	2,213.3	181.9	549.1	879.4	356.6	239.0
F.....	2,260.2	185.5	560.9	885.9	378.2	246.8
M.....	2,228.0	191.9	553.2	861.9	367.0	250.3
A.....	2,211.5	167.5	571.8	866.4	363.7	242.2
M.....	2,228.1	171.4	563.5	865.9	368.7	264.2
J.....	2,242.0	175.7	559.5	875.2	371.3	253.7
J.....	2,242.1	179.6	563.8	883.5	373.8	248.7
A.....	2,261.7	181.8	568.5	885.5	376.6	250.4
S.....	2,284.4	189.0	585.4	901.1	371.5	256.5
O.....	2,314.3	182.4	587.8	892.1	374.4	263.7

Nota: Les éléments ne donnent pas le total en raison de l'arrondissement des chiffres

(1) Ne comprend pas Terre-Neuve

(2) En raison du changement dans la classification industrielle les séries ne sont pas comparables.

Source: BFS Retail Trade, publication mensuelle, (n° de catalogue 63-005).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 14
 INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU CANADA
 1947-1969
 (millions de dollars)

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Cons-truction	Machines et équipement	Sous-total			Cons-truction	Machines et équipement	Sous-total		
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
1947.....	87	317	404	195	599	185	343	528	273	801
1948.....	127	382	509	218	727	181	392	573	329	902
1949.....	159	461	620	263	883	157	379	536	339	875
1950.....	173	528	701	292	993	135	367	502	347	849
1951.....	212	601	813	311	1,124	268	525	793	422	1,215
1952.....	248	631	879	360	1,239	344	629	973	459	1,432
1953.....	287	648	935	375	1,310	325	644	969	480	1,449
1954.....	309	512	821	368	1,189	288	534	822	489	1,311
1955.....	387	612	999	411	1,410	345	602	947	513	1,460
1956.....	534	772	1,306	475	1,781	488	906	1,394	578	1,972
1957.....	544	702	1,246	461	1,707	520	959	1,479	613	2,092
1958.....	378	619	997	468	1,465	398	697	1,095	572	1,667
1959.....	396	678	1,074	517	1,591	374	770	1,144	662	1,806
1960.....	451	683	1,134	522	1,656	335	843	1,178	671	1,849
1961.....	572	639	1,211	512	1,723	279	806	1,085	682	1,767
1962.....	568	738	1,306	536	1,842	353	916	1,269	750	2,019
1963.....	599	879	1,478	588	2,064	355	1,003	1,358	801	2,159
1964.....	702	1,051	1,753	660	2,413	443	1,388	1,831	896	2,727
1965.....	869	1,151	2,020	724	2,744	604	1,736	2,340	974	3,314
1966.....	1,066	1,348	2,414	796	3,210	788	2,126	2,914	1,096	4,010
1967.....	1,069	1,427	2,496	854	3,350	677	1,857	2,534	1,156	3,690
1968.....	1,053	1,344	2,397	887	3,284	584	1,634	2,218	1,159	3,377
1969.....	1,089	1,327	2,416	923	3,339	710	1,962	2,672	1,202	3,874
	Services d'utilité publique					Commerce, finances et services commerciaux				
1947.....	174	236	410	373	783	112	90	202	96	298
1948.....	282	284	566	438	1,004	159	122	281	101	382
1949.....	376	313	689	465	1,154	142	151	293	120	413
1950.....	437	322	759	483	1,242	207	192	399	128	527
1951.....	497	442	939	545	1,484	201	210	411	160	571
1952.....	701	493	1,194	598	1,792	180	183	343	125	468
1953.....	692	562	1,254	655	1,889	283	243	526	135	661
1954.....	610	554	1,164	606	1,770	319	263	582	133	715
1955.....	649	487	1,136	600	1,736	296	265	561	130	691
1956.....	1,086	676	1,762	640	2,402	327	284	611	138	749
1957.....	1,475	833	2,308	677	2,985	383	307	690	146	836
1958.....	1,405	748	2,153	650	2,803	396	309	705	146	851
1959.....	1,118	724	1,842	703	2,545	462	371	833	168	1,001
1960.....	1,074	698	1,772	713	2,485	466	409	875	168	1,043
1961.....	1,088	610	1,698	723	2,421	451	396	847	162	1,009
1962.....	982	619	1,601	734	2,335	438	422	860	164	1,024
1963.....	1,111	690	1,771	774	2,545	468	450	918	183	1,101
1964.....	1,332	727	2,059	822	2,881	548	494	1,042	195	1,237
1965.....	1,443	980	2,423	867	3,290	705	564	1,269	220	1,489
1966.....	1,666	1,260	2,926	945	3,871	880	667	1,527	248	1,775
1967.....	1,748	1,397	3,145	1,019	4,164	764	770	1,534	272	1,806
1968.....	1,856	1,412	3,268	983	4,251	707	742	1,449	262	1,711
1969.....	2,183	1,384	3,567	1,048	4,615	839	890	1,729	276	2,005

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 14 (suite)
INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU CANADA
 1947—1969
 (millions de dollars)

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Cons- truction	Machines et équi- pement	Sous- total			Cons- truction	Machines et équi- pement	Sous- total		
	Institutions					Habitation				
1947.....	78	13	91	23	114	526	—	526	155	681
1948.....	126	22	148	37	185	635	—	635	189	824
1949.....	172	23	195	35	230	822	—	822	206	1,028
1950.....	187	26	213	34	247	923	—	923	226	1,149
1951.....	212	30	242	40	282	947	—	947	270	1,217
1952.....	252	33	285	40	325	971	—	971	287	1,258
1953.....	270	33	303	42	345	1,189	—	1,189	304	1,493
1954.....	297	41	338	42	380	1,238	—	1,238	316	1,554
1955.....	367	41	408	49	457	1,397	—	1,397	338	1,735
1956.....	359	43	402	52	454	1,547	—	1,547	355	1,902
1957.....	407	47	454	56	510	1,430	—	1,430	383	1,813
1958.....	457	57	514	57	571	1,782	—	1,782	407	2,189
1959.....	479	57	536	59	595	1,752	—	1,752	431	2,183
1960.....	500	73	573	71	644	1,456	—	1,456	457	1,913
1961.....	536	81	617	78	695	1,467	—	1,467	484	1,951
1962.....	729	105	834	76	910	1,587	—	1,587	513	2,100
1963.....	757	116	873	75	948	1,713	—	1,713	544	2,257
1964.....	648	123	771	79	850	2,028	—	2,028	577	2,605
1965.....	867	145	1,012	82	1,094	2,133	—	2,133	618	2,751
1966.....	1,020	184	1,204	93	1,297	2,181	—	2,181	661	2,842
1967.....	1,107	208	1,315	113	1,428	2,352	—	2,352	713	3,065
1968.....	1,201	214	1,415	121	1,536	2,844	—	2,844	729	3,573
1969.....	1,252	218	1,470	132	1,602	3,258	—	3,258	972	4,030
	Services gouvernementaux					Grand total				
1947.....	235	44	279	145	424	1,397	1,043	2,440	1,260	3,700
1948.....	314	61	375	158	533	1,824	1,263	3,087	1,470	4,557
1949.....	338	46	384	146	530	2,166	1,373	3,539	1,574	5,113
1950.....	391	48	439	185	624	2,453	1,483	3,936	1,695	5,631
1951.....	534	60	594	220	814	2,871	1,863	4,739	1,968	6,707
1952.....	758	88	846	216	1,062	3,434	2,057	5,491	2,085	7,576
1953.....	710	90	800	235	1,035	3,756	2,220	5,976	2,206	8,182
1954.....	676	80	756	268	1,024	3,737	1,984	5,721	2,222	7,943
1955.....	728	68	796	268	1,064	4,169	2,075	6,244	2,309	8,553
1956.....	932	80	1,012	282	1,294	5,273	2,761	8,034	2,520	10,554
1957.....	1,025	85	1,110	288	1,398	5,784	2,933	8,717	2,624	11,341
1958.....	1,014	104	1,118	314	1,432	5,830	2,534	8,364	2,614	10,978
1959.....	1,128	108	1,236	341	1,577	5,709	2,708	8,417	2,881	11,298
1960.....	1,171	103	1,274	383	1,657	5,453	2,809	8,262	2,985	11,247
1961.....	1,125	122	1,247	380	1,627	5,518	2,654	8,172	3,021	11,193
1962.....	1,130	128	1,258	388	1,646	5,787	2,928	8,715	3,161	11,876
1963.....	1,154	128	1,282	393	1,675	6,157	3,236	9,393	3,556	12,949
1964.....	1,303	157	1,460	402	1,862	7,004	3,940	10,944	3,631	14,575
1965.....	1,494	174	1,668	442	2,110	8,115	4,750	12,865	3,927	16,792
1966.....	1,702	222	1,924	526	2,450	9,283	5,807	15,090	4,365	19,455
1967.....	1,731	215	1,946	573	2,519	9,448	5,874	15,322	4,700	20,022
1968.....	1,891	196	2,087	526	2,613	10,136	5,542	15,678	4,667	20,345
1969.....	2,053	191	2,244	550	2,794	11,384	5,972	17,356	4,903	22,259

NOTA: 1968: dépenses réelles provisoires; 1969: revision des dépenses projetées.

SOURCE: BFS et Ministère du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, publication annuelle (n° de catalogue 61-205) publication occasionnelle (n° de catalogue 61-504).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 15
 INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, PAR RÉGION

1952-1969

Année	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Région de l'Atlantique	Québec
1952.....	86	17	133	104	340	1,283
1953.....	80	18	157	108	363	1,374
1954.....	73	19	156	119	367	1,362
1955.....	89	21	164	168	442	1,546
1956.....	94	24	183	186	487	1,851
1957.....	100	22	188	159	469	2,029
1958.....	107	30	185	152	504	2,054
1959.....	115	37	226	203	581	2,094
1960.....	146	37	234	180	597	2,007
1961.....	184	38	224	171	617	2,008
1962.....	261	43	223	179	706	2,154
1963.....	236	43	234	189	702	2,301
1964.....	231	39	270	257	797	2,828
1965.....	228	57	318	334	937	3,206
1966.....	341	57	412	391	1,201	3,446
1967.....	359	45	463	377	1,244	3,214
1968.....	414	44	498	333	1,289	3,301
1969.....	454	41	557	383	1,435	3,467
Année	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Région des Prairies	Colombie-Britannique ⁽¹⁾
1952.....	1,899	242	313	602	1,157	604
1953.....	2,106	286	357	730	1,373	626
1954.....	2,089	270	377	627	1,274	533
1955.....	2,271	301	349	735	1,385	707
1956.....	2,842	364	485	901	1,750	1,089
1957.....	3,266	371	455	834	1,660	1,293
1958.....	3,104	409	477	890	1,776	925
1959.....	2,900	484	467	947	1,898	944
1960.....	2,856	487	474	946	1,907	895
1961.....	2,794	417	454	981	1,852	901
1962.....	3,054	424	513	937	1,874	927
1963.....	3,282	491	608	995	2,089	1,019
1964.....	3,747	528	648	1,100	2,276	1,296
1965.....	4,379	537	773	1,320	2,630	1,713
1966.....	5,261	656	928	1,564	3,148	2,034
1967.....	5,357	719	964	1,675	3,358	2,149
1968.....	5,522	808	982	1,742	3,532	2,034
1969.....	6,422	876	894	1,982	3,752	2,280

NOTA: 1968: dépenses réelles provisoires; 1969: révision des dépenses projetées.

⁽¹⁾ Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

SOURCE: BFS et Ministère du Commerce *Investissements privés et publics au Canada*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 16
 INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, CANADA ET RÉGIONS
 1953-1969

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique ⁽¹⁾
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)						
1953.....	10.6	6.8	7.1	10.9	18.7	3.6
1954.....	-3.7	1.1	-0.9	-0.8	-7.2	-14.9
1955.....	12.9	20.4	13.5	8.7	8.7	32.6
1956.....	26.3	10.2	19.7	25.1	26.4	54.0
1957.....	8.7	-3.7	9.6	14.9	-5.1	18.7
1958.....	-4.1	7.5	1.2	-5.0	7.0	-28.5
1959.....	0.6	15.3	1.9	-6.6	6.9	2.1
1960.....	-1.8	2.8	-4.2	-1.5	0.5	-5.2
1961.....	-1.1	3.4	—	-2.2	-2.9	0.7
1962.....	6.6	14.4	7.3	9.3	1.2	2.9
1963.....	7.8	-0.6	6.8	7.5	11.5	9.9
1964.....	16.5	13.5	22.9	14.2	9.0	27.2
1965.....	17.6	17.6	13.4	16.9	15.6	32.2
1966.....	17.3	28.2	7.5	20.1	19.7	18.7
1967.....	1.5	3.6	-6.7	1.8	6.7	5.7
1968.....	2.3	3.6	2.7	3.1	5.2	-5.4
1969.....	10.7	11.3	5.0	16.3	6.2	12.1

NOTA: 1968: dépenses réelles provisoires; 1969: révision des dépenses projetées.
 (1) Voir renvoi (1) au bas du tableau de référence 15.

SOURCE: BFS et Ministère du commerce *Investissements privés et publics au Canada*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 17
LOGEMENTS COMMENCÉS, COMPLÉTÉS ET EN CONSTRUCTION

1947-1969

Année et trimestre	Logements commencés			Logements complétés			Logements en construction ⁽¹⁾	
	Centres de 5,000 âmes et plus ⁽²⁾	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus ⁽²⁾	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus ⁽²⁾	Total /
	(nombre d'unités)							
1947.....	n.d.	n.d.	74,300	44,600	27,600	72,200	n.d.	42,200
1948.....	57,671	32,523	90,194	48,006	28,091	76,097	39,217	56,456
1949.....	58,370	32,139	90,509	60,262	27,971	88,233	37,344	59,503
1950.....	68,599	23,932	92,531	62,847	26,168	89,015	41,510	60,538
1951.....	47,374	21,205	68,579	61,167	20,143	81,310	26,783	45,926
1952.....	63,443	19,803	83,246	54,346	18,741	73,087	36,998	55,689
1953.....	80,313	22,096	102,409	73,375	23,464	96,839	42,808	59,923
1954.....	89,755	23,772	113,527	80,593	21,372	101,965	51,302	68,641
1955.....	97,386	40,890	138,276	93,942	33,987	127,929	53,677	79,339
1956.....	87,309	40,002	127,311	95,152	40,548	135,700	44,386	68,579
1957.....	84,875	37,465	122,340	80,995	36,288	117,283	49,508	72,573
1958.....	121,695	42,937	164,632	107,839	38,847	146,686	63,080	88,162
1959.....	105,991	35,354	141,345	108,059	37,612	145,671	59,879	81,905
1960.....	76,687	32,171	108,858	90,513	33,244	123,757	44,975	65,773
1961.....	92,741	32,836	125,577	83,148	32,460	115,608	53,195	73,583
1962.....	104,279	25,816	130,095	100,447	26,235	126,682	60,541	76,153
1963.....	120,950	27,674	148,624	101,529	26,662	128,191	79,233	96,613
1964.....	136,206	29,452	165,658	123,902	27,061	150,963	89,950	107,718
1965.....	138,779	27,786	166,565	125,475	27,562	153,037	101,786	119,854
1966.....	108,434	26,040	134,474	135,134	27,058	162,192	71,722	88,621
1967.....	131,858	32,265	164,123	120,163	29,079	149,242	82,616	102,716
1968.....	162,267	34,611	196,878	136,337	34,656	170,993	106,834	126,638
1969.....	169,739	40,676	210,415	159,089	36,737	195,826	114,386	137,357
	(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)							
1968 I.....	165,300	36,500	201,800	128,900	35,300	164,200	83,500	105,900
II.....	154,100	35,000	189,100	128,200	34,200	162,400	93,200	112,900
III.....	139,900	33,900	173,800	138,500	36,100	174,600	94,000	112,900
IV.....	196,600	34,500	231,100	148,800	33,200	182,000	100,000	120,800
1969 I.....	227,200	47,800	275,000	143,900	31,100	175,000	117,900	143,600
II.....	169,800	43,800	213,600	169,900	36,500	206,400	117,200	142,000
III.....	153,500	40,600	194,100	160,300	41,100	201,400	116,000	140,300
IV.....	155,200	35,000	190,200	160,000	37,900	197,500	130,500	152,500

⁽¹⁾A la fin de la période.

⁽²⁾Les données pour les années 1967 à 1969 ainsi que les données trimestrielles sont basées sur les centres de 10,000 âmes et plus.

SOURCE: SCHL *Statistique du logement au Canada.*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 18
LOGEMENTS COMMENCÉS ET LOGEMENTS COMPLÉTÉS, PAR GENRE

1947—1969

Année et trimestre	Logements commencés					Logements complétés				
	Maison simple	Duplex et jumelé	En rangée	Apparte- ment	Total	Maison simple	Duplex et jumelé	En rangée	Apparte- ment	Total
	(nombre d'unités)									
1947.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	74,263	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	72,218
1948.....	73,399	7,488	1,810	7,497	90,194	61,787	4,560	1,607	8,143	76,097
1949.....	71,425	7,536	—	11,548	90,509	68,966	7,309	485	11,473	88,233
1950.....	68,675	8,664	631	14,561	92,531	68,685	7,376	145	12,809	89,015
1951.....	53,002	5,658	54	9,865	68,579	60,366	7,568	585	12,791	81,310
1952.....	60,696	5,360	299	16,891	83,246	55,967	5,314	99	11,707	73,087
1953.....	70,782	7,202	553	23,872	102,409	68,916	7,714	372	19,837	96,839
1954.....	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527	71,760	6,098	1,065	23,042	101,965
1955.....	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276	90,553	8,278	1,547	27,551	127,929
1956.....	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311	95,656	11,872	2,137	26,035	135,700
1957.....	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340	81,096	8,464	2,350	25,373	117,283
1958.....	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632	96,830	10,004	2,226	37,626	146,686
1959.....	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345	95,455	10,923	2,308	36,985	145,671
1960.....	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858	78,113	9,911	1,616	34,117	123,757
1961.....	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577	76,171	10,593	2,019	26,825	115,608
1962.....	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095	75,593	11,922	2,451	36,716	126,682
1963.....	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624	71,585	7,150	3,487	45,969	128,191
1964.....	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658	76,225	8,091	3,861	62,786	150,963
1965.....	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565	75,104	8,730	4,097	65,106	153,037
1966.....	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474	73,858	7,707	6,412	74,215	162,192
1967.....	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123	73,631	9,089	5,431	61,091	149,242
1968.....	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878	74,640	10,098	7,896	78,359	170,993
1969.....	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415	78,584	10,483	7,827	98,932	195,828
	(Données non corrigées des variations saisonnières)									
1968 I.....	9,854	1,443	792	14,689	26,778	17,176	2,584	1,553	13,899	35,212
II.....	22,349	2,775	2,225	29,545	56,894	16,721	2,429	2,411	18,881	40,442
III.....	21,596	2,535	2,515	25,928	52,574	19,578	2,376	1,761	20,147	43,862
IV.....	21,540	3,361	2,510	33,221	60,632	21,165	2,709	2,171	25,432	51,477
1969 I.....	13,177	1,892	1,846	22,167	38,882	15,840	2,119	1,319	18,373	37,651
II.....	24,712	3,035	2,922	33,079	63,748	18,368	2,738	1,715	29,732	52,553
III.....	22,447	2,996	2,716	30,484	58,643	21,696	2,649	2,298	23,368	50,011
IV.....	18,068	2,450	3,437	25,187	49,142	22,680	2,977	2,495	27,459	55,611

SOURCES: SCHL *Statistique du Logement au Canada*, publication annuelle.
SCHL *Housing in Canada*, publication trimestrielle.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 19.
EXPÉDITIONS, COMMANDES ET STOCKS DE L'INDUSTRIE DE FABRICATION
(Moyennes mensuelles)

1961-1969

Année, trimestre et mois	Fabrication					Biens durables			Biens non durables		
	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Total des stocks	Rapport des produits en cours de fabrication et produits finis aux expéditions	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies
(millions de dollars)											
1961.....	1,953.2	1,985.0 ⁽¹⁾	1,959.9	4,529.4	1.35	769.3	792.1 ⁽¹⁾	1,525.9	1,183.9	1,192.9 ⁽¹⁾	434.0
1962.....	2,149.2	2,158.3	2,177.2	4,866.9	1.34	832.6	894.0	1,747.3	1,266.6	1,264.0	430.0
1963.....	2,334.6	2,344.4	2,198.6	5,085.0	1.31	987.6	994.6	1,783.6	1,347.0	1,349.8	415.0
1964.....	2,571.4	2,600.9	2,497.2	5,435.9	1.26	1,120.7	1,150.9	2,069.4	1,450.7	1,450.0	427.8
1965.....	2,824.1	2,866.9	2,950.3	5,951.7	1.25	1,281.2	1,358.1	2,950.2	1,542.9	1,548.8	459.5
1966.....	3,077.4	3,126.5	3,523.3	6,661.8	1.30	1,404.9	1,455.2	3,043.9	1,672.4	1,671.2	479.4
1967.....	3,211.1	3,211.2	3,740.9	7,178.7	1.38	1,454.3	1,456.2	3,278.1	1,756.8	1,754.9	462.8
1968.....	3,387.4	3,378.6	3,863.8	7,220.7	1.32	1,569.9	1,556.6	3,177.9	1,817.8	1,822.2	488.2
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)											
1968 I.....	3,226.2	3,192.3	3,711.7	7,205.3	1.37	1,445.3	1,401.1	3,237.5	1,780.9	1,791.2	474.2
II.....	3,344.8	3,328.2	3,644.6	7,159.2	1.32	1,534.8	1,523.6	3,164.3	1,809.9	1,804.6	480.3
III.....	3,458.2	3,465.7	3,629.0	7,237.1	1.30	1,644.5	1,640.7	3,142.8	1,813.7	1,824.9	486.1
IV.....	3,521.7	3,529.3	3,679.0	7,288.3	1.28	1,655.1	1,661.1	3,167.0	1,866.6	1,868.2	512.0
1969 I.....	3,602.9	3,595.6	3,674.7	7,425.6	1.27	1,712.0	1,706.4	3,174.0	1,890.9	1,889.2	500.6
II.....	3,585.2	3,615.3	3,695.7	7,546.8	1.31	1,673.7	1,704.1	3,192.9	1,911.5	1,911.1	502.7
III.....	3,674.1	3,734.2	3,850.3	7,720.7	1.31	1,743.6	1,797.2	3,343.6	1,930.5	1,937.0	506.7
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)											
1969 J.....	3,539.2	3,518.3	3,656.8	7,371.6	1.29	1,671.8	1,659.9	3,158.6	1,867.4	1,858.4	498.2
F.....	3,638.5	3,693.2	3,711.5	7,434.5	1.26	1,734.9	1,786.1	3,209.8	1,903.6	1,907.1	501.7
M.....	3,631.1	3,575.3	3,655.7	7,470.6	1.27	1,729.3	1,673.2	3,153.7	1,901.8	1,902.1	502.0
A.....	3,509.6	3,539.1	3,685.2	7,505.5	1.33	1,626.0	1,650.7	3,178.4	1,883.6	1,888.4	506.8
M.....	3,593.3	3,564.0	3,655.9	7,544.3	1.31	1,696.5	1,673.5	3,155.4	1,896.8	1,890.5	500.5
J.....	3,652.7	3,742.7	3,745.9	7,590.5	1.30	1,698.6	1,788.2	3,245.0	1,954.1	1,954.5	500.9
J.....	3,676.3	3,740.7	3,815.9	7,694.6	1.30	1,717.1	1,790.5	3,322.2	1,959.2	1,950.2	493.7
A.....	3,702.6	3,689.6	3,802.9	7,715.1	1.30	1,791.5	1,768.2	3,298.9	1,911.1	1,921.4	504.0
S.....	3,658.0	3,770.2	3,915.1	7,727.5	1.30	1,707.1	1,803.7	3,395.5	1,950.9	1,966.5	519.6
O.....	3,683.1	3,634.3	3,866.3	7,821.0	1.32	1,724.9	1,689.9	3,360.5	1,958.2	1,944.4	505.8
Np.....	3,672.2	3,741.1	3,935.2	7,857.6	1.33	1,692.2	1,746.1	3,414.4	1,980.0	1,995.0	520.8

p=Données provisoires

⁽¹⁾Moyenne de onze mois pour l'année 1961 seulement.

SOURCE: BFS Inventories, Shipments and Orders in Manufacturing Industries, publication mensuelle (no de catalogue 31-001).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 20
EXPÉDITIONS DE L'INDUSTRIE DE FABRICATION, PAR PROVINCE D'ORIGINE
1961-1969

Année et mois	T.-N.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada ⁽¹⁾
(millions de dollars)										
1961.....	11.3	31.8	32.5	585.2	963.6	59.7	27.7	77.9	160.6	1,953.2
1962.....	12.0	35.5	33.4	632.5	1,076.6	62.8	29.3	84.6	179.2	2,149.2
1963.....	12.9	38.2	38.0	672.7	1,188.5	66.1	30.9	90.4	193.5	2,334.6
1964.....	13.8	43.6	41.2	731.2	1,320.3	71.8	31.8	99.5	214.5	2,571.4
1965.....	14.5	46.9	42.7	791.0	1,473.0	76.1	35.1	106.9	233.8	2,824.1
1966.....	15.8	49.9	44.5	865.0	1,606.1	84.4	38.5	115.3	253.7	3,077.4
1967.....	14.7	50.6	45.6	912.1	1,666.5	87.7	39.1	123.7	266.8	3,211.1
1968.....	14.0	54.2	47.5	944.5	1,772.9	90.8	39.7	127.3	292.7	3,387.4
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)										
1962.....	6.2	11.6	2.8	8.1	11.7	5.2	5.8	8.6	11.6	10.0
1963.....	7.5	7.6	13.8	6.4	10.4	5.3	5.5	6.9	8.0	8.6
1964.....	7.0	14.1	8.4	8.7	11.1	8.6	2.9	10.1	10.9	10.1
1965.....	5.1	7.6	3.6	8.2	11.6	6.0	10.4	7.4	9.0	9.8
1966.....	9.0	6.4	4.2	9.4	9.0	10.9	9.7	7.9	8.5	9.0
1967.....	-7.0	1.4	2.5	5.4	3.8	3.9	1.6	7.3	5.2	4.3
1968.....	-4.8	7.1	4.2	3.6	6.4	3.5	1.5	2.9	9.7	5.5
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Millions de dollars—données non corrigées des variations saisonnières)										
1968 J.....	11.7	48.5	42.6	838.6	1,610.2	80.8	35.0	113.5	263.5	3,047.7
F.....	12.4	46.4	42.7	881.0	1,567.1	82.9	34.2	116.6	262.9	3,048.9
M.....	12.3	53.8	44.6	916.0	1,680.9	91.2	38.9	128.1	291.9	3,260.7
A.....	12.1	53.9	46.0	912.4	1,794.7	88.2	36.3	129.5	281.4	3,357.3
M.....	14.2	55.4	54.3	974.4	1,898.8	96.2	45.1	137.6	310.0	3,591.6
J.....	14.8	52.7	51.2	942.4	1,818.8	97.6	43.8	135.3	313.2	3,474.4
J.....	15.0	56.9	49.8	887.2	1,654.8	95.2	44.5	137.1	276.0	3,221.0
A.....	15.3	53.6	49.1	977.7	1,565.5	96.2	41.9	138.8	294.2	3,326.8
S.....	13.4	55.2	45.9	1,000.4	1,886.0	91.5	40.8	128.9	299.2	3,566.0
O.....	16.1	59.8	50.4	1,063.4	2,030.0	96.1	43.7	125.9	316.0	3,805.2
N.....	15.0	56.2	47.5	1,002.1	1,957.5	90.4	36.0	121.4	307.8	3,637.3
D.....	15.9	57.4	45.2	938.6	1,810.1	83.8	36.7	114.7	296.4	3,402.1
1969 J.....	13.8	56.0	44.4	901.8	1,782.1	85.0	33.7	118.8	270.4	3,309.6
F.....	12.0	50.0	42.3	918.7	1,740.5	87.7	35.2	124.3	301.8	3,316.2
M.....	15.4	58.9	46.2	999.2	1,972.8	92.9	37.1	132.7	336.1	3,695.0
A.....	11.5	54.2	45.2	982.9	1,914.7	94.4	40.0	132.1	322.2	3,500.8
M.....	14.9	61.8	49.6	1,017.0	1,992.0	96.8	44.2	140.4	343.8	3,764.1
J.....	18.6	60.1	50.9	1,027.0	1,997.0	98.5	45.3	143.7	333.5	3,778.5
J.....	19.0	56.4	51.3	981.3	1,798.7	100.2	45.4	142.0	308.0	3,507.0
A.....	17.9	58.6	52.2	1,003.3	1,643.4	101.6	48.9	145.7	300.8	3,376.8
SP.....	17.8	57.0	54.2	1,095.1	1,952.5	96.6	47.3	143.4	314.5	3,782.4

p=données provisoires

Nota: Les données annuelles sont des moyennes de 12 mois.

⁽¹⁾Les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ne sont pas publiées séparément. Elles sont cependant incluses dans le total pour le Canada.

Source: BFS, Stocks, expéditions et commandes des industries manufacturières.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 21 (suite)
 INDICES DU PRODUIT INTÉRIEUR RÉEL PAR INDUSTRIE
 1947-1969
 (1961=100)

Année et trimestre	Services d'énergie électrique, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et communi- cations	Commerce			Finances, assurances et immeuble	Services commu- nautaires, commer- ciaux et personnels, total	Adminis- tration publique et défense
			Total	De gros	De détail			
(Pondération).....	(2.812)	(9.985)	(12.721)	(4.788)	(7.933)	(12.013)	(13.789)	(7.725)
1947.....	28.4	57.2	57.2	53.8	59.1	n.d.	58.9	n.d.
1948.....	30.0	58.1	56.4	54.2	57.7	n.d.	60.8	n.d.
1949.....	31.6	58.2	58.8	55.6	60.6	n.d.	63.4	n.d.
1950.....	35.8	60.2	63.0	57.7	66.0	n.d.	65.5	n.d.
1951.....	40.9	65.9	63.7	62.5	64.5	n.d.	68.5	n.d.
1952.....	44.5	69.6	68.0	66.4	69.0	n.d.	71.7	n.d.
1953.....	46.7	70.5	72.6	70.3	74.0	n.d.	74.4	n.d.
1954.....	51.1	68.8	73.4	70.7	75.0	n.d.	75.8	n.d.
1955.....	57.9	78.1	81.8	79.9	82.9	n.d.	77.7	n.d.
1956.....	64.6	87.1	89.2	88.3	89.7	n.d.	82.4	n.d.
1957.....	69.5	87.4	89.2	87.3	90.4	n.d.	85.0	n.d.
1958.....	76.3	84.4	91.3	88.9	92.7	n.d.	88.2	n.d.
1959.....	86.6	91.2	97.4	98.0	97.2	n.d.	93.0	n.d.
1960.....	94.4	93.9	97.6	97.3	97.9	n.d.	96.7	n.d.
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	107.1	104.1	105.6	105.5	105.7	104.0	105.4	103.4
1963.....	112.5	111.1	109.6	109.2	109.9	108.1	109.8	104.0
1964.....	123.3	120.2	116.0	116.1	115.9	112.9	117.0	105.2
1965.....	134.0	127.2	124.3	125.7	123.6	117.2	125.7	106.2
1966.....	147.8	136.4	129.8	130.0	129.7	120.4	132.5	109.3
1967.....	161.3	144.3	135.3	134.5	135.8	125.7	138.8	116.8
1968.....	174.4	150.2	140.1	138.9	140.8	130.6	144.1	120.1
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)								
1968 I.....	169.2	150.0	137.2	136.3	137.8	129.0	141.9	120.3
II.....	170.8	148.8	139.5	142.7	137.7	130.2	142.8	120.1
III.....	177.8	149.8	141.4	138.3	143.2	131.0	144.4	119.8
IV.....	181.6	154.2	141.3	137.2	143.8	132.1	147.3	119.4
1969 I.....	186.1	159.7	143.9	139.6	146.5	133.6	149.9	119.3
II.....	186.6	152.3	144.7	142.2	146.1	135.6	151.3	119.7
III.....	191.2	153.2	147.1	146.4	147.5	137.0	153.2	118.7
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCES: BFS *Indexes of Real Domestic Product by Industry (1961 Base)*, publication occasionnelle, (n° de catalogue 61-506).
 BFS *Index of Industrial Production*, publication mensuelle, (n° de catalogue 61-005).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 22 (suite)
INDICES DU PRODUIT INTÉRIEUR RÉEL PAR INDUSTRIE

1947-1969

(1961=100)

Année et trimestre	Services d'électricité, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et commu- nications	Commerce			Finances, assurances et immeuble	Services communaux, com- merciaux et personnels	Adminis- tration publique et défense
			Total	De gros	De détail			
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)								
1947.....	13.1	8.5	9.0	7.8	9.4	n.d.	4.1	n.d.
1948.....	5.6	1.6	-1.4	0.7	-2.4	n.d.	3.2	n.d.
1949.....	5.3	0.2	4.3	2.6	5.0	n.d.	4.3	n.d.
1950.....	13.3	3.4	7.1	3.8	8.9	n.d.	3.3	n.d.
1951.....	14.2	9.5	1.1	8.3	-2.3	n.d.	4.6	n.d.
1952.....	8.8	5.6	6.8	6.2	7.0	n.d.	4.7	n.d.
1953.....	4.9	1.3	6.8	5.9	7.2	n.d.	3.8	n.d.
1954.....	9.4	-2.4	1.1	0.6	1.4	n.d.	1.9	n.d.
1955.....	13.3	13.5	11.4	13.0	10.5	n.d.	2.5	n.d.
1956.....	11.6	11.5	9.0	10.5	8.2	n.d.	6.0	n.d.
1957.....	7.6	0.3	-	-1.1	0.8	n.d.	3.2	n.d.
1958.....	9.8	-3.4	2.4	1.8	2.5	n.d.	3.8	n.d.
1959.....	13.5	8.1	6.7	10.2	4.9	n.d.	5.4	n.d.
1960.....	9.0	3.0	0.2	-0.7	0.7	n.d.	4.0	n.d.
1961.....	5.9	6.5	2.5	2.8	2.1	-	3.4	-
1962.....	7.1	4.1	5.7	5.4	5.8	4.0	5.4	3.4
1963.....	5.0	6.7	3.8	3.5	4.0	4.0	4.2	0.6
1964.....	9.7	8.3	5.8	6.4	5.6	4.4	6.6	1.2
1965.....	8.6	5.8	7.2	8.2	6.6	3.8	7.4	0.9
1966.....	10.3	7.2	4.4	3.4	5.0	2.8	5.4	2.9
1967.....	9.2	5.8	4.3	3.5	4.8	4.4	4.8	6.9
1968.....	8.1	4.1	3.5	3.3	3.7	3.9	3.8	2.8
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)								
1968 I.....	2.6	2.6	-0.1	-0.8	0.4	0.9	1.1	2.0
II.....	0.9	-0.8	1.7	4.7	-0.1	0.9	0.6	-0.2
III.....	4.1	0.7	1.4	-3.1	4.0	0.6	1.1	-0.3
IV.....	2.1	2.9	-0.1	-0.8	0.4	0.8	2.0	-0.3
1969 I.....	2.5	3.6	1.8	1.7	1.9	1.1	1.8	-0.1
II.....	0.3	-4.6	0.6	1.9	-0.3	1.5	0.9	0.3
III.....	2.5	0.6	1.7	3.0	1.0	1.0	1.3	-
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCES: BFS Indexes of Real Domestic Product by Industry (1961 Base).
BFS Index of Industrial Production (1961=100).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 23
INDICES DU PRODUIT INTÉRIEUR RÉEL PAR PRINCIPAUX GROUPES D'INDUSTRIES

1947-1969

(1961=100)

Année et trimestre	Industries commerciales	Industries commerciales moins l'agriculture	Industries productrices de biens	Industries productrices de biens moins l'agriculture	Industries de services	Industries non commerciales	Industries de services (secteur commercial)	Indice de la production industrielle
(Pondération).....	(84.355)	(79.798)	(43.767)	(39.210)	(56.233)	(15.645)	(40.588)	(31.851)
1947.....	55.0	52.1	54.0	48.5	55.7	n.d.	55.8	48.9
1948.....	57.0	54.0	58.8	51.3	56.7	n.d.	56.9	51.5
1949.....	58.5	56.1	57.8	53.3	59.1	n.d.	59.1	53.4
1950.....	62.7	59.9	62.6	57.6	62.2	n.d.	62.2	57.3
1951.....	67.5	64.0	68.6	62.4	65.8	n.d.	65.7	62.7
1952.....	72.5	67.4	74.5	65.5	70.0	n.d.	69.4	65.3
1953.....	75.5	71.5	77.4	70.6	73.3	n.d.	72.4	70.1
1954.....	73.8	72.2	73.9	71.0	74.7	n.d.	73.3	70.0
1955.....	82.1	79.3	83.7	78.8	80.2	n.d.	79.4	77.7
1956.....	89.5	86.8	91.9	87.3	85.7	n.d.	85.6	85.8
1957.....	89.7	88.6	91.0	89.2	87.7	n.d.	87.6	87.2
1958.....	91.0	89.1	92.4	89.1	89.4	n.d.	88.7	86.7
1959.....	95.9	94.7	96.8	94.8	94.4	n.d.	94.1	94.2
1960.....	98.0	96.5	99.0	96.5	96.6	n.d.	96.3	96.2
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	107.3	106.5	109.9	108.6	104.6	105.0	104.5	109.5
1963.....	113.3	112.0	116.8	114.6	108.8	107.4	109.3	116.5
1964.....	120.8	120.8	125.6	125.9	114.9	112.5	115.6	128.1
1965.....	129.6	129.6	136.4	137.3	121.2	118.4	122.0	139.1
1966.....	137.8	137.4	146.7	146.8	126.8	123.1	125.0	148.9
1967.....	140.7	141.7	146.7	149.3	133.2	130.4	134.0	151.7
1968.....	147.1	147.9	154.7	157.1	138.1	135.9	138.3	159.8
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)								
1968 I.....	144.2	144.6	150.5	152.0	136.6	134.5	n.d.	154.9
II.....	146.4	147.3	154.1	156.8	137.3	135.3	n.d.	158.9
III.....	147.4	148.5	154.9	158.0	138.4	136.2	n.d.	160.3
IV.....	150.7	151.5	159.6	162.1	140.1	137.1	n.d.	165.1
1969 I.....	154.7	154.9	164.3	165.9	142.6	138.4	n.d.	168.4
II.....	153.6	154.0	163.2	165.1	142.3	139.5	n.d.	167.3
III.....	153.5	154.1	161.3	163.4	143.8	140.4	n.d.	165.9
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCES: BFS *Indexes of Real Domestic Product by Industry (1961 Base)*.
BFS *Index of Industrial Production*.
BFS *Aggregate Productivity Trends*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 24
INDICES DU PRODUIT INTÉRIEUR RÉEL PAR
PRINCIPAUX GROUPES D'INDUSTRIES

1947-1969

Année et trimestre	Industries commerciales	Industries commerciales moins l'agriculture	Industries productrices de biens	Industries productrices de biens moins l'agriculture	Industries de services	Industries non commerciales	Industries de services (secteur commercial)	Indice de la production industrielle
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)								
1947.....	6.6	8.8	5.9	10.0	2.8	n.d.	7.7	9.4
1948.....	3.6	3.6	5.2	5.8	1.8	n.d.	2.0	5.3
1949.....	2.6	3.9	1.8	3.9	4.2	n.d.	3.9	3.7
1950.....	7.2	6.8	8.3	8.1	5.2	n.d.	5.2	7.3
1951.....	7.7	6.8	9.6	8.3	5.8	n.d.	5.6	9.4
1952.....	7.4	5.3	8.6	5.0	6.4	n.d.	5.6	4.1
1953.....	4.1	6.1	3.9	7.8	4.7	n.d.	4.3	7.4
1954.....	-2.3	1.0	-4.5	0.6	1.9	n.d.	1.2	-0.1
1955.....	11.2	9.8	13.3	11.0	7.4	n.d.	8.3	11.0
1956.....	9.0	9.5	9.8	10.8	6.9	n.d.	7.8	10.4
1957.....	0.2	2.1	-1.0	2.2	2.3	n.d.	2.3	1.6
1958.....	1.4	0.6	1.5	-0.1	1.9	n.d.	1.3	-0.6
1959.....	5.4	6.3	4.8	6.4	5.6	n.d.	6.1	8.7
1960.....	2.2	1.9	2.3	1.8	2.3	n.d.	2.3	2.1
1961.....	2.0	3.6	1.0	3.6	3.5	n.d.	3.8	4.0
1962.....	7.3	6.5	9.9	8.6	4.7	4.9	4.5	9.5
1963.....	5.5	5.1	6.3	5.6	4.0	2.3	4.6	6.4
1964.....	6.7	7.9	7.5	9.9	5.5	4.8	5.8	10.0
1965.....	7.2	7.4	8.6	9.0	5.5	5.2	5.5	8.5
1966.....	6.4	6.0	7.6	6.9	4.7	4.0	4.9	7.1
1967.....	2.1	3.1	—	1.7	5.0	5.9	4.7	1.8
1968.....	4.5	4.4	5.5	5.2	3.7	4.2	3.2	5.3
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières)								
1968 I.....	1.4	0.8	1.8	0.7	1.3	1.9	n.d.	0.5
II.....	1.5	1.9	2.4	3.2	0.5	0.6	n.d.	2.6
III.....	0.7	0.8	0.5	0.8	0.8	0.7	n.d.	0.9
IV.....	2.3	2.0	3.0	2.6	1.2	0.7	n.d.	3.0
1969 I.....	2.7	2.2	2.9	2.3	1.8	0.9	n.d.	2.0
II.....	-0.7	-0.6	-0.7	-0.5	-0.2	0.8	n.d.	0.7
III.....	-0.1	0.1	-1.2	-1.0	1.1	0.6	n.d.	-0.8
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCES: BFS Aggregate Productivity Trends.
BFS Index of Real Domestic Product by Industry (1961 Base).
BFS Index of Industrial Production (1961=100).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 25
 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU MARCHÉ DU TRAVAIL⁽¹⁾
 1954—1969

Année et mois	Population 14 ans et plus	Main-d'œuvre			Emploi		
		TOTAL	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
(milliers de personnes)							
1954.....	10,391	5,493	4,263	1,231	5,243	4,044	1,199
1955.....	10,597	5,610	4,341	1,269	5,364	4,128	1,236
1956.....	10,807	5,782	4,437	1,346	5,585	4,266	1,320
1957.....	11,123	6,008	4,573	1,435	5,731	4,329	1,402
1958.....	11,388	6,137	4,641	1,496	5,706	4,263	1,442
1959.....	11,605	6,242	4,687	1,554	5,870	4,363	1,507
1960.....	11,831	6,411	4,754	1,657	5,965	4,368	1,597
1961.....	12,053	6,521	4,782	1,739	6,055	4,381	1,674
1962.....	12,280	6,615	4,819	1,797	6,225	4,488	1,737
1963.....	12,536	6,748	4,879	1,870	6,375	4,567	1,808
1964.....	12,817	6,933	4,961	1,972	6,609	4,698	1,911
1965.....	13,128	7,141	5,065	2,076	6,862	4,842	2,020
1966.....	13,475	7,420	5,193	2,227	7,152	4,983	2,169
1967.....	13,874	7,694	5,329	2,365	7,379	5,083	2,296
1968.....	14,264	7,919	5,443	2,476	7,537	5,146	2,391
1969.....	14,638	8,163	5,560	2,603	7,780	5,272	2,508
(Données corrigées des variations saisonnières ⁽²⁾)							
1969 J.....	14,470	8,099	5,534	2,583	7,753	5,265	2,486
F.....	14,495	8,128	5,533	2,605	7,779	5,265	2,515
M.....	14,528	8,108	5,529	2,566	7,771	5,287	2,479
A.....	14,557	8,207	5,571	2,647	7,842	5,283	2,554
M.....	14,592	8,244	5,606	2,633	7,840	5,305	2,532
J.....	14,619	8,258	5,626	2,605	7,835	5,316	2,509
J.....	14,651	8,155	5,554	2,594	7,768	5,264	2,504
A.....	14,687	8,143	5,551	2,590	7,745	5,249	2,495
S.....	14,719	8,151	5,527	2,593	7,744	5,243	2,497
O.....	14,748	8,128	5,548	2,607	7,742	5,248	2,504
N.....	14,778	8,162	5,562	2,590	7,747	5,262	2,509
D.....	14,809	8,193	5,579	2,614	7,798	5,279	2,517

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 25 (suite)
PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU MARCHÉ DU TRAVAIL⁽¹⁾

1954—1969

Année et mois	Taux de chômage			Taux de participation			Chômage	Total, immigration	Immigrants se destinant au marché du travail
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
	(En pourcentage)						(milliers de personnes)		
1954.....	4.6	5.1	2.6	52.9	82.2	23.7	250	154	84
1955.....	4.4	4.9	2.6	52.9	82.1	23.9	245	110	58
1956.....	3.4	3.9	1.9	53.5	82.2	24.9	197	165	91
1957.....	4.6	5.3	2.3	54.0	82.3	25.8	278	282	152
1958.....	7.0	8.1	3.6	53.9	81.7	26.2	432	125	63
1959.....	6.0	6.9	3.0	53.8	81.0	26.7	372	107	54
1960.....	7.0	8.1	3.6	54.2	80.7	27.9	446	104	54
1961.....	7.1	8.4	3.7	54.1	79.8	28.7	466	72	35
1962.....	5.9	6.9	3.3	53.9	79.1	29.0	390	75	37
1963.....	5.5	6.4	3.3	53.8	78.5	29.6	374	93	46
1964.....	4.7	5.3	3.1	54.1	78.1	30.5	324	113	56
1965.....	3.9	4.4	2.7	54.4	77.9	31.3	280	147	74
1966.....	3.6	4.0	2.6	55.1	77.8	32.8	267	195	99
1967.....	4.1	4.6	3.0	55.5	77.5	33.8	315	223	120
1968.....	4.8	5.5	3.4	55.5	77.0	34.4	382	184	95
1969.....	4.7	5.2	3.6	55.8	76.6	35.3	383	n.d.	n.d.
	(Données non corrigées des variations saisonnières ⁽²⁾)								
1969 J.....	4.3	4.7	3.6	56.0	77.1	35.3	346		
F.....	4.3	4.8	3.4	56.1	76.9	35.6	349	31	17
M.....	4.2	4.6	3.2	55.9	76.7	35.0	337		
A.....	4.4	5.0	3.4	56.5	77.2	36.0	365		
M.....	4.9	5.4	3.8	56.4	77.4	35.8	404	40	21
J.....	5.1	5.7	3.6	56.4	77.7	35.4	423		
J.....	4.7	5.3	3.5	55.7	76.5	35.2	387		
A.....	4.9	5.4	3.7	55.3	76.3	35.0	398	49	25
S.....	5.0	5.6	3.7	55.2	75.8	34.9	407		
O.....	5.3	5.9	4.0	55.2	75.9	35.1	436		
N.....	5.1	5.6	4.0	55.1	76.0	34.8	415	n.d.	n.d.
D.....	4.8	5.4	3.7	55.3	76.0	35.0	397		

⁽¹⁾ De légères différences dans les totaux peuvent exister, dues à la correction des variations saisonnières ou à l'arrondissement des données.

⁽²⁾ Les statistiques sur l'immigration sont sur une base trimestrielle et ne sont pas corrigées des variations saisonnières. Les chiffres sur la population ne sont pas corrigés des variations saisonnières.

SOURCES: BFS *La Main-d'œuvre*, publication mensuelle, (no de catalogue 71-001F.)
Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, *Immigration Statistics*.
Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, *Quarterly Immigration Bulletin*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 26
PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
1954-1969

Année et mois	Population 14 ans et plus	Main-d'œuvre			Emploi		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)							
1954.....	2.2	1.8	1.4	3.4	0.2	-0.5	2.3
1955.....	2.0	2.1	1.8	3.1	2.3	2.1	3.1
1956.....	2.0	3.1	2.2	6.1	4.1	3.3	6.8
1957.....	2.9	3.9	3.1	6.6	2.6	1.5	6.2
1958.....	2.4	2.1	1.5	4.3	-0.4	-1.5	2.9
1959.....	1.9	1.7	1.0	3.9	-2.9	2.3	4.5
1960.....	1.9	2.7	1.4	6.6	1.6	0.1	6.0
1961.....	1.9	1.7	0.6	4.9	1.5	0.3	4.8
1962.....	1.9	1.4	0.8	3.3	2.8	2.4	3.8
1963.....	2.1	2.0	1.2	4.1	2.4	1.8	4.1
1964.....	2.2	2.7	1.7	5.5	3.7	2.9	5.7
1965.....	2.4	3.0	2.1	5.3	3.8	3.1	5.7
1966.....	2.6	3.9	2.5	7.3	4.2	2.9	7.4
1967.....	3.0	3.7	2.6	6.2	3.2	2.0	5.9
1968.....	2.8	2.9	2.1	4.7	2.1	1.2	4.1
1969.....	2.6	3.1	2.1	5.1	3.2	2.4	4.9
(Données corrigées des variations saisonnières ⁽¹⁾)							
1969 J.....	2.7	4.4	3.4	6.5	4.6	3.9	5.9
F.....	2.7	4.4	3.0	7.1	4.7	3.7	6.7
M.....	2.7	4.3	3.0	6.4	5.0	4.3	6.3
A.....	2.6	4.6	2.7	8.6	4.8	3.1	8.5
M.....	2.7	4.8	3.3	8.2	4.8	3.4	7.8
J.....	2.6	3.0	1.9	5.5	3.3	2.3	5.6
J.....	2.6	2.6	1.7	5.1	3.1	2.1	5.5
A.....	2.6	2.5	1.6	4.5	2.6	1.7	4.6
S.....	2.6	2.0	1.3	3.2	1.8	1.2	3.0
O.....	2.6	1.9	1.2	3.2	1.6	1.1	2.7
N.....	2.6	1.2	1.2	1.1	1.0	1.3	0.6
D.....	2.6	2.0	1.7	2.7	1.9	1.7	2.4

⁽¹⁾ Les données sur la population ne sont pas corrigées des variations saisonnières.
SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 27
 TAUX DE PARTICIPATION SELON LE SEXE, PAR GROUPE D'ÂGE
 1954—1969

Année et mois	14-19		20-24		25-44		45-64		65+	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	(en pourcentage)									
1954.....	50.2	33.6	92.0	46.6	97.3	23.3	91.3	18.1	33.2	3.7
1955.....	48.6	32.9	92.2	46.3	97.6	23.8	91.8	19.0	32.3	3.9
1956.....	48.1	33.9	91.7	47.1	97.6	24.5	92.0	20.8	34.0	4.5
1957.....	47.8	33.1	91.4	46.5	97.7	25.7	92.5	22.9	34.1	5.0
1958.....	45.6	32.1	91.7	47.4	97.8	26.2	92.5	24.1	32.1	5.2
1959.....	43.6	32.1	91.0	46.5	97.8	27.0	92.4	25.1	31.0	5.2
1960.....	42.8	32.6	91.2	47.9	97.8	28.3	92.5	26.7	30.3	5.6
1961.....	40.3	32.3	90.7	48.7	97.7	29.2	92.2	28.5	29.3	5.9
1962.....	39.6	30.9	88.6	49.7	97.7	29.8	91.7	29.4	28.5	5.6
1963.....	39.2	29.9	88.7	50.3	97.7	30.5	91.9	30.5	26.4	5.9
1964.....	38.3	29.9	88.2	51.0	97.7	31.7	91.8	31.6	26.8	6.3
1965.....	38.7	30.2	87.6	52.6	97.6	32.6	91.9	32.9	26.3	6.0
1966.....	38.6	31.4	87.4	55.6	97.6	34.3	91.8	33.9	26.4	5.9
1967.....	39.4	31.6	86.0	56.6	97.3	35.7	91.7	35.1	24.7	5.9
1968.....	39.1	31.3	84.4	58.4	97.0	36.4	91.1	35.4	24.4	5.9
1969.....	38.0	31.1	84.2	59.3	96.8	38.6	91.0	35.5	23.6	5.5
	(Données corrigées des variations saisonnières)									
1969 J.....	39.0	30.4	84.2	57.6	97.4	38.0	91.1	37.4	24.3	5.6
F.....	38.1	30.4	85.1	58.8	97.1	38.4	91.1	37.0	24.1	6.0
M.....	39.2	31.2	85.1	58.4	96.7	37.8	91.5	35.8	24.0	6.1
A.....	39.4	31.9	84.8	60.0	97.1	39.7	91.6	35.9	24.7	5.7
M.....	39.7	32.7	86.1	60.9	97.2	39.2	91.3	34.8	24.1	5.9
J.....	41.9	33.8	85.6	60.7	96.9	38.1	90.8	34.6	24.5	5.9
J.....	36.7	31.1	85.6	60.9	96.8	38.3	90.8	34.8	23.7	5.7
A.....	34.5	30.9	85.5	60.3	96.7	38.4	90.9	34.7	23.5	5.3
S.....	36.9	30.5	81.5	58.8	96.4	38.3	90.8	35.2	23.1	5.2
O.....	37.0	30.8	82.6	59.0	96.4	38.7	90.8	35.4	22.8	5.2
N.....	37.2	30.4	81.8	58.5	96.6	38.8	91.0	34.8	22.9	4.3
D.....	38.3	29.0	82.1	57.6	96.4	39.0	90.8	35.6	22.0	4.9

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 28
TAUX DE CHÔMAGE SELON LE SEXE, PAR GROUPE D'ÂGE

1954-1969

Année et mois	14-19		20-24		25-44		45-64	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
(En pourcentage)								
1954.....	10.0	5.4	7.6	2.7	4.4	2.0	4.3	1.3
1955.....	10.1	5.0	7.2	2.4	4.1	1.9	4.2	2.0
1956.....	8.1	3.8	5.7	1.9	3.2	1.6	3.3	1.1
1957.....	11.2	4.6	8.2	2.7	4.5	1.7	4.2	1.6
1958.....	16.6	7.4	12.7	4.1	6.9	2.6	6.7	2.4
1959.....	14.3	6.7	10.5	3.7	5.8	2.2	5.8	1.6
1960.....	16.4	8.6	12.2	3.9	6.9	2.5	6.9	1.8
1961.....	16.4	8.6	11.8	4.2	7.3	2.6	7.3	2.3
1962.....	14.4	7.9	10.0	3.7	5.6	2.4	6.1	1.9
1963.....	14.0	7.7	9.6	4.1	5.1	2.2	5.4	2.2
1964.....	12.3	7.6	7.9	3.3	4.1	2.0	4.5	2.1
1965.....	10.2	6.9	5.7	3.1	3.4	1.9	3.9	1.6
1966.....	9.7	6.4	5.3	2.5	2.9	1.9	3.7	1.5
1967.....	10.9	7.3	6.1	3.2	3.5	2.0	3.8	1.7
1968.....	12.7	8.3	7.7	4.2	4.2	2.3	4.3	2.0
1969.....	12.5	8.9	7.5	3.7	3.8	2.5	4.2	2.2
(Données corrigées des variations saisonnières)								
1969 J.....	11.3	8.1	7.4	3.9	3.3	2.5	3.6	3.1
F.....	11.8	8.4	7.2	4.0	3.6	2.7	3.6	1.7
M.....	12.0	9.0	6.7	3.0	3.4	2.2	3.4	1.9
A.....	13.0	9.6	7.4	2.9	3.6	2.4	4.1	2.2
M.....	13.9	8.8	7.5	4.2	3.9	2.8	4.1	2.1
J.....	11.9	10.5	7.7	3.3	4.5	2.6	4.3	1.8
J.....	13.4	8.1	7.4	4.0	3.6	2.2	4.5	1.6
A.....	11.2	8.4	7.7	3.1	4.2	2.8	4.6	2.2
S.....	10.3	9.1	7.1	3.5	4.7	2.9	4.6	2.9
O.....	13.4	8.2	9.5	4.3	4.2	2.8	4.5	2.6
N.....	11.8	9.1	8.0	5.3	4.5	2.3	4.4	2.3
D.....	12.5	9.8	7.9	4.0	4.1	2.5	4.7	2.0

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 29
 TAUX DE PARTICIPATION, CANADA ET RÉGIONS
 1954-1970

Année et mois	Canada	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique
(Main-d'œuvre comme pourcentage de la population de 14 ans et plus)						
1954.....	52.9	46.0	53.7	55.9	51.0	50.4
1955.....	52.9	46.4	53.5	55.7	51.4	50.9
1956.....	53.5	46.6	53.1	56.9	52.4	51.5
1957.....	54.0	47.7	53.6	57.2	52.9	51.9
1958.....	53.9	47.0	54.0	56.4	53.8	51.5
1959.....	53.8	47.0	53.5	56.2	54.2	51.7
1960.....	54.2	47.1	53.6	57.0	54.7	51.7
1961.....	54.1	48.1	52.8	56.7	55.6	51.8
1962.....	53.9	47.8	52.5	56.3	55.7	52.3
1963.....	53.8	46.8	52.6	56.5	55.0	52.8
1964.....	54.1	47.0	52.6	57.0	55.1	53.6
1965.....	54.4	48.1	53.2	56.7	55.5	53.8
1966.....	55.1	48.6	54.3	57.2	55.7	54.9
1967.....	55.5	48.5	54.8	57.6	55.8	55.8
1968.....	55.5	48.2	54.3	57.7	56.8	56.0
1969.....	55.8	48.1	54.5	58.0	56.9	56.7
(Données corrigées des variations saisonnières)						
1969 J.....	56.0	48.6	54.5	58.4	57.6	55.8
F.....	56.1	48.5	54.2	58.7	58.0	56.0
M.....	55.9	48.0	54.4	58.1	57.4	55.7
A.....	56.5	49.1	55.0	58.5	57.5	57.0
M.....	56.4	49.2	54.9	58.9	57.5	57.8
J.....	56.4	48.4	55.5	58.1	57.4	58.4
J.....	55.7	48.2	54.9	57.8	56.6	55.7
A.....	55.3	48.0	55.0	57.2	56.7	55.9
S.....	55.2	47.3	54.2	57.5	54.7	56.8
O.....	55.2	47.6	54.4	57.5	56.0	57.1
N.....	55.1	47.1	54.1	57.4	56.1	57.5
D.....	55.3	47.1	53.9	57.8	56.4	56.8

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 30
LA MAIN-D'ŒUVRE, CANADA ET RÉGIONS

1954-1969

Année et mois	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colom- bie- Britan- nique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colom- bie- Britan- nique
(milliers de personnes)						(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)						
1954.....	5,493	501	1,562	2,022	949	461	1.8	-1.0	1.6	3.8	-0.7	2.7
1955.....	5,610	511	1,591	2,059	969	480	2.1	2.0	1.9	1.8	2.1	4.1
1956.....	5,782	520	1,615	2,147	998	503	3.1	1.8	1.5	4.3	3.0	4.8
1957.....	6,008	537	1,678	2,238	1,019	536	3.9	3.3	3.9	4.2	2.1	6.6
1958.....	6,137	535	1,735	2,264	1,055	548	2.1	-0.4	3.4	1.2	3.5	2.2
1959.....	6,242	541	1,758	2,301	1,084	556	1.7	1.1	1.3	1.6	2.7	1.5
1960.....	6,411	550	1,803	2,377	1,115	565	2.7	1.7	2.6	3.3	2.9	1.6
1961.....	6,521	571	1,820	2,401	1,154	575	1.7	3.8	0.9	1.0	3.5	1.8
1962.....	6,615	578	1,852	2,422	1,175	590	1.4	1.2	1.8	0.9	1.8	2.6
1963.....	6,748	577	1,904	2,476	1,181	610	2.0	-0.2	2.8	2.2	0.5	3.4
1964.....	6,933	588	1,951	2,556	1,199	639	2.7	1.9	2.5	3.2	1.5	4.8
1965.....	7,141	611	2,022	2,614	1,228	666	3.0	3.9	3.6	2.3	2.4	4.2
1966.....	7,420	626	2,116	2,719	1,248	710	3.9	2.5	4.6	4.0	1.6	6.6
1967.....	7,694	635	2,196	2,834	1,268	762	3.7	1.4	3.8	4.2	1.6	7.3
1968.....	7,919	643	2,227	2,934	1,318	797	2.9	1.3	1.4	3.5	3.9	4.6
1969.....	8,163	654	2,290	3,032	1,351	836	3.1	1.7	2.8	3.3	2.5	4.9
(Données corrigées des variations saisonnières)												
1969 J.....	8,099	656	2,261	3,010	1,355	811	4.4	2.2	3.8	5.2	4.9	4.0
F.....	8,128	655	2,256	3,037	1,365	813	4.4	2.0	3.6	5.1	5.6	3.4
M.....	8,108	651	2,275	3,019	1,355	813	4.3	2.5	4.1	5.0	4.3	3.6
A.....	8,207	665	2,302	3,038	1,364	835	4.6	3.9	3.9	5.2	3.5	6.1
M.....	8,244	669	2,290	3,071	1,362	850	4.8	3.6	3.5	5.2	4.2	8.0
J.....	8,258	662	2,324	3,035	1,362	856	3.0	1.5	2.7	2.6	3.2	6.3
J.....	8,155	660	2,303	3,028	1,344	823	2.6	1.7	3.0	3.0	2.0	3.0
A.....	8,143	659	2,318	3,004	1,349	828	2.5	1.4	3.0	2.2	2.0	3.5
S.....	8,151	649	2,293	3,027	1,338	844	2.0	0.2	1.7	2.3	1.0	5.5
O.....	8,178	653	2,308	3,035	1,341	852	1.9	1.4	2.6	1.3	0.4	6.2
N.....	8,162	646	2,297	3,030	1,342	859	1.2	0.5	1.9	0.6	-1.0	5.8
D.....	8,193	646	2,288	3,064	1,352	852	2.0	1.1	1.6	2.9	0.2	3.1

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 31
EMPLOI, CANADA ET RÉGIONS

1954-1969

Année et mois	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
	(milliers de personnes)						(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)					
1954.....	5,243	468	1,470	1,945	925	437	0.2	-2.1	-0.7	2.0	-1.4	1.2
1955.....	5,364	478	1,493	1,993	939	462	2.3	2.1	1.6	2.5	1.5	5.7
1956.....	5,585	489	1,535	2,096	976	489	4.1	2.3	2.8	5.2	3.9	5.8
1957.....	5,731	492	1,576	2,161	992	509	2.6	0.6	2.7	3.1	1.6	4.1
1958.....	5,706	469	1,582	2,142	1,013	501	-0.4	-4.7	0.4	-0.9	2.1	-1.6
1959.....	5,870	482	1,620	2,198	1,049	521	2.9	2.8	2.4	2.6	3.6	4.0
1960.....	5,965	492	1,639	2,249	1,069	516	1.6	2.1	1.2	2.3	1.9	-1.0
1961.....	6,055	507	1,652	2,269	1,100	527	1.5	3.0	0.8	0.9	2.9	2.1
1962.....	6,225	516	1,713	2,317	1,129	551	2.8	1.8	3.7	2.1	2.6	4.6
1963.....	6,375	522	1,762	2,382	1,138	571	2.4	1.2	2.9	2.8	0.8	3.6
1964.....	6,609	542	1,827	2,473	1,162	605	3.7	3.8	3.7	3.8	2.1	6.0
1965.....	6,802	566	1,912	2,548	1,196	639	3.8	4.4	4.7	3.0	2.9	5.6
1966.....	7,152	586	2,016	2,651	1,222	678	4.2	3.5	5.4	4.0	2.2	6.1
1967.....	7,379	593	2,090	2,745	1,238	723	3.2	1.2	3.2	3.5	1.3	6.6
1968.....	7,537	596	2,082	2,830	1,280	750	2.1	0.5	0.1	3.1	3.4	3.7
1969.....	7,780	605	2,132	2,936	1,312	795	3.2	1.5	2.4	3.7	2.5	6.0
	(Données corrigées des variations saisonnières)											
1969 J.....	7,753	614	2,114	2,928	1,320	773	4.6	2.8	3.2	5.6	4.9	4.9
F.....	7,779	613	2,117	2,947	1,329	770	4.7	2.3	3.6	5.7	5.5	4.2
M.....	7,771	607	2,136	2,940	1,320	773	5.0	2.4	4.4	6.2	4.6	4.6
A.....	7,842	617	2,150	2,948	1,329	798	4.8	3.7	3.9	5.6	3.4	7.8
M.....	7,840	615	2,128	2,958	1,325	809	4.8	2.5	2.3	5.8	4.6	9.9
J.....	7,835	603	2,152	2,926	1,316	819	3.3	0.8	2.4	3.0	3.6	8.6
J.....	7,768	601	2,148	2,935	1,298	783	3.1	0.7	2.7	4.0	2.4	4.5
A.....	7,745	600	2,150	2,910	1,309	787	2.6	0.7	2.4	2.5	2.7	4.9
S.....	7,744	594	2,113	2,932	1,303	799	1.8	-1.0	-	2.6	1.6	6.4
O.....	7,742	601	2,125	2,930	1,287	806	1.6	1.5	1.3	1.5	-0.7	6.9
N.....	7,747	595	2,126	2,927	1,299	810	1.0	-0.5	1.5	0.6	-1.4	6.0
D.....	7,798	598	2,127	2,957	1,315	808	1.9	1.0	1.8	2.7	0.3	3.1

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 32
CHÔMAGE, CANADA ET RÉGIONS
1954-1969

Année et mois	Chômage						Taux de chômage					
	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie- Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie- Britannique
	(milliers de personnes)						(en pourcentage)					
1954.....	250	33	92	77	24	24	4.6	6.6	5.9	3.8	2.5	5.2
1955.....	245	33	98	66	30	18	4.4	6.5	6.2	3.2	3.1	3.8
1956.....	197	31	80	51	22	14	3.4	6.0	5.0	2.4	2.2	2.8
1957.....	278	45	101	77	27	27	4.6	8.4	6.0	3.4	2.6	5.0
1958.....	432	67	153	122	43	47	7.0	12.5	8.8	5.4	4.1	8.6
1959.....	372	59	138	103	35	36	6.0	10.9	7.8	4.5	3.2	6.5
1960.....	446	59	164	128	47	48	7.0	10.7	9.1	5.4	4.2	8.5
1961.....	466	64	168	132	53	49	7.1	11.2	9.2	5.5	4.6	8.5
1962.....	390	62	139	105	46	39	5.9	10.7	7.5	4.3	3.9	6.6
1963.....	374	55	142	94	44	39	5.5	9.5	7.5	3.8	3.7	6.4
1964.....	324	46	124	83	37	34	4.7	7.8	6.4	3.2	3.1	5.3
1965.....	280	45	109	66	32	28	3.9	7.4	5.4	2.5	2.6	4.2
1966.....	267	40	100	69	26	32	3.6	6.4	4.7	2.5	2.1	4.5
1967.....	315	42	116	89	29	39	4.1	6.6	5.3	3.1	2.3	5.1
1968.....	382	47	145	104	39	47	4.8	7.3	6.5	3.5	3.0	5.9
1969.....	383	49	158	96	39	41	4.7	7.5	6.9	3.2	2.9	4.9
	(Données corrigées des variations saisonnières)											
1969 J.....	346	42	147	82	35	38	4.3	6.4	6.5	2.7	2.6	4.7
F.....	349	42	139	90	36	43	4.3	6.4	6.2	3.0	2.6	5.3
M.....	337	44	139	79	35	40	4.2	6.8	6.1	2.6	2.6	4.9
A.....	365	48	152	90	35	37	4.4	7.2	6.6	3.0	2.6	4.4
M.....	404	54	162	113	37	41	4.9	8.1	7.1	3.7	2.7	4.8
J.....	423	59	172	109	46	37	5.1	8.9	7.4	3.6	3.4	4.3
J.....	387	59	155	93	46	40	4.7	8.9	6.7	3.1	3.4	4.9
A.....	398	59	168	94	40	42	4.9	9.0	7.2	3.1	3.0	5.1
S.....	407	55	180	95	35	45	5.0	8.5	7.8	3.1	2.6	5.3
O.....	430	52	183	105	54	46	5.3	8.0	7.9	3.5	4.0	5.4
N.....	415	51	171	103	43	49	5.1	7.9	7.4	3.4	3.2	5.7
D.....	395	48	161	107	37	44	4.8	7.4	7.0	3.5	2.7	5.2

SOURCE: BFS *La Main-d'œuvre*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 33 (Suite)
ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYÉS PAR INDUSTRIE

1961-1969

(milliers)

Année et trimestre	Forage	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication, total	Construction	Transports, communications et autres services d'utilité publique	Commerce	Finances, assurances et immeuble	Entreprises communautaires et services personnels, total	Administration publique et défense ⁽¹⁾	Grand total
RÉGION DES PRAIRIES										
1961.....	3.4	24.5	89.7	48.7	113.9	129.7	27.6	188.9	58.6	655.1
1962.....	3.8	25.0	92.6	51.9	114.3	133.7	29.7	196.5	58.8	706.2
1963.....	4.0	24.8	95.4	51.3	115.7	137.0	30.9	206.6	58.8	724.0
1964.....	3.8	25.9	99.8	52.1	118.2	142.3	32.5	218.4	59.9	753.0
1965.....	4.2	27.8	105.2	57.1	119.3	149.8	33.9	234.8	61.3	793.3
1966.....	4.2	29.2	108.3	62.0	121.0	161.5	35.3	248.2	64.5	834.2
1967.....	3.7	30.4	111.5	66.2	123.0	166.4	37.5	267.2	69.1	874.8
1968.....	2.9	32.1	113.6	67.8	120.3	173.0	38.9	284.3	69.8	903.0
(Données non corrigées des variations saisonnières)										
1969 J.....	3.0	35.1	112.8	53.1	115.8	170.7	40.2	296.3	67.3	894.3
F.....	3.2	35.0	115.1	58.2	117.7	170.2	39.6	305.7	67.3	911.8
M.....	3.0	35.5	116.3	57.4	118.8	172.4	40.1	303.3	67.5	914.3
A.....	2.4	32.9	117.5	62.5	116.7	174.8	41.6	300.4	68.2	917.0
M.....	3.2	33.7	120.2	69.7	124.9	179.5	40.6	309.9	70.9	952.7
J.....	3.9	35.1	123.9	75.8	129.8	182.9	41.4	315.4	75.3	983.4
J.....	3.9	36.2	122.1	80.4	131.0	179.5	40.4	311.6	77.0	982.2
A.....	4.2	36.4	124.2	81.1	130.5	182.9	41.0	304.9	77.4	982.7
S.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	989.6
COLOMBIE-BRITANNIQUE										
1961.....	16.7	6.7	100.2	20.7	61.5	71.8	17.2	100.8	30.8	426.4
1962.....	17.9	8.1	104.2	22.4	61.4	74.3	18.4	106.5	31.5	444.7
1963.....	18.7	7.7	108.9	23.5	62.1	77.5	19.8	111.6	31.5	461.4
1964.....	18.6	7.8	111.2	27.6	64.8	82.7	21.3	119.9	31.8	484.8
1965.....	19.7	8.6	117.4	32.5	63.9	87.8	22.9	133.8	33.0	524.6
1966.....	19.6	9.8	122.9	35.8	73.5	94.4	24.3	148.8	34.6	563.6
1967.....	18.2	9.7	122.8	27.6	76.5	99.2	26.2	161.6	37.6	589.3
1968.....	19.0	10.0	123.3	35.5	76.9	103.9	28.2	172.6	38.7	608.1
(Données non corrigées des variations saisonnières)										
1969 J.....	12.9	9.3	121.8	27.6	75.4	103.2	29.5	182.0	39.3	601.0
F.....	16.8	9.5	125.1	33.2	75.6	105.0	29.2	181.4	39.3	615.2
M.....	19.1	9.4	125.9	33.5	77.2	108.3	29.5	188.4	39.5	630.8
A.....	19.7	9.7	127.8	33.9	78.8	107.6	30.3	189.1	39.0	635.9
M.....	22.6	10.3	131.6	38.0	82.5	108.2	30.3	191.3	40.0	654.6
J.....	23.4	11.1	135.0	43.0	80.4	112.1	30.4	194.7	40.5	670.6
J.....	24.8	10.7	135.2	44.5	78.5	114.7	31.8	187.4	41.0	668.7
A.....	25.4	11.8	136.8	47.2	85.8	115.9	30.1	191.3	41.6	686.0
S.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	687.4

(1) Exclut les militaires.

SOURCES: BFS *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, publication occasionnelle (n° de catalogue 72-508)
BFS *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, publication mensuelle (n° de catalogue 72-008)

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 34
PRODUCTIVITÉ ET COÛTS
TOTAL DES INDUSTRIES

1947-1969

(1961=100)

Année	Production	Personnes employées ⁽¹⁾	Total, heures-homme ⁽¹⁾	Salaires et traitements ⁽²⁾	Bénéfices des sociétés ⁽²⁾	Production par personne employée	Production par heure-homme	Gains moyens par personne employée	Gains horaires moyens	Salaires et traitements par unité de production	Bénéfices des sociétés par unité de production
1947.....	54.8	80.6	89.4	31.2	44.5	68.0	61.3	38.8	34.9	57.0	81.2
1948.....	56.7	82.0	90.9	36.1	48.2	69.1	62.4	44.1	39.7	63.7	85.0
1949.....	58.4	83.4	91.7	39.1	46.1	70.0	63.7	46.9	42.7	67.0	79.0
1950.....	62.4	84.2	90.7	42.3	61.9	74.1	68.8	50.2	46.6	67.7	99.2
1951.....	67.3	86.7	92.8	49.8	70.5	77.6	72.5	57.5	53.7	74.1	104.8
1952.....	72.5	88.0	93.7	56.1	68.5	82.4	77.4	63.7	59.8	77.3	94.5
1953.....	75.5	89.1	94.5	61.1	67.4	84.7	79.9	68.5	64.6	80.9	89.3
1954.....	74.3	89.2	94.2	62.7	60.0	83.3	78.9	70.3	66.6	84.4	80.8
1955.....	82.1	90.7	95.0	67.3	79.0	90.5	86.4	74.2	70.9	82.0	96.2
1956.....	89.1	94.4	98.6	76.2	90.6	94.4	90.4	80.8	77.3	85.6	101.6
1957.....	89.5	96.3	99.5	82.9	84.0	92.9	89.9	86.0	83.3	92.6	93.9
1958.....	91.0	94.8	97.1	85.1	85.8	96.0	93.7	89.8	87.7	93.5	94.3
1959.....	95.7	97.6	99.6	90.9	99.3	98.1	96.1	93.2	91.3	95.0	103.7
1960.....	98.0	98.7	99.9	95.7	96.0	99.3	98.1	97.0	95.8	97.7	98.0
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	106.9	102.8	102.4	107.2	113.1	104.0	104.4	104.3	104.7	100.3	105.8
1963.....	112.3	104.9	103.5	114.4	124.6	107.1	108.5	109.0	110.5	101.8	111.0
1964.....	119.5	108.6	106.6	124.8	148.3	110.0	112.1	114.9	117.1	104.4	124.1
1965.....	127.8	113.6	110.5	139.1	161.3	112.5	115.7	122.4	125.9	108.8	126.2
1966.....	135.5	118.1	113.5	157.4	169.6	114.7	119.4	133.3	138.7	116.2	125.2
1967.....	139.1	121.1	115.8	174.1	166.2	114.9	120.1	143.7	150.3	125.1	119.5
1968.....	145.4	123.2	116.2	189.7	182.6	118.0	125.1	154.0	163.2	130.5	125.6
1969.....	152.2 ⁽²⁾	128.1	n.d.	212.1	198.2	118.8	n.d.	165.6	n.d.	139.4	130.2
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)											
1948.....	3.5	1.7	1.7	15.6	8.3	1.7	1.8	13.7	13.7	11.8	4.6
1949.....	3.0	1.7	0.9	8.3	-4.3	1.3	2.1	6.4	7.3	5.1	-7.1
1950.....	6.8	1.0	-1.1	8.0	34.2	5.8	8.0	7.0	9.2	1.1	25.6
1951.....	7.9	3.0	2.3	18.0	14.0	4.7	5.4	14.6	15.3	9.4	5.7
1952.....	7.7	1.5	1.0	12.5	-2.9	6.1	6.7	10.8	11.4	4.4	-9.9
1953.....	4.1	1.2	0.9	8.9	-1.6	2.9	3.3	7.6	8.0	4.6	-5.5
1954.....	-1.6	0.1	-0.3	2.7	-10.9	-1.7	-1.3	2.6	3.0	4.3	-9.4
1955.....	10.5	1.7	0.8	7.4	31.6	8.7	9.6	5.6	6.5	-2.8	19.1
1956.....	8.5	4.1	3.8	13.2	14.6	4.3	4.6	8.8	9.1	4.3	5.6
1957.....	0.4	2.0	0.9	8.7	-7.2	-1.5	-0.5	6.6	7.7	8.2	-7.6
1958.....	1.7	-1.6	-2.4	2.7	2.2	3.3	4.2	4.4	5.3	1.0	0.5
1959.....	5.2	3.0	2.6	6.8	15.7	2.1	2.5	3.7	4.1	1.6	10.0
1960.....	2.4	1.1	0.3	5.3	-3.3	1.3	2.1	4.1	5.0	2.8	-5.6
1961.....	2.0	1.3	0.1	4.5	4.2	0.7	1.9	3.1	4.3	2.4	2.1
1962.....	6.9	2.8	2.4	7.2	13.1	4.0	4.4	4.3	4.7	0.3	5.8
1963.....	5.1	2.0	1.1	6.6	10.2	2.9	3.9	4.5	5.5	1.5	4.9
1964.....	6.4	3.5	3.0	9.1	19.0	2.8	3.3	5.4	5.9	2.5	11.8
1965.....	6.9	4.6	3.7	11.5	8.8	2.2	3.2	6.6	7.5	4.2	1.7
1966.....	6.0	4.0	2.7	13.2	5.2	2.0	3.2	8.9	10.2	6.7	-0.8
1967.....	2.7	2.5	2.0	10.6	-2.0	0.1	0.6	7.8	8.4	7.7	-4.5
1968.....	4.5	1.7	0.3	9.0	9.9	2.7	4.2	7.1	8.6	4.2	5.1
1969.....	4.7	4.0	n.d.	11.8	8.5	0.7	n.d.	7.5	n.d.	6.8	3.7

⁽¹⁾Estimations fondées sur des données provenant du Bureau fédéral de la statistique.

⁽²⁾Estimations du Ministère des Finances.

SOURCES: BFS Comptes nationaux des revenus et dépenses.
FBS Indexes of Real Domestic Product by Industry (1961=100)

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 35
PRODUCTIVITÉ ET COÛTS
INDUSTRIES COMMERCIALES NON AGRICOLES

1947-1969
(1961=100)

Année	Production	Personnes employées	Total, heures-homme	Salaires et traitements ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés ⁽¹⁾	Production par personne employée	Production par heure-homme	Gains moyens par personne employée	Gains horaires moyens	Salaires et traitements par unité de production	Bénéfices des sociétés par unité de production
1947.....	52.1	75.9	82.3	32.6	44.5	68.6	63.3	43.0	39.6	62.6	85.4
1948.....	54.0	78.4	85.0	37.9	48.2	68.9	63.5	48.4	44.6	70.2	89.2
1949.....	56.1	80.2	86.0	40.7	46.1	70.0	65.2	50.7	47.3	72.5	82.2
1950.....	59.9	81.8	86.6	43.9	61.9	73.2	69.2	53.7	50.7	73.3	103.3
1951.....	64.0	86.4	90.7	52.7	70.5	74.1	70.6	60.9	58.1	82.3	110.2
1952.....	67.4	88.5	92.6	58.9	68.5	76.2	72.8	66.6	63.7	87.5	101.7
1953.....	71.5	89.9	93.5	64.0	67.4	79.5	76.5	71.2	68.4	89.5	94.3
1954.....	72.2	88.7	91.3	64.7	60.1	81.4	79.1	72.9	70.8	89.6	83.2
1955.....	79.3	91.5	93.7	69.5	79.1	86.7	84.6	75.9	74.2	87.6	99.7
1956.....	86.8	97.0	99.6	79.0	90.6	89.5	87.1	81.5	79.4	91.1	104.4
1957.....	88.6	99.8	101.8	85.5	84.1	88.8	87.0	85.7	84.0	96.5	94.9
1958.....	89.1	97.3	98.8	86.7	85.8	91.6	90.2	89.1	87.7	97.3	96.3
1959.....	94.7	99.7	101.3	92.6	99.4	95.0	93.5	92.8	91.4	97.7	104.9
1960.....	96.5	99.6	100.6	96.8	96.1	96.9	95.9	97.2	96.2	100.3	99.6
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	106.5	103.1	103.1	107.1	113.1	103.3	103.3	103.9	103.9	100.6	106.2
1963.....	112.0	105.6	105.0	114.3	124.5	106.1	106.7	108.2	108.8	102.0	111.2
1964.....	120.8	110.2	109.5	124.8	148.3	109.6	110.3	113.3	114.0	103.3	122.7
1965.....	129.6	116.3	115.0	139.5	161.1	111.4	112.7	119.9	121.3	107.6	124.3
1966.....	137.4	121.9	119.1	157.2	169.4	112.7	115.4	129.0	132.0	114.4	123.3
1967.....	141.7	123.9	120.9	172.1	165.9	114.4	117.2	138.9	142.3	121.4	117.1
1968.....	147.9	125.0	121.0	186.3	182.2	118.3	122.2	149.1	154.0	126.0	123.2
1969.....	155.0 ⁽²⁾	130.4 ⁽²⁾	n.d.	207.7	197.9	118.9	n.d.	159.3	n.d.	134.0	127.7
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)											
1948.....	3.6	3.3	3.3	16.4	8.2	0.3	0.4	12.6	12.7	12.3	4.4
1949.....	3.9	2.3	1.2	7.2	-4.3	1.6	2.7	4.8	5.9	3.2	-7.9
1950.....	6.8	2.0	0.7	8.0	34.3	4.7	6.0	5.9	7.3	1.2	25.7
1951.....	6.8	5.6	4.7	19.9	14.0	1.2	2.0	13.5	14.4	12.2	6.7
1952.....	5.3	2.4	2.1	11.9	-2.8	2.8	3.2	9.3	9.6	6.3	-7.7
1953.....	6.1	1.6	1.0	8.6	-1.6	4.4	5.1	6.9	7.5	2.3	-7.3
1954.....	1.0	-1.3	-2.4	1.1	-10.9	2.3	3.4	2.5	3.5	0.1	-11.8
1955.....	9.8	3.2	2.6	7.4	31.5	6.5	7.0	4.2	4.7	-2.2	19.8
1956.....	9.5	6.0	6.3	13.7	14.6	3.3	3.0	7.3	7.0	3.9	4.7
1957.....	2.1	2.9	2.2	8.2	-7.2	-0.8	-0.1	5.1	5.8	6.0	-9.1
1958.....	0.6	-2.5	-2.9	1.4	2.1	3.1	3.6	4.0	4.4	0.8	1.5
1959.....	6.3	2.5	2.5	6.8	15.8	3.7	3.7	4.2	4.2	0.5	8.9
1960.....	1.9	-0.1	-0.7	4.6	-3.3	2.0	2.6	4.7	5.3	2.7	-5.1
1961.....	3.6	0.4	-0.6	3.3	4.1	3.2	4.2	2.9	3.9	-0.3	0.4
1962.....	6.5	3.1	3.1	7.1	13.1	3.3	3.3	3.9	3.9	0.6	6.2
1963.....	5.2	2.4	1.8	6.7	10.1	2.7	3.3	4.2	4.8	1.5	4.7
1964.....	7.9	4.4	4.3	9.2	19.0	3.4	3.4	4.7	4.7	1.3	10.4
1965.....	7.3	5.5	5.0	11.7	8.7	1.7	2.2	5.9	6.4	4.1	1.3
1966.....	6.0	4.8	3.6	12.7	5.1	1.1	2.4	7.5	8.8	6.3	-0.8
1967.....	3.1	1.6	1.5	9.5	-2.0	1.5	1.6	7.7	7.8	6.1	-5.0
1968.....	4.4	0.9	0.1	8.3	9.8	3.5	4.3	7.3	8.2	3.7	5.2
1969.....	4.8	4.3	n.d.	11.5	8.6	0.5	n.d.	6.9	n.d.	6.4	3.6

⁽¹⁾Estimations du Ministère des Finances.

⁽²⁾Estimations fondées sur des données provenant du Bureau fédéral de la statistique.

SOURCES: BFS *Aggregate Productivity Trends*.

BFS *Le bulletin quotidien*, mercredi, 31 décembre 1969.

BFS *Comptes nationaux des revenus et dépenses*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 36
PRODUCTIVITÉ ET COÛTS
INDUSTRIES NON AGRICOLES PRODUCTRICES DE BIENS

1947-1969

(1961=100)

Année	Production	Personnes employées	Total, heures-homme	Salaires et traitements ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés ⁽¹⁾	Production par personne employée	Production par heure-homme	Gains moyens par personne employée	Gains horaires moyens	Salaires et traitements par unité de production	Bénéfices des sociétés par unité de production
1947.....	48.5	85.9	92.3	35.5	48.6	56.5	52.5	41.3	38.5	73.2	100.2
1948.....	51.3	88.2	94.8	41.4	54.3	58.2	54.1	47.0	43.7	80.8	105.8
1949.....	53.3	89.9	95.3	43.5	52.0	59.3	55.9	48.4	45.6	81.6	97.7
1950.....	57.6	92.1	97.1	47.4	70.5	62.5	59.3	51.4	48.8	82.3	122.4
1951.....	62.4	98.7	103.5	58.6	79.6	63.2	60.3	59.4	56.7	94.0	127.5
1952.....	65.5	100.0	104.4	65.6	72.9	65.5	62.7	65.6	62.8	100.1	111.3
1953.....	70.6	109.8	105.5	71.0	72.9	70.0	66.9	70.5	67.3	100.6	103.2
1954.....	71.0	97.0	99.6	70.1	65.7	73.2	71.3	72.3	70.4	98.7	92.5
1955.....	78.8	100.4	102.7	74.7	85.6	78.5	76.7	74.4	72.7	94.8	108.7
1956.....	87.3	106.3	109.1	85.9	96.1	82.1	80.0	80.8	78.7	98.4	110.1
1957.....	89.2	107.3	109.1	91.8	88.2	83.1	81.8	85.6	84.2	102.9	98.9
1958.....	89.1	101.3	102.6	90.3	84.2	88.0	86.8	89.2	88.1	101.4	94.5
1959.....	94.8	103.3	105.2	95.8	99.6	91.8	90.1	92.8	91.1	101.1	105.1
1960.....	96.5	101.6	102.7	99.4	94.6	95.0	94.0	97.8	96.8	103.0	98.1
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	108.6	102.8	103.6	107.1	114.9	105.6	104.8	104.2	103.4	98.6	105.8
1963.....	114.6	104.7	105.0	113.8	127.3	109.5	109.1	108.7	108.3	99.3	111.1
1964.....	126.1	109.3	110.0	124.4	149.4	115.4	114.6	113.9	113.1	98.7	118.5
1965.....	137.5	115.3	115.9	140.0	161.3	119.3	118.6	121.4	120.8	101.8	117.3
1966.....	147.0	120.5	120.6	158.4	167.1	122.0	121.9	131.4	131.3	107.8	113.7
1967.....	149.4	120.1	119.9	169.4	155.7	124.4	124.6	141.1	141.3	113.4	104.2
1968.....	157.3	120.7	120.1	179.4	171.3	130.3	131.0	148.6	149.4	114.1	108.9
1969.....	165.5 ⁽²⁾	124.6 ⁽²⁾	n.d.	196.3	188.6	132.8	n.d.	157.5	n.d.	119.6	114.0
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)											
1948.....	5.8	2.7	2.7	16.7	11.7	3.0	3.0	13.6	13.6	10.3	5.6
1949.....	3.9	1.9	0.5	4.9	-4.1	1.9	3.4	2.9	4.4	1.0	-7.7
1950.....	8.1	2.4	1.9	9.0	35.4	5.5	6.1	6.4	7.0	0.9	25.3
1951.....	8.3	7.2	6.6	23.8	12.9	1.1	1.6	15.5	16.1	14.2	4.2
1952.....	5.0	1.3	0.9	11.8	-8.4	3.6	4.1	10.3	10.8	6.5	-12.7
1953.....	7.8	0.8	1.1	8.4	-0.1	6.9	6.7	7.5	7.2	0.5	-7.3
1954.....	0.6	-3.8	-5.6	-1.3	-9.9	4.5	6.5	2.5	4.5	-1.9	-10.4
1955.....	11.0	3.5	3.1	6.5	30.4	7.2	7.6	2.9	3.3	-4.0	17.5
1956.....	10.8	5.9	6.2	15.0	12.2	4.6	4.3	8.6	8.3	3.8	1.3
1957.....	2.2	0.9	—	6.9	-8.2	1.2	2.2	5.9	6.9	4.6	-10.2
1958.....	-0.1	-5.6	-6.0	-1.6	-4.5	5.8	6.2	4.2	4.6	-1.5	-4.4
1959.....	6.4	2.0	2.5	6.1	18.3	4.3	3.8	4.0	3.5	-0.3	11.2
1960.....	1.8	-1.6	-2.4	3.7	-5.0	3.5	4.3	5.4	6.2	1.9	-6.7
1961.....	3.6	-1.6	-2.6	0.6	5.7	5.3	6.4	2.2	3.3	-2.9	2.0
1962.....	8.6	2.8	3.6	7.1	14.9	5.6	4.8	4.2	3.4	-1.4	5.8
1963.....	5.5	1.8	1.4	6.2	10.8	3.6	4.1	4.3	4.8	0.7	5.0
1964.....	10.0	4.4	4.8	9.4	17.3	5.4	5.0	4.8	4.4	-0.6	6.6
1965.....	9.0	5.5	5.4	12.5	8.0	3.4	3.5	6.6	6.7	3.1	-1.0
1966.....	6.9	4.5	4.1	13.2	3.6	2.3	2.7	8.3	8.8	5.8	-3.1
1967.....	1.6	-0.3	-0.6	7.0	-6.9	2.0	2.2	7.3	7.6	5.2	-8.4
1968.....	5.3	0.5	0.2	5.9	10.0	4.8	5.1	6.4	5.7	0.6	4.5
1969.....	5.2	3.2	n.d.	9.4	10.1	1.9	n.d.	5.0	n.d.	4.0	4.7

⁽¹⁾Estimations du Ministère des Finances.⁽²⁾Estimations fondées sur des données provenant du Bureau fédéral de la statistique.

SOURCES: BFS Aggregate Productivity Trends.

BFS Le bulletin quotidien, mercredi, 31 décembre 1969.

BFS Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TALBEAU DE RÉFÉRENCE 37
 PRODUCTIVITÉ ET COÛTS
 INDUSTRIES DE SERVICES (SECTEUR COMMERCIAL)
 1947-1969
 (1961=100)

Année	Production	Personnes employées	Total, heures-homme	Salaires et traitements ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés ⁽¹⁾	Production par personne employée	Production par heure-homme	Gains moyens par personne employée	Gains horaires moyens	Salaires et traitements par unité de production	Bénéfices des sociétés par unité de production
1947.....	55.8	66.6	73.6	29.2	37.7	83.8	75.8	43.8	39.7	52.3	67.6
1948.....	56.9	69.4	76.5	33.8	38.1	82.0	74.4	48.8	44.2	59.5	66.9
1949.....	59.1	71.3	78.0	37.4	36.2	82.9	75.8	52.4	47.9	63.2	61.3
1950.....	62.2	72.4	77.6	39.9	47.7	85.9	80.2	55.1	51.4	64.2	76.6
1951.....	65.7	75.1	79.6	45.7	55.5	87.5	82.5	60.8	57.4	69.5	84.5
1952.....	69.4	78.0	82.4	51.2	61.3	89.0	84.2	65.7	62.2	73.8	88.3
1953.....	72.4	79.9	83.2	55.7	58.4	90.6	87.0	69.8	67.0	77.0	80.7
1954.....	73.3	81.0	84.1	58.3	50.8	90.5	87.2	72.0	69.4	79.6	69.4
1955.....	79.4	83.4	86.0	63.4	68.2	95.2	92.3	76.1	73.8	79.9	85.9
1956.....	85.6	88.6	91.5	71.0	81.6	96.6	93.6	80.1	77.6	83.0	95.3
1957.....	87.6	93.1	95.6	78.1	77.2	94.1	91.6	83.9	81.7	89.2	88.2
1958.....	88.7	93.5	95.3	82.4	88.5	94.9	93.1	88.1	86.4	92.8	99.8
1959.....	94.1	96.4	98.0	88.7	98.9	97.6	96.0	92.0	90.5	94.3	105.1
1960.....	96.3	97.7	98.7	93.8	98.4	98.6	97.6	96.0	95.1	97.4	102.2
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	104.6	103.3	102.7	107.1	110.0	101.3	101.9	103.7	104.3	102.4	105.1
1963.....	109.4	106.5	105.0	114.9	119.9	102.7	104.2	107.9	109.4	105.0	109.6
1964.....	115.7	111.1	109.0	125.3	146.4	104.1	106.1	112.8	114.9	108.3	126.5
1965.....	122.2	117.3	114.1	138.9	160.8	104.2	107.1	118.4	121.7	113.7	131.6
1966.....	128.1	123.2	117.7	155.8	173.1	104.0	108.8	126.5	132.4	121.6	135.1
1967.....	134.2	127.5	121.8	175.2	182.9	105.3	110.2	137.4	143.8	130.5	136.3
1968.....	138.9	129.1	121.8	194.4	200.3	107.6	114.0	150.6	159.6	139.9	144.2
1969.....	145.0 ⁽²⁾	136.1 ⁽²⁾	n.d.	221.1	213.2	106.5	n.d.	162.5	n.d.	152.5	147.0

(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

1948.....	2.0	4.2	3.9	15.9	0.9	-2.1	-1.9	11.2	11.5	13.7	-1.1
1949.....	3.9	2.7	2.0	10.4	-4.8	1.1	1.9	7.5	8.3	6.3	-8.3
1950.....	5.2	1.5	-0.5	6.8	31.5	3.6	5.8	5.2	7.3	1.5	24.9
1951.....	5.6	3.7	2.6	14.4	16.6	1.8	3.0	10.3	11.6	8.3	10.3
1952.....	5.6	3.9	3.5	12.1	10.3	1.7	2.0	8.0	8.3	6.2	4.4
1953.....	4.3	2.4	1.0	8.8	-4.7	1.8	3.3	6.3	7.8	4.3	-8.6
1954.....	1.2	1.4	1.1	4.7	-12.9	-0.1	0.2	3.2	3.5	3.4	-14.0
1955.....	8.3	3.0	2.3	8.7	34.1	5.2	5.9	5.6	6.3	0.4	23.8
1956.....	7.8	6.2	6.4	11.9	19.6	1.5	1.3	5.4	5.2	3.8	10.9
1957.....	2.3	5.1	4.5	10.0	-5.3	-2.6	-2.1	4.7	5.3	7.5	-7.4
1958.....	1.3	0.4	-0.3	5.4	14.6	0.8	1.6	5.0	5.8	4.1	13.2
1959.....	6.1	3.1	2.8	7.7	11.7	2.9	3.2	4.5	4.7	1.5	5.3
1960.....	2.3	1.3	0.7	5.8	-0.5	1.0	1.6	4.4	5.0	3.3	-2.7
1961.....	3.8	2.4	1.3	6.6	1.6	1.5	2.5	4.1	5.2	2.6	-2.2
1962.....	4.6	3.3	2.7	7.1	10.0	1.3	1.9	3.7	4.3	2.4	5.1
1963.....	4.6	3.1	2.2	7.3	9.1	1.4	2.3	4.1	4.9	2.6	4.3
1964.....	5.8	4.3	3.8	9.0	22.1	1.4	1.9	4.5	5.0	3.1	15.4
1965.....	5.6	5.6	4.7	10.9	9.8	-	0.9	5.0	5.9	5.0	4.0
1966.....	4.8	5.0	3.2	12.2	7.7	-0.2	1.6	6.8	8.8	7.0	2.7
1967.....	4.8	3.5	3.5	12.4	5.7	1.2	1.2	8.6	8.6	7.3	0.9
1968.....	3.5	1.3	-	11.0	9.5	2.2	3.5	9.6	11.0	7.2	5.8
1969.....	4.4	5.4	n.d.	13.8	6.4	-1.0	n.d.	7.9	n.d.	9.0	1.9

(1) Estimations du Ministère des Finances.

(2) Estimations fondées sur des données provenant du Bureau fédéral de la statistique.

SOURCES: BFS Aggregate Productivity Trends.

BFS Le bulletin quotidien, mercredi, 31 décembre 1969.

BFS Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 38
PRODUCTIVITÉ ET COÛTS
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

1947-1969

(1961=100)

Année	Production	Personnes employées	Total, heures-homme	Salaires et traitements ⁽¹⁾	Bénéfices des sociétés ⁽¹⁾	Production par personne employée	Production par heure-homme	Gains moyens par personne employée	Gains horaires moyens	Salaires et traitements par unité de production	Bénéfices des sociétés par unité de production
1947.....	55.4	86.8	93.4	36.7	52.8	63.8	59.3	42.2	39.2	66.2	95.2
1948.....	57.8	88.8	95.9	42.4	57.7	65.1	60.3	47.7	44.2	73.3	99.8
1949.....	59.5	90.2	95.6	44.7	55.2	66.0	62.2	49.5	46.7	75.1	92.8
1950.....	63.4	91.7	96.3	47.9	74.5	69.1	65.8	52.2	49.7	75.5	117.5
1951.....	68.9	97.3	100.3	59.2	83.0	70.8	68.7	60.9	59.0	85.9	120.4
1952.....	71.5	99.9	101.9	66.2	77.6	71.6	70.2	66.2	64.9	92.6	108.5
1953.....	76.6	103.0	105.6	72.3	78.0	74.4	72.5	70.2	68.4	94.3	101.8
1954.....	74.9	98.6	99.2	71.5	67.6	76.0	75.5	72.6	72.1	95.5	90.3
1955.....	82.2	101.1	102.3	76.3	88.1	81.3	80.4	75.4	74.6	92.8	107.2
1956.....	89.9	105.3	107.3	84.7	96.9	85.4	83.8	80.4	78.9	84.2	107.7
1957.....	89.7	105.8	106.4	89.9	87.5	84.8	84.3	84.0	84.5	100.2	97.5
1958.....	88.0	100.5	101.2	89.8	84.9	87.6	87.0	89.4	88.8	102.1	96.5
1959.....	94.5	101.7	103.0	95.2	102.6	92.9	91.7	93.6	92.4	100.8	108.6
1960.....	96.1	100.5	101.0	98.6	95.7	95.6	95.1	98.1	97.6	102.6	99.6
1961.....	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	110.5	102.7	103.1	107.1	118.2	107.6	107.2	104.3	103.9	97.0	107.0
1963.....	118.0	105.2	105.6	114.6	132.6	112.2	111.7	108.9	108.5	97.1	112.4
1964.....	129.2	110.0	111.0	125.2	149.9	117.5	116.4	113.9	112.8	96.9	116.0
1965.....	141.0	115.7	116.1	138.9	163.4	121.9	121.4	120.1	119.7	98.5	115.9
1966.....	151.2	121.2	120.7	155.9	165.1	124.8	125.3	128.6	129.1	103.1	109.2
1967.....	151.7	121.6	121.5	166.9	142.0	124.8	124.9	137.3	137.4	110.0	93.6
1968.....	159.4	122.9	122.6	178.2	156.0	129.7	130.0	145.0	145.3	111.8	97.8
1969.....	168.8 ⁽²⁾	127.3 ⁽²⁾	n.d.	197.2	170.2	132.6	n.d.	154.9	n.d.	116.8	100.8
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)											
1948.....	4.3	2.3	2.7	15.6	9.3	2.0	1.6	13.0	12.6	10.8	4.7
1949.....	2.9	1.6	-0.3	5.4	-4.2	1.3	3.3	3.8	5.7	2.4	-7.0
1950.....	6.6	1.7	0.7	7.2	34.9	4.8	5.8	5.4	6.4	0.6	26.6
1951.....	8.7	6.1	4.2	23.6	11.4	2.4	4.3	16.5	18.7	13.8	2.5
1952.....	3.8	2.7	1.6	11.8	-6.5	1.1	2.1	8.9	10.0	7.7	-9.9
1953.....	7.1	3.1	3.6	-9.2	0.5	3.9	3.4	5.9	5.4	1.9	-6.2
1954.....	-2.2	-4.3	-6.1	-1.0	-13.3	2.1	4.1	3.4	5.4	1.3	-11.3
1955.....	9.7	2.5	3.1	6.6	30.4	7.0	6.4	4.0	3.4	-2.8	18.8
1956.....	9.4	4.2	4.9	11.0	9.9	5.0	4.3	6.6	5.9	1.5	0.5
1957.....	-0.2	0.5	-0.8	6.1	-9.7	-0.7	0.6	5.6	7.0	6.3	-9.5
1958.....	-1.9	-5.0	-4.9	-	-2.9	3.3	3.1	5.3	5.1	1.9	-1.0
1959.....	7.4	1.2	1.8	6.0	20.8	6.1	5.5	4.7	4.1	-1.3	12.5
1960.....	1.7	-1.2	-1.9	3.6	-6.7	2.9	3.7	4.8	5.6	1.8	-8.2
1961.....	4.1	-0.5	-1.0	1.4	4.4	4.6	5.1	1.9	2.4	-2.5	0.4
1962.....	10.5	2.7	3.1	7.1	18.2	7.6	7.2	4.3	3.9	-3.0	7.0
1963.....	6.8	2.4	2.4	7.0	12.1	4.2	4.3	4.4	4.4	0.2	5.0
1964.....	9.5	4.6	5.1	9.3	13.0	4.7	4.2	4.5	4.0	-0.2	3.2
1965.....	9.1	5.2	4.6	10.9	9.0	3.8	4.3	5.5	6.1	1.7	-0.1
1966.....	7.2	4.8	4.0	12.2	1.0	2.4	3.1	7.1	7.9	4.6	-5.8
1967.....	0.3	0.3	0.7	7.1	-14.0	-	-0.3	6.7	6.4	6.7	-14.3
1968.....	5.1	1.1	0.9	6.8	9.9	4.0	4.1	5.6	5.8	1.6	4.5
1969.....	5.9	3.6	n.d.	10.6	9.1	2.2	n.d.	6.8	n.d.	4.5	3.1

⁽¹⁾Estimations du Ministère des Finances.⁽²⁾Estimations fondées sur des données provenant du Bureau fédéral de la statistique

SOURCES: BFS Aggregate Productivity Trends.

BFS Le bulletin quotidien, mercredi, 31 décembre 1969.

BFS Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 39
 INDICES IMPLICITES DES PRIX DE LA DÉPENSE NATIONALE BRUTE⁽¹⁾
 1947-1969
 (1961=100)

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe			Valeur des variations matérielles des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute
			Total	Gouvernements	Entreprises					
1947	66.0	47.7	61.9	68.8	60.4	105.2	73.0	69.9	67.9	63.1
1948	74.8	54.2	70.1	77.2	68.5	190.2	78.2	78.2	74.1	70.8
1949	77.3	57.7	73.5	80.3	71.8	113.0	82.1	80.8	78.3	73.7
1950	79.7	59.9	76.8	83.8	75.1	98.9	85.8	86.5	78.8	75.4
1951	88.0	67.3	87.7	99.2	85.2	117.1	95.4	95.5	89.2	84.2
1952	89.7	70.6	90.4	101.6	88.0	109.2	94.3	88.8	92.2	87.8
1953	89.6	72.5	90.6	95.6	89.1	113.9	92.1	88.7	92.8	87.8
1954	90.5	75.4	90.3	95.7	88.8	108.5	91.3	88.9	93.0	89.2
1955	90.6	78.0	92.9	102.9	90.6	81.1	95.0	90.4	94.3	89.8
1956	91.9	83.0	97.9	114.1	94.7	127.2	97.6	93.4	97.9	92.9
1957	94.7	87.3	99.2	107.6	97.1	120.6	97.1	95.8	100.0	94.8
1958	97.2	89.9	98.6	102.2	97.4	143.0	96.7	97.1	101.4	96.1
1959	98.4	92.9	99.3	102.4	98.3	137.5	98.2	96.5	102.8	98.2
1960	99.4	96.6	100.6	103.4	99.7	118.9	98.8	97.4	100.0	99.4
1961	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962	101.4	102.6	101.5	101.8	101.4	106.4	103.2	104.4	101.2	101.4
1963	103.0	106.3	104.1	105.9	103.7	102.8	104.5	106.2	103.5	103.3
1964	104.3	110.1	107.1	108.6	106.7	119.3	106.9	107.4	105.7	105.8
1965	106.5	116.6	112.3	115.9	111.5	107.0	108.5	107.6	109.3	109.5
1966	110.0	124.3	117.8	122.3	116.8	107.3	111.7	109.4	114.1	114.5
1967	113.7	134.4	118.3	121.6	117.5	130.8	113.6	111.5	118.4	118.4
1968	118.1	142.7	121.8	125.7	120.9	121.3	115.2	113.5	123.1	123.1
1969 ⁽²⁾	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	128.3
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)										
1968 I.	116.8	139.1	119.8	124.1	118.8	145.6	115.0	112.9	120.8	121.6
II.	117.7	139.7	122.1	128.1	120.6	112.4	115.3	113.3	122.2	122.4
III.	118.4	144.8	122.8	128.3	121.5	109.7	115.3	113.4	123.2	123.6
IV.	119.7	147.1	122.5	123.3	122.5	123.7	115.4	114.3	124.4	124.8
1969 I.	120.7	147.5	125.6	131.1	124.4	109.6	116.6	115.3	126.0	126.0
II.	122.2	151.6	127.6	129.1	127.3	95.4	118.0	116.6	127.7	127.9
III.	123.1	156.9	129.8	133.4	129.1	95.8	117.6	117.8	129.7	129.2
IV.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTA: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.
⁽¹⁾Ces indices implicites sont des indices de prix pondérés sur une base courante. Ils montrent non seulement les changements de prix, mais aussi les variations dans la structure des dépenses à l'intérieur et entre les principaux groupes. Les indices implicites des prix de la dépense nationale brute sont obtenus en divisant le montant de chaque catégorie en dollars courants par celui en dollars constants.
⁽²⁾Estimations du Ministère des Finances.

SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 40
INDICES IMPLICITES DES PRIX DE LA DÉPENSE NATIONALE BRUTE⁽¹⁾

1947-1969
(1961=100)

Année et trimestre	Dépenses personnelles en biens et services	Dépenses publiques courantes en biens et services	Formation brute de capital fixe			Valeur des variations matérielles des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute
			Total	Gouvernements	Entreprises					
(Variations en pourcentage par rapport à la période précédente)										
1947.....	9.6	7.4	10.5	9.7	10.6	-23.9	12.3	12.0	12.6	8.8
1948.....	13.3	13.6	13.2	12.2	13.4	80.8	7.1	11.9	9.1	12.2
1949.....	3.3	6.5	4.9	4.0	4.8	-40.6	5.0	3.3	5.7	4.1
1950.....	3.1	3.8	4.5	4.4	4.6	-12.5	4.5	7.1	0.6	2.3
1951.....	10.4	12.4	14.2	18.4	13.4	18.4	11.2	10.4	13.2	11.7
1952.....	1.9	4.9	3.1	2.4	3.3	-6.7	-1.2	-7.0	3.4	4.3
1953.....	-0.1	2.7	0.2	-5.9	1.2	4.3	-2.3	-0.1	0.7	-
1954.....	1.0	4.0	-0.3	0.1	-0.3	-4.7	-0.9	0.2	0.2	1.6
1955.....	0.1	3.4	2.9	7.5	2.0	-25.3	4.1	1.7	1.4	0.7
1956.....	1.4	6.4	5.4	10.9	4.5	56.8	2.7	3.3	3.8	3.5
1957.....	3.0	5.2	1.3	-5.7	2.5	-5.2	-0.5	2.6	2.1	2.0
1958.....	2.6	3.0	-0.6	-5.0	0.3	18.6	-0.4	1.4	1.4	1.4
1959.....	1.2	3.3	0.7	0.2	0.9	-3.8	1.6	-0.6	1.4	2.2
1960.....	1.0	4.0	1.3	1.0	1.4	-13.5	0.6	0.9	-2.7	1.2
1961.....	0.6	3.5	-0.6	-3.3	0.3	-15.9	1.2	2.7	-	0.6
1962.....	1.4	2.6	1.5	1.8	1.4	6.4	3.2	4.4	1.2	1.4
1963.....	1.6	3.6	2.6	4.0	2.3	-3.4	1.3	1.7	2.3	1.9
1964.....	1.3	3.6	2.9	2.5	2.9	16.1	2.3	1.1	2.1	2.4
1965.....	2.1	5.9	4.9	6.7	4.5	-10.3	1.5	0.2	3.4	3.5
1966.....	3.3	6.6	4.9	5.5	4.8	0.3	2.9	1.7	4.4	4.6
1967.....	3.4	8.1	0.4	-0.6	0.6	21.9	1.7	1.9	3.8	3.4
1968.....	3.9	6.2	3.0	3.4	2.9	-7.3	1.4	1.8	4.0	4.0
D.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4.3
(Données corrigées des variations saisonnières)										
1968 I.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
II.....	0.8	0.4	1.9	3.2	1.5	-22.8	0.3	0.4	1.2	0.7
III.....	0.6	3.7	0.6	0.2	0.7	-2.4	-	0.1	0.8	1.0
IV.....	1.1	1.6	-0.2	-4.7	0.8	12.8	0.1	0.8	1.0	1.0
1969 I.....	0.8	0.3	2.5	7.2	1.6	-11.4	1.0	0.9	1.3	1.0
II.....	1.2	2.8	1.6	-1.5	2.3	-13.0	1.2	1.1	1.3	1.5
III.....	0.7	3.5	1.7	3.3	1.4	0.4	-0.3	1.0	1.6	1.0
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

NOTA: Données révisées des comptes nationaux. Les données trimestrielles révisées antérieures à 1968 ne sont pas disponibles.

(1) Voir renvois (1) au bas du tableau de référence 39.

(2) Estimations du ministère des Finances.

SOURCE: BFS, Comptes nationaux des revenus et des dépenses.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 41
 INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION
 1947-1969
 (1961=100)

Année et mois	Indice général	Alimentation	Habitation	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissement et lecture	Tabac et alcool
(Pondération).....	(100.0)	(26.7)	(32.2)	(11.3)	(12.0)	(6.6)	(4.7)	(6.5)
1947.....	65.6	64.1	n.d.	70.1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1948.....	75.1	78.6	n.d.	85.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1949.....	77.4	80.6	75.1	88.9	71.1	64.4	68.4	86.0
1950.....	79.6	82.7	78.2	88.6	75.0	65.6	69.8	88.3
1951.....	88.0	94.4	85.4	97.6	80.4	71.5	75.1	95.9
1952.....	90.2	94.2	88.6	99.4	83.5	75.9	79.2	97.4
1953.....	89.4	90.8	90.1	97.9	84.8	77.3	79.9	92.9
1954.....	89.9	90.5	91.3	97.2	85.3	80.2	81.8	92.3
1955.....	90.1	90.4	91.9	96.0	84.3	81.6	83.9	92.3
1956.....	91.4	91.5	93.2	96.5	87.7	83.7	85.8	92.6
1957.....	94.3	95.6	95.1	96.4	92.4	89.0	88.8	94.1
1958.....	96.8	98.5	96.8	97.5	95.2	93.6	94.7	95.1
1959.....	97.9	97.7	98.6	97.7	98.4	96.7	97.0	98.0
1960.....	99.1	98.5	99.6	98.6	99.8	99.5	98.8	99.6
1961 ⁽¹⁾	100.0	100.0 ⁽²⁾	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	101.2	101.8	101.2	100.9	99.9	102.0	100.8	101.3
1963.....	103.0	105.1	102.3	103.4	99.9	104.6	102.2	101.5
1964.....	104.8	106.8	103.9	106.0	101.0	108.0	103.9	103.4
1965.....	107.4	109.6	105.8	107.9	104.8	113.0	105.6	105.1
1966.....	111.4	116.6	108.7	112.0	107.3	116.5	108.6	107.6
1967.....	115.4	118.1	113.4	117.6	111.8	122.5	114.1	110.4
1968.....	120.1	122.0	118.6	121.1	114.7	127.4	119.7	120.4
1969.....	125.5	127.1	124.7	124.5	120.0	133.6	126.8	125.0
(Données non corrigées des variations saisonnières)								
1969 J.....	122.6	125.1	121.9	121.5	116.3	129.5	124.2	121.3
F.....	122.6	123.9	122.3	121.8	117.3	129.6	124.7	121.9
M.....	123.2	123.8	122.8	123.8	118.3	129.5	125.1	121.9
A.....	124.6	125.0	123.7	124.3	119.9	133.7	125.4	125.5
M.....	124.9	125.1	124.2	123.8	120.4	134.2	127.4	125.8
J.....	125.9	127.8	124.7	124.9	120.6	134.2	127.4	125.8
J.....	126.4	128.8	125.2	124.8	120.7	134.2	127.4	126.3
A.....	126.9	130.6	125.4	125.0	120.5	134.2	127.6	126.4
S.....	126.6	128.5	125.7	125.2	120.9	135.0	128.0	126.4
O.....	126.8	127.8	126.4	126.1	120.9	136.1	128.1	126.4
N.....	127.4	128.8	126.9	126.3	121.8	136.4	128.5	126.3
D.....	127.9	129.8	127.6	126.4	122.0	136.8	128.1	126.3

⁽¹⁾A partir de janvier 1961, la pondération de 1947-1948 est remplacée par la pondération de 1957.

⁽²⁾La pondération pour les aliments saisonniers a été révisée à partir de janvier 1961.

Source: BFS Prices and Price Indexes, publication mensuelle, (n° de catalogue 62-002).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 42
INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

1947-1969
(1961=100)

Année et mois	Indices général	Alimentation	Habitation	Habille-ment	Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)						
					Transports	Soins personnels et de santé	Diversif.-sement et lecture	Tabac et alcool			
1947.....	9.4	13.6	n.d.	14.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1948.....	14.5	22.6	n.d.	21.3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1949.....	3.1	2.5	n.d.	4.6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
1950.....	2.8	2.6	4.1	-0.3	5.5	1.0	2.0	2.0	2.7	2.7	
1951.....	10.6	14.1	9.2	10.2	7.2	0.9	7.9	7.9	8.6	8.6	
1952.....	2.5	-0.2	3.7	1.8	3.6	6.2	3.5	3.5	1.6	1.6	
1953.....	-0.9	-3.6	1.7	-1.5	1.6	1.8	0.9	0.9	-4.6	-4.6	
1954.....	0.6	-0.3	1.3	-0.7	0.6	3.3	2.4	2.4	-0.6	-0.6	
1955.....	0.2	-0.1	0.7	-1.2	-1.2	1.7	2.6	2.6	-	-	
1956.....	1.4	1.2	1.4	0.7	4.0	2.0	2.3	2.3	0.3	0.3	
1957.....	3.2	4.5	2.0	-0.1	3.4	0.8	3.3	3.3	1.6	1.6	
1958.....	2.7	3.0	1.8	1.1	3.0	8.2	0.6	0.6	1.1	1.1	
1959.....	1.1	1.0	1.9	0.2	3.4	3.3	2.4	2.4	3.0	3.0	
1960.....	1.2	0.8	1.0	0.9	1.4	2.9	1.9	1.9	1.6	1.6	
1961 ⁽¹⁾	0.9	1.5 ⁽²⁾	0.7	1.4	0.2	0.8	1.2	1.2	0.4	0.4	
1962.....	1.2	1.8	1.2	0.9	-0.1	2.0	1.2	1.2	1.3	1.3	
1963.....	1.8	3.2	1.1	1.1	1.1	2.2	0.8	0.8	1.3	1.3	
1964.....	1.7	1.6	1.6	2.3	1.1	3.3	1.4	1.4	1.7	1.7	
1965.....	2.5	2.6	1.8	1.8	3.8	4.6	1.6	1.6	2.4	2.4	
1966.....	3.7	6.4	2.7	3.8	2.4	3.1	2.8	2.8	1.6	1.6	
1967.....	3.6	1.3	4.8	3.0	4.2	5.2	2.8	2.8	2.4	2.4	
1968.....	4.1	3.3	4.6	3.1	2.6	4.0	5.1	5.1	2.6	2.6	
1969.....	4.5	4.2	5.1	2.8	4.6	4.9	5.9	5.9	2.6	2.6	
(Données non corrigées des variations saisonnières)											
1969 I.....	3.8	3.1	5.0	2.4	2.2	3.8	6.6	6.6	3.5	3.5	
F.....	3.7	3.6	4.6	2.3	3.6	3.6	6.0	6.0	3.9	3.9	
M.....	3.0	3.2	4.8	2.7	3.8	3.5	6.0	6.0	3.9	3.9	
A.....	4.4	3.2	5.2	2.6	4.8	5.4	6.5	6.5	2.4	2.4	
M.....	4.7	4.1	5.3	2.6	5.2	5.3	6.5	6.5	3.5	3.5	
J.....	5.0	5.1	5.4	3.1	4.8	5.3	6.9	6.9	3.7	3.7	
J.....	3.1	5.1	5.4	3.1	4.7	4.8	6.5	6.5	4.1	4.1	
A.....	3.1	5.1	5.4	3.1	4.7	4.8	6.4	6.4	4.2	4.2	
S.....	4.5	4.1	5.9	3.6	4.7	4.7	5.8	5.8	4.2	4.2	
O.....	4.5	4.0	5.9	2.7	5.2	5.1	5.5	5.5	4.2	4.2	
N.....	4.3	4.4	5.0	3.7	5.3	5.5	5.5	5.5	4.2	4.2	
D.....	4.8	4.5	5.0	2.4	5.4	5.7	4.2	4.2	4.1	4.1	

(1), (2) Voir renvois (1) et (2) au bas du tableau de référence 41.

SOURCE: BPS Prices and Price Indexes.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 43
INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION: CLASSIFICATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1949-1969
(1961=100)

Année et mois	Indice général des prix à la consommation	Total des articles	Total moins l'alimentation	Non-durables	Non-durables moins l'alimentation	Articles durables	Total des services	Services moins le logement
(Pondération).....	(100.0)	(70.2)	(43.5)	(57.9)	(31.2)	(12.3)	(22.3)	(12.7)
1949.....	77.4	83.3	84.9	82.9	84.5	86.1	64.4	61.5
1950.....	79.6	85.0	86.2	84.5	85.9	87.6	68.0	63.9
1951.....	85.0	95.0	94.9	94.3	93.5	99.7	72.5	68.6
1952.....	90.2	95.8	96.8	94.9	95.4	101.8	77.2	73.4
1953.....	89.4	93.7	95.8	92.6	94.3	100.9	79.9	75.7
1954.....	89.9	93.4	95.4	92.4	94.1	100.1	82.7	78.4
1955.....	90.1	92.8	94.4	92.0	93.5	97.5	84.6	80.1
1956.....	81.4	93.5	94.8	92.8	94.2	97.2	87.3	83.4
1957.....	94.3	96.2	96.4	95.6	95.5	99.7	90.8	88.0
1958.....	96.8	98.4	98.0	97.9	97.2	101.2	94.0	91.9
1959.....	97.9	98.7	99.3	98.1	98.6	102.1	96.6	95.3
1960.....	99.1	99.5	99.9	99.0	99.4	101.8	98.7	98.1
1961 ⁽¹⁾	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1962.....	101.2	100.9	100.2	101.2	100.7	99.3	101.4	102.1
1963.....	103.0	102.6	101.0	103.3	101.7	99.5	102.8	104.1
1964.....	104.8	103.9	102.1	104.9	103.4	98.6	105.4	107.9
1965.....	107.4	105.6	103.2	107.0	104.9	98.7	109.8	114.6
1966.....	111.4	109.6	105.3	111.7	107.7	99.1	113.6	119.6
1967.....	115.4	112.4	109.2	114.6	111.9	102.1	119.7	127.0
1968.....	120.1	116.4	113.2	119.0	116.9	103.9	125.0	132.6
1969.....	125.5	120.3	116.2	123.6	120.5	104.9	132.3	141.8
(Données non corrigées des variations saisonnières)								
1969 J.....	122.6	118.1	114.3	121.0	118.1	104.3	127.8	135.7
F.....	122.6	118.1	114.7	120.9	118.6	104.3	128.5	136.7
M.....	123.2	118.4	115.3	121.3	119.3	104.6	129.3	137.9
A.....	124.6	119.4	116.0	122.4	120.3	105.1	131.4	141.3
M.....	124.9	119.8	116.1	122.9	120.4	105.0	132.2	142.4
J.....	125.9	121.4	116.4	124.9	120.8	105.0	133.0	143.1
J.....	126.4	121.5	116.4	125.1	120.8	104.8	133.4	143.4
A.....	126.9	121.6	116.4	125.3	121.0	104.5	133.6	143.5
S.....	126.6	121.0	116.7	124.5	121.3	104.5	134.1	144.1
O.....	126.8	120.9	116.9	124.4	121.6	104.6	134.5	144.4
N.....	127.4	121.5	117.4	124.8	121.7	106.2	134.5	144.3
D.....	127.9	122.1	117.7	125.5	122.0	106.3	135.0	144.6

⁽¹⁾Voir renvoi ⁽¹⁾ au bas du tableau de référence 41.

SOURCE: BFS Prices and Price Indexes.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 44

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION: CLASSIFICATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1950-1969

Année et mois	Indice général des prix à la consomma- tion	Total des articles	Total des articles moins l'ali- mentation	Biens non durables	Biens non durables moins l'alimen- tation	Biens durables	Total des services	Services moins le logement
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)								
1950.....	2.8	2.0	1.5	1.9	1.7	1.7	5.6	3.9
1951.....	10.6	11.8	10.1	11.6	8.8	13.8	6.6	7.4
1952.....	2.5	0.8	2.0	0.6	2.0	2.1	6.5	7.0
1953.....	-0.9	-2.2	-1.0	-2.4	-1.2	-0.9	3.5	3.1
1954.....	0.6	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2	-0.8	3.5	3.6
1955.....	0.2	-1.6	-1.0	-0.4	-0.6	-2.6	2.3	2.2
1956.....	1.4	0.8	0.8	0.9	0.7	-0.3	3.2	4.1
1957.....	3.2	2.9	1.7	3.0	1.4	2.6	4.0	5.5
1958.....	2.7	2.3	1.7	2.4	1.8	1.5	3.5	4.4
1959.....	1.1	0.3	1.3	0.2	1.4	0.9	2.8	3.7
1960.....	1.2	0.8	0.6	0.9	0.8	-0.3	2.2	2.9
1961 ⁽¹⁾	0.9	0.5	0.1	1.0	0.6	-1.8	1.3	1.9
1962.....	1.2	0.9	0.2	1.2	0.7	-0.7	1.4	2.1
1963.....	1.8	1.7	0.8	2.1	1.0	0.2	1.4	2.0
1964.....	1.7	1.3	1.1	1.5	1.7	-0.9	2.5	3.7
1965.....	2.5	1.6	1.1	2.0	1.5	0.1	4.2	6.2
1966.....	3.7	3.7	2.0	4.4	2.7	0.4	3.5	4.4
1967.....	3.6	2.6	3.7	2.6	3.9	3.0	5.4	6.2
1968.....	4.1	3.6	3.7	3.8	4.5	1.8	4.4	4.4
1969.....	4.5	3.4	2.7	3.9	3.1	1.0	5.8	6.9
(Données non corrigées des variations saisonnières)								
1969 J.....	3.8	3.0	2.6	3.4	3.3	0.6	4.3	4.4
F.....	3.7	2.7	2.8	3.1	3.2	0.9	4.9	5.4
M.....	3.9	2.8	2.4	3.1	2.8	0.7	5.2	5.8
A.....	4.4	3.2	2.6	3.6	3.1	1.1	6.2	7.6
M.....	4.7	3.5	2.6	4.1	3.1	1.1	6.4	7.8
J.....	5.2	4.7	2.7	5.4	3.3	1.1	6.2	7.7
J.....	5.0	4.3	2.6	4.9	3.1	1.0	6.2	7.6
A.....	5.1	4.1	2.6	4.8	3.2	1.3	6.1	7.5
S.....	4.5	3.2	2.6	3.7	3.1	0.9	6.2	7.6
O.....	4.4	2.7	2.4	3.2	2.8	0.9	6.3	7.8
N.....	4.5	3.2	2.4	3.6	2.6	1.6	5.7	6.9
D.....	4.6	3.3	2.5	3.7	2.8	1.6	6.0	7.1

⁽¹⁾ Voir renvoi ⁽¹⁾ au bas du tableau de référence 41.

SOURCE: BFS Prices and Price Indexes.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 45
CONTRIBUTIONS AUX VARIATIONS DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
1963-1969

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	(Points de pourcentage)						
Tous les articles.....	1.8	1.8	2.4	3.7	3.5	4.1	4.5
Alimentation.....	0.9	0.4	0.7	1.6	0.4	0.9	1.1
Logement.....	0.4	0.5	0.6	0.9	1.4	1.5	1.6
Habillement.....	0.2	0.3	0.2	0.4	0.5	0.3	0.3
Transports.....	—	0.2	0.4	0.3	0.5	0.3	0.5
Santé et soins personnels.....	0.2	0.2	0.3	0.3	0.4	0.3	0.4
Divertissement et lecture.....	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3
Tabac et alcool.....	—	0.1	0.1	0.1	0.1	0.6	0.3
Tous les articles.....	1.8	1.8	2.4	3.7	3.5	4.1	4.5
Toutes les commodités.....	1.2	0.9	1.0	2.4	1.6	2.4	2.3
Durables.....	—	-0.1	—	—	0.3	0.2	0.1
Non durables.....	1.2	1.0	1.0	2.4	1.3	2.2	2.2
Non durables (sauf aliments).....	0.3	0.5	0.4	0.8	1.0	1.4	0.9
Services.....	0.3	0.7	1.1	1.0	1.4	1.0	1.4
Partie du logement exclue ⁽¹⁾	0.3	0.2	0.3	0.3	0.5	0.7	0.8

⁽¹⁾Y compris les maisons neuves, l'impôt foncier et les intérêts sur hypothèques.

SOURCE: BFS Prices and Price Indexes.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 46
AUTRES INDICES DE PRIX

1947—1969

Année et mois	Prix des produits et services utilisés par les fermiers	Prix des produits agricoles au niveau de la ferme ⁽¹⁾	Indices des prix de gros			Trente maté- riaux indus- triels	Matériaux de construction		Prix à l'expor- tation	Prix à l'impor- tation	Termes d'échan- ge ⁽²⁾
			Matières pre- mières et partielle- ment ouvrées ⁽²⁾	Matières entière- ment et principa- lement ouvrées ⁽²⁾	Résiden- tielle		Non- Résiden- tielle				
								(1935-39 = 100)			
1947.....	157.5	83.6	164.3	162.4	187.0	61.7	64.5	91.6	88.0	104.1	
1948.....	183.7	99.1	196.3	192.4	222.7	74.4	73.2	100.0	100.0	100.0	
1949.....	191.7	98.9	197.1	199.2	218.0	77.9	76.3	103.3	102.6	100.7	
1950.....	197.3	101.0	212.8	211.0	244.6	83.0	80.1	108.3	110.3	98.2	
1951.....	217.5	115.0	237.9	242.4	296.1	97.8	90.5	123.9	126.2	98.2	
1952.....	229.8	106.3	218.7	230.7	252.6	97.4	93.9	121.8	110.4	110.3	
1953.....	225.3	97.0	207.0	228.8	232.3	96.6	94.8	118.3	101.4	108.1	
1954.....	224.2	91.7	204.8	224.2	223.7	94.9	92.9	115.1	109.5	105.1	
1955.....	224.5	90.1	209.7	224.5	236.0	96.9	94.2	117.7	110.5	106.5	
1956.....	230.3	90.9	215.8	231.5	248.2	100.1	97.7	121.3	113.0	107.3	
1957.....	238.7	91.2	209.4	237.9	240.3	100.1	99.2	121.3	116.4	104.2	
1958.....	242.7	95.2	209.3	238.3	229.8	99.2	99.0	120.6	116.5	103.5	
1959.....	249.7	95.2	210.9	241.6	240.2	101.3	100.5	122.8	114.4	107.3	
1960.....	254.7	96.1	209.6	242.2	240.4	100.7	101.0	123.0	115.5	106.5	
1961.....	259.0	100.0	212.6	244.5	243.2	100.0	100.0	124.0	119.1	104.1	
1962.....	265.8	104.3	223.8	249.0	248.0	101.1	100.6	128.1	124.5	102.9	
1963.....	273.8	102.9	228.9	254.2	253.5	104.4	103.0	128.9	129.4	99.6	
1964.....	281.6	101.3	225.7	256.4	258.3	111.1	106.5	130.7	130.8	99.9	
1965.....	289.3	107.8	231.2	261.3	258.7	116.1	112.0	132.4	130.8	101.2	
1966.....	305.2	117.0	242.7	268.6	261.4	120.0	115.4	137.9	132.5	104.1	
1967.....	322.6	116.0	246.1	274.2	253.1	124.3	117.8	140.6	133.5	103.3	
1968.....	338.9	113.7	249.1	281.6	254.0	131.3	120.6	145.6	135.7	107.3	
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	
(Données non corrigées des variations saisonnières)											
1969 J.....	344.1	112.2	255.4	290.8	261.4	138.2	123.1	147.6	137.4	107.4	
F.....	n.d.	112.4	255.9	292.0	263.5	139.8	123.8	149.0	139.0	107.2	
M.....	n.d.	112.2	255.0	293.7	264.1	143.2	125.5	150.2	140.0	107.3	
A.....	355.2	113.4	256.6	296.6	267.7	146.0	126.5	151.3	139.5	108.5	
M.....	n.d.	117.0	260.4	295.7	271.8	145.0	126.7	152.0	139.5	109.0	
J.....	n.d.	119.3	263.2	296.2	270.6	142.4	126.2	152.5	139.7	109.2	
A.....	n.d.	119.6	262.6	294.0	269.2	141.3	126.0	153.2	140.4	109.1	
A.....	356.8	115.8	262.0	293.8	269.2	140.4	126.4	153.0	141.1	108.4	
S.....	n.d.	115.8	261.8	295.4	270.4	138.9	126.6	152.7	141.8	107.7	
O.....	n.d.	113.3	261.5	295.4	266.8	137.9	126.8	153.0	142.5	107.4	
N.....	n.d.	114.3	261.1	296.2	267.8	138.4	127.6	153.5	142.7	107.6	

⁽¹⁾Exception faite de Terre-Neuve. Les prix du grain de l'Ouest utilisés dans la construction de l'indice sont, pour la période antérieure au 1^{er} août 1967, des prix définitifs. A partir du 1^{er} août 1968, les prix du grain de l'Ouest employés dans la construction de l'indice sont des prix initiaux seulement dans le cas du blé, de l'avoine et de l'orge. Pour la période allant du 1^{er} août 1967 au 31 juillet 1968, les prix des céréales de l'Ouest utilisés dans la construction de l'indice sont des prix finals dans le cas de l'orge et de l'avoine et des prix initiaux dans le cas du blé.

⁽²⁾Ces deux séries constituent l'indice général des prix de gros.

⁽³⁾L'indice du rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation.

SOURCES: BFS Prices and Price Indexes.

BFS Trade of Canada Exports, publication mensuelle (n° de catalogue 65-004).

BFS Trade of Canada Imports, publication mensuelle (n° de catalogue 65-007).

BFS Price Index Numbers of Commodities and Service Used by Farmers, publication mensuelle (n° de catalogue 62-004).

BFS Index Numbers of Farm Prices of Agricultural Products, publication mensuelle (n° de catalogue 62-003).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 47
AUTRES INDICES DE PRIX
1947—1969

Année et mois	Prix des produits et services utilisés par les fermiers	Prix des produits agricoles au niveau de la ferme ⁽¹⁾	Indices des prix de gros		Trente matériaux industriels	Matériaux de construction		Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes d'échange ⁽²⁾
			Matières premières et partiellement ouvrées ⁽²⁾	Matières entièrement et principalement ouvrées ⁽²⁾		Résidentielle	Non-Résidentielle			
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)										
1947.....	8.6	5.7	17.3	17.7	25.8	16.7	12.7	14.6	15.0	-0.3
1948.....	16.6	18.5	19.5	18.5	19.1	20.6	13.5	9.2	13.6	-3.9
1949.....	4.4	-0.2	0.4	3.5	-2.1	4.7	4.2	3.3	2.6	0.7
1950.....	2.9	2.1	8.0	5.9	12.2	6.5	5.0	4.8	7.5	-2.5
1951.....	10.2	13.9	11.8	14.9	21.1	17.8	13.0	14.4	-14.4	-
1952.....	5.7	-7.6	-8.1	-4.8	-14.7	-0.4	3.8	-1.7	-12.5	13.1
1953.....	-2.0	-8.7	-5.3	-0.8	-8.0	-0.8	1.0	-2.9	-0.9	-2.0
1954.....	-0.5	-5.5	-1.1	-2.0	-3.7	-1.8	-2.0	-2.7	0.1	-2.8
1955.....	0.1	-1.7	2.4	0.1	5.5	2.1	1.4	2.3	0.9	1.3
1956.....	2.6	0.9	2.9	3.1	5.2	3.3	3.7	3.1	2.3	0.8
1957.....	3.6	0.3	-3.0	2.8	-3.2	-	1.5	-	3.0	-2.9
1958.....	1.7	4.4	-	0.2	-4.4	-0.9	-0.2	-0.6	0.1	-0.7
1959.....	2.9	-	0.8	1.4	4.5	2.1	1.5	1.8	-1.8	3.7
1960.....	2.0	0.9	-0.6	0.2	0.1	-0.6	0.5	0.2	1.0	-0.7
1961.....	1.7	4.1	1.4	0.9	1.2	-0.7	-1.0	0.8	3.1	-2.3
1962.....	2.6	4.3	5.3	1.8	2.0	1.1	0.6	3.3	4.5	-1.2
1963.....	3.0	-1.3	1.4	2.1	2.2	3.3	2.4	0.6	3.9	-3.2
1964.....	2.8	-1.6	-0.5	0.9	1.9	6.4	3.4	1.4	1.1	0.3
1965.....	2.7	6.4	2.4	1.9	0.2	4.5	5.2	1.3	-	1.3
1966.....	5.5	8.5	5.0	2.8	1.0	3.4	3.0	4.2	1.3	2.9
1967.....	5.7	-0.9	1.4	2.1	-3.2	3.6	2.1	2.0	0.8	1.2
1968.....	5.1	-2.0	1.2	2.7	0.4	5.6	2.4	3.6	1.6	1.9
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données non corrigées des variations saisonnières)										
1969 J.....	4.7	-0.4	2.6	4.8	3.0	8.1	2.8	3.4	1.3	2.0
F.....	n.d.	-0.1	-3.3	5.0	4.4	9.0	3.2	4.0	1.7	2.3
M.....	n.d.	-	1.9	5.5	4.2	11.0	4.3	4.4	2.7	1.6
A.....	3.8	1.0	3.5	6.4	6.7	12.2	5.0	4.6	2.4	2.2
M.....	n.d.	3.4	4.5	5.7	8.0	11.4	5.1	4.4	2.8	1.6
J.....	n.d.	4.1	4.9	5.3	7.1	8.4	4.6	4.5	2.7	1.8
J.....	n.d.	2.8	5.8	4.6	6.2	7.5	4.9	4.7	3.8	0.8
A.....	3.2	0.7	-5.5	4.1	5.9	6.4	5.0	4.8	4.4	0.3
S.....	n.d.	-0.2	5.0	3.9	6.6	4.3	4.9	4.2	4.6	-0.3
O.....	n.d.	-0.2	5.7	3.7	4.5	3.3	5.0	4.6	4.9	-0.3
N.....	n.d.	0.9	4.6	3.6	4.1	2.4	5.0	4.8	4.5	0.4

(1), (2), (3) Voir renvois (1), (2) et (3) au bas du tableau de référence 46.

SOURCES: BFS *Prices and Price Indexes*.
BFS *Trade of Canada Exports*.
BFS *Trade of Canada Imports*.
BFS *Price Index Numbers of Commodities and Services Used by Farmers*.
BFS *Index Numbers of Farm Prices of Agricultural Products*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 48
 DÉPENSES TOTALES DES GOUVERNEMENTS
 (selon les comptes nationaux non révisés)

1947—1969

Année et trimestre	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêts sur la dette publique	Subventions	Aide en capitaux ⁽¹⁾	Régimes de pension du Canada et du Québec	Total des dépenses ⁽²⁾	Déficit (-) ou surplus
(millions de dollars)								
1947.....	1,541	839	559	177	—	—	3,116	753
1948.....	1,797	862	558	75	—	—	3,292	708
1949.....	2,127	948	572	77	—	—	3,724	373
1950.....	2,344	1,030	545	63	—	—	3,982	585
1951.....	3,271	1,032	553	128	—	—	4,984	985
1952.....	4,279	1,359	580	100	—	—	6,318	253
1953.....	4,432	1,461	610	110	—	—	6,613	175
1954.....	4,461	1,634	669	86	—	—	6,850	-131
1955.....	4,792	1,737	669	82	—	—	7,280	106
1956.....	5,386	1,766	714	123	—	—	7,989	350
1957.....	5,722	2,076	739	116	—	—	8,653	100
1958.....	6,180	2,637	782	146	—	—	9,745	-1,007
1959.....	6,490	2,755	963	205	—	—	10,413	-556
1960.....	6,769	3,120	1,095	235	—	—	11,219	-717
1961.....	7,236	3,441	1,170	251	6	—	12,104	-1,005
1962.....	7,717	3,725	1,305	292	27	—	13,066	-854
1963.....	8,075	3,848	1,423	311	61	—	13,718	-690
1964.....	8,654	4,133	1,526	323	82	—	14,718	36
1965.....	9,614	4,574	1,645	326	84	—	16,243	325
1966.....	11,286	5,047	1,805	516	59	—	18,713	348
1967.....	12,377	6,223	1,982	522	65	—	21,169	157
1968.....	13,329	7,179	2,262	500	70	15	23,355	800
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)								
1968 I.....	12,840	6,632	2,092	444	80	4	22,092	1,168
II.....	13,112	7,160	2,260	472	36	12	23,052	220
III.....	13,408	7,388	2,364	532	108	16	23,816	436
IV.....	13,956	7,536	2,332	552	56	28	24,460	1,376
1969 I.....	14,228	7,680	2,448	496	56	32	24,940	1,908
II.....	14,752	8,064	2,604	568	96	48	26,132	1,468
III.....	14,948	8,092	2,568	488	64	60	26,220	1,404
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾A partir de 1961, cette catégorie est considérée comme une dépense gouvernementale courante; avant 1961, elle était considérée comme un transfert de capital.

⁽²⁾Exception faite des transferts intergouvernementaux.

Source: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 49
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
1947-1969

Année et trimestre	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêts sur la dette publique	Subventions	Aide en capitaux ⁽¹⁾	Transferts aux autres niveaux de gouvernement	Total des dépenses	Déficit (-) ou surplus
(millions de dollars)								
1947.....	629	611	453	171	—	192	2,056	684
1948.....	673	570	453	71	—	150	1,917	760
1949.....	870	583	461	73	—	187	2,174	480
1950.....	977	615	427	60	—	251	2,380	635
1951.....	1,702	577	427	124	—	259	3,089	1,021
1952.....	2,489	979	441	96	—	368	4,373	253
1953.....	2,559	1,046	461	106	—	412	4,584	142
1954.....	2,449	1,161	504	84	—	430	4,628	-100
1955.....	2,510	1,232	494	75	—	450	4,761	176
1956.....	2,683	1,224	524	118	—	485	5,034	544
1957.....	2,728	1,463	519	108	—	521	5,339	249
1958.....	2,854	1,899	544	131	—	663	6,091	-757
1959.....	2,832	1,791	678	189	—	880	6,370	-327
1960.....	2,730	1,976	753	209	—	994	6,662	-251
1961.....	2,982	2,006	786	221	6	1,128	7,129	-461
1962.....	3,025	2,112	866	260	27	1,134	7,424	-565
1963.....	2,934	2,133	935	275	61	1,169	7,507	-330
1964.....	3,046	2,239	995	277	82	1,252	7,891	344
1965.....	3,293	2,312	1,052	259	84	1,434	8,434	625
1966.....	3,920	2,478	1,151	375	59	1,662	9,645	164
1967.....	4,259	2,936	1,245	390	65	1,992	10,887	-256
1968.....	4,475	3,277	1,409	375	70	2,452	12,058	-165
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)								
1968 I.....	4,384	3,064	1,256	328	80	2,324	11,436	108
II.....	4,348	3,400	1,424	352	36	2,564	12,124	-936
III.....	4,376	3,292	1,500	388	108	2,376	12,040	-80
IV.....	4,792	3,352	1,456	432	56	2,544	12,632	248
1969 I.....	5,132	3,536	1,436	376	56	2,728	13,264	48
II.....	5,108	3,584	1,604	456	96	2,780	13,628	-76
III.....	5,120	3,696	1,600	348	64	2,684	13,512	280
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾Voir renvoi (1) au bas du tableau de référence 48.

SOURCE: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 50
DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX
1947-1969

Année et trimestre	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêts sur la dette publique	Subventions	Total des dépenses	Déficit(-) ou surplus
(millions de dollars)						
1947.....	912	228	106	6	1,252	69
1948.....	1,124	292	105	4	1,525	-52
1949.....	1,257	365	111	4	1,737	-107
1950.....	1,367	415	118	3	1,903	-50
1951.....	1,569	455	126	4	2,154	-36
1952.....	1,790	380	139	4	2,313	-
1953.....	1,873	415	149	4	2,441	33
1954.....	2,012	473	165	2	2,652	-31
1955.....	2,282	505	175	7	2,969	-70
1956.....	2,703	542	190	5	3,440	-194
1957.....	2,994	613	220	8	3,835	-149
1958.....	3,326	738	238	15	4,317	-250
1959.....	3,658	964	285	16	4,923	-229
1960.....	4,039	1,144	342	26	5,551	-466
1961.....	4,254	1,435	384	30	6,103	-544
1962.....	4,692	1,613	439	32	6,776	-289
1963.....	5,141	1,715	488	36	7,380	-360
1964.....	5,608	1,894	531	46	8,079	-308
1965.....	6,321	2,262	593	67	9,243	-300
1966.....	7,366	2,569	654	141	10,730	-535
1967.....	8,118	3,287	737	132	12,274	-473
1968.....	8,854	3,902	853	125	13,734	-25
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)						
1968 I.....	8,456	3,568	836	116	12,976	108
II.....	8,764	3,760	836	120	13,480	168
III.....	9,032	4,096	864	144	14,136	-460
IV.....	9,164	4,184	876	120	14,344	84
1969 I.....	9,096	4,144	1,012	120	14,372	780
II.....	9,644	4,480	1,000	112	15,236	276
III.....	9,828	4,396	968	140	15,332	24
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCE: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 51
 REVENUS DES GOUVERNEMENTS
 (selon les comptes nationaux non révisés)
 1947-1969

Année et trimestre	Impôts directs sur le revenu des particuliers	Impôts directs sur le revenu des sociétés	Impôts retenus	Impôts indirects	Revenus de placements ⁽²⁾	Cotisations patronales et salariales aux caisses de sécurité sociale et caisses publiques de pension ⁽²⁾	Régimes de pension du Canada et du Québec ⁽³⁾	Total des revenus ⁽¹⁾⁽³⁾
(millions de dollars)								
1947.....	791	702	35	1,785	375	181	—	3,889
1948.....	822	687	41	1,840	386	224	—	4,000
1949.....	789	718	47	1,885	419	239	—	4,097
1950.....	740	983	54	2,063	471	256	—	4,567
1951.....	1,030	1,416	56	2,597	534	336	—	5,969
1952.....	1,323	1,384	55	2,817	617	375	—	6,571
1953.....	1,432	1,220	54	3,021	651	410	—	6,788
1954.....	1,437	1,082	58	3,033	687	422	—	6,719
1955.....	1,499	1,272	67	3,319	753	476	—	7,386
1956.....	1,732	1,413	69	3,759	834	532	—	8,339
1957.....	1,917	1,337	83	3,977	849	590	—	8,753
1958.....	1,795	1,315	48	4,028	937	615	—	8,738
1959.....	2,088	1,581	74	4,464	998	652	—	9,857
1960.....	2,360	1,544	79	4,705	1,063	751	—	10,502
1961.....	2,511	1,612	116	4,947	1,126	787	—	11,099
1962.....	2,729	1,710	125	5,585	1,251	812	—	12,212
1963.....	2,916	1,827	127	5,911	1,395	852	—	13,028
1964.....	3,428	2,053	140	6,695	1,526	912	—	14,754
1965.....	3,913	2,225	168	7,564	1,671	1,027	—	16,568
1966.....	4,484	2,252	203	8,466	1,808	1,129	719	19,061
1967.....	5,493	2,208	218	9,227	2,112	1,182	886	21,326
1968.....	6,660	2,593	209	10,021	2,294	1,373	1,005	24,155
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)								
1968 I.....	6,412	2,396	220	9,812	2,160	1,304	956	23,260
II.....	6,236	2,480	208	9,768	2,292	1,288	1,000	23,272
III.....	6,716	2,608	232	10,044	2,308	1,352	992	24,252
IV.....	7,276	2,888	176	10,460	2,416	1,548	1,072	25,836
1969 I.....	7,588	2,976	212	10,860	2,600	1,500	1,112	26,848
II.....	8,200	2,832	240	10,960	2,644	1,560	1,164	27,600
III.....	8,584	2,396	264	11,012	2,636	1,572	1,160	27,624
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾Exception faite des transferts inter-gouvernementaux.

⁽²⁾Exception faite des recettes provenant des régimes de pension du Canada et du Québec.

⁽³⁾Comprend les recettes provenant des régimes de pension du Canada et du Québec.

SOURCE: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 52
REVENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
1947-1969

Année et trimestre	Impôts directs sur le revenu des particuliers	Impôts directs sur le revenu des sociétés	Impôts retenus	Impôts indirects	Revenus de placements	Cotisations patronales et salariales aux caisses de sécurité sociale et caisses publiques de pension	Total des revenus
(millions de dollars)							
1947.....	729	631	35	1,136	109	100	2,740
1948.....	752	568	41	1,086	101	129	2,677
1949.....	707	588	47	1,048	123	141	2,654
1950.....	654	837	54	1,115	146	159	2,965
1951.....	931	1,227	56	1,495	180	221	4,110
1952.....	1,223	1,275	55	1,595	231	247	4,626
1953.....	1,329	1,144	54	1,697	232	270	4,726
1954.....	1,319	1,018	58	1,612	234	287	4,528
1955.....	1,325	1,210	67	1,744	267	324	4,937
1956.....	1,550	1,334	69	1,972	296	357	5,578
1957.....	1,723	1,132	83	1,990	276	384	5,588
1958.....	1,581	1,075	48	1,912	327	391	5,334
1959.....	1,770	1,310	74	2,125	350	414	6,043
1960.....	2,017	1,266	79	2,180	382	487	6,411
1961.....	2,132	1,311	116	2,190	409	510	6,668
1962.....	2,088	1,279	125	2,401	448	518	6,859
1963.....	2,193	1,362	127	2,451	510	534	7,177
1964.....	2,558	1,546	140	2,847	570	574	8,235
1965.....	2,716	1,675	168	3,252	630	618	9,059
1966.....	2,955	1,696	203	3,575	690	690	9,809
1967.....	3,572	1,630	218	3,707	800	704	10,631
1968.....	4,283	1,932	209	3,764	878	827	11,893
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)							
1968 I.....	4,260	1,788	220	3,716	784	776	11,544
II.....	3,952	1,852	208	3,576	844	756	11,188
III.....	4,272	1,944	232	3,772	952	788	11,960
IV.....	4,648	2,144	176	3,992	932	988	12,880
1969 I.....	4,976	2,216	212	3,924	1,044	940	13,312
II.....	5,368	2,112	240	3,988	-1,004	992	13,704
III.....	5,656	1,784	264	4,040	1,068	980	13,792
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCE: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 53
 REVENUS DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX
 1947-1969

Année et trimestre	Impôts directs sur le revenu des particuliers	Impôts directs sur le revenu des sociétés	Impôts indirects	Revenus de placements	Contributions patronales et salariales aux caisses de sécurité sociale et publiques de pension	Transferts du gouvernement fédéral	Total des revenus
(millions de dollars)							
1947.....	62	71	649	266	81	192	1,321
1948.....	70	119	754	285	95	150	1,473
1949.....	82	130	837	296	98	187	1,630
1950.....	86	146	948	325	97	251	1,853
1951.....	99	189	1,102	354	115	259	2,118
1952.....	100	109	1,222	386	128	368	2,313
1953.....	103	76	1,324	419	140	412	2,474
1954.....	118	64	1,421	453	135	430	2,621
1955.....	174	62	1,575	486	152	450	2,899
1956.....	182	79	1,787	538	175	485	3,246
1957.....	194	205	1,987	573	206	521	3,686
1958.....	214	240	2,116	610	224	663	4,067
1959.....	318	271	2,339	648	238	880	4,694
1960.....	343	278	2,525	681	264	994	5,085
1961.....	379	301	2,757	717	277	1,128	5,559
1962.....	641	431	3,134	803	294	1,134	6,487
1963.....	723	465	3,460	885	318	1,169	7,020
1964.....	870	507	3,848	956	338	1,252	7,771
1965.....	1,197	550	4,312	1,041	409	1,434	8,943
1966.....	1,529	556	4,891	1,118	439	1,662	10,195
1967.....	1,921	573	5,520	1,312	478	1,992	11,801
1968.....	2,377	661	6,257	1,416	546	2,452	13,709
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)							
1968 I.....	2,152	608	6,096	1,376	528	2,324	13,084
II.....	2,284	628	6,192	1,448	532	2,564	13,648
III.....	2,444	664	6,272	1,356	564	2,376	13,676
IV.....	2,628	744	6,468	1,484	560	2,544	14,428
1969 I.....	2,612	760	6,936	1,556	560	2,728	15,152
II.....	2,832	720	6,972	1,640	568	2,780	15,512
III.....	2,923	612	6,972	1,568	592	2,684	15,356
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCE: BFS *The National Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 54 (suite)
 PAIEMENTS INTERNATIONAUX: COMPTE COURANT
 1947-1969

Année et trimestre	Paiements courants:							
	Importa- tions de marchan- dises (après ajuste- ment)	Dépenses de voyage	Intérêts et dividendes	Transports (terre, eau, air)	Fonds des émigrants et héritages ¹	Contribu- tions officielles	Autres paiements courants ⁽¹⁾	Total des paiements courants
	(millions de dollars)							
1947.....	2,535	167	337	278	49	38	295	3,699
1948.....	2,598	134	325	279	50	23	287	3,696
1949.....	2,696	193	390	253	59	6	315	3,912
1950.....	3,132	226	475	301	61	5	349	4,549
1951.....	4,101	280	452	354	70	9	393	5,659
1952.....	3,854	341	413	375	94	16	393	5,486
1953.....	4,212	365	406	374	96	25	463	5,941
1954.....	3,916	389	424	356	99	11	477	5,672
1955.....	4,543	449	473	415	116	24	526	6,546
1956.....	5,565	498	524	502	131	30	597	7,847
1957.....	5,488	525	594	515	157	40	661	7,980
1958.....	5,066	542	614	460	159	53	695	7,589
1959.....	5,572	598	671	525	165	72	697	8,300
1960.....	5,540	627	656	533	184	61	768	8,369
1961.....	5,716	642	764	568	176	56	794	8,716
1962.....	6,203	605	783	595	175	36	856	9,253
1963.....	6,579	585	860	648	185	65	888	9,810
1964.....	7,537	712	1,010	679	201	69	963	11,171
1965.....	8,627	796	1,086	761	211	93	1,037	12,611
1966.....	10,102	900	1,140	823	198	166	1,229	14,558
1967.....	10,772	895	1,211	861	213	182	1,450	15,584
1968.....	12,162	1,015	1,290	937	209	133	1,485	17,231
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)							
1968 I.....	11,868	960	1,284	912	224	n.d.	1,540	16,788
II.....	11,632	956	1,348	928	232	n.d.	1,588	16,684
III.....	12,028	1,112	1,344	928	192	n.d.	1,672	17,276
IV.....	13,120	1,032	1,184	980	188	n.d.	1,672	18,176
1969 I.....	13,936	1,160	1,352	976	212	n.d.	1,640	19,276
II.....	13,820	1,284	1,384	992	216	n.d.	1,704	19,400
III.....	13,856	1,368	1,364	984	180	n.d.	1,808	19,560
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾ Comprend les contributions officielles pour la période 1968 à 1969, trimestriellement.

SOURCE: BFS *Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments*, publication trimestrielle (n° de catalogue 67-001), publication occasionnelle (n° de catalogue 67-505).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 55
 SOLDES NETS DE CERTAINES TRANSACTIONS INVISIBLES
 1947-1969

Année et trimestre	Dépenses de voyage			Fonds des migrants et héritages			Transports (terre, eau, air)	Intérêts et dividendes
	États-Unis	Autres pays	Ensemble des pays	États-Unis	Autres pays	Ensemble des pays	Ensemble des pays	Ensemble des pays
	(millions de dollars)							
1947.....	89	- 5	84	-19.	39	20	44	-273
1948.....	154	- 9	145	-19	53	34	57	-255
1949.....	102	-10	92	-26	35	9	50	-307.
1950.....	67	-18	49	-16	12	4	-17	-381
1951.....	12	-18	- 6	-23	30	7	- 3	-337
1952.....	-37	-29	-66	-39	30	- 9	8	-261
1953.....	-25	-38	-63	-37	32	- 5	-56	-243
1954.....	-37	-47	-84	-36	26	-10	-43	-277
1955.....	-60	-61	-121	-45	15	-30	-17	-312
1956.....	-82	-79	-161	-63	31	-32	-45	-382
1957.....	-78	-84	-162	-77	44	-33	-70	-441
1958.....	-104	-89	-193	-57	- 5	-62	-59	-447
1959.....	-97	-110	-207	-71	15	-56	-105	-491
1960.....	-87	-120	-207	-92	10	-82	-91	-485
1961.....	-24	-136	-160	-85	13	-72	-82	-551
1962.....	93	-136	-43	-78	27	-51	-86	-581
1963.....	161	-137	24	-87	53	-34	-85	-630
1964.....	109	-159	-50	-80	48	-32	-35	-678
1965.....	112	-161	-49	-69	74	5	-93	-164
1966.....	102	-162	-60	-39	109	70	-65	-822
1967.....	549	-122	427	n.d.	n.d.	124	-39	-896
1968.....	n.d.	n.d.	-23	n.d.	n.d.	161	-43	-959
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
	(Données corrigées des variations saisonnières et exprimées en taux annuels)							
1968 I.....	n.d.	n.d.	4	n.d.	n.d.	84	-32	-1,000
II.....	n.d.	n.d.	72	n.d.	n.d.	128	-36	-1,008
III.....	n.d.	n.d.	-104	n.d.	n.d.	244	-40	-968
IV.....	n.d.	n.d.	-64	n.d.	n.d.	188	-64	-860
1969 I.....	n.d.	n.d.	-60	n.d.	n.d.	136	-56	-964
II.....	n.d.	n.d.	-172	n.d.	n.d.	144	-72	-888
III.....	n.d.	n.d.	-304	n.d.	n.d.	168	-60	-984
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCE: BFS Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 56
BALANCE DES PAIEMENTS
1947-1969

Année et trimestre	Balance commer- ciale	Déficit au compte des invi- sibles ⁽¹⁾	Balance au compte courant ⁽¹⁾	Produc- tion d'or dis- ponible pour l'expor- tation	Mouvements de capitaux: entrées et sorties (-)		Total	dont:		
					A long terme	A court terme		Augmen- tation ou diminution (-) dans les avoirs officiels en or et en devises	Position nette au Fonds moné- taire inter- national	Facilités de crédit rési- proque avec les Système fédéral de Réserve
(millions de dollars)										
1947.....	188	-238	- 50	99	-721	- 4	-668	-742	74	-
1948.....	432	-100	332	119	43	- 2	492	492	-	-
1949.....	293	-255	38	139	- 29	- 20	128	128	-	-
1950.....	7	-489	-482	163	610	431	722	722	-	-
1951.....	-151	-511	-662	150	666	- 98	56	56	-	-
1952.....	485	-448	37	150	455	-605	- 37	37	-	-
1953.....	- 60	-532	-592	144	649	-239	- 38	- 38	-	-
1954.....	18	-597	-579	155	599	- 51	124	124	-	-
1955.....	-211	-631	-842	155	414	229	- 44	- 44	-	-
1956.....	-728	-791	-1,519	147	1,490	- 70	48	38	15	-
1957.....	-594	-1,001	-1,595	144	1,320	26	-105	-105	-	-
1958.....	-176	-1,118	-1,294	157	1,153	93	109	109	-	-
1959.....	-421	-1,214	-1,635	148	1,179	297	- 11	- 70	59	-
1960.....	-148	-1,247	-1,395	162	929	265	- 39	- 39	-	-
1961.....	173	-1,263	-1,090	162	930	288	290	229	61	-
1962.....	184	-1,169	-985	155	688	297	155	537	-378	-4 ⁽²⁾
1963.....	503	-1,178	-675	154	637	30	146	60	86	-
1964.....	701	-1,270	-569	145	820	-33	363	86	277	-
1965.....	118	-1,386	-1,268	138	864	423	157	- 11	168	-
1966.....	224	-1,513	-1,289	127	1,061	-258	-359	-462	103	-
1967.....	566	589	-611	112	1,347	-830	18	34	- 16	-
1968.....	1,376	-1,607	-231	120	1,590	-1,126	353	604	-249	-2 ⁽²⁾
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données non corrigées des variations saisonnières)										
1968 I.....	263	-524	-261	33	132	-669	-765	- 23	-471	-271
II.....	372	-418	- 46	27	742	-103	620	355	130	135
III.....	483	-182	301	32	360	-532	161	- 43	70	134
IV.....	258	-483	-225	28	356	178	337	315	22	-
1969 I.....	243	-539	-296	31	549	-321	- 37	- 53	16	-
II.....	97	-450	-353	28	481	-215	- 59	-168	109	-
III.....	366	-255	111	29	605	-749	- 4	- 91	87	-
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾Exception faite de la production d'or disponible pour l'exportation.

⁽²⁾Représentent les différences, exprimées en dollars canadiens, entre les montants reçus et remboursés à la suite de mesures d'aide internationale spéciale, ces dernières étant faites en dollars des États-Unis et incluant, en 1962, une opération (swap) avec les autorités du Royaume-Uni.

SOURCE: BFS Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 57 (suite)
 PAIEMENTS INTERNATIONAUX: MOUVEMENTS DE CAPITAUX
 1947-1969

Année et trimestre	Variations dans certains avoirs canadiens des non-résidents:						Soldes en banque et autres capitaux à court terme à l'étranger	Autres trans- actions	Mouve- ments de capitaux sauf les mouve- ments moné- taires indiqués ci-après	Mouvements monétaires officiels sous forme de:		
	Dépôts en dollars cana- diens	Créances à vue sur le gouver- nement canadien	Bons du Trésor	Papier à court terme		Autres enga- gements des sociétés de finance- ment				Vari- ations dans les avoirs officiels en or et en devises	Vari- ations dans la position nette au Fonds moné- taire inter- national	Autres opé- ra- tions spé- ciales d'ordre financier
				Sociétés de finance- ment exclues	Sociétés de finance- ment							
(millions de dollars)												
1947.....	-26	33	—	— ⁽²⁾	— ⁽²⁾	— ⁽²⁾	-8	5	-717	-742	74	—
1948.....	-21	—	—	—	—	—	-2	21	41	492	—	—
1949.....	33	—	8	—	—	—	-2	-59	-49	128	—	—
1950.....	235	-4	-3	—	—	—	11	192	1,041	722	—	—
1951.....	-190	8	2	—	—	—	-14	112	568	56	—	—
1952.....	-66	-5	1	— ⁽²⁾	— ⁽²⁾	35	-165	-405	-150	37	—	—
1953.....	-22	-11	2	—	—	—	-2	-80	-122	410	-38	—
1954.....	27	-15	8	—	—	—	10	-75	6	548	124	—
1955.....	60	-9	29	—	—	23	91	35	643	-44	—	—
1956.....	-30	—	3	—	—	64	-216	109	1,420	33	15	—
1957.....	-15	—	-18	—	—	4	-274	329	1,346	-105	—	—
1958.....	39	45	21	—	—	24	-58	22	1,246	109	—	—
1959.....	10	-8	14	—	—	68	-119	332	1,476	-70	59	—
1960.....	79	-12	56	—	—	59	-60	143	1,194	-39	—	—
1961.....	33	-2	-58	—	—	95	140	80	1,218	229	61	—
1962.....	-10	-4	4	—	—	119	93	95	985	537	-378	-4 ⁽⁴⁾
1963.....	43	1	-27	-23	93	35	-258	166	667	60	86	—
1964.....	28	—	-16	-11	196	52	-528	246	787	86	277	—
1965.....	31	2	12	10	-162	209	138	183	1,287	-11	168	—
1966.....	10	5	-15	—	-4	154	-601	193	803	-462	103	—
1967.....	24	-4	4	11	-54	34	-286	-559	517	34	-16	—
1968.....	70	21	48	3	-131	19	-405	-751	464	604	-249	-2 ⁽⁴⁾
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données non corrigées des variations saisonnières)												
1968 I.....	8	-4	23	6	-60	-6	-125	-548	-537	-23	-471	-271
II.....	4	-3	1	-18	-35	-7	27	-53	639	355	130	135
III.....	4	1	11	2	-36	-2	-149	-345	-172	-43	70	134
IV.....	54	27	13	-13	—	34	-158	195	534	315	22	—
1969 I.....	-11	-2	13	-3	159	23	-155	-345	228	-53	16	—
II.....	25	-30	-5	-3	71	28	-584	233	266	-163	109	—
III.....	-4	1	-3	-15	-71	3	-233	-427	-144	-91	87	—
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾ De 1947 à 1961, comprend les crédits à l'exportation de la part du Canada et dont les risques sont directement ou indirectement assumés par le gouvernement du Canada.

⁽²⁾ Compris dans la catégorie «Autres transactions» pour la période 1947 à 1951.

⁽³⁾ Compris dans la catégorie «Autres engagements des sociétés de financement» pour la période 1952 à 1962.

⁽⁴⁾ Représentent les différences, exprimées en dollars canadiens, entre les montants reçus et remboursés à la suite de mesures d'aide internationale spéciale, ces dernières étant faites en dollars des États-Unis et incluant, en 1962, une opération (swap) avec les autorités du Royaume-Uni.

SOURCE: BFS Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 58 (suite)
 TRANSACTIONS D'OBLIGATIONS ET DE «DÉBENTURES» AVEC LES NON-RÉSIDENTS
 1947-1969

Année et trimestre	Ensemble des gouvernements			Sociétés (y compris les chemins de fer)			Total		
	Émissions	Retraits	Produit net	Émissions	Retraits	Produit net	Émissions	Retraits	Produit net
(millions de dollars)									
1947.....	n.d.	39	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	95	n.d.	n.d.
1948.....	150	36	114	—	n.d.	n.d.	150	n.d.	n.d.
1949.....	105	96	9	—	n.d.	n.d.	105	n.d.	n.d.
1950.....	178	159	19	28	n.d.	n.d.	206	n.d.	n.d.
1951.....	341	149	192	28	n.d.	n.d.	369	n.d.	n.d.
1952.....	183	73	90	136	15	121	299	88	211
1953.....	225	127	98	64	13	51	289	140	149
1954.....	180	160	20	133	35	98	313	195	118
1955.....	52	137	-85	51	41	10	103	178	-75
1956.....	345	116	229	252	20	252	597	136	461
1957.....	275	78	197	464	31	433	739	109	630
1958.....	392	100	292	253	42	211	645	142	503
1959.....	547	175	372	114	66	48	661	241	420
1960.....	268	153	115	154	104	50	422	257	165
1961.....	150	110	40	354	136	218	504	246	258
1962.....	378	149	229	331	140	191	709	289	420
1963.....	578	223	355	392	101	291	970	324	646
1964.....	664	207	457	414	117	297	1,078	324	754
1965.....	409	169	240	807	214	593	1,216	383	833
1966.....	657	364	293	751	131	620	1,408	495	913
1967.....	943	209	734	312	129	183	1,255	338	917
1968.....	1,275	193	1,082	597	201	396	1,872	394	1,478
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données non corrigées, des variations saisonnières)									
1968 I.....	289	47	242	110	77	33	399	124	275
II.....	456	60	396	244	60	184	700	120	580
III.....	275	19	256	152	18	134	427	37	390
IV.....	255	67	188	91	46	45	46	113	233
1969 I.....	391	42	349	178	27	151	569	69	500
II.....	304	80	224	115	45	70	419	125	294
III.....	380	32	348	171	17	154	551	49	502
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCE: BFS Sales and Purchases of Securities between Canada and Other Countries, publication mensuelle (n° de catalogue 67-002).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 59

CHANGEMENT NET DANS LES AVOIRS EN DEVISES ÉTRANGÈRES DES BANQUES À CHARTE CANADIENNES AU CANADA⁽¹⁾

1967-1969

(Données non corrigées des variations saisonnières)

	1967	1968	1969	1968				1969			
				I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(millions de dollars)										
Vis-à-vis les résidents des É.-U.:											
Actif.....	268	152	815	-224	248	212	-84	247	3	276	289
Passif.....	77	-297	339	-98	38	-147	-91	170	79	-56	147
Net.....	191	449	476	-126	210	358	7	78	-76	332	142
Autres non-résidents:											
Actif.....	340	636	1,405	127	17	113	380	464	687	227	28
Passif.....	158	701	1,361	47	97	285	272	478	304	438	141
Net.....	183	-65	45	80	-81	-172	108	-14	383	-211	-113
Tous les non-résidents:											
Actif.....	608	788	2,220	-97	264	325	296	711	690	503	317
Passif.....	234	404	1,700	-51	135	139	181	648	383	381	288
Créances nettes ⁽²⁾	374	385	521	-46	129	186	115	63	307	122	29
Vis-à-vis les résidents canadiens:											
Actif ⁽³⁾	84	-48	215	-28	-19	-6	-5	-61	217	10	49
Passif ⁽³⁾	306	98	1,252	-57	9	106	39	166	1789	381	-83
Net.....	-223	-146	-1,037	28	-29	-112	-34	-226	-572	-371	132
Changements dans la position nette des banques ⁽³⁾	152	239	-517	-17	100	74	81	-163	-265	-250	161

⁽¹⁾Corrigées des variations du taux de change.

Effets sur la balance des paiements:

^(a)1+^(a)2, avec le signe contraire, est le principal élément de D.17.1, «soldes bancaires et autres fonds à court terme à l'étranger»

-[(a)1+(a)2].....	-458	-337	-735	74	-109	-180	-120	-3	-524	-131	-78
D.17.1.....	-286	-405	n.d.	-125	27	-149	-158	-155	-584	-233	n.d.

^(b)est divisé entre D.17.5 et D.13, respectivement les éléments de capital résiduel à court et à long terme.^(c)avec le signe contraire, est l'effet net sur la balance des paiements des transactions des banques en devises.

Source: Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 60
FINANCEMENT DU COMPTE BILATÉRAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS
1947-1969

Année et trimestre	Transactions avec les États-Unis (exception faite des organismes financiers internationaux):		Montant net devant être financé par d'autres transactions	Autres transactions:			Augmentation (-) des avoirs canadiens en or et en devises étrangères	Changement dans la position du Canada vis-à-vis le Fonds Monétaire international ⁽¹⁾	Opérations de crédit réciproque avec le Système Fédéral de Réserve	Financement total
	Déficit au compte courant (exception faite de l'or)	Entrées de capitaux provenant des É.-U.		Excédent au compte courant avec les autres pays	Mouvement net de capitaux provenant des autres pays ou vers ces pays	Nouvelle production d'or disponible pour l'exportation				
(millions de dollars)										
1947.....	-1,233	-163	-1,396	1,183	-554	99	742	-74	-	1,396
1948.....	-512	111	-401	844	-70	119	-492	-	-	401
1949.....	-740	64	-676	778	-113	139	-128	-	-	676
1950.....	-548	946	-398	66	95	163	-722	-	-	398
1951.....	-1,095	556	-539	433	12	150	-56	-	-	539
1952.....	-980	-106	-1,086	1,017	-44	150	-37	-	-	1,086
1953.....	-1,051	199	-852	459	211	144	38	-	-	852
1954.....	-955	379	-576	376	169	155	-124	-	-	576
1955.....	-1,184	366	-818	342	-277	155	44	-	-	818
1956.....	-1,797	891	-906	278	529	147	-33	-15	-	906
1957.....	-1,723	942	-781	128	404	144	105	-	-	781
1958.....	-1,324	1,045	-279	30	201	157	-109	-	-	279
1959.....	-1,369	1,312	-57	-266	164	148	70	-59	-	57
1960.....	-1,521	974	-547	126	220	162	39	-	-	547
1961.....	-1,503	1,311	-192	413	-93	162	-229	-61	-	192
1962.....	-1,247	1,073	-174	262	-88	155	-537	378	4 ⁽²⁾	174
1963.....	-1,302	829	-473	627	-162	154	-60	-86	-	473
1964.....	-1,780	1,639	-141	1,211	-852	145	-86	-277	-	141
1965.....	-2,075	437	-1,638	807	850	138	11	-168	-	1,638
1966.....	-2,157	1,059	-1,098	868	-256	127	462	-103	-	1,098
1967.....	-1,454	300	-1,154	843	217	112	-34	16	-	1,154
1968.....	-958	-159	-1,117	727	623	120	-604	249	2 ⁽²⁾	1,117
1969.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
(Données non corrigées des variations saisonnières)										
1968 I.....	-454	-381	-835	193	-156	33	23	471	271	835
II.....	-316	167	-149	270	472	27	-355	-130	-135	149
III.....	124	-472	-348	177	300	32	43	-70	-134	348
IV.....	-312	527	215	87	7	28	-315	-22	-	-215
1969 I.....	-420	197	-223	124	31	31	53	-16	-	223
II.....	-344	624	280	-9	-376	28	168	-109	-	-280
III.....	216	-516	-300	-105	372	29	91	-87	-	300
IV.....	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

⁽¹⁾L'amélioration (-) de la situation du Canada représente le versement net, par le Canada, au FMI.

⁽²⁾Représentent les différences, exprimées en dollars canadiens, entre les montants reçus et remboursés à la suite de mesures d'aide internationale spéciale, ces dernières étant faites en dollars des États-Unis et incluant, en 1962, une opération «swap» avec les autorités du Royaume-Uni.

SOURCE: BFS Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 61
POSITION DU CANADA AU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (1)(2)

1946-1969

Année et trimestre	Augmentation de la souscription d'or	Tirages par le Canada (-)	Rachats (remboursements de tirages) par le Canada	Ventes ou rachats (-) nets en dollars canadiens du Fonds auprès de pays tiers	Ventes d'or en réserve au Fonds en retour de dollars canadiens	Position à la fin de la période(3)
(millions de dollars des É.-U.)						
1946.....	1.0	—	—	—	—	1.0
1947.....	74.0	—	—	—	—	75.0
1956.....	—	—	—	15.0	—	90.0
1958.....	—	—	—	-0.1	—	90.0
1959.....	62.5	—	—	—	—	152.5
1961.....	—	—	—	84.6	25.0	212.1
1962.....	—	-300.0	—	-50.3	—	-138.2
1963.....	—	—	79.7	—	—	-58.5
1964.....	—	—	166.0	99.0	-9.0	197.5
1965.....	—	—	—	183.4	-27.5	353.4
1966.....	47.5	—	—	47.6	—	448.5
1967.....	—	—	—	-15.1	—	433.4
1968.....	—	-426.0(4)	64.8	131.2	—	206.2(6)
1969.....	—	—	—	280.3(6)	-8.6	478.1(6)
1968 I.....	—	-426.0(4)	—	-7.3	—	0.1
II.....	—	—	—	121.0	—	121.1
III.....	—	—	64.8	—	—	185.9
IV.....	—	—	—	17.5	—	206.2(6)
1969 I.....	—	—	—	15.0	—	221.2
II.....	—	—	—	103.5	-2.5	322.2
III.....	—	—	—	86.2	-6.1	402.3
IV.....	—	—	—	75.6(6)	—	478.1(6)

NOTA: Les emprunts du Fonds en vertu des Accords Généraux d'Emprunt n'affectent pas la position de réserve.

(1) Seules sont indiquées les années où des transactions ont été effectuées.

(2) Les colonnes peuvent ne pas s'additionner horizontalement, en raison de l'arrondissement des données.

(3) Un chiffre négatif indique le déficit qu'accuse la tranche de crédit relativement à la quote-part.

(4) Comprend le remboursement par le Fonds de son emprunt au Canada en 1965 (35 millions de dollars).

(5) Comprend la part du Canada, soit 2.8 millions de dollars, des dividendes payés par le Fonds à ses membres dans leur monnaie respective.

SOURCE: FMI *International Financial Statistics*, publication mensuelle.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 62
 RÉSERVES CANADIENNES OFFICIELLES DE LIQUIDITÉS INTERNATIONALES⁽¹⁾
 1961-1970

Année et mois	Monnaies étrangères ⁽²⁾		Or	Droits de tirage spéciaux	Position active au F.M.I.	Total
	Dollars É.-U.	Autres ⁽³⁾				
(millions de dollars É.-U.)						
1961.....	1,123.0	10.7	946.2	—	212.1	2,292.0
1962.....	1,842.8	9.2	708.5	—	—	2,560.5
1963.....	1,786.6	9.5	817.2	—	—	2,613.3
1964.....	1,654.5	11.8	1,025.7	—	197.5	2,889.5
1965.....	1,519.9	12.8	1,150.8	—	353.4	3,036.9
1966.....	1,195.4	12.4	1,045.6	—	448.5	2,701.9
1967.....	1,255.2	13.4	1,014.9	—	433.4	2,716.9
1968.....	1,964.9	11.6	863.1	—	206.2	3,045.8
1969.....	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3
1969 Janvier.....	2,002.6	12.0	863.1	—	212.2	3,089.9
Février.....	1,958.2	11.2	863.1	—	212.2	3,044.7
Mars.....	1,917.4	9.0	863.1	—	221.2	3,010.7
Avril.....	1,920.4	16.1	863.1	—	231.2	3,030.8
Mai.....	1,898.2	14.4	863.1	—	236.2	3,011.9
Juin.....	1,758.1	14.8	865.8	—	322.2	2,960.9
Juillet.....	1,700.1	12.8	865.8	—	355.7	2,934.4
Août.....	1,729.3	10.8	865.8	—	360.7	2,966.6
Septembre.....	1,667.5	14.3	872.0	—	402.3	2,956.1
Octobre.....	1,758.2	13.3	872.0	—	406.5	3,050.0
Novembre.....	1,742.0	16.5	872.2	—	444.5	3,075.2
Décembre.....	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3
1970 Janvier.....	1,827.8	11.6	869.9	129.3	472.6	3,311.2

⁽¹⁾Fin de la période.

⁽²⁾Monnaies étrangères convertibles, détenues par le Fonds de change, le Receveur Général du Canada et la Banque du Canada.

⁽³⁾Évaluées à leur parité officielle en dollars É.-U.

SOURCE: Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 63

DÉTAILS DES NOUVELLES ÉMISSIONS ET DES REMBOURSEMENTS D'OBLIGATIONS NÉGOCIABLES,
DIRECTES ET GARANTIES, DU GOUVERNEMENT DU CANADA ENTRE LE 1^{er} JANVIER 1969 ET LE 15 FÉVRIER 1970

(millions de dollars, valeur nominale)

Date	Obligations échues	Montant	Sous-total	Nouvelles obligations	Montant émis	Sous-total	Changement net dans le total du montant en cours	-Termes des nouvelles obligations	Rendement à l'échéance
15 janvier.....				6½%, 1 ^{er} juin 1988	16 ⁽¹⁾	16	+ 16	20 ans	6.90
14 mars.....	5½%, 1 ^{er} juil. 1969	100 ⁽²⁾	100	7%, 1 ^{er} mai 1970	125		-100	1 an 1 mois	7.09
1 ^{er} avril.....	5½%, 1 ^{er} avril 1969	410	410	7½%, 1 ^{er} avril 1972	235 ⁽³⁾			3 ans	7.29
				7½%, 1 ^{er} avril 1974	125 ⁽³⁾⁽⁴⁾	485	+ 75	5 ans	7.25
15 avril.....	5%, 15 oct. 1987 ⁽⁵⁾	1	1	7½%, 1 ^{er} juil. 1970	130		- 1	1 an	7.75
1 ^{er} juillet.....	5%, 1 ^{er} juil. 1969	225	300	8%, 1 ^{er} juil. 1978	125	255	- 45	9 ans	8.00
25 juillet.....	6½%, 1 ^{er} juil. 1969	75	75 ⁽²⁾				- 75		
15 août.....	5½%, 1 ^{er} oct. 1969			7½%, 1 ^{er} oct. 1970	40			1 an 1½ mois	7.88
				8%, 1 ^{er} fév. 1973	110	150 ⁽⁶⁾	+150	3 ans 5½ mois	8.00
15 septembre.....	CN 2½% 15 sept. 1969	70							
	5½%, 1 ^{er} oct. 1969	50 ⁽²⁾	120				-120		
1 ^{er} octobre.....	5½%, 1 ^{er} oct. 1969	175		8%, 1 ^{er} oct. 1970	30			1 an	8.00
	5½%, 1 ^{er} oct. 1969	175	350	8%, 1 ^{er} oct. 1971	45			2 ans	8.00
				8%, 1 ^{er} oct. 1974	225 ⁽⁷⁾	300	- 50	5 ans	8.00
15 octobre.....	5%, 15 oct. 1987 ⁽⁵⁾	1	1				- 1		
15 décembre.....	5½%, 15 déc. 1969	175	210	8%, 15 déc. 1970	75			1 an	8.11
	6½%, 15 déc. 1969	35		8%, 15 déc. 1971	-125	200 ⁽⁸⁾	- 10	1 an 9½ mois	8.14
31 décembre.....	5½%, 15 déc. 1971	4							
	5%, 15 mai 1977	2							
	5½%, 1 ^{er} jan. 1985	2							
	5%, 1 ^{er} oct. 1987	3	11 ⁽⁹⁾				-11		
TOTAL (année civile 1969).....			1,578				-172		
15 février.....	6%, 15 fév. 1970	285	285	8%, 1 ^{er} juin. 1971	75			1 an 3½ mois	8.11
				8%, 1 ^{er} oct. 1974	200 ⁽¹⁰⁾	275	- 10	4 ans 7½ mois	8.13
TOTAL (année fiscale 1969-70).....			1,763				- 98		

(1) Émission payable en devises américaines pour un montant de capital équivalent à 100 millions de dollars américains, sous réserve de contrats de livraison différés.

(2) Annulation de titres inscrits au Compte de portefeuille.

(3) Comprend 50 millions de dollars d'obligations à 7½%, échéant en 1972 et 25 millions d'obligations à 7½% échéant en 1974 échangées directement avec la Banque du Canada contre 75 millions de dollars d'obligations à 5½% échéant le 1^{er} octobre 1969 et annulées le 25 juillet 1969.

(4) Échangeables contre une valeur nominale égale d'obligations 7½% à 10 ans, devant être datées du 1^{er} avril 1974 et échéant le 1^{er} avril 1984, rapportant 7.50% pendant 10 ans à compter du 1^{er} avril 1974, et environ 7.39% pendant la période entière de 15 ans commençant le 1^{er} avril 1969.

(5) Émission payable en devises américaines et sujette à des rachats partiels, sur une base proportionnelle, pour fin d'amortissement.

(6) Comprend 50 millions de dollars d'obligations échangées directement avec la Banque du Canada contre 50 millions de dollars d'obligations à 5½% échéant le 1^{er} octobre 1969 et annulées le 15 septembre 1969.

(7) Échangeables contre une valeur nominale égale d'obligations à 8% échéant le 1^{er} octobre 1986 et rapportant 8.00% pendant 17 ans.

(8) Comprend 25 millions de dollars d'obligations à 8% échéant en 1970 et 25 millions de dollars d'obligations à 8% échéant en 1971 échangées directement avec la Banque du Canada contre 50 millions de dollars d'obligations à 3½% échéant le 1^{er} mai 1970, lesquelles furent déposées au Compte de portefeuille.

(9) Annulation de titres préalablement rachetés par le CN.

(10) Échangeables contre une valeur nominale d'obligations à 8% échéant le 1^{er} octobre 1986 et rapportant environ 8.05% pendant 16 ans et 7½ mois.

Source: Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 64

CHANGEMENTS DANS LES OBLIGATIONS NÉGOCIABLES ET LES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA EN CIRCULATION

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
	(millions de dollars)					
Nouvelles émissions en dollars canadiens:						
Gouvernement du Canada—obligations négociables ⁽¹⁾	-45	-380	82	800	1,177	-109
—obligations d'épargne du Canada.....	480	253	223	230	40	329
Sous-total.....	435	-127	305	1,030	1,217	220
Provinces et municipalités ⁽²⁾	868	742	1,031	1,013	612	241
Sociétés.....	617	981	536	832	486	403
Total.....	1,920	1,601	1,872	2,875	2,315	864
Obligations payables en devises étrangères:						
Gouvernement du Canada.....	—	-5	-5	-205	266	14
Provinces et municipalités.....	471	267	424	800	901	1,057
Sociétés.....	211	394	542	161	372	443
Total.....	682	656	961	756	1,539	1,514
TOTAL DES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS.....	2,602	2,257	2,833	3,631	3,854	2,378
Répartition du total:						
Banque du Canada.....	29	-352	3	329	137	173
Banques à charte.....	-191	54	113	873	1,092	-456
Détenteurs autres que les banques:						
Obligations négociables.....	1,602	942	1,533	1,443	1,046	818
Obligations d'épargne du Canada.....	480	253	223	230	40	329
Détenteurs d'obligations payables en devises étrangères.....	682	656	961	756	1,539	1,514
TOTAL.....	2,602	2,257	2,833	3,631	3,854	2,378

⁽¹⁾Inclut les bons du Trésor et exclut les obligations non négociables.

⁽²⁾Ne comprend pas les titres achetés par le régime de pension du Canada.

Sources: Banque du Canada et Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 65
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES APPROUVÉS⁽¹⁾
1962 au 3ième trimestre de 1969

	Institutions prêteuses privées								SCHL ⁽⁴⁾	Prêteurs privés et publics, total
	Hypothèques conventionnelles			LNH	Total des prêts consentis par les institutions privées	dont:				
	Construction non domiciliaire	Construction domiciliaire				Banques	Cie d'ass.-vie	Cies de fiducie, et autres ⁽³⁾		
		Existante ⁽²⁾	Nouvelle							
	(millions de dollars)									
1962-1964 Moyenne.....	397	476	638	383	1,894	3	900	991	313	2,207
1965.....	581	749	902	320	2,552	6	1,158	1,388	513	3,065
1966.....	382	471	574	191	1,618	—	804	814	593	2,211
1967.....	369	655	745	356	2,124	253	800	1,071	737	2,861
1968.....	335	572	963	832	2,702	446	845	1,410	503	3,205
1968 I.....	98	128	243	188	657	88	261	307	84	741
II.....	74	143	235	205	657	82	237	338	94	751
III.....	83	138	208	257	686	-95	179	412	75	761
IV.....	80	163	277	182	702	181	168	353	250	952
1969 I.....	90	153	266	152	661	93	141	427	83	744
II.....	129	227	362	231	949	150	224	575	119	1,068
III.....	113	158	199	167	637	79	152	406	154	791

⁽¹⁾ Les données sont brutes, c'est-à-dire qu'elles ne tiennent pas nécessairement compte des modifications aux prêts ou de leur annulation après approbation initiale.

⁽²⁾ Comprend les propriétés agricoles.

⁽³⁾ Comprend les compagnies de prêts et de fiducie, les banques d'épargne du Québec et les sociétés de secours mutuel.

⁽⁴⁾ Comprend le logement pour étudiants.

SOURCE: Société centrale d'hypothèques et de logement.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 66

NOUVEAU FINANCEMENT NET AU CANADA PAR GENRE ET PAR SECTEUR

1965-1969

	1965	1966	1967	1968	1969*
	(millions de dollars)				
Gouvernement du Canada					
Titres négociables ⁽¹⁾	-380	82	800	1,177	-109
Obligations d'épargne du Canada.....	253	223	230	40	329
Sous-total.....	-127	305	1,030	1,217	220
Provinces ⁽²⁾ et municipalités					
Obligations.....	742	1,493	1,682	1,316	1,046
Prêts bancaires.....	198	137	80	28	74
Sous-total.....	940	1,630	1,762	1,344	1,120
Sociétés et autres ⁽³⁾					
Obligations.....	986	536	832	517	403
Actions.....	465	588	502	555	777
Effets commerciaux et acceptations bancaires.....	214	22	-53	-3	100
Papier à court-terme des sociétés.....	-116	40	91	136	234
Prêts bancaires.....	1,210	548	1,161	1,029	1,100
Sous-total.....	2,759	1,734	2,533	2,234	2,614
Particuliers					
Hypothèques.....	1,574	1,057	1,006	1,265	1,500
Crédit à la consommation.....	887	613	816	1,212	1,400
Sous-total.....	2,461	1,670	1,822	2,477	2,900
TOTAL.....	6,033	5,339	7,147	7,272	6,854

* = estimation.

⁽¹⁾Inclut les bons du Trésor et exclut les obligations non négociables.⁽²⁾Comprend les titres achetés par le régime de pension du Canada.⁽³⁾«Autres» comprend les entreprises individuelles, les fermiers, ainsi que les institutions religieuses, non financières et à but non lucratif.

Sources: Banque du Canada et Ministère des Finances.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 67

FLUX FINANCIERS: BANQUES À CHARTE
1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	76	117	208	47	51	53	47	62	58	66	151	186
Formation de capital non financier.....	42	41	46	12	11	12	11	15	15	15	35	45
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	34	76	162	35	40	41	36	47	43	51	116	141
Placements financiers nets.....	46	75	153	-11	-	-9	173	-4	-6	-12	-20	-22
Accroissement net des avoirs financiers.....	1,237	2,686	3,501	489	789	1,090	1,133	563	264	-236	2,368	591
Monnaie et dépôts bancaires.....	138	-13	168	-246	12	254	148	-160	103	26	20	31
Crédit à la consommation.....	217	518	689	77	188	166	258	202	303	-57	431	448
Prêts.....	663	1,262	1,076	451	214	-167	578	493	389	32	498	914
Provinces.....	42	104	-61	-98	70	-85	52	-62	-16	-4	-113	-82
Municipalités.....	95	-24	-89	256	-96	-105	34	237	-104	-90	55	43
Négociants en céréales.....	19	267	294	90	210	-54	48	78	53	128	246	259
Sociétés de financement des ventes.....	-106	-3	-4	-20	-59	-35	110	-72	7	-7	-114	-72
Autres prêts aux particuliers.....	3	8	67	-89	-65	-38	259	-46	-65	-92	-192	-203
Agriculteurs.....	90	116	8	-62	14	31	25	-43	100	19	-17	76
Sociétés.....	398	748	649	444	-66	148	122	491	445	80	526	1,016
Agents de change et courtiers en valeurs mobilières.....	78	44	180	34	104	46	-4	-154	3	-18	184	-169
Prêts au jour le jour.....	27	28	-113	-98	101	-65	-51	-54	-34	21	-62	41
Autres prêts.....	17	-26	-33	-6	1	-10	-17	10	-	-5	-15	5
Bons du Trésor du gouvernement du Canada.....	191	177	399	141	224	210	-176	31	65	-56	575	40
Prêts hypothécaires.....	-32	-57	-203	43	60	32	68	75	90	64	135	229
Obligations du gouvernement du Canada.....	-40	567	537	-9	15	395	136	21	-325	-30	401	334
Obligations des provinces.....	-58	63	30	9	-18	51	-12	8	-35	-9	42	-36
Obligations des municipalités.....	-11	21	18	4	-2	17	-1	6	-4	-5	19	-3
Autres obligations canadiennes.....	31	45	107	-10	11	54	52	32	-35	9	55	6
Réclamations sur sociétés associées.....	11	12	16	-1	5	2	10	2	3	31	6	36
Avoir net en devises étrangères.....	121	-52	260	39	86	77	58	-142	-295	-233	202	-670
Autres avoirs financiers.....	6	29	-2	-9	-6	-1	14	-5	5	-8	-16	-8

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 67 (Suite)
FLUX FINANCIERS: BANQUES À CHARTÉ

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Accroissement net du passif.....	1,191	2,611	3,348	500	-789	1,099	960	567	-270	-224	2,388	613
Monnaie et dépôts bancaires.....	1,178	2,560	3,309	496	786	1,087	940	539	238	-246	2,369	531
Gouvernement du Canada ⁽¹⁾	93	-303	203	383	-766	53	533	-254	201	-193	-330	-246
Épargne personnelle												
sujette à tirage par chèque ⁽¹⁾			-1,011	-289	-367	-141	-214	-175	-157	-320	-797	-652
non sujette à tirage par chèque ⁽¹⁾	498	1,488	1,565	509	482	304	270	388	317	445	1,295	1,150
à échéance fixe ⁽¹⁾			1,278	245	593	351	89	336	-265	368	1,189	969
Dépôts non personnels à terme ou à préavis.....	177	1,172	743	-10	538	264	-49	509	-666	-324	792	-481
Dépôts à vue ⁽¹⁾	436	354	480	-790	357	564	349	-638	348	38	131	-252
Effets en voie de compensation ⁽¹⁾	-17	21	-191	302	-202	-97	-194	365	-129	-39	3	197
Ajustement.....	-9	-172	242	146	151	-211	156	8	59	-221	86	-154
Emprunts.....	—	3	2	-3	—	—	5	-4	-1	—	-3	-5
Obligations.....	—	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Actions.....	—	3	12	—	—	12	—	7	35	2	12	44
Autres engagements.....	13	5	25	7	3	—	15	25	-2	20	10	43
Écart ⁽²⁾	12	1	9	46	40	50	-137	51	49	63	136	163

⁽¹⁾ La ventilation de « Monnaie et dépôts bancaires » est basée sur la moyenne des mercredis du dernier mois du trimestre. La différence entre ces données et les données de fin de mois, utilisées dans les flux financiers est représentée par l'item « ajustement ».

⁽²⁾ Une partie de l'écart est due au fait que les gains des banques se reflètent à la fois dans les comptes d'épargne et de placement du secteur des banques à charte. Le fait de compter deux fois le même item est inévitable parce que le « solde de revenu », tel que donné par les banques, ne peut être alloué sur une base uniforme à un item spécifique au cours de leur année fiscale.

SOURCES: BFS *Financial Flow Accounts*, publication trimestrielle (n° de catalogue 13-002), publication occasionnelle (n° de catalogue 13-530).
Banque du Canada

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 68
FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS DE FIDUCIE

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
				(millions de dollars)								
Épargne domestique brute.....	19	15	14	3	2	3	6	4	5	4	8	13
Formation de capital non financier.....	3	9	5	2	2	—	1	-1	1	3	4	3
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	16	6	9	1	—	3	5	5	4	1	4	10
Placements financiers net.....	16	4	8	1	—	2	5	4	3	1	3	8
Accroissement net des avoirs financiers.....	429	422	613	106	126	269	112	234	190	215	501	639
Monnaie et dépôts.....	23	96	34	-101	19	46	70	99	-41	-74	-36	-16
Prêts.....	16	-4	28	27	-38	40	-1	—	-17	5	29	-12
Billets à court terme et bons.....	27	-46	79	56	28	56	-61	42	12	59	140	113
Prêts hypothécaires.....	213	247	304	53	84	96	71	74	133	181	233	388
Obligations du gouvernement du Canada.....	46	22	63	23	27	-39	52	17	51	11	11	79
Obligations des provinces.....	34	57	-1	-20	-7	32	-6	3	3	-18	5	-12
Obligations des municipalités.....	1	-17	10	7	1	-1	3	-5	1	-5	7	-9
Autres obligations canadiennes.....	33	50	29	24	12	5	-12	-5	20	—	41	15
Réclamations sur sociétés associées.....	11	1	27	—	4	19	4	22	3	23	23	48
Actions.....	8	—	8	3	-3	4	4	1	2	6	4	9
Placements à l'étranger.....	14	7	22	26	-1	7	-10	-19	18	15	32	14
Autres avoirs financiers.....	3	9	10	8	—	4	-2	5	5	12	12	22
Accroissement net du passif.....	413	418	605	105	126	267	107	230	187	214	498	631
Dépôts d'épargne et à vue.....	-19	67	61	-1	-3	11	54	25	66	-17	7	74
Certificats, «débentures» et dépôts à terme.....	420	314	467	78	115	229	45	199	122	203	422	524
Emprunts bancaires.....	-1	-2	-1	2	3	-2	-4	1	4	—	3	5
Autres emprunts.....	-18	5	3	16	3	-5	-11	1	-3	—	14	-2
Réclamations sur sociétés associées.....	—	3	27	-1	8	12	8	-7	9	5	19	7
Actions.....	14	6	23	1	4	4	14	3	8	3	9	14
Autres engagements.....	17	25	25	10	-4	18	1	8	-19	20	24	9
Écart.....	—	2	1	—	—	1	—	1	1	—	1	2

SOURCES: BFS, *Financial Flow Accounts*.
BFS, *Institutions financières*, publication trimestrielle (n° de catalogue 61-006).

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 69
FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES
 1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	5	12	8	-4	5	2	5	2	2	1	3	5
Formation de capital non financier.....	10	4	1	—	—	—	1	1	11	2	—	14
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	-5	8	7	-4	5	2	4	1	-9	-1	3	-9
Placements financiers nets.....	-5	6	7	-4	4	2	5	1	-10	-2	2	-11
Accroissement net des avoirs financiers.....	93	197	217	18	41	98	62	58	119	80	155	257
Monnaie et dépôts.....	-18	16	36	-3	8	7	24	-32	-10	-3	12	-45
Prêts.....	2	1	4	3	-1	6	-4	3	—	-1	8	2
Billets à court terme et bons.....	11	10	-7	6	-12	15	-16	12	-9	-8	9	-5
Prêts hypothécaires.....	101	125	166	11	32	72	51	25	75	100	115	200
Obligations du gouvernement du Canada.....	1	7	-2	-12	3	—	7	-5	3	1	-9	-1
Obligations des provinces.....	5	3	-2	9	-3	-7	-1	1	-1	-1	-1	-1
Obligations des municipalités.....	—	1	-2	-1	-1	—	—	—	—	-1	-2	-1
Autres obligations canadiennes.....	-5	4	5	5	-2	1	1	-2	3	—	4	1
Réclamations sur sociétés associées.....	-7	12	10	—	7	—	3	11	52	-6	7	57
Actions.....	3	9	3	-1	3	2	-1	32	-1	-1	4	30
Placements à l'étranger.....	—	1	—	1	1	-2	—	4	9	-2	—	11
Autres avoirs financiers.....	—	8	6	—	6	2	-2	9	-2	2	8	9
Accroissement net du passif.....	98	191	210	22	37	94	57	57	129	82	153	268
Dépôts d'épargne et à vue.....	19	11	52	3	15	11	23	-2	-16	-12	29	-30
Certificats "d'émissions" et dépôts à terme.....	114	168	175	62	27	44	42	16	69	26	133	111
Emprunts bancaires.....	-3	-6	-12	-7	-3	18	-20	-10	15	-11	8	16
Autres emprunts.....	-9	-15	-5	-1	4	-5	-3	12	8	18	-2	38
Réclamations sur sociétés affiliées.....	—	3	1	—	1	4	-4	10	-13	22	5	19
Actions.....	-1	25	17	1	1	9	6	1	84	-4	11	81
Autres engagements.....	-22	5	-18	-36	-8	13	13	30	-18	21	-31	33
Écart.....	—	2	—	—	1	—	-1	—	1	1	1	2

Sources: BFS, *Financial Flow Accounts*.
 BFS, *Institutions financières*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 70

FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS DE PLACEMENT À CAPITAL VARIABLE

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	3	-3	-3	—	1	-4	—	-1	3	-4	-3	-2
Formation de capital non financier.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	3	-3	-3	—	1	-4	—	-1	3	-4	-3	-2
Placements financiers nets.....	3	-3	-3	-1	2	-4	—	-1	3	-4	-3	-2
Accroissement net des avoirs financiers.....	313	150	377	48	134	56	139	114	72	49	238	235
Monnaie et dépôts.....	14	-4	77	13	23	11	30	54	4	19	47	77
Devises et dépôts étrangers.....	-2	9	2	27	-25	5	-5	6	11	11	7	28
Effets à recevoir.....	-3	22	31	19	4	-21	29	8	-6	-22	2	-20
Billets à court terme et bons.....	9	38	-13	-52	37	47	-45	33	-32	56	32	57
Prêts hypothécaires.....	-1	-2	-4	-2	2	-3	-1	-1	1	1	-3	1
Obligations du gouvernement du Canada.....	3	-38	2	6	-1	-2	-1	-1	-1	-3	3	-5
Obligations des provinces.....	-8	-10	-14	-4	-1	-8	-1	1	-3	3	-13	1
Obligations des municipalités ⁽¹⁾	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Autres obligations canadiennes.....	-5	-2	-7	-2	-1	-4	—	5	—	3	-7	8
Réclamations sur sociétés associées ⁽²⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Actions.....	77	-86	-81	-37	-11	-37	4	2	-1	—	—	1
Placements à l'étranger.....	228	224	384	80	107	68	129	-5	60	-46	255	9
Autres avoirs financiers.....	1	-1	—	—	—	—	—	-2	1	5	—	4
Accroissement net du passif.....	310	153	380	49	132	60	139	115	69	-53	241	237
Effets à payer.....	8	18	58	-16	37	6	31	-37	2	9	27	-26
Emprunts bancaires.....	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres emprunts.....	-1	—	—	—	—	—	—	-3	2	-3	—	-4
Actions.....	302	133	318	-1	95	52	105	-2	2	-2	1	-2
Autres engagements.....	1	1	—	—	—	—	—	-1	-1	3	—	1
Ecart.....	—	—	—	1	-1	—	—	—	—	—	—	—

⁽¹⁾Antérieurement à 1969, incluses avec les obligations des provinces.⁽²⁾Antérieurement à 1969, incluses avec les actions.SOURCE: BFS, *Financial Flow Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 71.

FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS DE PLACEMENT À CAPITAL FIXE

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	-6	-17	-1	-	-	3	-2	-11	1	-1	3	-11
Formation de capital non financier.....	-6	-17	1	-	-	3	-2	-11	1	-1	3	-11
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	-6	-16	2	-	-	4	-2	-11	1	-1	4	-11
Placements financiers nets.....	21	-11	35	-14	43	-2	8	-48	16	-9	27	-41
Accroissement net des avoirs financiers.....	-4	1	30	-3	1	27	5	-11	-7	-5	25	-23
Monnaie et dépôts.....	4	-4	1	1	-1	-1	2	-	-	2	-1	2
Devises et dépôts étrangers.....	1	-	-2	-	3	-3	2	-	-1	-	-	-1
Effets à recevoir.....	2	-4	1	9	-1	-12	5	-8	8	-1	-4	-1
Billets à court terme et bons.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts hypothécaires.....	3	-2	-2	-1	-	-1	-	-	3	2	-2	5
Obligations du gouvernement du Canada.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Obligations des provinces.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations des municipalités.....	-	-	-	-	-	8	-1	-11	-	-	7	-11
Autres obligations canadiennes.....	10	-10	6	-1	-	-	-	-	14	-12	-	2
Réclamations sur sociétés associées ⁽¹⁾	5	-	-13	-21	36	-24	-4	-13	6	6	-9	-1
Actions.....	1	7	8	1	5	3	-1	-2	-5	-2	9	-9
Placements à l'étranger.....	-1	1	2	1	-	1	-	-3	-2	-	2	-5
Autres avoirs financiers.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accroissement net du passif.....	27	5	33	-14	43	-6	10	-37	15	-8	23	-30
Effets à payer.....	-1	2	9	-1	1	-	9	-6	-2	-	-	-8
Emprunts bancaires.....	3	-3	-12	-12	-	-1	1	-	14	-8	-13	6
Autres emprunts.....	9	8	-15	-2	-1	-11	-1	-	1	-1	-14	-
Obligations.....	-1	-5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions.....	17	4	-51	1	43	6	1	-33	2	-	50	-31
Autres engagements.....	-	-1	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3
Écart.....	-	-1	-1	-	-	-1	-	-	-	-	-1	-

⁽¹⁾Antérieurement à 1969, incluses avec les actions.SOURCE: BFS, *Financial Flow Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 72
 FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS D'ASSURANCE-VIE
 1966-1969

	1966	1967	i	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
				(millions de dollars)								
Épargne domestique brute.....	15	11	12	2	4	4	2	2	4	3	10	9
Formation de capital non financier.....	45	33	31	9	6	6	10	34	17	14	21	65
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	-30	-22	-19	-7	-2	-2	-8	-32	-13	-11	-11	-56
Placements financiers nets.....	-30	-22	-19	-7	-2	-2	-8	-32	-13	-11	-11	-56
Accroissement net des avoirs financiers.....	637	700	709	209	163	192	145	143	143	125	564	411
Monnaie et dépôts.....	2	7	5	-16	-22	20	23	-20	-3	-6	-18	-29
Crédit à la consommation.....	36	28	62	16	22	14	10	12	25	35	52	72
Billets à court terme et bons.....	1	-22	5	72	-24	-4	10	52	12	26	44	82
Prêts hypothécaires.....	498	315	368	43	116	98	111	68	-12	26	257	193
Obligations du gouvernement du Canada.....	-83	-4	7	27	-5	-20	5	44	76	73	2	-11
Obligations des provinces.....	13	71	52	27	9	35	-19	2	7	-3	71	-11
Obligations des municipalités.....	-8	18	-16	-3	1	2	-16	-6	2	-3	-	-7
Autres obligations canadiennes.....	139	210	114	20	47	28	19	10	15	6	95	31
Actions.....	39	77	112	23	19	19	51	36	38	17	61	91
Accroissement net du passif.....	667	722	728	216	165	194	153	175	156	136	575	467
Assurance-vie et pensions.....	667	722	728	216	165	194	153	175	156	136	575	467

SOURCE: BFS, *Financial Flow Accounts*

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 73

FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT DES VENTES ET SOCIÉTÉS DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	-52	38	38	11	7	11	9	14	13	17	29	44
Formation de capital non financier.....	7	13	14	4	3	3	4	4	5	4	10	13
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	-59	25	24	7	4	8	5	10	8	13	19	31
Placements financiers nets.....	-59	26	24	8	6	3	7	10	8	13	17	31
Accroissement net des avoirs financiers.....	158	166	439	19	252	-39	207	81	173	188	232	442
Monnaie et dépôts.....	19	-	-29	-19	-7	18	-21	-4	2	-1	-8	-3
Devises et dépôts étrangers.....	33	-2	-17	9	-1	2	7	-4	9	8	10	13
Crédit à la consommation.....	173	61	229	-5	129	55	50	15	166	143	179	324
Autres prêts.....	-115	80	221	48	90	-124	207	57	-33	-32	14	-8
Billets à court terme et bons.....	6	20	-16	-16	21	19	-40	46	1	-2	24	45
Prêts hypothécaires.....	28	4	23	10	7	-	6	-42	22	27	17	7
Obligations du gouvernement du Canada.....	11	-4	7	-2	5	-6	10	-	-	-	-3	-
Obligations des provinces.....	-5	42	-3	-8	-2	-3	10	-	-18	-8	-13	-26
Autres obligations.....	-	-	-	-	-	-	-	-7	-8	4	-	-11
Réclamations sur sociétés associées.....	6	-35	-13	-	-	-2	-11	23	17	21	-2	61
Actions.....	-	2	-2	-	-	-	-2	-	-	-	-	-
Placements à l'étranger.....	3	-	-	-	-	-1	-3	-	-	-	3	-
Autres avoirs financiers.....	-1	3	5	-2	6	3	-6	-3	15	28	11	40
Accroissement net du passif.....	217	140	415	11	246	-42	200	71	165	175	215	411
Effets à payer.....	7	2	3	-53	57	7	-8	-1	3	4	11	6
Emprunts bancaires.....	-106	-6	-26	-18	-40	-72	104	-119	82	-32	-130	-69
Autres emprunts.....	-34	-38	-21	-14	-7	-1	1	8	27	-8	-22	27
Billets à vue et à court terme (canadiens).....	152	-33	344	177	170	-8	5	117	-123	143	339	137
Billets à vue et à court terme (étrangers).....	-59	24	-15	-25	-4	-16	30	21	38	-5	-45	54
Emprunts hypothécaires.....	-2	-1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Obligations à long terme (canadiennes).....	24	109	60	-58	15	28	75	-79	48	-21	-16	-52
Obligations à long terme (étrangères).....	73	5	-27	6	12	10	-43	78	5	-9	16	74
Réclamations sur sociétés associées.....	105	11	26	-2	4	-8	28	21	34	26	-2	81
Actions.....	31	14	-	-	-1	-	2	2	10	-2	-1	10
Revenus imputables aux exercices suivants.....	21	66	67	4	32	12	19	9	44	46	48	99
Autres engagements.....	5	-13	3	2	8	6	-13	13	-3	33	16	43
Écart.....	-	-1	-	-1	-2	5	-2	-	-	-	2	-

SOURCES: BFS, *Financial Flow Accounts*.
BFS, *Institutions financières*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 74

FLUX FINANCIERS: SOCIÉTÉS D'ASSURANCE CONTRE LE FEU ET LES ACCIDENTS

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	52	31	94	14	45	23	12	8	22	4	82	34
Formation de capital non financier.....	4	-2	6	-	3	-	3	-1	-1	-	3	-2
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	48	33	88	14	42	23	9	9	-23	4	79	36
Placements financiers nets.....	48	33	88	14	42	23	9	9	-23	4	79	36
Accroissement net des avoirs financiers.....	268	268	205	16	83	62	44	-3	76	81	161	154
Monnaie et dépôts.....	5	1	4	-51	13	40	2	-48	14	19	2	-15
Effets à recevoir.....	1	-21	30	20	52	-26	-16	31	31	5	46	67
Billets à court-terme et bons.....	19	-10	3	-3	-3	9	-	9	-1	19	3	27
Prêts hypothécaires.....	-	4	5	2	1	2	2	-1	1	2	3	2
Obligations du gouvernement du Canada.....	32	8	8	16	-4	2	-6	-19	8	31	14	20
Obligations des provinces.....	58	75	50	10	3	19	18	18	-7	-13	32	-2
Obligations des municipalités.....	25	17	6	-2	1	3	4	4	-3	5	2	6
Autres obligations canadiennes.....	43	59	27	6	-	15	6	4	15	12	21	31
Réclamations sur sociétés associées.....	-	1	7	-	-	1	6	-5	1	-	1	-4
Actions.....	57	50	53	5	14	13	21	9	11	8	32	28
Placements à l'étranger.....	7	-3	4	3	4	-2	-1	-1	-4	-	5	-5
Autres avoirs financiers.....	21	87	8	10	2	-12	8	-4	10	-7	-	-1
Accroissement net du passif.....	220	235	117	2	41	39	35	-12	53	77	82	118
Effets à payer.....	-	12	8	-12	10	-2	12	-5	-4	-3	-4	-12
Réclamations sur sociétés associées.....	-	5	-10	4	1	-6	-9	-19	-	2	-1	-17
Actions.....	-	4	-1	-2	1	-	-	-	-	2	-1	4
Autres engagements.....	220	214	120	12	29	47	32	11	56	76	88	143
Écart.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

SOURCE: BFS, *Financial Flow Accounts*.

TABLEAU DE RÉFÉRENCE 75

FLUX FINANCIERS: CAISSES POPULAIRES ET UNIONS

1966-1969

	1966	1967	1968	1968				1969			9 mois finissant le 30 sept.	
				I	II	III	IV	I	II	III	1968	1969
	(millions de dollars)											
Épargne domestique brute.....	25	49	34	-24	14	25	19	-31	14	27	15	10
Formation de capital non financier.....	13	16	15	3	3	9	—	1	3	—	15	4
Prêts (+) ou emprunts (-) nets.....	12	33	19	-27	11	16	19	-32	11	27	—	6
Placements financiers nets.....	10	35	15	-28	10	15	18	-33	10	29	-3	6
Accroissement net des avoirs financiers.....	321	492	335	97	127	65	46	-26	172	96	289	242
Monnaie et dépôts.....	38	-32	44	10	1	21	12	-10	19	13	32	22
Crédit à la consommation.....	123	188	152	-24	58	29	41	-25	72	39	111	86
Prêts.....	23	38	17	1	5	6	5	-18	8	7	12	-3
Prêts hypothécaires.....	116	169	129	57	41	30	1	7	31	26	128	64
Obligations du gouvernement du Canada.....	—	23	-8	-10	-1	1	2	-3	4	3	-10	4
Obligations des provinces.....	3	43	1	9	-2	3	-9	18	10	1	10	29
Obligations des municipalités.....	17	55	11	7	7	—	-3	-4	—	10	14	6
Autres obligations canadiennes.....	11	-13	7	5	6	-3	-1	-10	16	-6	8	—
Réclamations sur sociétés associées.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres avoirs financiers.....	-10	21	-18	-6	12	-22	-2	19	12	3	-16	34
Accroissement net du passif.....	311	457	320	125	117	50	28	7	162	67	292	236
Monnaie et dépôts.....	312	463	312	121	96	38	57	18	124	77	255	219
Emprunts bancaires.....	-7	20	-1	-3	20	1	-19	-6	24	-7	18	11
Autres emprunts.....	-4	-3	5	5	1	9	-10	-6	12	-4	15	2
Autres engagements.....	10	-23	4	2	—	2	—	1	2	1	4	4
Écart.....	2	-2	4	1	1	-1	1	1	1	-2	3	—

SOURCE: BFS, *Financial Flow Accounts*.

PARTIE II
REVUE DES COMPTES DE L'ÉTAT 1969-1970

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Introduction.....	145
Points saillants des opérations financières de l'État au cours de 1969-1970	145
Comptes budgétaires.....	149
Recettes.....	151
Dépenses.....	158
Comptes de l'actif et du passif au 31 mars 1970.....	189
Sommaire.....	189
Comptes de valeurs passives.....	190
Comptes de valeurs actives.....	202
Dette nette.....	214
Encaisse.....	214
La dette publique.....	217
Autres tableaux détaillés.....	224

PARTIE II
REVUE DES COMPTES DE L'ÉTAT
1969-1970

INTRODUCTION

La présente partie des documents budgétaires offre, sous forme de sommaire, une revue des comptes de l'État pour l'année financière 1969-1970.

Bien que l'année financière de l'État se termine le 31 mars, il faut garder les livres ouverts pendant quelque temps après cette date, afin d'inscrire diverses écritures de rectification et de tenir compte des versements effectués pendant trente jours après le 31 mars aux termes de l'article 35 de la loi sur l'administration financière, qui prévoit que pendant 30 jours après la fin de chaque année financière les paiements pour l'acquittement des dettes imputables en fait sur l'année précédente peuvent être imputés sur cette année-là.

Par conséquent, les chiffres utilisés dans ce rapport sont estimatifs, étant composés des chiffres réels pour dix mois et de chiffres estimatifs pour deux mois, et les chiffres définitifs, qui seront disponibles en juillet ou en août prochains, différeront un peu de ceux qui figurent dans les pages qui suivent.

L'exposé des dépenses du présent rapport respecte la structure ministérielle établie par la loi de 1969 sur l'organisation du gouvernement.

**POINTS SAILLANTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DE L'ÉTAT AU COURS DE 1969-1970**

La présente section porte sur les opérations financières de l'État en 1969-1970 et donne un résumé des opérations financières et non budgétaires, des opérations relatives à la dette non échue et du changement de l'état de l'encaissé et de la dette au cours de l'année financière. On trouvera dans les chapitres suivants de la présente revue de plus amples explications au sujet de ces opérations.

Le tableau ci-après offre un aperçu des opérations budgétaires et non budgétaires pour l'année financière 1969-1970, avec données comparatives pour 1968-1969, et indique comment ces opérations influent sur les soldes en espèces de l'État.

TABLEAU 1
(en millions de dollars)

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES ET NON BUDGÉTAIRES ET DES CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ENCAISSE	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Opérations budgétaires		
Recettes—		
Fiscales.....	10,987	8,986
Non fiscales.....	1,283	1,205
	12,270	10,191
Dépenses.....	11,815	10,767
Excédent ou déficit (—).....	455	-576
Opérations non budgétaires (à l'exclusion des opérations relatives à la dette non échue)—		
Recettes et crédits—		
Recettes nettes des comptes des rentes sur l'État, d'assurance et de pension.....	773	627
Compte du régime de pensions du Canada.....	821	755
Caisse de la sécurité de la vieillesse.....	104	85
Investissements dans des valeurs en dollars des États-Unis émises par d'autres que le gouvernement du Canada.....	32	32
Remboursement de prêts, placements et avances.....	163	81
Autres.....	340	416
	2,233	1,996
Décaissements et charges—		
Avances au compte du Fonds des changes.....	129	834
Prêts, placements et avances.....	1,230	1,147
Fonds d'investissement du régime de pensions du Canada.....	801	742
Diminution des billets non productifs d'intérêt et payables à vue.....	223	216
Autres.....	429	418
	2,812	3,357
Montant net requis (—) pour des opérations non budgétaires ou qui proviennent de celles-ci.....	-579	-1,361
Montant global des besoins en espèces à financer par une augmen- tation de la dette non échue ou par une diminution des soldes en espèces.....	-124	-1,937
Augmentation nette de la dette non échue envers le public.....	463	1,523
Augmentation ou diminution (—) nette des soldes bancaires au crédit du receveur général.....	339	-414

Opérations budgétaires

Les recettes, les dépenses et l'excédent budgétaires prévus dans l'exposé budgétaire du 3 juin 1969, et les chiffres effectifs tels qu'on les évalue maintenant figurent au tableau suivant:

TABLEAU 2
(en millions de dollars)

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, 1969-1970	Prévisions budgétaires 3 juin 1969	Chiffres effectifs (estimation)	Augmentation ou diminu- tion (—) par rapport aux prévisions du 3 juin 1969	
			Montant	Pourcentage
Recettes.....	12,025	12,270	245	2.04
Dépenses.....	11,775	11,815	40	0.34
Excédent.....	250	455	205	

Recettes

Les recettes budgétaires sont évaluées à 12,270 millions de dollars pour 1969-1970, soit environ 2 p. 100 de plus, ou 245 millions, que le chiffre de 12,025 millions prévu le 3 juin 1969 et 2,079 millions ou 20 p. 100 de plus que le total perçu en 1968-1969.

Les recettes fiscales constituaient 2,001 millions de dollars et les recettes non fiscales 78 millions de l'augmentation des recettes comparativement à 1968-1969.

Le produit de l'impôt sur le revenu des particuliers s'élevait à 759 millions de dollars, celui de l'impôt sur le revenu des sociétés à 575 millions et le revenu des placements à 106 millions de plus qu'en 1968-1969.

Dépenses

Les dépenses budgétaires s'élevaient à 11,815 millions de dollars, soit 40 millions ou un tiers de 1 p. 100 de plus que le chiffre prévu le 3 juin 1969, et 1,048 millions ou 10 p. 100 de plus que les dépenses de 1968-1969.

Cette augmentation, par rapport à 1968-1969, comprenait 224 millions au chapitre du service de la dette publique, 83 millions au chapitre des paiements aux provinces, 148 millions pour la loi sur les soins médicaux, 50 millions pour l'expansion économique régionale et une dépense de 123 millions pour combler le déficit de l'Expo.

Surplus

Compte tenu de ces chiffres estimatifs, les recettes de 12,270 millions de dollars et des dépenses de 11,815 millions, il y aura un surplus de 455 millions comparativement à un surplus de 250 millions prévu le 3 juin 1969 et un déficit de 576 millions en 1968-1969.

Opérations non budgétaires (à l'exclusion des opérations concernant la dette non échue)

Les opérations non budgétaires accroissent ou diminuent les comptes de l'actif et du passif du gouvernement et elles n'entrent pas dans le calcul de l'excédent ou du déficit budgétaire annuel.

En 1969-1970, on estime que les décaissements et les frais nets de 2,812 millions de dollars dépasseront les recettes et les crédits nets, qui s'établiront à 2,233 millions, laissant une affectation nette de 579 millions. En 1968-1969, les décaissements et les frais nets s'établissaient à 3,357 millions de dollars et les recettes et les crédits nets à 1,996 millions, laissant une affectation nette de 1,361 millions.

Caisse de sécurité de la vieillesse

Les recettes de la Caisse en 1969-1970, sont évaluées à 1,823 millions de dollars et les paiements à 1,719 millions, laissant un gain net dans la Caisse de 104 millions. En 1968-1969, les recettes étaient de 1,626 millions et les paiements de 1,541 millions, l'excédent étant de 85 millions.

Les opérations de la Caisse en 1969-1970 par rapport à celles de 1968-1969 figurent dans le tableau suivant:

	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
	(en millions de dollars)	
Solde à la Caisse au début de l'année.....	621	536
Recettes—		
Taxe de vente.....	569	528
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1,027	915
Impôt sur le revenu des sociétés.....	227	183
	<u>2,444</u>	<u>2,162</u>
Décaissements—		
Paiements de pensions.....	-1,450	-1,297
Supplément de revenu garanti.....	-269	-244
Solde à la Caisse à la fin de l'année financière.....	<u>725</u>	<u>621</u>

Compte du régime de pensions du Canada

Les recettes en 1969-1970 sont évaluées à 889 millions de dollars et les décaissements à 68 millions, laissant un gain net de 821 millions. En 1968-1969, les recettes de 785 millions dépassaient de 755 millions les décaissements de 30 millions.

Les opérations dans ce compte en 1969-1970, comparativement à celles de 1968-1969, figurent dans le tableau suivant:

	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
	(en millions de dollars)	
Solde au début de l'année financière.....	2,108	1,353
Recettes.....	889	785
Décaissements—		
Paiements de prestations.....	-50	-16
Dépenses administratives.....	-18	-14
Solde à la fin de l'année financière.....	<u>2,929</u>	<u>2,108</u>

Le 31 mars 1970, le solde du compte comprenait des valeurs des gouvernements provinciaux au montant de 2,809 millions, des valeurs du gouvernement fédéral au montant de 15 millions et un solde d'exploitation de 105 millions déposé auprès du receveur général du Canada.

Opérations intéressant la dette non échue

On estime que ces opérations provoqueront une augmentation de 463 millions de dollars de la dette non échue et impayée envers le public. En 1968-1969, l'augmentation était de 1,523 millions de dollars.

Changement de l'encaisse

Les soldes bancaires au crédit du receveur général, dans les dépôts courants, y compris les soldes en devises étrangères, sont évalués à 939 millions au 31 mars 1970 contre 600 millions au 31 mars 1969.

Le surplus budgétaire de 463 millions plus la hausse de 463 millions de la dette non échue et impayée dépassent de 579 millions les crédits non budgétaires de 339 millions.

Comme l'indique le tableau suivant, la signification du niveau des soldes du gouvernement en aucun temps peut être trompeuse, à cause de leurs fortes fluctuations au cours de l'année. De plus, étant donné que nombre de chèques émis à la fin d'un mois ne sont pas remboursés avant les premiers jours du mois suivant, alors que la majorité des recettes n'arrivent que plus tard, les soldes en espèces peuvent diminuer de 125 à 300 millions de dollars pendant les premiers jours de chaque mois.

GOVERNEMENT DU CANADA

SOLDES EN ESPÈCES CANADIENNES

	1965	1966	1967	1968	1969
Janvier.....	857.1	925.6	670.5	1,065.2	853.5
Février.....	867.3	807.7	823.4	940.6	761.2
Mars.....	652.0	603.8	795.7	977.2	587.0
Avril.....	528.7	496.4	594.7	609.7	713.0
Mai.....	729.9	600.4	866.7	458.4	804.1
Juin.....	639.6	561.3	650.4	328.6	879.8
Juillet.....	787.4	687.3	686.7	248.4	874.4
Août.....	675.2	503.1	661.5	381.2	841.9
Septembre.....	509.6	491.5	367.0	190.8	636.4
Octobre.....	504.7	530.9	194.9	391.8	479.0
Novembre.....	984.8	1,048.9	607.1	995.0	1,537.0
Décembre.....	895.3	941.8	650.1	706.6	1,377.0

Changement de la dette

Par suite de ces opérations budgétaires et non budgétaires estimatives, les exigibilités brutes augmenteront de 2,099 millions de dollars, l'actif net aux livres de 2,554 millions, tandis que la dette nette du Canada diminuera de 455 millions.

	Année financière terminée le 31 mars		
	1970 (estimation)	1969	Augmentation ou diminution (-)
	(en millions de dollars)		
Exigibilités brutes.....	38,018	35,919	2,099
Moins l'actif net aux livres.....	21,137	18,583	-2,554
Dette nette.....	<u>16,881</u>	<u>17,336</u>	<u>-455</u>

COMPTES BUDGÉTAIRES

Le total des recettes budgétaires s'est élevé à 12,270 millions de dollars, les dépenses à 11,815 millions et l'excédent a été de 455 millions.

TABLEAU 3

RECETTES, DÉPENSES ET EXCÉDENTS OU DÉFICITS BUDGÉTAIRES

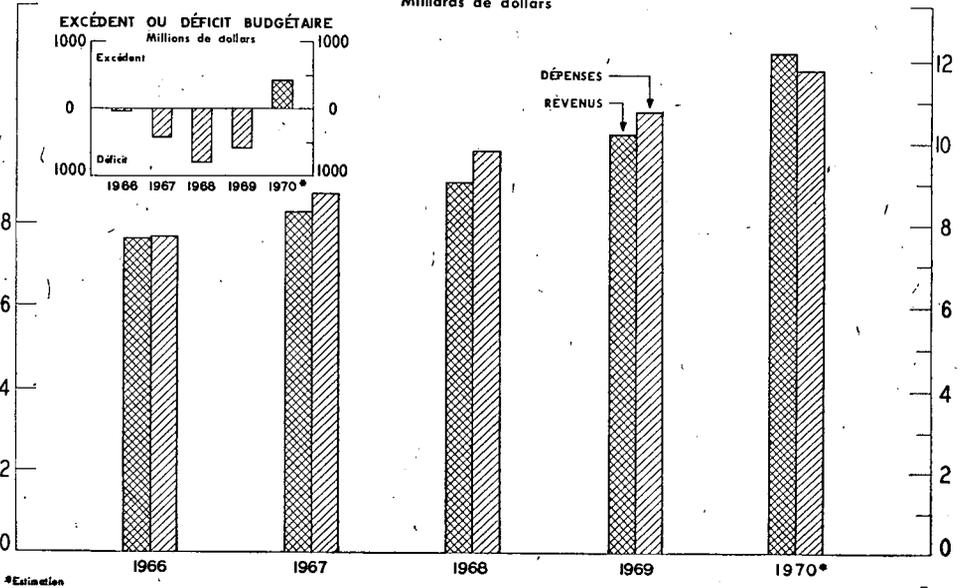
(en millions de dollars)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS	Recettes budgétaires	Dépenses budgétaires	Surplus ou déficit (-)
1961.....	5,617.7	5,958.1	-340.4
1962.....	5,729.6	6,520.6	-791.0
1963.....	5,878.7	6,570.3	-691.6
1964.....	6,253.2	6,872.4	-619.2
1965.....	7,180.3	7,213.3	-38.0
1966.....	7,695.8	7,734.8	-39.0
1967.....	8,376.2	8,797.7	-421.5
1968.....	9,076.6	9,871.4	-794.8
1969.....	10,191.1	10,767.2	-576.1
1970 (estimation).....	12,270.0	11,815.0	455.0

REVENUS ET DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Année financière se terminant le 31 mars

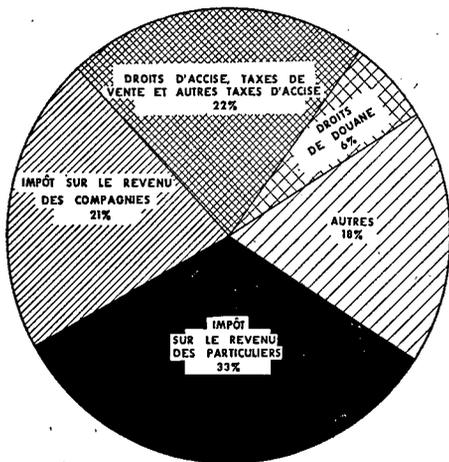
Milliards de dollars



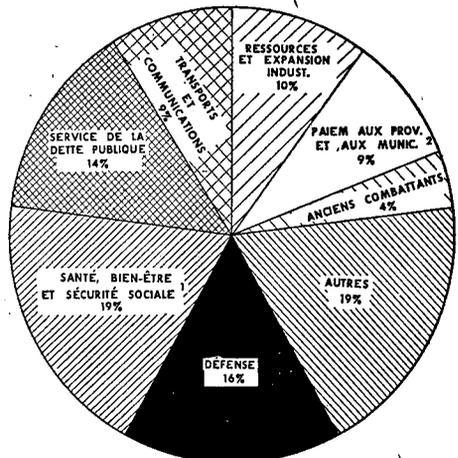
REVENUS BUDGÉTAIRES PAR SOURCES PRINCIPALES

Année financière se terminant le 31 mars 1970

Estimation



DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR FONCTIONS PRINCIPALES



1. Ne comprend pas les versements imputés sur la caisse de la sécurité de la vieillesse.
2. Ne comprend pas les versements effectués à des fins déterminées aux gouvernements provinciaux et municipaux.

RECETTES

Les recettes budgétaires sont de 12,270 millions de dollars, soit 2,079 millions ou 20 p. 100 de plus que le total de 10,191 millions perçu en 1968-1969. Les recettes fiscales, atteignant 10,987 millions, représentent 89 p. 100 de l'ensemble des recettes de l'année et les recettes non fiscales, de 1,283 millions, en représentent 11 p. 100.

Les postes les plus importants en 1969-1970 sont des augmentations de 759 millions de dollars provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, de 575 millions provenant de l'impôt sur le revenu des sociétés, de 414 millions provenant de l'impôt de progrès social, de 155 millions provenant de la taxe de vente et de 106 millions provenant du revenu des placements.

TABLEAU 4

ÉTAT DES RECETTES BUDGÉTAIRES PAR SOURCES PRINCIPALES
(en millions de dollars)

SOURCE	Année financière terminée le 31 mars				Augmentation ou diminution (-)	
	1970 (estimation)		1969		Montant	Pourcentage
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage		
RECETTES FISCALES—						
Impôt sur le revenu—						
Des particuliers ^{(1) (2)}	4,115.0	33.5	3,356.4	33.0	758.6	22.6
Des sociétés ^{(1) (2)}	2,605.0	21.2	2,030.0	19.9	575.0	28.3
Sur les dividendes, intérêts, etc., allant à l'étranger.....	240.0	2.0	205.6	2.0	34.4	16.7
Impôt de progrès social.....	477.0	3.9	63.0	0.6	414.0	657.1
Taxes d'accise—						
Taxes de vente ^{(1) (2)}	1,725.0	14.1	1,569.8	15.4	155.2	9.9
Autres taxes ⁽²⁾	380.0	3.1	377.9	3.7	2.1	0.6
Droits de douane à l'importation ⁽²⁾	815.0	6.6	761.7	7.5	53.3	7.0
Droits d'accise ⁽²⁾	525.0	4.3	509.3	5.0	15.7	3.1
Impôt sur les biens transmis par décès.....	104.8	0.8	112.4	1.1	-7.6	-6.8
Autres impôts.....	0.2		0.2			
	10,957.0	89.5	8,986.3	88.2	2,000.7	22.8
RECETTES NON FISCALES—						
Revenu de placements.....	801.0	6.5	695.1	6.8	105.9	15.2
Ministère des Postes—						
Revenu postal net.....	353.0	2.9	310.6	3.0	42.4	13.7
Autres recettes non fiscales.....	129.0	1.1	199.1	2.0	-70.1	-35.2
	1,283.0	10.5	1,204.8	11.8	78.2	6.5
Total des recettes budgétaires..	12,270.0	100.0	10,191.1	100.0	2,078.9	20.7

1969-1970

1968-1969

⁽¹⁾Sans les impôts crédités

A la caisse de sécurité de la vieillesse—

Impôt sur le revenu des particuliers.....	1,027.0	915.0
Impôt sur le revenu des sociétés.....	227.0	183.0
Taxe de vente.....	569.0	528.1

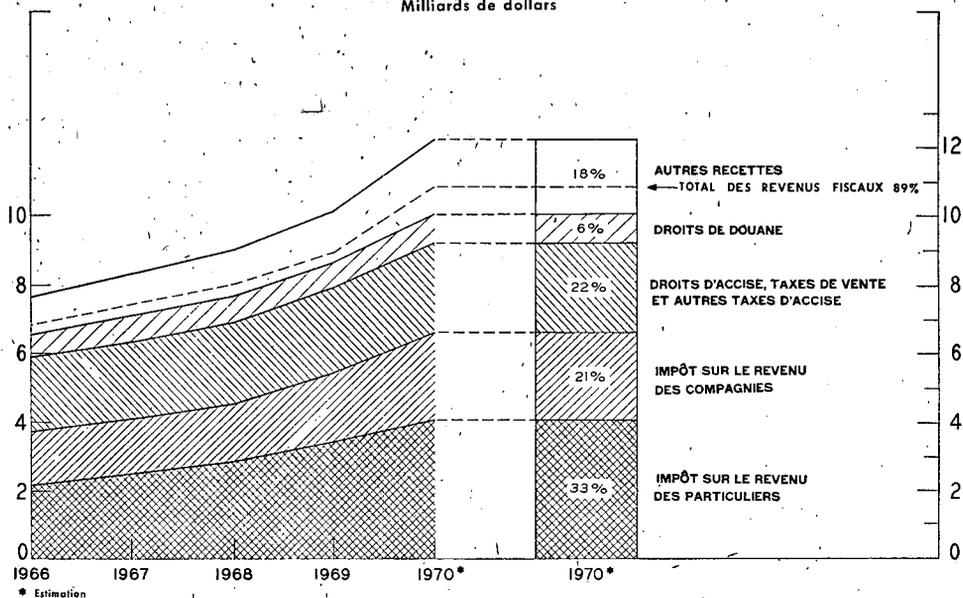
1,823.0

1,626.1

⁽²⁾Montant net après déduction des remboursements et drawbacks.

RECETTES FISCALES

Revenus Budgétaires Par Sources
 Années financières se terminant le 31 mars
 Milliards de dollars



Ententes fiscales entre le gouvernement fédéral et les provinces

Aux termes des ententes entrées en vigueur en 1962, le gouvernement fédéral s'est retiré en partie du domaine de l'imposition directe pour laisser ce champ libre aux provinces. Le gouvernement fédéral a offert de percevoir les impôts provinciaux sans frais, à condition que les impôts prélevés par les provinces sur les revenus des particuliers soient exprimés en un pourcentage de l'impôt fédéral sur les mêmes revenus et que l'impôt provincial sur le revenu des sociétés utilise une définition du revenu imposable des sociétés qui soit identique à la définition fédérale. Afin de faciliter le prélèvement des impôts provinciaux sur le revenu, la loi de l'impôt sur le revenu a été modifiée pour réduire les impôts des particuliers. Ces réductions en 1967, 1968, 1969 et 1970 ont été de 28 p. 100 pour les contribuables de toutes les provinces, sauf Québec, où elles ont été de 50 p. 100. Ces réductions plus élevées pour la province de Québec sont en compensation du fait que le versement des allocations aux jeunes et le coût global de certains programmes relevant conjointement des gouvernements fédéral et provinciaux dans les autres provinces ont été assumés par le Québec. En 1967, 1968, 1969 et 1970 les taux de l'impôt fédéral sur le revenu imposable des sociétés ont été réduits de 10 points de pourcentage dans toutes les provinces. Le gouvernement fédéral a conclu des accords sur la perception des impôts, en vertu desquels il perçoit les impôts sur le revenu des particuliers prélevés par les provinces dans toutes les provinces, sauf le Québec, et les impôts sur le revenu des sociétés prélevés par les provinces, dans toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec.

Aux termes de ces accords, des paiements mensuels, calculés d'après une estimation des recettes fiscales de chaque province, sont versés aux provinces. Le montant exact fondé sur les recettes est établi au 31 décembre qui suit la fin de l'année financière, et les comptes avec les provinces sont régularisés.

En vertu des accords fiscaux actuels, le gouvernement fédéral a consenti à réduire de 50 p. 100 ses impôts sur les biens transmis par décès au cours des années financières 1962-1963 et 1963-1964, et de 75 p. 100 durant les années financières suivantes, dans toutes les provinces qui prélèvent leurs propres impôts sur les biens transmis par décès. A une province qui n'est pas intéressée à percevoir à nouveau des impôts sur les biens transmis par décès, le gouvernement fédéral a consenti à verser 50 p. 100 des impôts fédéraux perçus sur les biens transmis par décès de la province en 1962-1963 et 1963-1964, et 75 p. 100 par la suite. Au cours de 1962-1963, le Québec et l'Ontario ont prélevé leurs propres impôts sur les biens par décès, tandis que les autres provinces recevaient un paiement au lieu de percevoir ces impôts. A compter de 1963-1964, la Colombie-Britannique s'est jointe à l'Ontario et au Québec pour prélever ses propres impôts sur les biens transmis par décès. Lorsque la diminution de l'impôt sur les biens transmis par décès a été portée à 75 p. 100 en 1964-1965, la Colombie-Britannique a augmenté d'autant les taux de ses droits successoraux, mais le Québec et l'Ontario ont préféré, au lieu d'une réduction supplémentaire, un paiement correspondant à 25 p. 100 des impôts fédéraux perçus dans ces provinces sur les biens transmis par décès. Cette entente portait également sur 1965-1966, 1966-1967, 1967-1968, 1968-1969 et 1969-1970.

Impôt sur le revenu des particuliers

En 1969-1970, l'impôt sur le revenu des particuliers est de nouveau la plus importante des recettes de l'État. On estime que son rendement (à l'exclusion de l'impôt sur la sécurité de la vieillesse) sera de 4,115 millions de dollars, soit 33 p. 100 de toutes les recettes budgétaires, comparé à 3,356 millions ou 33 p. 100 en 1968-1969. L'augmentation de 759 millions de dollars reflète principalement un accroissement des revenus des particuliers en 1969-1970, et est attribuable en partie à la surtaxe temporaire de 3 p. 100 de l'impôt de base dépassant \$200, appliquée aux impôts frappant les revenus de 1968 et de 1969.

En plus de cette recette fédérale, on estime que 1,312 millions de dollars auront été affectés au titre des accords de perception d'impôts conclus avec les provinces, comparé à 1,089 millions de dollars en 1968-1969.

L'impôt sur le revenu des particuliers, perçu en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse et crédité à la Caisse de la sécurité de la vieillesse devra rapporter 1,027 millions de dollars par rapport à 915 millions en 1968-1969. L'augmentation de 112 millions de dollars est attribuable surtout à une hausse des revenus personnels de 1969-1970.

Impôt sur le revenu des sociétés

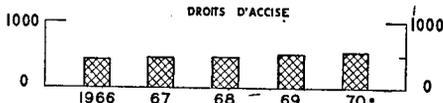
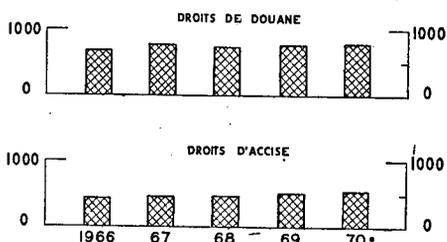
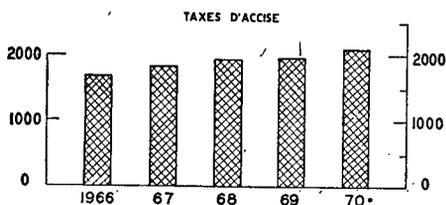
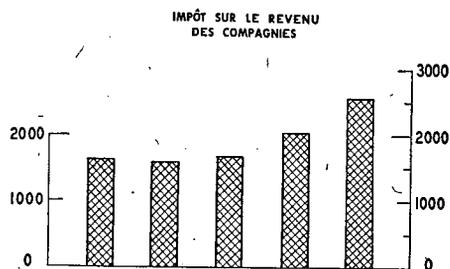
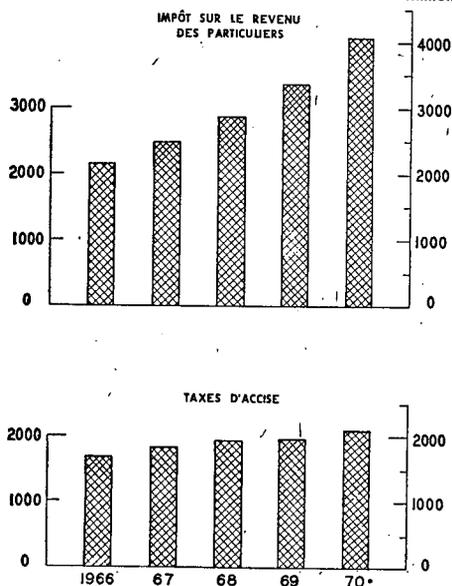
L'impôt sur le revenu des sociétés est la deuxième en importance des recettes de l'État. On estime son rendement (à l'exclusion de l'impôt de sécurité de la vieillesse) à 2,605 millions de dollars, soit 21 p. 100 de toutes les recettes budgétaires, comparé à 2,030 millions, ou 20 p. 100, en 1968-1969. L'augmentation de 575 millions est attribuable au revenu accru des sociétés au cours de l'année.

En plus de la recette fédérale, on estime que 249 millions de dollars seront imputés au compte des accords sur la perception fiscale conclus avec les provinces, contre 171 millions en 1968-1969.

L'impôt sur le revenu des sociétés perçu en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse et crédité à la Caisse de la sécurité de la vieillesse a rapporté un montant estimatif de 227 millions de dollars, contre 183 millions en 1968-1969.

PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS FISCAUX

Années financières se terminant le 31 mars
Millions de dollars



* Estimation

Impôts sur les dividendes, intérêts, etc., allant à l'étranger

Les recettes portées à cette rubrique proviennent des taxes retenues sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances, pensions alimentaires et revenus provenant de successions et de biens sous gestion versés à des non-résidents.

Les perceptions se chiffrent à 240 millions, soit 34 millions de plus qu'en 1968-1969.

Impôt de progrès social

Ce nouvel impôt est entré en vigueur durant l'année d'imposition 1969. Cet impôt, frappant le revenu des particuliers est le moindre de 2 p. 100 du revenu imposable ou \$120. On estime à 477 millions la somme à percevoir ainsi en 1969-1970, contre 63 millions en 1968-1969.

Taxes d'accise

Du point de vue des recettes, la taxe générale de vente est l'impôt le plus important de la loi sur la taxe d'accise. On estime les recettes de cette taxe (à l'exclusion de la taxe relative à la sécurité de la vieillesse) à 1,725 millions, contre 1,570 millions en 1968-1969.

La taxe de vente prélevée en vertu de la loi sur la sécurité de la vieillesse et créditée à la Caisse de la sécurité de la vieillesse, rapportera probablement 569 millions, comparativement à 528 millions en 1968-1969.

Les autres taxes d'accise ont rapporté 380 millions, soit 2 millions de plus qu'en 1968-1969.

Droits de douane à l'importation

Les droits de douane à l'importation s'élèvent à 815 millions de dollars, soit 53 millions de plus qu'en 1968-1969.

Droits d'accise

Les droits d'accise frappent les boissons alcooliques (autres que les vins) et les produits du tabac. (Des taxes supplémentaires sont prélevées sur les produits du tabac en vertu de la loi sur la taxe d'accise.) Les recettes nettes s'élèvent à 525 millions de dollars, soit 16 millions de plus qu'en 1968-1969.

Les recettes brutes de 334 millions de dollars provenant des droits sur les boissons alcooliques se répartissent ainsi: 195 millions de dollars pour les spiritueux et 139 millions de dollars pour la bière, soit 14 millions de dollars de plus que les 320 millions de dollars perçus en 1968-1969 (185 millions pour les spiritueux et 135 millions pour la bière.)

Les recettes brutes de 199 millions de dollars provenant des droits sur les produits du tabac sont de 3 millions de dollars supérieures à celles perçues en 1968-1969.

Des remises et des remboursements, à la sortie totalisant 9 millions de dollars se sont traduits par la perception de droits d'accise nets de 530 millions de dollars. En 1968-1969 les remises et les remboursements à la sortie étaient de 8 millions de dollars et les recettes nettes atteignaient 509 millions.

Impôt sur les biens transmis par décès

Les recettes entrant dans cette catégorie sont perçues en vertu de la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès. Les recettes nettes de 105 millions de dollars sont de 7 millions inférieures à celles de 112 millions en 1968-1969.

Autres taxes

Les recettes portées à cette rubrique s'établissent à \$200,000, somme comparable à celle de l'année financière précédente.

RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales de 1,283 millions représentent une majoration de 78 millions sur ce qu'elles étaient en 1968-1969. Ces changements sont surtout attribuables aux accroissements de 106 millions pour les revenus de placements et de 42 millions pour le revenu du ministère des Postes, ainsi qu'au fléchissement de 67 millions au chapitre des lingots et du numéraire.

TABLEAU 5
(en millions de dollars)

RECETTES NON FISCALES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)	
	1970 (estimation)	1969	Montant	Pourcentage
Revenu de placements.....	801.0	695.1	105.9	15.2
Revenu net du ministère des Postes.....	353.0	310.6	42.4	13.7
Remboursement de dépenses des années précédentes.....	24.0	23.8	0.2	0.8
Services et honoraires.....	29.0	30.7	-1.7	-5.5
Produits de ventes.....	17.5	17.4	0.1	0.6
Droits, licences et permis.....	34.0	35.0	-1.0	-2.9
Lingots et numéraire.....	8.0	74.8	-66.8	-89.3
Primes, escomptes et changes.....		0.5	-0.5	-100.0
Autres.....	16.5	16.9	-0.4	-2.4
	1,328.0	1,204.8	78.2	6.5

Rendement des placements

Ces recettes de 801 millions proviennent de prêts, d'avances et de placements de l'État relatifs à des avoirs productifs ou rentables. En 1968-1969, les rentrées ont été de 695 millions.

TABLEAU 6
(en millions de dollars)

RENDEMENT DES PLACEMENTS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Prêts et placements, sociétés de la Couronne—			
Banque du Canada—bénéfices.....	229.0	186.2	42.8
Société Radio-Canada.....	7.0	4.8	2.2
Corporation canadienne de l'exposition universelle de 1967.....		7.9	-7.9
Chemins de fer Nationaux du Canada.....	45.0	35.9	9.1
Société centrale d'hypothèques et de logement—			
Intérêts sur débetures.....	221.0	190.6	30.4
Bénéfices nets.....	13.0	8.5	4.5
Société pour l'expansion des exportations ⁽¹⁾	13.0	11.1	1.9
Société du crédit agricole.....	60.0	50.5	9.5
Commission d'énergie du Nord canadien.....	8.4	4.5	3.9
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	10.0	13.3	-3.3
Autres.....	8.6	15.4	-6.8
	615.0	528.7	86.3
Autres prêts et placements—			
Compte du fonds des changes.....	85.0	84.5	0.5
Dépôts portant intérêt dans les banques à charte.....	40.0	20.1	19.9
Office de développement municipal et des prêts aux municipalités.....	14.0	14.2	-0.2
Prêts aux termes de la loi d'établissement de soldats et d'autres personnes, et avances aux termes de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.....	20.0	16.1	3.9
Royaume-Uni.....	21.0	2.7	18.3
Autres.....	6.0	28.8	-22.8
	186.0	166.4	19.6
	801.0	695.1	105.9

⁽¹⁾ Antérieurement Société d'assurance des crédits à l'exportation.

Les recettes provenant des sociétés de la Couronne se sont établies à 615 millions, soit 86 millions de plus qu'en 1968-1969. Les principaux changements sont des augmentations de 43 millions dans les bénéfices de la Banque du Canada payés à l'État et 35 millions dans les paiements de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Les autres prêts et placements ont rapporté 186 millions, soit 20 millions de plus qu'en 1968-1969. Les principaux changements sont des augmentations de 20 millions en intérêts sur les dépôts du Receveur général dans les banques à charte et 18 millions en intérêts sur le prêt consenti au Royaume-Uni. En 1968-1969, l'intérêt échu sur ce prêt a été différé en conformité d'une entente spéciale.

Recettes du ministère des Postes -

On estime à 407 millions les recettes brutes du ministère des Postes pour 1969-1970, mais les décaissements autorisés sur le revenu, pour les traitements et les allocations aux bureaux semi-urbains et aux bureaux à commission, pour les frais de transport de la matière postale expédiée en transit dans des pays étrangers ou destinée à ces pays, se sont chiffrés à 54 millions, ce qui a donné un revenu net de 353 millions de dollars. En 1968-1969, les recettes brutes s'étaient élevées à 363 millions, les décaissements autorisés à 53 millions et le revenu net à 310 millions.

TABLEAU 7
(en millions de dollars)

RECETTES DU MINISTÈRE DES POSTES	-Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Timbres—			
Au Canada.....	384.0	342.9	41.1
Des pays étrangers.....	6.0	6.0	
Commissions payées à l'égard des mandats de poste.....	11.1	10.0	1.1
Location des cases postales.....	5.0	3.1	1.9
Autres.....	0.8	1.3	-0.5
	406.9	363.3	43.6
Moins—			
Traitements et allocations.....	-47.8	-47.2	-0.6
Frais de transport de la correspondance expédiée à des pays étrangers ou en transit dans ces pays.....	-4.2	-3.8	-0.4
Autres.....	-1.9	-1.7	-0.2
	-53.9	-52.7	-1.2
	353.0	310.6	42.4

On s'attend que les frais d'exploitation nets du ministère des Postes pour 1969-1970 (y compris les 54 millions imputés sur le revenu) s'établiront à 350 millions de dollars. Comme on prévoit un revenu net de 353 millions, on estime que l'excédent d'exploitation sera de 3 millions. En 1968-1969, les frais nets, 342 millions, ont excédé le revenu net, 310 millions, de 32 millions.

Cependant, il y a lieu de remarquer que le total inscrit au revenu du ministère des Postes ne comporte aucun paiement pour la franchise accordée au courrier parlementaire et ministériel, ni pour certains services divers fournis à d'autres ministères et organismes de l'État. Les dépenses d'exploitation n'englobent pas non plus les frais pour les locaux occupés par le ministère des Postes ou pour les services de comptabilité et les services spéciaux rendus par d'autres ministères.

Remboursements quant à des dépenses des années précédentes

Les revenus de 24 millions de dollars à ce chapitre incluent 7 millions reçus par le ministère de la Défense nationale, principalement à la suite de redressements de vérifications du prix de revient et de redressements de contrats avec le gouvernement des États-Unis, et 5 millions de dollars reçus par le ministère des Affaires des anciens combattants, principalement à titre de remboursements relatifs aux pensions, allocations et crédits de rétablissement d'anciens combattants. En 1968-1969, les recettes totales étaient de 24 millions de dollars.

Services et honoraires

Les recettes provenant de cette source se montaient à 29 millions de dollars, y compris 10 millions perçus par le ministère de l'Agriculture surtout pour l'inspection, la pesée, l'entreposage et la mise en élevateurs des céréales, et 3 millions perçus par le ministère de la Consommation et des Corporations pour frais d'inspection d'électricité, de gaz et des poids et mesures. En 1968-1969, les recettes s'élevaient à 31 millions de dollars.

Produits de ventes

Les recettes de 18 millions de dollars incluent 5 millions récupérés par le ministère des Approvisionnements et Services pour la vente de biens de la Couronne, et 3 millions reçus par la Société centrale d'hypothèques et de logement pour la vente de propriétés. En 1968-1969, les recettes étaient de 17 millions de dollars.

Droits, licences et permis

Les recettes de cette catégorie sont de 34 millions de dollars, dont 13 millions touchés par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et provenant de redevances, de loyers et de droits à l'égard du pétrole, du gaz et de l'or, 6 millions perçus par le ministère de la Consommation et des Corporations au titre des brevets, marques de commerce, chartes et ainsi de suite, et 5 millions reçus par le ministère des Travaux publics pour la location d'emplacements et d'édifices publics. En 1968-1969, les recettes se chiffraient à 35 millions de dollars.

Lingots et frappe

Résultant de l'exploitation de la Monnaie royale canadienne, ces recettes s'établissent à 8 millions de dollars, contre 75 millions en 1968-1969. La baisse est attribuable au fait que le total pour 1968-1969 comprenait un gain net de 66 millions de dollars de la frappe du nickel, dû principalement à la modification de l'alliage pour les pièces de 10c., de 25c. et de 50c.

Primes, escomptes et échanges

Ces transactions reflètent une dépense nette de 5 millions contre un revenu net de \$500,000 en 1968-1969.

Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales s'élèvent à 17 millions, soit à peu près les mêmes qu'en 1968-1969.

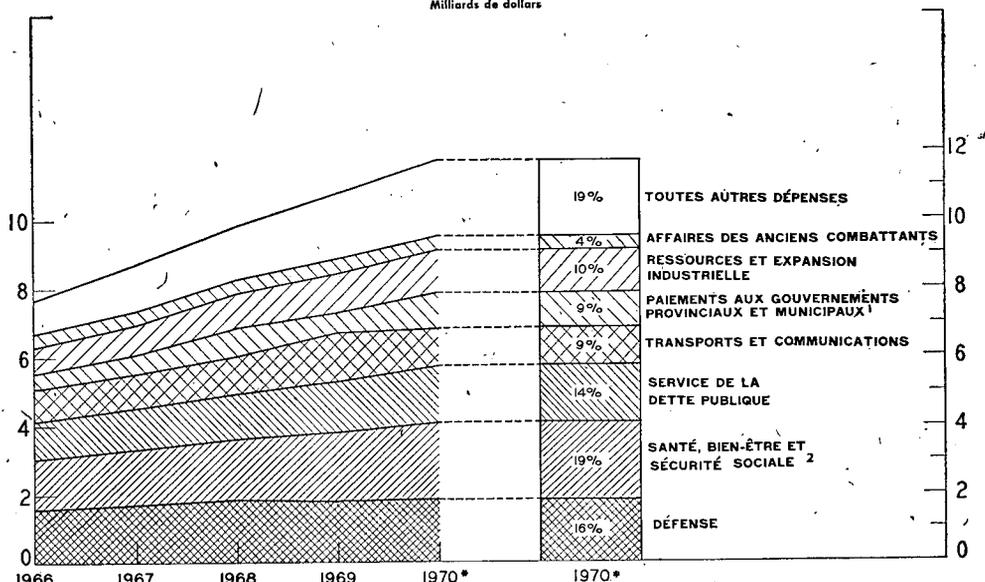
DÉPENSES

On estime que les dépenses budgétaires seront de 11,815 millions de dollars pour 1969-1970, soit 1,048 millions de plus que le total de 10,767 millions en 1968-1969.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE CLASSÉE PAR OBJET

Année financière se terminant le 31 mars

Milliards de dollars



1. Ne comprend pas les paiements faits aux gouvernements provinciaux et municipaux à des fins déterminées.
 2. Ne comprend pas les versements de pension sur la caisse de sécurité de la vieillesse qui n'ont pas été pris en dépense budgétaire durant l'année même.

* Estimation

TABLEAU 8

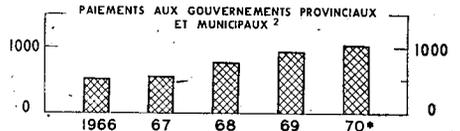
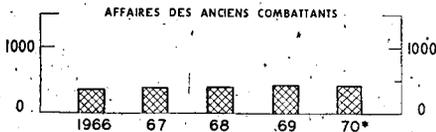
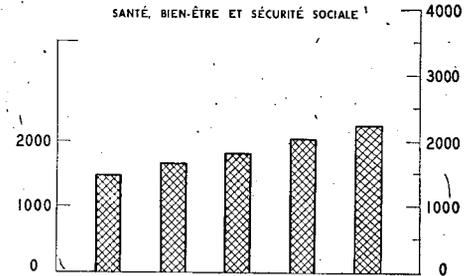
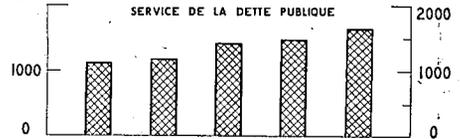
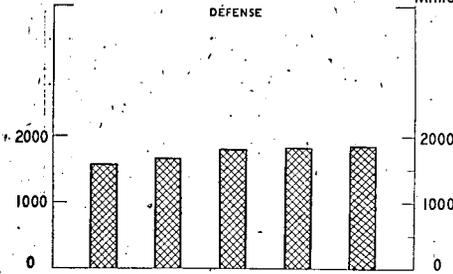
ÉTATS DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR MINISTÈRE (en millions de dollars)

	Année financière terminée le 31 mars				Augmentation ou diminution (-)	
	1970 (estimation)		1969		Montant	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Agriculture.....	285.0	2.4	286.9	2.7	-1.9	-0.7
Communications.....	364.0	3.1	354.5	3.3	9.5	2.7
Consommation et Corporations.....	17.0	0.1	13.7	0.1	3.3	24.1
Énergie, Mines et Ressources.....	187.0	1.6	179.7	1.7	7.3	4.1
Affaires extérieures.....	258.0	2.1	226.1	2.1	21.9	9.7
Finances.....	2,859.0	24.2	2,420.7	22.5	438.3	18.1
Pêches et Forêts.....	76.0	0.6	79.0	0.7	-3.0	-3.8
Gouverneur général et lieutenants-gouverneurs.....	1.0		1.0			
Affaires indiennes et Nord canadien.....	304.0	2.6	267.0	2.5	37.0	13.9
Industrie et Commerce.....	294.0	2.5	203.9	1.9	90.1	44.2
Justice.....	20.0	0.2	16.9	0.2	3.1	18.3
Travail.....	158.0	1.3	136.6	1.3	21.4	15.7
Main-d'œuvre et Immigration.....	455.0	3.9	416.1	3.9	38.9	9.3
Défense nationale.....	1,785.0	15.1	1,760.8	16.3	24.2	1.4
Santé nationale et Bien-être social.....	1,950.0	16.5	1,668.7	15.5	281.3	16.9
Revenu national.....	143.0	1.2	120.0	1.1	23.0	19.2
Parlement.....	22.0	0.2	18.6	0.2	3.4	18.3
Conseil privé.....	11.0	0.1	9.3	0.1	1.7	18.3
Travaux publics.....	298.0	2.5	284.8	2.6	13.2	4.6
Expansion économique régionale.....	221.0	1.9	180.8	1.7	40.2	22.2
Secrétariat d'État.....	542.0	4.6	522.6	4.8	19.4	3.7
Solliciteur général.....	176.0	1.5	165.9	1.5	10.1	6.1
Approvisionnement et Services.....	80.0	0.7	65.7	0.6	14.3	21.8
Transports.....	514.0	4.3	508.1	4.7	5.9	1.2
Conseil du Trésor.....	381.0	3.2	432.2	4.0	-51.2	-11.8
Affaires des anciens combattants.....	424.0	3.6	427.6	4.0	-3.6	-0.8
	11,815.0	100.0	10,767.2	100.0	1,047.8	9.7

CATÉGORIES PRINCIPALES DE DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Années financières se terminant le 31 mars

Millions de dollars



1. Les surfaces non ombrées du graphique santé, bien-être et sécurité sociale représentent les versements de pension effectués sur la caisse de la sécurité de la vieillesse mais non imputés aux dépenses budgétaires.

2. Ne comprend pas les paiements effectués à des fins déterminées aux gouvernements provinciaux et municipaux.

* Estimation

Agriculture.

On estime que les dépenses du ministère de l'Agriculture s'élèveront à 285 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'en 1968-1969.

TABLEAU 9

(en millions de dollars)

AGRICULTURE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Direction de la production et des marchés—			
Office de stabilisation des prix agricoles—perte nette d'exploitation.....	125.0	145.4	-20.4
Autres dépenses.....	40.0	33.4	6.6
	165.0	178.8	-13.8
Recherches.....	46.0	45.3	0.7
Office canadien des grains de provende.....	22.0	18.2	3.8
Société du crédit agricole—perte nette d'exploitation.....	7.9	6.0	1.9
Frais administratifs et généraux.....	44.1	38.6	5.5
	285.0	286.9	-1.9

Les dépenses au titre de la production et des marchés qui s'élèvent à 165 millions sont de 14 millions inférieures à celles de 1968-1969. Les dépenses d'exploitation de l'Office de stabilisation des prix agricoles en 1969-1970 doivent en principe atteindre 125 millions, contre 145 millions en 1968-1969.

Les dépenses au titre de la recherche au montant de 46 millions correspondent à peu près à celles de 1968-1969 et la perte de la Société du crédit agricole évaluée à 8 millions est de 2 millions supérieure à celle de l'année précédente.

Communications

Les dépenses touchant les communications, y compris les Postes, au montant de 364 millions, sont de 10 millions supérieures à celles de 1968-1969.

TABLEAU 10
(en millions de dollars)

COMMUNICATIONS ET POSTES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Ministère des Postes—			
Exploitation—Traitements et autres dépenses des bureaux de poste urbains, bureaux de district et services ambulants: approvisionnements, équipement et autres articles destinés aux bureaux de poste à commission.....	243.0	243.0	
Traitement des maîtres de poste et du personnel des bureaux à commission et semi-urbains: commissions payées aux bureaux auxiliaires et autres déboursés...	53.9	52.7	1.2
Transport—mouvement du courrier par terre, par air et par eau.....	94.0	89.0	5.0
Services financiers.....	4.0	3.6	0.4
Frais administratifs et généraux.....	9.0	6.1	2.9
Dépenses brutes du ministère des Postes.....	403.9	394.4	9.5
Moins: dépenses imputées au revenu.....	-53.9	-52.7	-1.2
	350.0	341.7	8.3
Communications—			
Programme de recherches sur les satellites.....	5.0	3.5	1.5
Frais administratifs et généraux.....	9.0	9.3	-0.3
	364.0	354.5	9.5

Les dépenses du ministère des Postes, imputées aux frais budgétaires, au montant de 350 millions comprennent 243 millions au chapitre de l'exploitation et 94 millions à celui du transport. En 1968-1969, les dépenses de 342 millions comprenaient 243 millions au chapitre de l'exploitation et 89 millions à celui du transport.

La rémunération des maîtres de poste et du personnel des bureaux à commission et semi-urbains et certains autres décaissements sont prélevés sur le revenu. Ces versements qui s'élèvent à 54 millions (53 millions en 1968-1969) portent les dépenses brutes du ministère des Postes à 404 millions en 1969-1970 contre 394 millions en 1968-1969.

Les dépenses afférentes aux Communications s'élèvent à 14 millions de dollars, dont 5 millions pour le programme de recherches sur les satellites. En 1968-1969, les dépenses diverses atteignaient 13 millions, dont 4 millions pour le programme de recherches sur les satellites.

Consommation et Corporations

Les dépenses du ministère de la Consommation et des Corporations s'élèvent à 17 millions de dollars, soit 3 millions de plus que le chiffre comparable pour 1968-1969.

TABLEAU 11
(en millions de dollars)

CONSOMMATION ET CORPORATIONS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Consommation.....	6.7	5.9	0.8
Corporations.....	6.9	5.5	1.4
Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et recherches....	1.6	1.2	0.4
Commission des prix et des revenus.....	0.6		0.6
Frais administratifs et généraux.....	1.2	1.1	0.1
	17.0	13.7	3.3

Énergie, Mines et Ressources

Les dépenses du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, y compris l'Énergie atomique du Canada, Limitée, la Commission de contrôle de l'énergie atomique, l'Office fédéral du charbon et l'Office national de l'énergie, s'élèvent à 177 millions de dollars, une augmentation de 7 millions par rapport à celles de 1968-1969.

TABLEAU 12
(en millions de dollars)

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Mines, minéraux, énergie et sciences géophysiques—			
Aide d'urgence aux mines d'or.....	15.2	14.7	0.5
Levés topographiques et aériens, cartographie et établissement de cartes de navigation aérienne.....	11.0	11.5	-0.5
Recherches géologiques.....	10.0	11.2	-1.2
Autres.....	16.4	17.4	-1.0
	52.6	54.8	2.2
Ressources hydrauliques et coordination des programmes concernant les ressources renouvelables—			
Relevés et recherches en milieu marin.....	19.5	18.3	1.2
Recherches et études sur les ressources hydrauliques....	18.1	16.4	1.7
Autres.....	6.4	4.0	2.4
	44.0	38.7	5.3
Frais administratifs et généraux.....	5.7	4.9	0.8
	102.3	98.4	3.9
L'Énergie atomique du Canada, Limitée.....	69.0	68.6	0.4
Commission de contrôle de l'énergie atomique.....	6.0	4.0	2.0
Office fédéral du charbon.....	8.2	7.2	1.0
Office national de l'énergie.....	1.5	1.5	
	187.0	179.7	7.3

Les dépenses pour les mines, les minéraux, l'énergie et les sciences géophysiques s'élèvent à 53 millions de dollars, dont 15 millions pour l'aide d'urgence aux mines d'or, 11 millions pour les levés topographiques et aériens, et 10 millions pour les recherches géologiques. En 1968-1969, ces dépenses s'élevaient à 55 millions, dont 15 millions pour l'aide d'urgence aux mines d'or, 12 millions pour les levés topographiques et aériens, et 11 millions pour les recherches géologiques.

Le montant des dépenses pour les ressources hydrauliques et la coordination des programmes concernant les ressources renouvelables, qui s'élève à 44 millions de dollars, comprend 20 millions pour les relevés et les recherches en milieu marin et 18 millions pour les recherches et les études sur les ressources hydrauliques. En 1968-1969, les dépenses à ce chapitre ont été de 39 millions, dont 18 millions pour les relevés et les recherches en milieu marin et 16 millions pour les recherches et les études sur les ressources hydrauliques.

Les dépenses au titre de l'Énergie atomique du Canada, Limitée, s'élèvent à 69 millions de dollars, comparativement à 69 millions en 1968-1969; celles de la Commission de contrôle de l'énergie atomique sont de 6 millions, comparativement à 4 millions, et celles de l'Office fédéral du charbon sont de 8 millions, comparativement à 7 millions.

Affaires extérieures

Les dépenses du ministère des Affaires extérieures, y compris l'aide à l'expansion internationale et la Commission mixte internationale, s'élèvent à 248 millions de dollars, soit 22 millions de plus que l'année financière précédente.

Les dépenses de l'Agence canadienne de développement international s'élèvent à 175 millions de dollars, contre 157 millions en 1968-1969. Elles comprennent 82 millions pour le Programme international d'aide à l'alimentation (69 millions en 1968-1969), 57 millions pour l'aide à l'expansion internationale (63 millions en 1968-1969) et 25 millions de subventions à des organismes internationaux (15 millions en 1968-1969).

TABLEAU 13
(en millions de dollars)

AFFAIRES EXTÉRIEURES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Subventions, contributions et versements aux organismes internationaux et à ceux du Commonwealth—			
Nations Unies et leurs institutions.....	8.3	9.7	-1.4
Organismes du Commonwealth.....	0.3	0.3	
Autres.....	8.1	5.2	2.9
	16.7	15.2	1.5
Construction, acquisition ou amélioration de bâtiments, d'ouvrages, de terrains, d'équipement et de fournitures..	6.9	6.7	0.2
Frais administratifs, d'exploitation et d'entretien.....	49.0	47.0	2.0
	72.6	68.9	3.7
Agence canadienne de développement international—			
Aide économique et technique, aide à l'éducation et autre—			
Programme international d'aide à l'alimentation....	81.8	68.9	12.9
Aide à l'expansion internationale.....	56.9	62.9	-6.0
Subventions à des organismes internationaux.....	25.0	15.3	9.7
Contribution à des projets approuvés d'assistance à l'expansion mis à exécution par des organismes canadiens non gouvernementaux.....	6.0	5.5	0.5
Autres.....		0.3	-0.3
Frais administratifs.....	5.3	3.9	1.4
	176.0	156.8	18.2
Commission mixte internationale.....	0.4	0.4	
	248.0	226.1	21.9

Les dépenses du ministère s'élèvent à 73 millions de dollars et comprennent 49 millions de frais administratifs, d'exploitation et d'entretien, 7 millions pour la construction et les acquisitions et 17 millions au titre des organismes internationaux et de ceux du Commonwealth. En 1968-1969, ces dépenses avaient atteint 69 millions, dont 47 millions de frais administratifs, d'exploitation et d'entretien, 7 millions pour la construction et les acquisitions et 15 millions pour les organismes internationaux et ceux du Commonwealth.

Finances

Les dépenses du ministère des Finances s'élèvent à 2,859 millions de dollars, contre 2,421 millions en 1968-1969. Ces chiffres comprennent les dépenses du Bureau de l'auditeur général et du Département des assurances.

Les principaux changements sont des augmentations de 224 millions au service de la dette publique, de 83 millions en versements aux provinces et de 123 millions pour couvrir la quote-part fédérale du déficit de l'EXPO.

TABLEAU 14
(en millions de dollars)

FINANCES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Service de la dette publique.....	1,704.0	1,480.0	224.0
Paievements fiscaux, subsides et autres versements aux provinces.....	950.2	867.1	83.1
Subventions aux municipalités.....	50.0	45.1	4.9
Corporation canadienne de l'exposition universelle de 1967—			
Déficit.....	123.0		123.0
Frais administratifs et généraux.....	27.8	24.2	3.6
	2,855.0	2,416.4	438.6
Auditeur général.....	2.5	2.4	0.1
Assurances.....	1.5	1.9	-0.4
	2,859.0	2,420.7	438.3

Service de la dette publique

Les dépenses qui figurent sous cette rubrique comprennent l'intérêt de la dette publique, l'amortissement annuel des escomptes et des commissions sur les obligations, les frais d'émission des nouveaux emprunts et autres frais relatifs au service de la dette publique. D'un total de 1,704 millions de dollars, elles comprennent l'intérêt de la dette publique, 1,663 millions, dont 1,284 millions ont trait à la dette non échue et 379 millions à d'autres obligations.

L'augmentation de 148 millions de dollars en intérêts de la dette non échue est imputable à l'accroissement de cette dernière et à des taux d'intérêt plus élevés. L'augmentation de l'intérêt d'autres obligations est attribuable surtout aux pensions de retraite.

Les autres dépenses relatives à la dette publique, de 41 millions, dépassent celles de 1968-1969 de 4 millions de dollars.

Devant l'importance des frais du service de la dette publique et le fardeau qu'ils imposent au Trésor, il ne faut pas oublier qu'une bonne partie de la dette est attribuable à des avoirs productifs ou produisant des revenus, ou est placée dans ces avoirs. En calculant le fardeau *net* des intérêts annuels qui incombent

à l'État; il faut donc tenir compte des recettes tirées des prêts, des placements ou autres avoirs productifs. On estime les recettes de 1969-1970 à 801 millions de dollars, comme le révèle le chapitre des recettes non fiscales sous la rubrique «revenu des placements». Si l'on soustrait ce montant du total brut de 1,663 millions de dollars en intérêts qui figure au tableau, on obtient un montant net de 862 millions contre 747 millions en 1968-1969. Par rapport à la dette nette, les intérêts nets annuels ont atteint un taux de 5.10 p. 100 en 1969-1970, contre 4.31 p. 100 en 1968-1969. En pourcentage du produit national brut pour l'année civile se terminant pendant l'année financière, le fardeau relatif était de 1.17 p. 100 comparé à 1.11 p. 100 en 1968-1969.

TABLEAU 15
(en millions de dollars)

INTÉRÊT ET AUTRES FRAIS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Intérêt de la dette publique—			
Dette non échue, y compris les bons du Trésor—			
Payable en dollars canadiens.....	1,259.5	1,115.6	143.9
Payables en devises étrangères.....	24.5	20.5	4.0
	1,284.0	1,136.1	147.9
Autres exigibilités—			
Comptes de rentes sur l'État, d'assurance et de pension.....	365.0	289.9	75.1
Comptes de dépôts et de fiducie.....	8.0	5.9	2.1
Partie remboursable de l'impôt sur le revenu des sociétés.....	6.0	10.6	-4.6
	379.0	306.4	72.6
Total de l'intérêt de la dette publique.....	1,663.0	1,442.5	220.5
Autres frais relatifs à la dette publique—			
Amortissement annuel des escomptes et commissions relatifs aux obligations.....	34.0	30.1	3.9
Frais d'émission de nouveaux emprunts.....	4.0	3.8	0.2
Service de la dette publique.....	3.0	2.9	0.1
Droits relatifs aux engagements.....		0.7	-0.7
	41.0	37.5	3.5
	1,704.0	1,480.0	224.0

TABLEAU 16
(en millions de dollars)

FARDEAU NET DES INTÉRÊTS ANNUELS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Intérêt global de la dette publique.....	1,663.0	1,442.5	220.5
Moins: Revenu de placements.....	801.0	695.1	105.9
Coût net de l'intérêt.....	862.0	747.4	114.6
Pourcentage du coût net de l'intérêt à l'égard de la dette nette	5.10	4.31	

Paiements fiscaux, subventions et autres versements aux provinces

Les versements aux provinces imputés aux dépenses budgétaires sont de 950 millions de dollars, 83 millions de plus qu'en 1968-1969.

Les versements de 751 millions effectués en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces dépassent de 107 millions ceux de 1968-1969.

Les versements à la province de Québec effectués en vertu de la loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires), de 167 millions de dollars, découlent d'accords d'option dérogatoire conclus avec ladite province qui a renoncé aux programmes suivants: assurance-hospitalisation et services diagnostiques, assistance vieillesse, allocations aux invalides, allocations aux aveugles, assistance chômage et régime d'assistance publique du Canada; elle a également renoncé, en partie, aux subventions à l'hygiène en général. Ces versements se montaient à 187 millions de dollars pour 1968-1969.

Les subventions aux provinces payables en vertu des Actes de l'Amérique du Nord, britannique et autres instruments statutaires ont été de 32 millions de dollars, c'est-à-dire autant qu'en 1968-1969.

Le transfert des recettes de l'impôt versées par certaines entreprises d'utilité publique s'élève à 24 millions de dollars en 1969-1970, 3 millions de dollars de plus qu'en 1968-1969 et représente la partie transférable de l'impôt sur le revenu provenant de sociétés dont la fonction principale est la distribution, ou la production en vue de la distribution au public de courant électrique, de gaz et de vapeur.

La loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces stipule que lorsque, au cours d'une année financière commençant le 1^{er} avril 1964 ou après cette date, les sommes épargnées par le gouvernement fédéral à l'égard des provinces accordant des allocations scolaires excèdent l'abattement de la recette fédérale en ce qui concerne cette province pour l'année d'imposition se terminant au cours de cette année financière, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, payer à cette province pour cette année financière un montant égal à l'excédent. En outre, lorsque, pendant l'année d'imposition se terminant au cours de toute année financière commençant le 1^{er} avril 1964 ou après cette date, l'abattement de la recette fédérale à l'égard d'une province accordant des allocations scolaires excède les sommes épargnées par le gouvernement fédéral dans cette année financière en ce qui concerne cette province, le montant de l'excédent peut être déduit de tout paiement fait à cette province en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces ou en vertu de toute loi subséquente du Parlement du Canada qui y est substituée, ou peut être recouvrée par ailleurs comme une dette de cette province envers le Canada. Les abattements pour l'année financière 1969 et les abattements révisés pour l'année financière 1968 accordés à la province de Québec excèdent de 24 millions de dollars les sommes épargnées par le gouvernement fédéral. Ces 24 millions ont été recouverts au moyen de versements à la province effectués en vertu de la loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces; en 1968-1969, les abattements pour l'année financière 1968 ont excédé de 17 millions de dollars les sommes épargnées par le gouvernement fédéral et ont été recouverts.

TABLEAU 17.
(en millions de dollars)

PAIEMENTS FISCAUX, SUBVENTIONS ET AUTRES VERSEMENTS AUX PROVINCES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Versements effectués en vertu des arrangements entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	751.2	644.3	106.9
Versements en vertu de la loi sur les arrangements provisoires.	166.8	186.9	-20.1
Subventions statutaires.....	31.8	31.7	0.1
Transfert de recettes de l'impôt versées par certaines entreprises d'utilité publique.....	24.1	21.0	3.1
Versements effectués en vertu de la loi sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces (allocations aux jeunes).....	-23.7	-16.8	-6.9
	950.2	867.1	83.1

Le tableau suivant fournit un sommaire des paiements versés, par province :

TABLEAU 18
(en millions de dollars)

PAIEMENTS FISCAUX, SUBVENTIONS ET AUTRES VERSEMENTS AUX PROVINCES	Année financière se terminant le 31 mars 1970 (estimation)					
	Paie- ments aux termes des accords fiscaux	Paie- ments aux termes des arrange- ments provi- soires	Subven- tions statu- taires	Recouv- rements aux termes de la revision des arrange- ments fiscaux (alloca- tions aux jeunes)	Transfert de certaines recettes fiscales d'entre- prises d'utilité publique	Total
Terre-Neuve.....	86.5		9.7		1.3	97.5
Nouvelle-Écosse.....	92.7		2.1		2.0	96.8
Île-du-Prince-Édouard.....	17.2		0.7		0.2	18.1
Nouveau-Brunswick.....	84.4		1.8		0.1	86.3
Québec.....	373.8	166.8	4.0	-23.7	3.1	524.0
Ontario.....	26.8		4.6		7.8	39.2
Manitoba.....	47.9		2.1		1.0	51.0
Saskatchewan.....	14.4		2.1		(1)	16.5
Alberta.....	7.5		3.0		7.7	18.2
Colombie-Britannique.....			1.7		0.7	2.4
Yukon et T. du N.-O.....					0.2	0.2
	751.2	166.8	31.8	-23.7	24.1	950.2

Moins de \$50,000.

Subventions aux municipalités

Les versements aux municipalités et aux provinces tenant lieu de taxes sur les propriétés fédérales se sont élevés à 50 millions de dollars, comparativement à 45 millions en 1968-1969.

Pêches et Forêts

Les dépenses du ministère des Pêches et Forêts s'élèvent à 76 millions de dollars, soit 3 millions de moins qu'en 1968-1969.

Les dépenses au titre de la direction et de l'expansion des pêches sont de 32 millions de dollars, au regard de 37 millions en 1968-1969, et comprennent 9 millions de dollars aux fins de conservation et de protection, au regard de 9 millions en 1968-1969, 8 millions pour le développement des ressources, au regard de 8 millions en 1968-1969. Le montant imputé aux dépenses pour couvrir les pertes au compte du soutien des prix des produits de la pêche est de 2 millions en regard de 7 millions en 1968-1969.

TABLEAU 19
(en millions de dollars)

PÊCHES ET FORÊTS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Direction et expansion des pêches—			
Service de la conservation et de la protection.....	9.0	8.7	0.3
Service du développement des ressources.....	8.0	7.9	0.2
Compte du soutien des prix des produits de la pêche— pertes.....	2.0	6.5	-4.5
Contributions et subventions.....	2.0	4.1	-2.1
Service de l'inspection.....	3.5	3.1	0.4
Service de l'expansion industrielle.....	3.0	2.9	0.1
Quote-part du Canada des dépenses des commissions internationales.....	1.5	1.3	0.2
Autres.....	3.0	2.9	0.1
	32.0	37.4	-5.4
Office de recherches sur les pêcheries du Canada.....	16.0	15.7	0.3
Forêts—			
Recherches et services régionaux.....	13.6	12.7	0.9
Instituts de recherche.....	7.3	7.3	
Subventions aux provinces.....	1.5	1.2	0.3
Autres.....	1.6	1.6	
	24.0	22.8	1.2
Frais administratifs et généraux.....	4.0	3.1	0.9
	76.0	79.0	-3.0

On s'attend que les dépenses de l'Office de recherches sur les pêcheries s'élèvent à 16 millions de dollars, soit à peu près le même montant qu'en 1968-1969 et les dépenses affectées aux forêts seront de 24 millions de dollars comparativement aux 23 millions de l'année précédente.

Gouverneur général

Ces dépenses comprennent les traitements du Gouverneur général du Canada et des lieutenants-gouverneurs des provinces et les autres dépenses afférentes à ces fonctions. Elles sont de l'ordre de un million de dollars, soit approximativement le même montant qu'en 1968-1969.

Affaires indiennes et Nord canadien

Les dépenses du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sont de 304 millions de dollars, soit 37 millions de plus qu'en 1968-1969.

Ces dépenses comprennent 185 millions de dollars pour le programme social, 70 millions de dollars pour le programme de développement et 42 millions de dollars pour le programme de conservation. En 1968-69, les dépenses pour ces différents programmes ont été respectivement de 142 millions, 79 millions et de 42 millions de dollars.

Les dépenses affectées au programme social se répartissent ainsi: 97 millions de dollars pour l'éducation (69 millions en 1968-69), 77 millions de dollars pour les affaires communautaires (66 millions en 1968-69) et 11 millions de dollars pour l'administration générale (7 millions en 1968-69).

TABLEAU 20
(en millions de dollars)

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Programme social—			
Éducation.....	97.0	69.0	28.0
Affaires communautaires.....	77.0	66.3	10.7
Frais administratifs et généraux.....	11.0	6.6	4.4
	185.0	141.9	43.1
Programme de développement—			
Programme d'expansion économique du Nord.....	17.9	23.5	-5.6
Expansion économique des Indiens et des Esquimaux.....	12.5	16.6	-4.1
Gouvernements territoriaux.....	17.4	23.5	-6.1
Paiements aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.....	17.0	11.8	5.2
Subventions aux ressources minérales du Nord.....	5.2	4.1	1.1
	70.0	79.5	-9.5
Programme de conservation—			
Parcs nationaux.....	27.0	26.2	0.8
Lieux historiques.....	7.0	7.0	
Service canadien de la faune.....	5.0	5.5	-0.5
Frais administratifs et généraux.....	3.0	3.4	-0.4
	42.0	42.1	-0.1
Frais administratifs et généraux.....	7.0	3.5	3.5
	304.0	267.0	37.0

Les dépenses affectées au programme de développement se répartissent ainsi: 18 millions de dollars pour le programme d'expansion économique du Nord (23 millions en 1968-1969), 13 millions de dollars pour l'expansion économique des Indiens et des Esquimaux (16 millions en 1968-1969), 17 millions de dollars pour les gouvernements territoriaux (23 millions en 1968-1969), 17 millions de dollars en paiements aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest (12 millions en 1968-1969) et 5 millions de dollars en subventions aux ressources minérales du Nord (4 millions en 1968-1969).

Les dépenses affectées au programme de conservation se répartissent ainsi: 27 millions de dollars pour les parcs nationaux (26 millions en 1968-1969), 7 millions de dollars pour les lieux historiques (même montant qu'en 1968-1969), 5 millions de dollars pour le service canadien de la faune (6 millions en 1968-1969) et 3 millions de dollars pour l'administration générale (à peu près le même montant qu'en 1968-1969).

Industrie et Commerce

Les dépenses de ce ministère, y compris celles du Bureau fédéral de la statistique, s'élèvent à 294 millions de dollars, soit 90 millions de plus que le total de 1968-1969.

TABLEAU 21

(en millions de dollars)

INDUSTRIE ET COMMERCE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Développement industriel et commercial—			
Administration et exploitation—			
Services commerciaux et industriels.....	6.8	3.3	3.5
Services extérieurs.....	13.8	12.4	1.4
Opérations.....	9.0	7.7	1.3
Autres.....	4.4	4.2	0.2
	34.0	27.6	6.4
Subventions—			
Capacité technologique (défense).....	34.0	29.6	4.4
Capacité technologique (n'intéressant pas la défense)	5.3	4.3	1.0
Construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche.....	15.0	22.3	-7.3
Autres.....	1.0	1.0	
	55.3	57.2	1.9
Encouragements à l'industrie pour l'expansion de la recherche et du développement scientifiques au Canada.....	20.0	19.6	0.4
	109.3	104.4	4.9
Développement du tourisme.....	10.1	10.1	
Expositions mondiales.....	3.9	2.4	1.5
Frais fixes concernant les réserves provisoires de blé.....	66.3	48.9	17.4
Paiements anticipés pour le grain des Prairies.....	12.0	2.6	9.4
Paiements à la Commission canadienne du blé.....	55.0	7.1	47.9
Frais administratifs et généraux.....	5.4	3.7	1.7
	262.0	179.2	82.8
Bureau fédéral de la statistique.....	32.0	24.7	7.3
	294.0	203.9	90.1

Les dépenses de 109 millions pour l'expansion industrielle et commerciale comprennent 55 millions en subventions, 34 millions en frais d'administration et d'exploitation et 20 millions en encouragements à l'industrie pour l'expansion de la recherche et du développement scientifiques au Canada. En 1968-1969, les dépenses comparatives de 104 millions comprenaient 57 millions en subventions, 28 millions en frais d'administration et d'exploitation et 19 millions en encouragements à l'industrie.

Les paiements de 133 millions pour le grain sont de 75 millions plus élevés que l'année précédente.

Les dépenses du Bureau fédéral de la statistique se sont élevées à 32 millions, soit 7 millions de plus qu'en 1968-1969.

Justice

Les dépenses du ministère de la Justice s'élèvent à 20 millions de dollars comparativement à 17 millions en 1968-1969.

Les traitements, indemnités de déplacement et pensions des juges se chiffrent à 13 millions de dollars au regard de 12 millions en 1968-1969, et les frais administratifs et généraux ont été de 7 millions comparativement à 5 millions en 1968-1969.

Travail

Les dépenses du ministère du Travail, y compris la Commission d'assurance-chômage, atteignent 158 millions de dollars, comparativement à 137 millions en 1968-1969.

TABLEAU 22
(en millions de dollars)

JUSTICE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Traitements, indemnités de déplacement et pensions des juges.....	13.0	12.4	0.6
Frais administratifs et généraux.....	7.0	4.5	2.5
	20.0	16.9	3.1

Les dépenses au chapitre de la Commission d'assurance-chômage ont atteint 145 millions de dollars et comprennent la contribution du gouvernement de 100 millions de dollars à la Caisse d'assurance-chômage ainsi que 45 millions de dollars en frais d'administration. En 1968-1969, les montants comparables étaient de 86 millions de dollars et 39 millions de dollars respectivement.

Les autres dépenses du ministère s'élèvent à 13 millions de dollars comparativement à 11 millions de dollars en 1968-1969.

TABLEAU 23
(en millions de dollars)

TRAVAIL	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Commission d'assurance-chômage — Contributions du gouvernement à la Caisse d'assurance-chômage.....	100.0	86.6	13.4
Exécution de la loi sur l'assurance-chômage.....	45.0	38.8	6.2
	145.0	125.4	19.6
Ministère.....	13.0	11.2	1.8
	158.0	136.6	21.4

Main-d'œuvre et Immigration

Les dépenses du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration atteignent 455 millions de dollars, soit 39 millions de dollars de plus qu'en 1968-1969.

Les dépenses à l'égard de l'expansion et de l'utilisation de la main-d'œuvre se chiffrent à 410 millions de dollars, comparativement à 378 millions de dollars au cours de l'année financière précédente. Les principales dépenses comprennent des paiements de 252 millions de dollars au chapitre du programme de formation professionnelle des adultes, soit 61 millions de plus qu'en 1968-1969; 97 millions pour aider à l'établissement d'installations de formation, soit 9 millions de moins qu'en 1968-1969; et 39 millions de dollars pour les services de placement, soit 2 millions de plus qu'en 1968-1969.

Les déboursés attribuables au programme d'encouragement aux travaux d'hiver dans les municipalités sont de \$400,000 comparativement à 22 millions en 1968-1969.

Les dépenses au chapitre de l'immigration sont de 26 millions de dollars, contre 29 millions en 1968-1969, et les dépenses relatives au programme de développement sont de 6 millions, contre 4 millions.

TABLEAU 24
(en millions de dollars)

MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (—)
	1970 (estimation)	1969	
Expansion et utilisation de la main-d'œuvre—			
Programme de formation professionnelle des adultes.....	252.0	191.1	60.9
Aide en capitaux pour l'établissement d'installations de formation.....	97.0	105.9	—8.9
Services de placement.....	39.0	37.4	1.6
Programme d'encouragement aux travaux d'hiver dans les municipalités.....	0.4	21.5	—21.1
Autres.....	21.6	21.6	
	410.0	577.5	32.5
Immigration.....	26.4	29.4	—3.0
Développement de programmes.....	6.4	4.4	2.0
Commission d'appel de l'immigration.....	0.7	0.5	0.2
Frais administratifs et généraux.....	11.5	4.3	7.2
	455.0	416.1	38.9

Défense nationale

Les dépenses du ministère de la Défense nationale s'élèvent à 1,785 millions de dollars pour 1969-1970, soit 24 millions de plus que le total de 1,761 millions pour 1968-1969.

TABLEAU 25
(en millions de dollars)

DÉFENSE NATIONALE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (—)
	1970 (estimation)	1969	
Services de la défense—			
Administration, direction et entretien.....	1,293.2	1,226.8	66.4
Construction ou acquisition de bâtiments, d'ouvrages, de terrains et de matériel important.....	225.7	261.1	—35.4
Développement.....	14.5	18.2	—3.7
Octroi à la ville d'Oromocto, N.-B.....	0.7	1.6	—0.9
	1,534.1	1,507.7	26.4
Pensions et autres prestations—			
Caisse de pension de retraite des forces canadiennes—			
Quote-part de l'État.....	63.1	57.0	6.1
Amortissement de frais différés.....	92.9	104.5	—11.6
Quote-part de l'État à titre d'employeur au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec.....	8.3	7.7	0.6
Paiements en vertu des parties I-IV de la loi sur la continuation de la pension des services de défense.....	9.6	9.2	0.4
Autres.....	0.4	0.4	
	74.3	178.8	—4.5
Recherches pour la défense.....	47.4	44.1	3.3
Assistance mutuelle aux pays de l'OTAN, y compris les contributions au titre des dépenses militaires de l'OTAN....	14.2	15.3	—1.1
Organisation des mesures d'urgence.....	5.0	6.3	—1.3
Defence Construction (1951) Limited.....	2.2	2.3	—0.1
Frais administratifs et généraux.....	7.8	6.3	1.5
	1,785.0	1,760.8	24.2

Les dépenses de 1,534 millions de dollars au titre des services de la défense comprenaient 1,293 millions pour l'administration, la direction et l'entretien, 226 millions pour la construction ou l'acquisition de bâtiments, d'ouvrages, de terrains et de matériel important et 15 millions pour le développement. En 1968-1969, les dépenses de 1,508 millions au titre des services de la défense comprenaient 1,227 millions pour la direction et l'entretien, 261 millions pour la construction ou l'acquisition et 18 millions pour le développement.

Les dépenses au titre de pensions et autres avantages se sont élevées à 174 millions de dollars se répartissant comme suit: 156 millions pour la caisse de retraite des Forces canadiennes, 8 millions pour la participation du gouvernement en qualité d'employeur au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec et 10 millions pour des paiements aux termes des Parties I à IV de la loi sur la continuation de la pension des services de défense. En 1968-1969, les dépenses s'élevaient à 179 millions de dollars, dont 161 millions pour la caisse de retraite des Forces canadiennes, 8 millions pour la participation du gouvernement en qualité d'employeur au régime de pensions du Canada et au régime de rentes du Québec et 9 millions pour des paiements aux termes des parties I à IV de la loi sur la continuation de la pension des services de défense.

La contribution de l'État à la caisse de retraite des Forces canadiennes, soit une somme égale à une fois et deux tiers les cotisations versées par le personnel des forces permanentes, pour le premier trimestre de 1969-1970 et de une fois et quatre cinquièmes, à compter du deuxième trimestre, s'établissait à 63 millions de dollars, contre 57 millions en 1968-1969. Un montant de 93 millions de dollars, du déficit actuariel provenant de l'augmentation de traitements et soldes, a été imputé aux dépenses budgétaires de 1969-1970.

Les dépenses au titre des recherches pour la défense se sont élevées à 47 millions de dollars, c'est-à-dire 3 millions de dollars de plus qu'en 1968-1969.

L'assistance mutuelle aux pays de l'OTAN, y compris les contributions au titre des dépenses militaires de l'OTAN, ont atteint 14 millions de dollars, 1 million de moins qu'en 1968-1969.

Les dépenses de 5 millions, au chapitre de l'Organisation des mesures d'urgence, étaient inférieures de 1 million à celles de l'année financière précédente.

Santé nationale et Bien-être social

Les dépenses du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, y compris le Conseil de la recherche médicale, s'élèvent à 1,950 millions de dollars, contre 1,669 millions en 1968-1969.

Les dépenses pour les services de bien-être s'élèvent à 938 millions de dollars, par rapport à 901 millions en 1968-1969. Les dépenses pour l'assurance-maladie et l'aide à la santé se chiffrent à 913 millions de dollars, contre 674 millions; les dépenses pour les services médicaux s'élèvent à 43 millions par rapport à 45 millions, et les dépenses pour le Conseil de la recherche médicale s'élèvent à 31 millions contre 27 millions.

TABLEAU 26
(en millions de dollars)

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Services de bien-être—			
Allocations familiales.....	560.4	560.2	0.2
Allocations d'aide à la famille.....	2.9	3.5	-0.6
Allocations aux jeunes.....	55.1	52.4	2.7
Régime d'assistance publique du Canada—paiements aux provinces.....	295.3	257.9	37.4
Allocations aux invalides.....	4.0	6.4	-2.4
Assistance-vieillesse.....	0.9	3.4	-2.5
Allocation aux aveugles.....	1.5	2.0	-0.5
Santé et sport amateur.....	5.0	4.0	1.0
Subventions nationales au bien-être.....	2.0	2.0	
Autres.....	11.0	7.8	2.1
	938.1	900.7	37.4
Assurance-santé et aide à la santé—			
Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques.....	625.0	561.9	63.1
Loi sur les soins médicaux.....	180.9	33.0	147.9
Caisse d'aide à la santé.....	37.0	33.9	3.1
Subventions aux provinces—			
Hygiène.....	23.7	30.0	-6.3
Construction d'hôpitaux.....	44.2	14.0	3.5
Autres.....	2.0	1.6	0.4
	912.8	674.4	238.4
Services médicaux.....	42.6	45.4	-2.8
Services de santé.....	8.5	7.7	0.8
Service des aliments et drogues.....	12.0	9.1	2.9
Frais administratifs et généraux.....	5.0	4.2	0.8
	1,919.0	1,641.5	277.5
Conseil de la recherche médicale.....	31.0	27.2	3.8
	1,950.0	1,668.7	281.3

Allocations familiales, allocations d'aide à la famille et allocations aux jeunes

Ces dépenses se sont élevées à 618 millions de dollars, dont 560 millions à titre d'allocations familiales, 55 millions à titre d'allocations aux jeunes et 3 millions à titre d'allocations d'aide à la famille. En 1968-1969, le total de ces dépenses s'est élevé à 616 millions dont 560 millions à titre d'allocations familiales, 52 millions à titre d'allocations aux jeunes et 4 millions à titre d'allocations d'aide à la famille.

Les allocations familiales sont versées pour tous les enfants de moins de 16 ans qui habitent le Canada, sauf quelques exceptions peu importantes comme dans le cas des enfants d'immigrants, qui doivent habiter le Canada pendant un an avant d'établir leur droit à l'allocation. Le montant mensuel est de \$6 si l'enfant a moins de dix ans et de \$8 pour les enfants de dix à quinze ans.

Les enfants des immigrants et des colons touchent, au cours de leur première année de résidence au Canada, une allocation identique d'aide à la famille.

Des allocations sont payées à raison de \$10 par mois aux jeunes qui demeurent au Canada, âgés d'au moins 16 ans mais n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans et qui fréquentent à plein temps une école ou une université ou qui, à cause

d'une infirmité mentale ou physique, ne peuvent fréquenter l'école ou l'université. Aucun versement n'a été effectué pour le compte de personnes habitant la province de Québec. Toutefois, aux termes de la loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, des déductions de l'impôt fédéral sur le revenu qui autrement sont payables par les particuliers résidant dans la province de Québec ont été autorisées, pour compenser le fait que la province a assumé le paiement d'allocations aux jeunes et permettre à la province de prélever l'impôt sur le revenu nécessaire.

TABLEAU 27
(en millions de dollars)

ALLOCATIONS FAMILIALES, AIDE AUX FAMILLES ET ALLOCATIONS AUX JEUNES	Année financière terminée le 31 mars 1970 (estimation)			
	Allocations familiales	Aide aux familles	Allocations aux jeunes	Total
Terre-Neuve.....	17.0	(¹)	2.0	19.0
Nouvelle-Écosse.....	21.2	(¹)	2.9	24.1
Île-du-Prince-Édouard.....	3.1	(¹)	0.4	3.5
Nouveau-Brunswick.....	18.2	(¹)	2.6	20.8
Québec.....	162.0	0.5		162.5
Ontario.....	190.2	1.5	26.8	218.5
Manitoba.....	25.3	0.2	3.6	29.1
Saskatchewan.....	26.3	0.1	3.8	30.2
Alberta.....	44.3	0.2	5.8	50.3
Colombie-Britannique.....	51.3	0.4	7.1	58.8
Territoires du Nord-Ouest et Yukon.....	1.5		0.1	1.6
	560.4	2.9	55.1	618.4

(¹) Moins de \$50,000

Régime d'assistance publique du Canada

Aux termes du régime d'assistance publique du Canada, les versements aux provinces se sont élevés à 295 millions de dollars, en comparaison de 258 millions en 1968-1969. Le régime d'assistance publique du Canada, adopté en 1966, autorise le gouvernement fédéral à conclure des ententes avec les provinces en vue du partage des frais des programmes d'aide et des services de bien-être offerts par les provinces, les territoires et les municipalités aux nécessiteux, y compris les frais de nourriture, de logement, d'habillement, de chauffage et de services publics, de fournitures ménagères, les frais découlant d'un métier, de soins dans les établissements de bienfaisance, de déplacement et de transport, de funérailles et d'enterrement, de soins de santé et de services de bien-être y compris la réadaptation, et d'allocations d'agrément. La contribution du gouvernement fédéral s'élève à la moitié des frais partageables; le montant de l'aide accordée et les conditions précises du droit aux allocations sont déterminés par les provinces et les municipalités, en tenant compte des exigences budgétaires ainsi que des revenus et des ressources des requérants. Les contributions versées aux termes du régime ont remplacé certains versements accordés auparavant en vertu de la loi sur l'assistance-vieillesse, de la loi sur les invalides, de la loi sur les aveugles et de la loi sur l'assistance-chômage.

En vertu d'un accord fédéral-provincial, la province de Québec s'est retirée de ce programme.

TABLEAU 28
(en millions de dollars)

RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Terre-Neuve.....	20.7	21.1	-0.4
Nouvelle-Écosse.....	14.8	11.1	3.7
Île-du-Prince-Édouard.....	2.9	2.6	0.3
Nouveau-Brunswick.....	10.4	9.9	0.5
Ontario.....	132.7	118.9	13.8
Manitoba.....	20.9	14.0	6.9
Saskatchewan.....	15.0	14.1	0.9
Alberta.....	30.0	28.8	1.2
Colombie-Britannique.....	47.1	37.2	9.9
Territoires du Nord-Ouest et Yukon.....	0.8	0.2	0.6
	295.3	257.9	37.4

Assistance-vieillesse, allocations aux invalides et allocations aux aveugles

En 1969-1970, les versements aux provinces sont de 1 million de dollars pour l'assistance-vieillesse contre 3 millions en 1968-1969, de 4 millions pour les allocations aux invalides contre 6 millions et de un million pour les allocations aux aveugles contre 2 millions, ce qui n'a pas changé.

Les diminutions précitées sont dues surtout au fait que certains versements aux provinces qui, dans le passé, étaient faits aux termes de la loi sur l'assistance-vieillesse, de la loi sur les aveugles et de la loi sur les invalides le sont maintenant sous l'empire du régime d'assistance publique du Canada. La réduction des allocations d'assistance-vieillesse est aussi attribuable à la baisse de l'âge d'admissibilité aux prestations de sécurité de la vieillesse.

En vertu de la loi sur l'assistance-vieillesse, le gouvernement fédéral rembourse aux provinces la moitié de \$75 par mois ou de la somme d'assistance fournie par les provinces sous forme de pensions mensuelles aux personnes nécessiteuses, âgées de 65 ans, qui y ont droit, selon la moindre de ces deux sommes. (En vertu de la loi modifiée sur la sécurité de la vieillesse, toute personne qui satisfait aux exigences relatives au domicile peut toucher du gouvernement fédéral une pension de \$79.58 (\$75 jusqu'au 1^{er} janvier 1968, \$76.50 jusqu'au 1^{er} janvier 1969 et \$78 au 1^{er} janvier 1970) par mois prélevée sur la Caisse de sécurité de la vieillesse, pourvu qu'aucune pension ne soit payée pendant un mois antérieur à janvier 1966 avant que la personne ait atteint 70 ans, la limite d'âge étant réduite d'un an chaque année subséquente jusqu'à 1970. Une modification à la loi sur la sécurité de la vieillesse autorisait le paiement mensuel d'un supplément de revenu garanti aux pensionnés admissibles. Le montant du supplément que peut toucher un pensionné pour un mois est a) en l'année 1967, \$30, et b) en toute autre année subséquente à 1967, 40 p. 100 du montant de la pension qu'il peut recevoir pour le mois, selon le montant de son revenu, l'année précédente.)

De même, en vertu de la loi sur les aveugles, le gouvernement fédéral rembourse aux provinces, dans une proportion de 75 p. 100 des paiements globaux, les allocations, n'excédant pas \$75 par mois, versées aux aveugles nécessiteux, âgés d'au moins 18 ans et, en vertu de la loi sur les invalides, la moitié d'au plus \$75 par mois à titre d'allocations aux invalides nécessiteux âgés de 18 ans ou plus.

Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques

Les versements de 625 millions effectués aux provinces en 1969-1970 en vertu de cette loi accusent une augmentation de 63 millions par rapport à 1968-1969. En vertu d'une entente fédérale-provinciale, la province de Québec s'est retirée de ce programme.

TABLEAU 29
(en millions de dollars)

CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-HOSPITALISATION ET LES SERVICES DIAGNOSTIQUES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Terre-Neuve.....	21.0	19.0	2.0
Nouvelle-Écosse.....	32.0	28.2	3.8
Île-du-Prince-Édouard.....	4.1	3.7	0.4
Nouveau-Brunswick.....	25.2	22.7	2.5
Ontario.....	317.7	284.7	33.0
Manitoba.....	38.8	35.5	3.3
Saskatchewan.....	39.6	33.0	6.6
Alberta.....	67.3	61.6	5.7
Colombie-Britannique.....	77.7	71.9	5.8
Territoires du Nord-Ouest et Yukon.....	1.6	1.6	
	625.0	561.9	63.1

Loi sur les soins médicaux

La Loi sur les soins médicaux autorise le Canada à verser des contributions destinées à subvenir aux services de soins médicaux assurés par les provinces en vertu des régimes provinciaux d'assurance frais médicaux.

Les provinces de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique ont adhéré au programme à compter du 1^{er} juillet 1968, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et le Manitoba à compter du 1^{er} avril 1969, l'Alberta à compter du 1^{er} juillet 1969 et l'Ontario à compter du 1^{er} octobre 1969.

Les paiements effectués pour 1969-1970 s'élèvent à 181 millions de dollars, soit 148 millions de plus qu'en 1968-1969.

TABLEAU 30
(en millions de dollars)

CONTRIBUTIONS VERSÉES AUX PROVINCES AUX TERMES DE LA LOI SUR LES SOINS MÉDICAUX	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Terre-Neuve.....	9.4		9.4
Nouvelle-Écosse.....	13.7		13.7
Ontario.....	65.0		65.0
Manitoba.....	17.8		17.8
Saskatchewan.....	17.7	11.3	6.4
Alberta.....	21.2	21.7	-0.5
Colombie-Britannique.....	36.1		36.1
	180.9	33.0	147.9

Caisse d'aide à la santé

La loi sur la Caisse d'aide à la santé prévoit l'établissement d'une Caisse pour aider les provinces à acheter, construire et rénover les installations de formation en hygiène et des institutions de recherches.

Les dépenses s'élèvent à 37 millions de dollars, en 1969-1970, contre 34 millions pour l'année financière précédente.

TABLEAU 31
(en millions de dollars)

CONTRIBUTIONS VERSÉES AUX PROVINCES AU TITRE DE LA LOI SUR LA CAISSE D'AIDE À LA SANTÉ	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Terre-Neuve.....	0.9	0.1	0.8
Nouvelle-Écosse.....	3.3	3.6	-0.3
Île-du-Prince-Édouard.....	0.2	0.1	0.1
Nouveau-Brunswick.....	1.4	1.3	0.1
Québec.....	10.1	9.7	0.4
Ontario.....	12.0	14.8	-2.8
Manitoba.....	1.7	0.2	1.5
Saskatchewan.....	1.7	0.1	1.6
Alberta.....	2.5	2.5	
Colombie-Britannique.....	3.2	1.5	1.7
	37.0	33.9	3.1

Subventions générales à l'hygiène et subventions pour la construction d'hôpitaux versées aux provinces

Les subventions versées aux provinces se sont élevées à 24 millions au titre des services généraux d'hygiène et à 44 millions au titre de la construction d'hôpitaux, contre 30 millions et 14 millions respectivement, en 1968-1969. En vertu d'un accord fédéral-provincial, la province de Québec s'est retirée d'une tranche de ce programme.

TABLEAU 32
(en millions de dollars)

SUBVENTIONS GÉNÉRALES À L'HYGIÈNE ET À LA CONSTRUCTION D'HÔPITAUX	Année financière terminée le 31 mars 1970 (estimation)		
	Subventions générales à l'hygiène	Subventions à la construction d'hôpitaux	Totaux
Terre-Neuve.....	0.8	0.9	1.7
Nouvelle-Écosse.....	1.3	1.4	2.7
Île-du-Prince-Édouard.....	0.3	0.2	0.5
Nouveau-Brunswick.....	0.9	3.2	4.1
Québec.....	2.1	19.6	21.7
Ontario.....	9.5	7.6	17.1
Manitoba.....	1.7	2.4	4.1
Saskatchewan.....	1.7	2.2	3.9
Alberta.....	2.1	1.5	3.6
Colombie-Britannique.....	3.2	4.8	8.0
Territoires du Nord-Ouest et Yukon.....	0.1	0.4	0.5
	23.7	44.2	67.9

Revenu national

Les dépenses du ministère du Revenu national s'établissent à 143 millions de dollars, contre 120 millions en 1968-1969 soit une augmentation de 23 millions de dollars.

Les déboursés de 69 millions de dollars, au chapitre de la douane et de l'accise, représentent une augmentation de 9 millions et des déboursés de 74 millions de dollars au chapitre des impôts représentent une augmentation de 14 millions, par rapport à 1968-1969.

TABLEAU 33
(en millions de dollars)

REVENU NATIONAL	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (—)
	1970 (estimation)	1969	
Division des douanes et de l'accise.....	68.8	59.5	9.3
Division de l'impôt.....	73.9	60.2	13.7
Commission d'appel de l'impôt sur le revenu.....	0.3	0.3	
	143.0	120.0	23.0

Parlement

Les dépenses du Parlement au montant de 22 millions de dollars étaient supérieures de 3 millions à celles de 1968-1969.

TABLEAU 34
(en millions de dollars)

PARLEMENT	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (—)
	1970 (estimation)	1969	
Chambre des communes.....	16.9	14.3	2.6
Sénat.....	4.4	3.6	0.8
Bibliothèque du Parlement.....	0.7	0.7	
	22.0	18.6	3.4

Conseil privé

Les dépenses se situant sous cette rubrique, y compris le Conseil économique du Canada, la Commission de relations de travail dans la Fonction publique et le Conseil des sciences du Canada, pour 1969-1970, d'un montant de 11 millions de dollars, accusent une augmentation de deux millions par rapport à 1968-1969.

TABLEAU 35
(en millions de dollars)

CONSEIL PRIVÉ	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Frais administratifs et généraux.....	6.7	6.3	0.4
Conseil économique du Canada.....	1.6	1.5	0.1
Commission des relations de travail dans la Fonction publique.....	1.4	1.1	0.3
Conseil des sciences du Canada.....	1.3	0.4	0.9
	11.0	9.3	1.7

Travaux publics

Les dépenses en 1969-1970 se sont élevées à 298 millions de dollars en comparaison de 285 millions en 1968-1969.

TABLEAU 36
(en millions de dollars)

TRAVAUX PUBLICS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Services des installations—			
Entretien et exploitation des immeubles et terrains publics—			
Région de la capitale nationale.....	44.0	40.4	3.6
Ailleurs.....	64.0	56.6	7.4
Acquisition d'équipement et d'ameublement autres que le mobilier de bureau.....	1.5	1.4	0.1
Construction, acquisition, réparations importantes, etc. d'immeubles publics—			
A Ottawa.....	45.0	40.1	4.9
Ailleurs.....	34.5	30.2	4.3
	189.0	168.7	20.3
Routes, ponts et autres services de génie—			
Exploitation et entretien.....	7.0	7.1	-0.1
Construction, acquisition, réparations importantes, amélioration, plans et emplacements pour routes, ponts et autres travaux de génie.....	10.0	9.2	0.8
Route transcanadienne—			
Versements aux provinces en vertu de la loi sur la route transcanadienne.....	35.0	37.3	-2.3
Routes traversant les parcs nationaux.....		0.1	-0.1
	52.0	53.7	-1.7
Direction du génie (ports et rivières)—			
Exploitation et entretien.....	8.0	8.6	-0.6
Construction ou acquisition de matériel.....	0.2	0.6	-0.4
Construction, acquisition, réparations importantes, etc. d'ouvrages dans les ports et les cours d'eau.....	23.6	22.1	1.5
Subventions aux cales sèches.....	0.2	0.2	
	32.0	31.5	0.5
Commission des expositions du gouvernement canadien.....	1.0	4.8	-3.8
Laboratoires d'essais.....	1.0	1.1	-0.1
Frais administratifs et généraux.....	23.0	25.0	-2.0
	298.0	284.8	13.2

Services des installations

Les dépenses relatives à ces services s'établissent à 189 millions de dollars, soit 20 millions de plus qu'en 1968-1969.

L'entretien et l'exploitation des immeubles et terrains publics ont coûté 108 millions de dollars, contre 97 millions l'année précédente; la construction ou l'acquisition d'immeubles, les réparations importantes, etc., ont coûté 80 millions de dollars contre 70 millions en 1968-1969; les achats d'équipement et d'ameublement autres que le mobilier de bureau se chiffrent à 1 million de dollars, soit le même montant qu'en 1968-1969.

Routes, ponts et autres (services de génie)

Les dépenses au titre de ces services atteignent 52 millions de dollars, soit 2 millions de moins qu'en 1968-1969. Les versements de 35 millions aux provinces pour la route transcanadienne ont baissé de 2 millions de dollars par rapport à 1968-1969.

Ports et cours d'eau (services de génie)

Les dépenses au titre de ces services s'élèvent à 32 millions de dollars, soit 1 million de plus qu'en 1968-1969.

Commission des expositions du gouvernement canadien

Les dépenses de cette Commission se sont élevées à 1 million de dollars, contre 5 millions en 1968-1969.

Expansion économique régionale

Les dépenses du ministère de l'Expansion économique régionale, y compris celles de la Commission de la capitale nationale et de la Société de développement du Cap-Breton, ont atteint 232 millions de dollars, contre 181 millions en 1968-1969.

L'augmentation de 40 millions de dollars est attribuable surtout aux fortes dépenses pour stimuler l'industrie et assurer de nouvelles occasions d'emploi et aux paiements accrus aux provinces, dans le cadre des programmes de développement.

TABLEAU 37
(en millions de dollars)

EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Subventions et contributions—			
Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	22.0	32.5	-10.5
Programmes de développement acceptés par provinces.	30.0	9.5	20.5
Paiements aux provinces pour la recherche industrielle..	21.0	20.8	0.2
Stimulants à l'industrie pour susciter des emplois.....	49.0	14.6	-34.4
Autres.....	14.0	4.4	-9.6
	136.0	81.8	54.2
Irrigation et retenue des eaux.....	10.0	10.1	-0.1
Quote-part de l'État pour l'aménagement d'un réseau routier d'emprises.....	8.1	16.9	-8.8
Frais administratifs et généraux.....	12.9	16.9	-4.1
	167.0	125.7	41.3
Commission de la capitale nationale.....	20.5	25.0	-4.5
Société de développement du Cap-Breton.....	33.5	30.1	3.4
	221.0	180.8	40.2

Secrétariat d'État

On inclut sous cette rubrique les dépenses du Secrétariat d'État et les dépenses relatives au Conseil des arts du Canada, à la Société Radio-Canada, à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, au Conseil de la radio-télévision canadienne, au Bureau du directeur général des élections, à la Compagnie des jeunes Canadiens, à la Société du Centre national des arts, à l'Office national du film, à la Bibliothèque nationale, aux Musées nationaux du Canada, aux Archives publiques, à la Commission de la Fonction publique et au Bureau du commissaire à la représentation.

Ces dépenses ont atteint 542 millions de dollars, contre 523 millions en 1968-1969.

TABLEAU 38
(en millions de dollars)

SECRETARIAT D'ÉTAT	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Versements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire	287.0	276.6	10.4
Construction ou acquisition d'immeubles, travaux, terrains et équipement— Centre national des arts.....		13.6	-13.6
Citoyenneté.....	5.0	4.4	0.6
Bureau des traductions.....	6.0	4.6	1.4
Frais administratifs et généraux.....	4.6	1.9	2.7
	302.6	301.1	1.5
Conseil des arts du Canada.....	24.5	20.6	3.9
Société Radio-Canada.....	166.5	148.3	18.2
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne.....	0.3	0.2	0.1
Conseil de la radio-télévision canadienne.....	2.2	1.9	0.3
Bureau du directeur général des élections.....	1.0	13.5	-12.5
Compagnie des jeunes Canadiens.....	2.0	1.9	0.1
Société du Centre national des arts.....	2.1	1.1	1.0
Office national du film.....	11.1	10.0	1.1
Bibliothèque nationale.....	2.1	1.7	0.4
Musées nationaux du Canada.....	7.4	7.1	0.3
Archives publiques.....	4.1	2.2	1.9
Commission de la Fonction publique.....	16.0	12.9	3.1
Bureau du commissaire à la représentation.....	0.1	0.1	
	542.0	522.6	19.4

Les paiements aux provinces, au chapitre de l'instruction postsecondaire, soit 287 millions de dollars, accusent une augmentation de 10 millions sur ceux de 1968-1969; les dépenses au titre de la Société Radio-Canada, soit 167 millions de dollars, représentent une augmentation de 18 millions.

Solliciteur général

Les dépenses du ministère du solliciteur général, y compris celles de la Gendarmerie royale du Canada, se sont élevées à 178 millions de dollars, soit 10 millions de dollars de plus que l'année précédente. L'augmentation se répartit, comme il suit: 7 millions de dollars au titre de la Gendarmerie royale du Canada et 3 millions pour les services correctionnels.

TABLEAU 39
(en millions de dollars)

SOLLICITEUR GÉNÉRAL	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Gendarmerie royale du Canada—			
Services nationaux de police, application de lois fédérales et sûretés provinciales et municipales, à forfait—			
Administration, fonctionnement et entretien.....	78.0	74.2	3.8
Construction ou acquisition d'immeubles, d'installations, de terrains et de matériel.....	6.6	6.2	0.4
Pensions et autres prestations—			
Pensions.....	6.0	5.9	0.1
Caisse de retraite de la Gendarmerie royale—			
Quote-part de l'État.....	7.0	6.6	0.4
Amortissement des frais différés.....	10.4	7.8	2.6
Autres.....	1.0	1.0	
	109.0	101.7	7.3
Services correctionnels—			
Administration du service des pénitenciers.....	1.3	1.3	
Exploitation et entretien des pénitenciers.....	47.6	46.0	1.6
Administration de la loi sur la libération conditionnelle de détenus.....	2.0	2.0	
Construction ou acquisition d'immeubles, d'installations, de terrains et de matériel.....	15.0	13.8	1.2
	65.9	63.1	2.8
Bureau du solliciteur général.....	1.1	1.1	
	176.0	165.9	10.1

Gendarmerie royale du Canada

Les dépenses brutes sont de 145 millions de dollars en 1969-1970, mais des recettes de 36 millions provenant de services rendus au moyen de ce décaissement réduiront le montant net imputable sur les dépenses budgétaires à 109 millions.

En 1968-1969, les dépenses brutes s'élevaient à 135 millions et les recettes à 33 millions, une somme de 102 millions étant imputable sur les dépenses budgétaires.

Services correctionnels

Les déboursés de 66 millions de dollars pour ces services excèdent de 3 millions ceux de 1968-1969 et comprennent des dépenses de 48 millions pour le fonctionnement et l'entretien des pénitenciers, en comparaison de 46 millions pour 1968-1969, de même que des dépenses de 15 millions pour la construction ou l'acquisition d'immeubles, d'installations, de terrains et de matériel, en comparaison de 14 millions l'année précédente.

Approvisionnementnements et Services

Les dépenses pour ce ministère s'élèvent à 80 millions de dollars, soit 14 millions de plus qu'en 1968-1969, en raison, principalement, d'une augmentation de 6 millions pour les services propres au ministère et d'un remboursement de 6 millions, afférent au chapitre des approvisionnementnements, cette somme étant imputable au fonds renouvelable pour pertes subies.

TABLEAU 40
(en millions de dollars)

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Services—			
Administration du bureau central et des bureaux auxiliaires.....	37.5	31.9	5.6
Exécution des lois sur la pension et la retraite.....	1.0	1.1	-0.1
Services consultatifs en gestion.....	1.0	0.8	0.2
Autres.....	0.1	0.1	
	39.6	33.9	5.7
Approvisionnementnements—			
Administration.....	21.8	21.5	0.3
Fonds renouvelable.....	5.7		5.7
	27.5	21.5	6.0
Impressions et papeterie publiques.....	4.0	3.5	0.5
Corporation commerciale canadienne.....	3.5	2.1	1.4
Les Arsenaux canadiens Limitée.....	0.2	0.3	-0.1
Frais administratifs et généraux.....	5.2	4.4	0.8
	80.0	65.7	14.3

Transports

Les dépenses du ministère des Transports, y compris celles de la Société centrale d'hypothèques et de logement, du Canadien National, de la Commission canadienne des transports, du Conseil des ports nationaux et de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, s'élèvent à 514 millions de dollars, soit 6 millions de plus qu'en 1968-1969.

TABLEAU 41

(en millions de dollars)

TRANSPORTS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Services de la marine—			
Administration, exploitation et entretien.....	65.5	50.1	15.4
Construction ou acquisition.....	31.5	41.4	-9.9
	97.0	91.5	5.5
Services des chemins de fer et des navires à vapeur—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes.....	14.5	13.9	0.6
Construction ou acquisition.....	11.0	10.1	0.9
Chemin de fer du Grand lac des Esclaves.....		1.1	-1.1
Pont Victoria.....	0.9	0.9	
Déficits d'exploitation—			
Transbordeur de Terre-Neuve et terminus.....	16.0	16.7	-0.7
Transbordeur d'autos de l'île du Prince-Édouard et terminus.....	5.0	5.0	
Service de transbordeur entre Yarmouth (N.-É.) et Bar Harbour (Maine), É.-U.....	0.6	0.3	0.3
Caisse de prévoyance des employés de chemin de fer....	6.5	6.5	
Autres.....	0.5	0.5	
	55.0	55.0	
Services de l'air—			
Administration, exploitation et entretien.....	106.5	87.9	18.6
Construction ou acquisition.....	36.0	59.1	-23.1
Subventions, contributions et autres paiements.....	3.5	3.3	-0.2
	146.0	150.3	-4.3
Frais administratifs et généraux.....	8.0	7.9	0.1
	306.0	304.7	1.3
Déficit du Canadien National.....	25.0	29.2	-4.2
Commission canadienne des transports—			
Paiements aux termes de la loi nationale sur les transports	83.5	93.7	-10.2
Contributions à la Caisse des passages à niveau.....	15.0	15.0	
Subventions aux navires à vapeur.....	12.4	12.2	0.2
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région atlantique.....	4.5		4.5
Subventions aux transporteurs aériens.....	3.0	1.3	1.7
Frais administratifs et généraux.....	4.6	4.2	0.4
	123.0	126.4	-3.4
Société centrale d'hypothèques et de logement—			
Rénovation urbaine.....	19.0	15.1	3.9
Remise de dettes par la Société.....	9.0	6.1	2.9
Pertes subies—			
Entreprises fédérales-provinciales.....	7.9	4.4	3.5
Études sur l'habitation et l'urbanisme.....	6.1	4.2	1.9
	42.0	29.8	12.2
Conseil des ports nationaux.....	8.0	6.6	1.4
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—			
Canal Welland—déficit.....	8.0	9.0	-1.0
Autres déficits d'exploitation et immobilisations requises.....	2.0	2.4	-0.4
	10.0	11.4	-1.4
	514.0	508.1	5.9

Services de la marine,

Les dépenses nettes s'élèvent à 97 millions de dollars, soit 6 millions de dollars de plus qu'en 1968-1969, et comprennent 66 millions de dollars au titre de l'administration, de l'exploitation et de l'entretien, contre 50 millions de dollars en 1968-1969 et 32 millions de dollars pour la construction ou l'acquisition, contre 41 millions de dollars l'année précédente.

Services des chemins de fer et des navires à vapeur

Ces dépenses atteignent 55 millions de dollars, contre 55 millions de dollars en 1968-1969. Les paiements en vertu de la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes s'élèvent à 15 millions de dollars, contre 14 millions en 1968-1969, et les déficits d'exploitation sont de 22 millions pour chaque année financière.

Services de l'air

Les dépenses de 146 millions de dollars sont de 4 millions de dollars moins élevées qu'en 1968-1969 et comprennent des dépenses de 107 millions de dollars à l'égard de l'administration, de l'exploitation et de l'entretien, contre 88 millions de dollars en 1968-1969 et 36 millions de dollars à l'égard de la construction ou de l'acquisition, en comparaison de 59 millions de dollars.

Canadien National

Le déficit d'exploitation du Canadien National en 1969 s'établissait à 25 millions de dollars, soit 4 millions de dollars de moins que le déficit de 1968 imputé sur les dépenses budgétaires en 1968-1969.

Commission canadienne des transports

Les dépenses de la Commission canadienne des transports s'élèvent à 123 millions de dollars, soit 3 millions de moins qu'en 1968-1969. Les paiements aux compagnies de chemins de fer et de transport, en vertu de la loi nationale sur les transports, s'élèvent à 84 millions de dollars, contre 94 millions en 1968-1969.

Société centrale d'hypothèques et de logement

Les dépenses budgétaires de l'État pour la Société centrale d'hypothèques et de logement s'élèvent à 42 millions de dollars en comparaison de 30 millions de dollars en 1968-1969. La rénovation urbaine, au titre de laquelle les dépenses s'élèvent à 19 millions de dollars, représente 4 millions de dollars du total de la hausse, tandis que les pertes subies à l'égard de projets fédéraux-provinciaux en représentent 4 millions, et les dettes remises par la Société, 3 millions, par rapport aux chiffres de 1968-1969.

Conseil des ports nationaux

Les avances improductives au Conseil, à imputer sur les dépenses budgétaires, ont atteint 8 millions de dollars, contre 7 millions en 1968-1969. Les augmentations nettes découlaient de dépenses additionnelles pour la reconstruction et de frais d'immobilisations pour chacun des ports d'Halifax, de Churchill et de Québec.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

Les dépenses budgétaires à l'égard de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent s'établissent à 10 millions de dollars, soit 1 million de moins qu'en 1968-1969. Le déficit d'exploitation du canal Welland pour 1969, imputé sur les dépenses budgétaires, s'élève à 8 millions de dollars, à comparer à un déficit de 9 millions de dollars pour 1968 imputé sur les dépenses de 1968-1969 et d'autres déficits d'exploitation et dépenses d'immobilisations s'élèvent à 2 millions de dollars à chaque année financière.

Conseil du Trésor

Les dépenses du Conseil du Trésor, y compris le Conseil national de recherches, s'élèvent à 381 millions de dollars contre 432 millions en 1968-1969.

Compte de la pension de retraite du service public

La contribution de l'État au compte de la pension de retraite du service public (égale au montant estimatif des contributions versées en 1968-1969 par les particuliers pour leur service actuel et leur service antérieur) s'établit à 74 millions de dollars, contre 66 millions en 1968-1969.

Un montant supplémentaire de 102 millions de dollars, destiné à couvrir les frais annuels d'amortissement du déficit actuariel dû aux augmentations de traitements et du déficit actuariel révélé par l'évaluation quinquennale effectuée pour la période terminée le 31 décembre 1967, sera imputé sur les dépenses budgétaires. En 1968-1969, l'amortissement imputé sur les dépenses budgétaires s'élevait à 85 millions de dollars.

Réserve—Relèvements de traitement

Une somme de 35 millions de dollars est imputée sur les dépenses budgétaires en prévision de relèvements de traitement pour les années 1969-1970 et antérieures. Elle est créditée au compte du passif: «Réserve—Relèvements de traitement».

Contributions de l'État à titre d'employeur

Ces contributions totalisent 41 millions de dollars, soit 6 millions de plus qu'en 1968-1969. Les postes de dépense principaux, 22 millions de dollars, sont consacrés au régime de pensions du Canada, au régime de rentes du Québec et de 15 millions imputés aux primes d'assurance chirurgicale-médicale contre 13 millions de dollars l'an dernier.

TABLEAU 42
(en millions de dollars)

CONSEIL DU TRÉSOR	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (—)
	1970 (estimation)	1969	
Compte de la pension de retraite du service public—			
Contribution de l'État.....	73.5	66.0	7.5
Amortissement des frais différés.....	102.0	84.8	17.2
	175.5	150.8	24.7
Réserve—Relèvements de traitement.....	35.0	120.5	—85.5
Contribution de l'État à titre d'employeur—			
Régime de pensions du Canada et régime de rentes du Québec.....	21.8	18.0	3.8
Caisse d'assurance-chômage.....	1.7	1.7	
Compte de prestations de décès.....	1.7	1.7	
Régimes de pensions pour personnes engagées sur place à l'extérieur du Canada.....	0.1	0.1	
Régime d'assurance-hospitalisation (en dehors du Canada).....	0.4		0.4
Quote-part de l'État des primes d'assurances médicale-chirurgicale.....	14.8	13.1	1.7
	40.5	34.6	5.9
Versements effectués en vertu de la loi sur la mise au point des pensions du service public.....	1.8	1.8	
Frais administratifs et généraux.....	6.2	6.7	—0.5
	259.0	314.4	—55.4
Conseil national de recherches—			
Bourses et subventions aux recherches.....	60.0	59.0	1.0
Construction ou acquisition d'immeubles, d'installations, de terrains et d'équipement.....	6.0	5.2	0.8
Aide aux recherches dans l'industrie.....	6.0	6.1	—0.1
Frais d'administration, d'exploitation et d'entretien.....	50.0	47.5	2.5
	122.0	117.8	4.2
	381.0	432.2	—51.2

Conseil national de recherches

Les dépenses du Conseil national de recherches s'élèvent à 122 millions de dollars, soit 4 millions de plus qu'en 1968-1969.

Les déboursés consacrés aux bourses d'études et aux subventions à la recherche, 60 millions de dollars, sont de 1 million de dollars plus élevés que l'année précédente et les frais d'administration, d'exploitation et d'entretien, 50 millions de dollars, sont de 3 millions plus élevés qu'en 1968-1969.

Affaires des anciens combattants

Les dépenses du ministère des Affaires des anciens combattants se sont établies à 424 millions de dollars, contre 428 millions pour l'année financière précédente.

Les services de bien-être et allocations s'élèvent à 113 millions de dollars, soit un peu moins qu'en 1968-1969, tandis que les pensions d'invalidité et les prestations de décès s'établissent à 220 millions de dollars, 3 millions de moins, et les services de traitement ont coûté 71 millions de dollars, soit un million de moins que l'année précédente.

TABLEAU 43
(en millions de dollars)

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Pensions—			
Incapacité et décès.....	220.0	223.3	-3.3
Frais administratifs et généraux.....	3.2	3.1	0.1
	223.2	226.4	-3.2
Services de bien-être, allocations et autres prestations—			
Allocations aux anciens combattants et aux civils.....	95.0	95.5	-0.5
Assistance en conformité du Règlement sur le fonds d'assistance (allocations aux anciens combattants)...	7.0	6.9	0.1
Autres prestations.....	3.2	3.2	
Frais administratifs et généraux.....	7.3	7.3	
	112.5	112.9	-0.4
Services de traitement.....	71.0	71.6	-0.6
Loi d'établissement de soldats et loi sur les terres destinées aux anciens combattants—			
Réserve aux fins de prestations conditionnelles.....	4.3	4.3	
Frais administratifs et généraux.....	6.0	5.3	0.7
	10.3	9.6	0.7
Frais administratifs et généraux.....	7.0	7.1	-0.1
	424.0	427.6	-3.6

COMPTES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le tableau suivant donne un aperçu des soldes des comptes de l'actif et du passif du gouvernement au 31 mars 1970, selon l'estimation courante, des chiffres au 31 mars 1969 et des augmentations ou des diminutions nettes durant 1969-1970.

TABLEAU 44
(en millions de dollars)

	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
PASSIF			
Passif à court terme et à vue.....	2,322.0	2,219.1	102.9
Comptes de dépôt et de fiducie.....	501.8	511.8	-10.0
Comptes des rentes sur l'État, des pensions et de l'assurance	12,218.3	10,520.1	1,698.2
Soldes non versés de crédits affectés à des comptes spéciaux.	127.5	235.5	-108.0
Impôt remboursable sur le revenu des sociétés.....	26.8	140.8	-114.0
Réserve pour la prime estimative sur le remboursement des obligations d'épargne du Canada.....	20.4	12.4	8.0
Crédits différés.....	183.3	174.3	9.1
Comptes d'ordre.....	4.2	4.2	
Dette non échue.....	22,613.6	22,101.0	512.6
Passif total.....	38,018.0	35,919.2	2,098.8
ACTIF			
Actif à court terme.....	1,370.4	981.4	389.0
Avances de capital d'exploitation aux ministères.....	202.9	188.9	14.0
Fonds en devises bloqués.....	1.7	1.9	-0.2
Avances au compte du Fonds des changes.....	2,996.4	2,867.0	129.4
Placements dans des valeurs émises en dollars des États-Unis par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada.....	58.0	90.3	-32.3
Compte de placement du régime de pensions du Canada.....	2,824.1	2,022.9	801.2
Placements détenus pour le rachat de dette non échue.....	6.4	6.4	
Sociétés de la Couronne—prêts et placements.....	9,635.8	8,767.8	868.0
Prêts à des gouvernements étrangers.....	1,333.2	1,269.2	64.0
Autres prêts et placements.....	2,246.0	2,114.3	131.7
Titres gardés en fiducie.....	129.5	111.5	18.0
Frais différés.....	784.4	613.4	171.0
Capitaux fixes.....	(1)	(1)	
Prêts et placements improductifs.....	94.8	94.8	
Actif total.....	21,683.6	19,129.8	2,553.8
Moins: réserve en cas de perte éventuelle sur la réalisation de l'actif.....	-546.4	-546.4	
Actif net.....	21,137.2	18,583.4	2,553.8
Dette nette (excédent du passif sur l'actif net).....	16,880.8	17,335.8	(2) -455.0

(1) Valeur nominale: \$1.

(2) Tenant compte de l'excédent budgétaire de 455 millions de dollars.

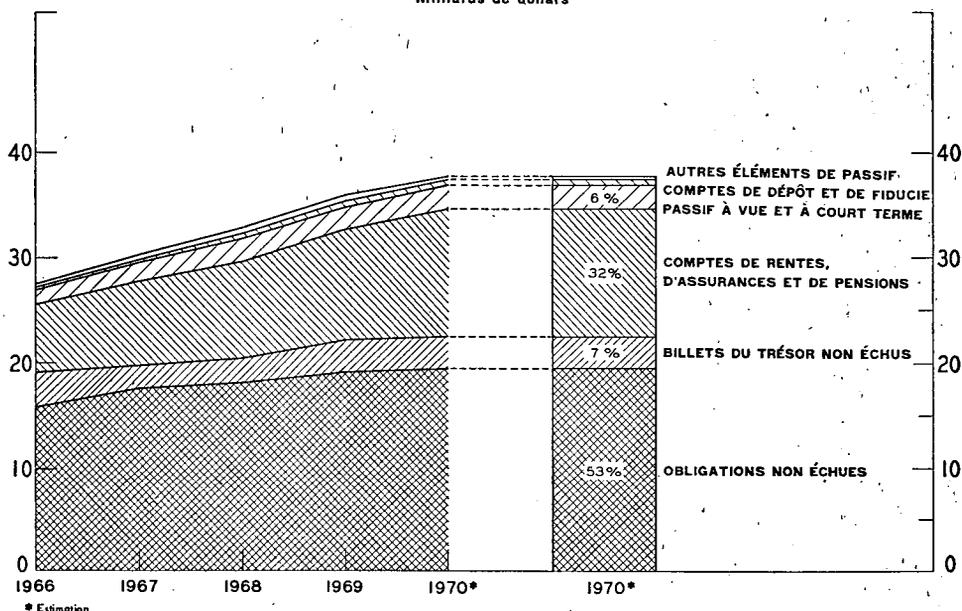
SOMMAIRE

Le passif brut du gouvernement est de 38,018 millions de dollars au 31 mars 1970, contre 35,919 millions de dollars au 31 mars 1969. L'augmentation de 2,099 millions est attribuable surtout aux comptes des rentes sur l'État, des pensions et de l'assurance, de 1,698 millions plus élevés qu'au 31 mars 1969.

L'actif net, de 21,137 millions, accuse une augmentation de 2,554 millions sur le total de 18,583 millions à la fin de l'année précédente. Les principaux changements sont des augmentations de 868 millions pour les prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne et de 801 millions au compte de placements du régime de pensions du Canada.

La dette nette du Canada, ou l'excédent du passif sur l'actif net enregistré, est estimé à 16,881 millions au 31 mars 1970 au regard de 17,336 millions au 31 mars 1969.

PASSIF TOTAL
Années financières se terminant le 31 mars
Milliards de dollars



COMPTES DE VALEURS PASSIVES

Passif à court terme et à vue

Ce passif, consistant en des obligations du gouvernement payables à court terme et à vue, s'élève à 2,222 millions, soit 103 millions de plus que le total au 31 mars 1969.

Il y a augmentation de 15 millions en chèques à payer et de 135 millions en comptes à payer, et diminution de 223 millions des billets non productifs d'intérêt.

Ces billets non productifs d'intérêt représentent la partie revenant au Canada du capital de certaines institutions internationales qui n'est pas garantie par de l'or ou des espèces. Les billets à l'égard du Fonds monétaire international, d'un total de 361 millions, ont diminué de 191 millions et les billets à l'égard de l'Association internationale de développement, de 11 millions, soit 34 millions de moins qu'au 31 mars 1969.

Les droits de tirage spéciaux du fonds monétaire international reflètent une allocation de 124 millions (dollars des États-Unis) équivalant à 134 millions (dollars canadiens) au Canada par le Fonds monétaire international aux termes d'un nouvel actif de la réserve internationale. Ces droits spéciaux ont été inscrits au compte du fonds des changes dont ils font partie.

TABLEAU 45
(en millions de dollars).

PASSIF À COURT TERME ET À VUE	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Chèques impayés.....	517.5	502.5	15.0
Comptes à payer.....	605.2	470.2	135.0
Billets non productifs d'intérêt payables à:			
Fonds monétaire international.....	361.0	552.0	-191.0
Association internationale de développement.....	11.3	45.0	-33.7
Banque asiatique de développement.....	5.4	4.0	1.4
	377.7	601.0	-223.3
Allocation de droits de tirage spéciaux.....	134.4		134.4
Dettes échues non payées.....	40.7	39.7	1.0
Intérêt dû et non versé.....	164.9	162.9	2.0
Intérêt couru.....	423.4	399.4	24.0
Postes (mandats-poste non payés).....	50.9	34.9	16.0
Chèques de lettres de crédit impayés.....	5.1	5.1	
Autres exigibilités.....	2.2	3.4	-1.2
	2,322.0	2,219.1	102.9

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie comprennent des fonds divers déposés auprès du receveur général du Canada ou par lui détenus en fiducie à diverses fins.

La diminution nette est de 10 millions sur le solde à la fin de l'année financière précédente, portant le total à 502 millions au 31 mars 1970.

Les principaux changements sont des augmentations de 17 millions des dépôts garantis et de 6 millions au compte des accords sur la perception des impôts provinciaux et des diminutions de 19 millions au compte de la Commission canadienne du lait et de 9 millions à celui de la Corporation commerciale canadienne.

TABLEAU 46
(en millions de dollars)

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Corporation commerciale canadienne—dépôts spéciaux.....	5.0	14.2	-9.2
Commission canadienne du lait.....	5.5	24.5	-19.0
Commission canadienne des pensions—fonds de fiducie de l'administration.....	17.7	17.2	0.5
Retenues aux entrepreneurs—divers ministères.....	13.4	13.4	
Garantie des entrepreneurs—divers ministères.....	3.3	3.3	
Dépôts des sociétés de la Couronne.....	16.2	16.2	
Dépôts de garantie—divers ministères.....	121.0	104.5	16.5
Fonds de fiducie des Indiens.....	34.3	34.3	
Obligations achetées à tempérament.....	16.0	15.6	0.4
Conseil des ports nationaux—comptes spéciaux.....	24.8	22.7	2.1
Caisse d'urgence des terres des Prairies.....	15.9	14.5	1.4
Compte des accords sur la perception des impôts provinciaux	177.4	171.4	6.0
Autres.....	51.3	60.0	-8.7
	501.8	511.8	-10.0

Comptes de rentes sur l'État, d'assurance et de pension

Figurent dans cette catégorie les divers comptes de rentes sur l'État, d'assurance et de pension.

On estime que les soldes de ces comptes s'élèveront à 12,218 millions au 31 mars 1970, soit une augmentation de 1,698 millions au cours de l'année financière.

TABLEAU 47
(en millions de dollars)

COMPTES DE RENTES SUR L'ÉTAT, D'ASSURANCE ET DE PENSIONS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Caisse d'assurance-chômage.....	496.4	398.9	97.5
Moins: placements et intérêts courus.....	-482.5	-386.8	-95.7
Fonds non placés, en dépôt auprès de l'État.....	13.9	12.1	1.8
Comptes de pensions—			
Service public.....	3,648.4	3,178.4	470.0
Forces canadiennes.....	3,303.6	3,023.6	280.0
Gendarmerie royale du Canada.....	164.8	130.8	34.0
	7,116.8	6,332.8	784.0
Régime de pensions du Canada.....	2,929.0	2,107.8	821.2
Rentes sur l'État.....	1,320.5	1,324.6	-4.1
Fonds de sécurité de la vieillesse.....	724.9	620.9	104.0
Autres.....	113.2	121.9	-8.7
	12,218.3	10,520.1	1,698.2

Caisse d'assurance-chômage

On prévoit que la caisse d'assurance-chômage augmentera de 98 millions, ce qui portera le solde à 496 millions au 31 mars 1970. De ce montant, 483 millions seront placés en obligations, ou affectés aux intérêts courus, et 14 millions seront détenus par le receveur général.

TABLEAU 48
(en millions de dollars)

CAISSE D'ASSURANCE-CHÔMAGE	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes—					
Cotisations—					
Employés et employeurs ⁽¹⁾	328.3	343.8	347.4	433.1	498.7
État ⁽²⁾	65.7	68.8	69.5	86.6	99.8
Revenu net des placements.....	4.7	10.9	15.9	18.9	23.7
Autres revenus.....	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
	398.8	423.7	433.0	538.8	622.4
Décaissements—					
Prestations.....	-297.8	-307.0	-388.6	-459.1	-527.1
Excédent des recettes sur les décaissements.....	101.0	116.7	44.4	79.7	95.3
Solde créditeur de la caisse à la fin de l'année financière.....	141.5	258.2	302.7	382.4	478.4
Mandats non encaissés et dépôt des employeurs.....	20.7	22.2	17.6	16.5	18.0
Solde de la caisse au 31 mars.....	162.2	280.4	320.3	398.9	496.4
Placements en obligations et intérêts courus.....	-148.6	-266.6	-303.9	-386.8	-482.5
Solde en dépôt auprès de l'État.....	13.6	13.8	16.4	12.1	13.9

⁽¹⁾ La base des cotisations des employeurs et des employés est la même.

⁽²⁾ La participation de l'État représente 20 p. 100 du total des cotisations versées par les employeurs et les employés.

Compte de la pension de retraite du service public

Le solde de 3,648 millions inscrit à ce compte représente 470 millions de plus qu'au 31 mars 1969. Les recettes de 564 millions consistent en une somme de 94 millions représentant les cotisations des employés, une somme de 73 millions constituant la quote-part de l'État, une somme de 131 millions à titre d'intérêts, un redressement de responsabilité actuarielle s'élevant à 260 millions, et des cotisations de 6 millions versées par les sociétés de la Couronne. Les contributions de l'État et celles des sociétés de la Couronne équivalent à la somme estimative des cotisations courantes et des arrrages versés par les intéressés en 1968-1969.

Le redressement actuariel de 260 millions comprend 51 millions pour combler le déficit dont fait état l'évaluation quinquennale de ce compte au 31 décembre 1967, en plus de 209 millions pour couvrir d'autres obligations découlant des relèvements de traitement en 1969-1970.

Les décaissements, d'un montant de 94 millions, comprennent 82 millions de rentes et 10 millions de retraits de cotisations.

En 1968-1969, les recettes ont été de 390 millions et les décaissements de 87 millions.

TABLEAU 49
(en millions de dollars)

COMPTE DE PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes—					
Cotisations—					
Employés—					
Du gouvernement.....	(1)63.4	(2)55.5	66.0	71.6	87.0
Des sociétés de la Couronne.....	3.3	3.8	5.2	5.1	7.0
Gouvernement.....	57.8	59.3	59.6	66.0	73.5
Sociétés de la Couronne.....	3.7	3.8	5.0	4.8	6.0
Intérêt.....	89.5	98.5	110.9	118.0	130.5
Responsabilité actuarielle.....	79.6	152.2	21.5	121.0	260.0
Autres.....	1.2	0.9	2.2	3.0	
	298.5	374.0	270.4	389.5	564.0
Décaissements—					
Rentes.....	-57.7	-62.8	-68.2	-74.7	-82.0
Retraits de cotisations.....	-11.3	-11.1	-10.8	-10.3	-10.0
Autres.....	-0.9	-1.0	-5.1	-1.9	-2.0
	-69.9	-74.9	-84.1	-86.9	-94.0
Excédent des recettes sur les décaissements.....	228.6	299.1	186.3	302.6	470.0
Solde en caisse reporté.....	2,161.8	2,390.4	2,689.5	2,875.8	3,178.4
Solde créditeur de la caisse.....	2,390.4	2,689.5	2,875.8	3,178.4	3,648.4

(1) Comprend 4.1 millions provenant des contributions temporairement requises relativement à deux régimes, le régime de pensions du Canada et le régime de rentes du Québec.

(2) Montant net après déduction des 4.1 millions dont il est fait mention dans la note (1).

Pension de retraite des Forces canadiennes

Le solde de 3,304 millions de dollars reflète une augmentation de 280 millions pendant l'année financière.

Les recettes de 354 millions comprennent les cotisations du personnel (38 millions), les contributions régulières du gouvernement (62 millions), 125 millions en intérêts et 129 millions pour couvrir les nouvelles responsabilités occasionnées par les révisions de traitement. Les contributions régulières de l'État sont établies à raison d'une fois et deux tiers les cotisations courantes et les arrrages versés par le personnel et sont accrues à une fois et quatre cinquièmes, à compter du deuxième trimestre de l'année financière.

Les décaissements de 74 millions comprennent 67 millions en pensions et en allocations de retraite, ainsi que 7 millions en allocations de fin de service et en remboursement de cotisations.

En 1968-1969, les recettes se sont élevées à 363 millions et les décaissements à 62 millions.

TABLEAU 50
(en millions de dollars)

COMPTE DE PENSION DES FORCES CANADIENNES	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes—					
Cotisations—					
Personnel.....	(1)34.1	(2)25.1	33.1	33.9	38.0
Gouvernement.....	58.8	42.6	58.4	57.0	62.0
Intérêt.....	83.2	91.7	105.2	112.1	125.0
Rajustement relatif à la responsabilité actuarielle.....	16.6	279.2		159.6	129.0
Autres.....	0.3	0.3	1.4		
	193.0	438.9	198.1	362.6	354.0
Décaissements—					
Pensions et allocations de retraite.....	-26.7	-36.8	-45.7	-55.2	-67.0
Allocations de licenciement en espèces et remboursements de cotisations.....	-10.1	-9.2	-6.0	-7.0	-7.0
Autres.....	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	
	-36.9	-46.1	-51.8	-62.3	-74.0
Excédent des recettes sur les décaissements.....	156.1	392.8	146.3	300.3	280.0
Solde en caisse reporté.....	2,028.1	2,184.2	2,577.0	2,723.3	3,023.6
Solde créditeur de la caisse.....	2,184.2	2,577.0	2,723.3	3,023.6	3,303.6

(1) Comprend 2.1 millions provenant des contributions temporairement requises relativement à deux régimes, le régime de pensions du Canada et le régime de rentes du Québec.

(2) Montant net après déduction des 2.1 millions dont il est fait mention dans la note (1).

Compte de la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Le solde de 165 millions de ce compte dépasse de 34 millions celui qui s'y trouvait au 31 mars 1969.

Les recettes de 35 millions pour l'année comprennent les cotisations du personnel (4 millions), les contributions de l'État (7 millions), les intérêts crédités au compte (5 millions) et 19 millions en prévision de relèvements de traitements.

Les décaissements de 1 million comprennent surtout des rentes et des allocations.

En 1968-1969, les recettes ont été de 27 millions et les décaissements de 1 million.

TABLEAU 51
(en millions de dollars)

COMPTÉ DE LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes—					
Cotisations—					
Personnel.....	(1)2.2	(2)2.2	2.8	3.4	4.0
Gouvernement.....	3.9	4.5	4.2	6.6	7.0
Intérêt.....	2.4	2.9	3.5	4.5	5.0
Responsabilité actuarielle.....		11.1	10.1	12.7	19.0
	8.5	20.7	20.6	27.2	35.0
Décaissements					
Rentes et allocations.....	-0.5	-0.7	-0.8	-0.9	-1.0
Allocations de fin de service et remboursements de cotisations.....	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2	
	-0.8	-1.0	-1.0	-1.1	-1.0
Excédent des recettes sur les décaissements.....	7.7	19.7	19.6	26.1	34.0
Solde en caisse reporté.....	57.7	65.4	85.1	104.7	130.8
Solde créditeur de la caisse.....	65.4	85.1	104.7	130.8	164.8

(1) Comprend 0.2 million provenant des doubles cotisations exigées temporairement pour les régimes de pensions du Canada et du Québec.

(2) Montant net après déduction de la somme de 0.2 million dont il est question en (1).

Compte du régime de pensions du Canada

Le solde de 2,929 millions dépasse de 821 millions le solde correspondant de 2,108 millions au 31 mars 1969.

Les crédits de 889 millions portés à ce compte comprennent les cotisations de 745 millions versées d'après la loi, les intérêts de 140 millions sur les placements, et des intérêts de 4 millions sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du receveur général. Les imputations au compte s'élèvent à 68 millions et comprennent 50 millions en prestations et 18 millions en frais administratifs.

En 1968-1969, les recettes ont été de 785 millions et les décaissements de 30 millions.

Si le solde d'exploitation du compte du régime de pensions du Canada, au cours d'un mois quelconque, dépasse d'un certain montant la somme estimée nécessaire pour faire face à tous les paiements de la période trimestrielle suivante, ce montant peut servir à l'achat de titres des provinces participantes. On achète des titres du Canada avec le montant qui reste une fois qu'on a acheté des titres de chaque province, selon les modalités arrêtées.

Au cours de l'année, on estime qu'on aura acheté pour un montant global de 801 millions de titres, portant le solde à 2,824 millions au 31 mars 1970. Ces titres sont inscrits comme éléments d'actif au compte «Fonds de placement du régime de pensions du Canada».

TABLEAU 52

(en millions de dollars)

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes—					
Cotisations.....	94.9	587.2	640.2	698.0	745.0
Intérêts des placements.....		11.0	42.2	84.4	140.0
Intérêts sur solde d'exploitation.....	(1)	1.1	1.4	2.4	4.0
Autres.....		0.6	0.9	0.2	
	94.9	599.9	684.7	785.0	889.0
Paiements—					
Prestations.....		-0.1	-1.3	-15.6	-50.0
Frais administratifs.....	-5.5	-8.3	-11.5	-14.4	-17.8
	-5.5	-8.4	-12.8	-30.0	-67.8
Excédent des recettes sur les paiements.....	89.4	591.5	671.9	755.0	821.2
Report du solde en caisse.....		89.4	680.9	1,352.8	2,107.8
Solde en caisse.....	89.4	680.9	1,352.8	2,107.8	2,929.0
Moins placements en titres au Fonds de placement du régime de pensions du Canada.....	-34.8	-615.5	-1,280.8	-2,023.0	2,824.2
Solde d'exploitation en dépôt auprès de l'État.....	54.6	65.4	72.0	84.8	104.8

(1) Moins de \$50,000.

Comptes des rentes sur l'État

Le solde de 1,321 millions de ce compte est inférieur de 4 millions à celui du 31 mars 1969.

Les recettes de 64 millions comprennent 13 millions en primes perçues et 51 millions en intérêts. Les décaissements de 68 millions sont surtout des paiements de rentes échues et de valeurs rachetées ainsi que des remboursements de primes.

En 1968-1969, les recettes s'étaient élevées à 66 millions et les décaissements à 67 millions.

Caisse de la sécurité de la vieillesse

La loi de 1951 sur la sécurité de la vieillesse stipulait la constitution de la Caisse et prévoyait que les crédits versés à cette Caisse proviendraient d'une taxe de vente de 2 p. 100, d'un impôt de 2 p. 100 (maximum de \$60) sur le revenu des particuliers et d'un impôt de 2 p. 100 sur les revenus des sociétés, et qu'une pension de \$40 par mois serait versée à toutes les personnes admissibles de plus de 70 ans. Les versements sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1952.

Les modifications à la loi ont porté ces taux d'impôt: à 3 p. 100 sur le revenu des particuliers à compter du 1^{er} janvier 1959 et à 4 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1964 (maximum de \$120, porté à \$240 à partir du 1^{er} janvier 1967); à 3 p. 100 sur le revenu des sociétés à partir du 1^{er} janvier 1959; et à 3 p. 100 sur les ventes à partir du 10 avril 1959.

Le montant des pensions a également été porté à \$75 par mois, à compter du 1^{er} octobre 1963, à \$76.50 par mois, à compter du 1^{er} janvier 1968, à \$78 par mois, à compter du 1^{er} janvier 1969 et à \$79.58 par mois à partir du 1^{er} janvier 1970 par des modifications à la loi.

La loi a été en outre modifiée pour autoriser, à compter du 1^{er} janvier 1966, le versement d'une pension à toutes les personnes qui répondent aux exigences de la loi quant au lieu de résidence et qui avaient atteint 69 ans au plus tard le 1^{er} janvier 1966; l'âge limite étant réduit d'une année le 1^{er} janvier de chaque année subséquente jusqu'à 1970. Une nouvelle modification à la loi, en 1966-1967, autorisait le versement d'un supplément mensuel garanti aux pensionnés admissibles. Le montant du supplément qui peut être versé à un pensionné à l'égard d'un mois en particulier est de 40 p. 100 du montant de la pension qu'il peut toucher ce mois-là, selon le chiffre de son revenu pour l'année précédente.

Les recettes (1,823 millions) comprennent 569 millions en provenance de la taxe de vente, 1,027 millions en provenance de l'impôt sur le revenu des particuliers et 227 millions en provenance de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Les versements (1,719 millions) comprennent 1,450 millions pour les versements de pensions et 269 millions pour les suppléments de revenu garanti.

En 1968-1969, les recettes se sont élevées à 1,626 millions, et les décaissements, à 1,541 millions.

TABLEAU 53
(en millions de dollars)

CAISSE DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE	Année financière terminée le 31 mars				
	1966	1967	1968	1969	1970 (estimation)
Recettes fiscales—					
Taxe de vente.....	522.1	559.5	544.5	528.1	569.0
Impôt sur le revenu des particuliers.....	494.9	576.6	800.1	915.0	1,027.0
Impôt sur le revenu des sociétés.....	152.3	149.5	150.0	183.0	227.0
Total des recettes fiscales.....	1,169.3	1,285.6	1,494.6	1,626.1	1,823.0
Paiement de pensions.....	-927.3	-1,033.4	-1,153.3	-1,296.8	-1,450.0
Supplément de revenu garanti ⁽¹⁾		-39.6	-234.8	-244.5	-269.0
Excédent des recettes sur les paiements.....	242.0	212.6	106.5	84.8	104.0
Report de prêts temporaires.....	-25.0				
Report du solde en caisse.....		217.0	429.6	536.1	620.9
Solde en caisse.....	217.0	429.6	536.1	620.9	724.9

⁽¹⁾ A partir du 1^{er} janvier 1967.

Le tableau suivant donne la répartition des paiements par province.

TABLEAU 54
(en millions de dollars)

PAIEMENTS AU TITRE DE LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE ⁽¹⁾	Année financière terminée le 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Terre-Neuve.....	36.1	32.3	3.8
Nouvelle-Écosse.....	77.7	69.3	8.4
Île-du-Prince-Édouard.....	14.2	12.6	1.6
Nouveau-Brunswick.....	58.5	52.0	6.5
Québec.....	405.6	364.1	41.5
Ontario.....	610.1	550.6	59.5
Manitoba.....	99.1	88.4	10.7
Saskatchewan.....	97.6	86.9	10.7
Alberta.....	116.6	103.9	12.7
Colombie-Britannique.....	202.1	180.0	22.1
Territoires du Nord-Ouest et Yukon.....	1.4	1.2	0.2
	1,719.0	1,541.3	177.7

⁽¹⁾Y compris 269 millions versés en 1969-1970, 244.5 millions en 1968-1969 au titre du supplément de revenu garanti.

Soldes non versés de crédits affectés à des comptes spéciaux

Dans ces comptes sont inscrits les soldes non déboursés de crédits affectés à des comptes spéciaux et sur lesquels des débours peuvent être faits à des fins autorisées. Ils se divisent en deux groupes. Le premier groupe, qui englobe la majorité des comptes, comprend les crédits votés par le Parlement à des fins précises. Le second groupe comprend les comptes auxquels on crédite des sommes provenant de la vente de matériaux, de fournitures, de matériel, de terrains, d'ouvrages et de bâtiments et qui sont mis à la disposition du ministère de la Défense nationale.

Le solde de 128 millions de dollars est inférieur de 108 millions à celui du 31 mars 1969, qui était de 236 millions.

Il s'agit surtout d'une diminution de 86 millions ayant trait à la réserve pour révision de traitements.

TABLEAU 55
(en millions de dollars)

SOLDES NON VERSÉS DE CRÉDITS AFFECTÉS À DES COMPTES SPÉCIAUX	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Réserve pour relèvements de traitements.....	35.0	120.5	-85.5
Compte d'assistance internationale.....	82.4	86.4	-4.0
Fonds du centenaire de la Confédération.....	2.4	2.4	
Fonds de la capitale nationale.....	3.8	3.8	
Caisse des passages à niveau.....	3.2	8.2	-5.0
Biens excédentaires de la Couronne.....		13.1	-13.1
Autres.....	0.7	1.1	0.4
	127.5	235.5	-108.0

Impôt remboursable sur les bénéfices des sociétés

Ce compte vise l'impôt remboursable sur les profits en espèces des entreprises, qui doit être versé par toutes les sociétés non exonérées d'impôt sous l'empire de l'article 62 de la loi de l'impôt sur le revenu et par certains genres de compagnies de fiducie à l'égard de catégories déterminées de revenu.

Le solde, de 27 millions, est inférieur de 114 millions à celui du 31 mars 1969. La diminution est due aux remboursements effectués dans le courant de l'année.

Provision pour l'intérêt composé sur les obligations d'épargne du Canada

Sous cette rubrique figure le montant estimatif de la provision proportionnelle pour l'intérêt composé spécial applicable à certaines obligations d'épargne du Canada.

Le solde de 20 millions est de 8 millions supérieur à celui du 31 mars 1969.

Crédits différés

Sous cette rubrique sont inscrits les montants dus au gouvernement et dont le paiement a été différé. Ce sont des comptes de contrepartie correspondant aux éléments d'actif suivants: prêts et placements intéressant les sociétés de la Couronne, prêts à des gouvernements étrangers et autres prêts et placements.

Le solde de 183 millions est 9 millions de plus que celui du 31 mars 1969.

On trouve également sous cette rubrique les primes touchées sur l'émission d'obligations du gouvernement du Canada, qui sont portées au crédit du compte de service de la dette publique sur une base d'amortissement mensuelle.

L'intérêt différé de 70 millions pour l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent est de 9 millions de plus qu'au 31 mars 1969.

TABLEAU 56
(en millions de dollars)

CRÉDITS DIFFÉRÉS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Intérêt différé—			
L'Énergie atomique du Canada, Ltée.....	0.2	0.2	
Commission d'énergie du Nord canadien.....	3.9	3.9	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent..	70.0	60.6	9.4
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni.	101.1	101.1	
	175.2	165.8	9.4
Soldes recevables en vertu de conventions de ventes de biens de la Couronne.....	0.3	0.3	
Corporation de disposition des biens de la Couronne—Part de l'État.....	7.8	7.8	
Prime non amortie sur les emprunts.....	0.1	0.4	-0.3
	183.4	174.3	9.1

Comptes d'ordre

Les comptes d'ordre consistent en soldes dont on ne connaît pas, de façon sûre, la destination définitive.

Le solde de 4 millions de dollars est un peu plus élevé qu'au 31 mars 1969.

Dettes non échues

La dette non échue du Canada, estimée au 31 mars 1970 à 22,613 millions, comprend 22,166 millions payables en dollars canadiens, 265 millions payables en dollars des États-Unis, 74 millions payables en deutschmarks allemands et 108 millions payables en liras italiennes.

Ce chiffre est supérieur de 512 millions à celui du 31 mars 1969. L'augmentation provient surtout des obligations payables en dollars canadiens.

On trouvera, dans la section intitulée «La dette publique», d'autres détails sur les divers emprunts, échéances, annulations et rachats dont résulte l'augmentation nette.

TABLEAU 57

(en millions de dollars)

DETTE NON ÉCHUE	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Payable en dollars canadiens—			
Obligations négociables.....	12,248.0	12,263.0	-15.0
Obligations non négociables—			
Obligations d'épargne du Canada.....	6,542.3	6,168.3	374.0
Régime de pensions du Canada.....	15.3	11.3	4.0
Commission d'assurance-chômage.....	466.0	376.0	90.0
	19,271.6	18,818.6	453.0
Bons du Trésor.....	2,895.0	2,840.0	55.0
	22,166.6	21,658.6	508.0
Payable en dollars des États-Unis ⁽¹⁾⁽²⁾	265.0	266.7	-1.7
Payable en deutschmarks allemands ⁽¹⁾⁽²⁾	73.9	67.6	
Payable en liras italiennes ⁽¹⁾⁽²⁾	108.1	108.1	6.3
	22,613.6	22,101.0	512.6

⁽¹⁾Obligations négociables.

⁽²⁾Conversion aux taux de change officiels.

COMPTES DE VALEURS ACTIVES

Actifs réalisables

Ces comptes se composent de divers comptes d'espèces et du compte de placements en valeurs.

Le total de l'actif réalisable à 1,370 millions de dollars est de 389 millions supérieur à celui du 31 mars 1969. Le principal changement consiste en une augmentation de 339 millions de dollars dans les comptes courants d'espèces.

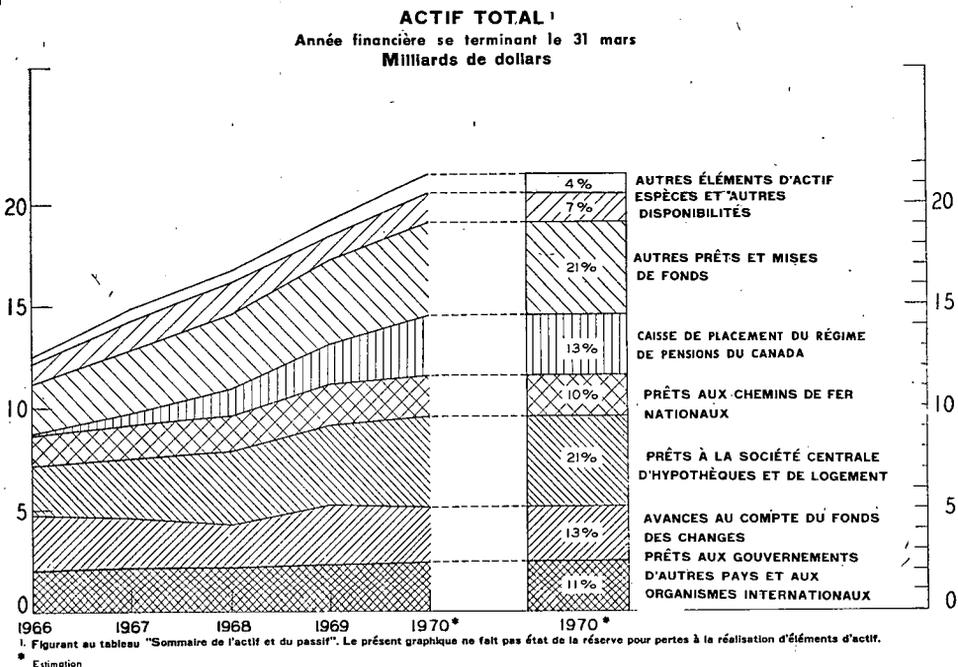


TABLEAU 58
(en millions de dollars)

ACTIF RÉALISABLE	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Comptes en espèces—			
Dépôts courants en espèces ⁽¹⁾	939.1	600.1	339.0
Dépôts spéciaux en espèces.....	1.4	1.4	
Espèces aux mains des percepteurs et en transit.....	284.5	282.5	2.0
Dépôts temporaires des douanes et de l'accise.....	0.6	0.6	
Compte fiduciaire de revenu des agences indiennes.....	0.4	0.4	
Fonds reçus après le 31 mars mais applicables à l'année courante.....	33.3	33.3	
Postes—espèces en main ou en transit.....	16.7	18.7	-2.0
	1,276.0	987.0	339.0
Compte de placements en valeurs.....	94.4	44.4	50.0
	1,370.4	981.4	389.0

⁽¹⁾ Les soldes de fin d'année du receveur général à New York, Londres, Paris, Bruxelles, Bonn, Rome et Francfort sont indiqués en dollars canadiens, cours du change au 31 mars.

Avances de fonds de roulement des ministères

Ces comptes enregistrent les avances en souffrance à la fin de l'année financière pour les fonds de roulement destinés à certaines formes d'activité des ministères.

Le solde de 203 millions de dollars est de 14 millions de plus qu'au 31 mars 1969. Les changements comprennent surtout une augmentation de 4 millions dans le compte de stockage de concentrés d'uranium, une somme de 13 millions inscrite au nouveau compte du fonds renouvelable des aéroports et une diminution de 7 millions dans le compte de la Monnaie royale canadienne.

TABLEAU 59
(en millions de dollars)

AVANCES DE FONDS DE ROULEMENT DES MINISTÈRES	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Compte de stabilisation des prix agricoles.....	1.0		1.0
Caisse renouvelable de la Production de défense.....	32.5	34.5	-2.0
Divers comptes de frais de déplacement et d'avances permanentes des ministères.....	13.4	13.4	
Diverses avances comptables des ministères.....	15.0	15.0	
Monnaie royale canadienne.....	7.9	14.9	-7.0
Stockage de concentrés d'uranium.....	91.2	87.2	4.0
Compte de matériel des transports.....	9.0	8.0	1.0
Fonds renouvelable des aéroports.....	13.0		13.0
Autres.....	19.9	15.9	4.0
	202.9	188.9	14.0

Le compte de stabilisation des prix agricoles enregistre les opérations de l'Office de stabilisation des prix agricoles, établi en vertu de la loi sur la stabilisation des prix agricoles et chargé de prendre les dispositions nécessaires pour stabiliser les prix agricoles aux normes prescrites. On estime que les opérations de l'Office connaîtront en 1969-1970 une augmentation nette de un million de dollars.

Le compte de stockage de concentrés d'uranium enregistre l'achat de concentrés d'uranium, de certaines compagnies minières, par l'Eldorado Nuclear Limited, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, en vertu de contrats conclus avec l'approbation du gouverneur en conseil. Le solde s'établit à 91 millions, soit 4 millions de plus qu'au 31 mars 1969.

La caisse renouvelable de la Production de défense enregistre les débours pour l'achat de matériel nécessaire à la fabrication d'équipement pour la défense jusqu'à ce qu'ils aient été portés au compte du ministère de la Défense nationale ou que le matériel ait été vendu à des entrepreneurs pour servir à la fabrication d'équipement de défense, de même que les prêts et avances de fonds de roulement pour leur production. Le solde du compte est de 33 millions, soit 2 millions de moins qu'à la fin de l'année précédente.

Espèces en devises bloquées

Le solde de ce compte s'établit à 2 millions, soit un peu moins qu'à la fin de l'année financière précédente.

Les bons de l'Industrias Forestales, S.A. et de la Compania Manufacturera de Papeles y Cartones, S.A., détenus par la Société pour l'expansion des exportations (antérieurement la Société d'assurance des crédits à l'exportation) et qui étaient échus en 1965 et en 1966, n'ont pu être remboursés selon les conditions prévues parce que le gouvernement chilien n'avait pas les devises canadiennes nécessaires. On a élaboré une nouvelle formule permettant aux débiteurs de continuer à effectuer par versements le remboursement de ces bons.

La Société a reçu les versements, au Chili, en dollars canadiens, et ces sommes ont été versées sur réception au receveur général du Canada et portées à un compte bloqué établi par le receveur général et la Banque centrale du Chili; le gouvernement du Chili s'engage à verser directement au receveur général du Canada à Ottawa des intérêts annuels de 6 p. 100, en dollars canadiens, sur le montant du compte.

Le gouvernement du Chili a approuvé le retrait de la façon suivante des fonds portés au crédit de ce compte: pour chacune des années de 1968 à 1972, 20 p. 100 des dépôts faits au compte en 1965; pour chacune des années de 1969 à 1973, 20 p. 100 des dépôts faits au compte en 1966.

Avances au fonds des changes

Les avances en vue du financement de l'achat de l'or et de devises étrangères s'élèvent au cours de l'année à 1,471 millions et les remboursements à 1,342 millions, soit un solde de 2,996 millions au 31 mars 1970. Sont compris dans ces avances, 134 millions (124 millions en dollars des États-Unis) affectés aux droits de tirage spéciaux émanant du Fonds monétaire international.

Placements dans des titres spéciaux émis en dollars américains par des gouvernements autres que le gouvernement du Canada

Ce compte comprend les titres spéciaux émis par le gouvernement des États-Unis d'Amérique et achetés par le Canada en conformité des dispositions du Traité du Columbia, conclu entre le gouvernement des États-Unis et celui du Canada. Des titres d'une valeur de 32 millions de dollars ont été rachetés en 1969-1970, ce qui porte le solde à 58 millions au 31 mars 1970.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Le fonds de placement du régime de pensions du Canada enregistre les titres achetés en vertu du régime de pensions du Canada et la vente de ces titres. Le montant excédentaire du solde d'exploitation du fonds du régime de pensions du Canada au cours d'un mois par rapport au montant estimatif nécessaire pour

faire tous les paiements de la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres de provinces participantes. Le solde éventuel de l'excédent après l'achat requis des titres des provinces, doit être affecté à l'achat de titres du Canada. Les avoirs au 31 mars 1970 s'établissent à 2,824 millions de dollars, dont 2,809 millions en titres de divers gouvernements provinciaux et 15 millions en titres du gouvernement fédéral.

TABLEAU 60
(en millions de dollars)

FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Titres—			
Terre-Neuve.....	53.4	37.9	15.5
Nouvelle-Écosse.....	108.4	77.1	31.3
Île-du-Prince-Édouard.....	10.3	7.1	3.2
Nouveau-Brunswick.....	82.7	58.8	23.9
Québec.....	7.6	4.6	3.0
Ontario.....	1,581.7	1,140.6	441.1
Manitoba.....	165.9	118.7	47.2
Saskatchewan.....	131.5	91.5	40.0
Alberta.....	257.9	181.7	76.2
Colombie-Britannique.....	409.4	293.6	115.8
Gouvernement du Canada.....	15.3	11.3	4.0
	2,824.1	2,022.9	801.2

Placements détenus pour le remboursement de la dette non échue

Au 31 mars 1969, le solde de ce compte, 6 millions, demeure le même.

Prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne

Les prêts et placements de cette catégorie sont estimés à 9,636 millions de dollars au 31 mars 1970, une augmentation de 868 millions sur le solde au 31 mars 1969.

Les principaux changements sont dus à des augmentations de 476 millions en prêts consentis à la Société centrale d'hypothèques et de logement, de 190 millions aux Chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada), de 137 millions à l'Énergie atomique du Canada, Limitée, de 90 millions à la Société du crédit agricole et de 49 millions à la Société pour l'expansion des exportations (autrefois la Société d'assurance des crédits à l'exportation), ainsi qu'à la liquidation des prêts consentis à la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967.

TABLEAU 61
(en millions de dollars)

PRÊTS ET PLACEMENTS AFFÉRENTS AUX SOCIÉTÉS DE LA COURONNE	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
L'Énergie atomique du Canada, Ltée.....	344.4	207.4	137.0
Banque du Canada.....	5.9	5.9	
Société d'assurance-dépôts du Canada.....	23.5	23.5	
<i>Canadian Arsenal Limited</i>	5.0	5.0	
Société Radio-Canada.....	9.0	9.0	
Corporation commerciale canadienne.....	15.5	15.5	
Compagnie de l'Exposition universelle du Canada de 1967...		25.1	-25.1
Commission canadienne du lait.....	42.0	42.0	
Chemins de fer Nationaux du Canada.....	2,029.4	1,927.4	102.0
Air Canada.....	146.1	58.1	88.0
	2,175.5	1,985.5	190.0
Société canadienne des télécommunications transmarines..	50.3	49.3	1.0
Société de développement du Cap-Breton.....	10.0	10.0	
Société centrale d'hypothèques et de logement.....	4,436.6	3,960.6	476.0
<i>Eldorado Nuclear Limited</i>	22.2	8.2	14.0
Société pour l'expansion des exportations ⁽¹⁾	280.6	231.6	49.0
Société de crédit agricole.....	1,139.9	1,049.9	90.0
Commission de la capitale nationale—à l'exclusion de la ceinture verte.....	28.2	28.2	
Conseil des ports nationaux.....	265.2	261.2	4.0
Commission d'énergie du Nord canadien.....	42.1	42.1	
<i>Northern Transportation Company Limited</i>	5.0	2.0	3.0
<i>Polymer Corporation Limited</i>	30.0	30.0	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—			
Prêts.....	404.2	385.6	18.6
Intérêt différé.....	70.0	60.6	
Prêts sans intérêt.....	75.0	75.0	9.4
	549.2	521.2	28.0
Recouvrement qui exigera probablement des crédits parle- mentaires—			
Radio-Canada.....	116.4	92.4	24.0
Compagnie de l'Exposition universelle du Canada de 1967		122.9	-122.9
Commission de la capitale nationale—Ceinture verte...	37.7	37.7	
	154.1	253.0	-98.9
Autres sociétés de la Couronne.....	1.6	1.6	
	9,635.8	8,767.8	868.0

⁽¹⁾Autrefois la Société d'assurance des crédits à l'exportation.

L'Énergie atomique du Canada, Ltée

Le solde de 344 millions de dollars, 137 millions de plus qu'au 31 mars 1969, est constitué de 15 millions en capital social et de prêts de 329 millions.

Au 31 mars 1969 le solde s'établissait à 207 millions de dollars et était constitué de 15 millions en capital social et de 192 millions en prêts.

Chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada)

Les avances non remboursées aux chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada) d'un montant de 2,176 millions de dollars excèdent de 190 millions celles qui avaient été enregistrées au 31 mars 1969.

TABLEAU 62

(en millions de dollars)

AVANCES AU CANADIEN NATIONAL (Y COMPRIS AIR CANADA)	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Loi sur la revision du capital, 1952—			
Actions privilégiées.....	1,165.2	1,133.3	31.9
Obligations à vingt ans.....	100.0	100.0	25.6
Lois de financement et de garantie.....	223.0	197.4	-5.0
Financement provisoire.....		5.0	50.0
Loi sur le remboursement, 1955.....	501.1	451.1	-0.5
Prêts pour l'entretien, la réparation et l'acquisition de matériel pour le service-voyageur.....	1.9	2.4	
Prêts temporaires—achat d'obligations.....	21.2	21.2	
Chemins de fer de l'État canadien.....	17.0	17.0	
	2,029.4	1,927.4	102.0
Air Canada			
Lois de financement et de garantie.....	146.1	54.8	91.3
Financement provisoire.....	146.1	3.3	-3.3
		58.1	88.0
	2,175.5	1,985.5	190.0

En 1969-1970 le gouvernement mettra un montant estimatif de 232 millions de dollars à la disposition du Canadien National (y compris Air Canada) et touchera un remboursement de 42 millions.

TABLEAU 63

(en millions de dollars)

LE CANADIEN NATIONAL—AVANCES ET REMBOURSEMENTS (Y COMPRIS AIR CANADA)	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Avances—			
Canadien National—			
Remboursement de la dette.....	50.0	55.8	-5.8
Lois de financement et de garantie.....	25.6	65.0	-39.4
Prêts temporaires—achat d'obligations.....		9.9	-9.9
Financement provisoire.....	20.0	21.2	-1.2
	95.6	151.9	-56.3
Air Canada—			
Lois de financement et de garantie.....	91.3	54.8	36.5
Financement provisoire.....	13.2	7.1	6.1
	104.5	61.9	42.6
Achat d'actions privilégiées à 4 p. 100 (Loi de la revision du capital des chemins de fer Nationaux).....	31.9	28.1	3.8
	232.0	241.9	-9.9
Remboursements—			
Canadien National—			
Entretien, réparation et acquisition d'installations pour le service-voyageurs.....	0.5	-0.5	
Financement provisoire.....	-25.0	-29.2	4.2
	-25.5	-29.7	4.2
Air Canada—			
Financement provisoire.....	-16.5	-11.8	-4.7
Augmentation nette au cours de l'année.....	-42.0	-41.5	-0.5
	190.0	200.4	-10.4

En 1969-1970, le gouvernement a consenti des avances d'un montant estimatif de 76 millions aux chemins de fer Nationaux du Canada à des fins d'immobilisations et pour le remboursement de sa dette au public et de prêts de 91 millions consentis à Air Canada à des fins d'immobilisations.

Afin d'aider la compagnie à financer de nouvelles immobilisations, le gouvernement a acheté pour 32 millions de dollars d'actions privilégiées 4 p. 100 de la compagnie. Ces actions sont émises aux termes de la loi de 1952 sur la révision du capital des chemins de fer Nationaux du Canada, jusqu'à concurrence d'un montant égal à 3 p. 100 du revenu brut de la compagnie.

Au 31 mars 1969, il restait à recouvrer 5 millions de dollars des prêts provisoires consentis à la compagnie pour son déficit de 1969. Un montant supplémentaire de 20 millions lui a été avancé au cours de l'année pour ses opérations de 1969. Ce montant sera imputé au poste des dépenses budgétaires de 1969-1970, sur l'approbation du Parlement.

Au 31 mars 1969, il restait à recouvrer 3 millions de dollars des prêts provisoires consentis à Air Canada pour ses opérations de 1969. Un montant supplémentaire de 13 millions a été avancé à la compagnie au cours de l'année pour ses opérations de 1969. Ce montant a été remboursé par la compagnie.

Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967

A ce compte figurent les achats, par le gouvernement, de titres émis par la Compagnie aux termes de la loi sur la Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967. Au 31 mars 1969, le solde en était de 148 millions, dont 123 millions garantis par le gouvernement fédéral, 14 millions garantis par la ville de Montréal et 11 millions par la province de Québec.

La loi sur la liquidation de l'Expo, adoptée par la Chambre des communes le 24 novembre 1969, prévoit la dissolution de la Compagnie et la défalcation de la participation du Canada au déficit de la Compagnie.

Au cours de l'année, également, les prêts garantis par la province de Québec ont été transférés à la catégorie d'actif «Prêts aux provinces», et les prêts garantis par la ville de Montréal, transférés à la catégorie d'actif «Placements et prêts divers».

Société centrale d'hypothèques et de logement

Le solde, à ce titre, au 31 mars 1970, atteint 4,437 millions de dollars, augmentation de 476 millions sur le solde du 31 mars 1969.

Les prêts et les avances, qui atteignent 608 millions, sont en partie compensés par des remboursements de 132 millions.

Les avances comprennent 457 millions pour les prêts directs et les prêts accordés aux sociétés d'habitation à dividendes limités et aux logements sociaux, 39 millions pour les entreprises municipales d'épuration des eaux-vannes, 57 millions pour la construction de logements pour étudiants d'université, 49 millions pour des entreprises fédérales-provinciales et 7 millions pour la rénovation urbaine.

Les remboursements comprennent 113 millions provenant des prêts directs et des prêts accordés aux sociétés d'habitation à dividendes limités et aux logements sociaux, 10 millions pour les entreprises municipales d'épuration des eaux-vannes, 5 millions pour les entreprises fédérales-provinciales et 2 millions pour l'acquisition ou la construction de propriétés immobilières.

TABLEAU 64
(en millions de dollars)

AVANCES À LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Prêts directs, habitations à dividendes limités et logements sociaux.....	3,640.0	3,296.1	343.9
Entreprises fédérales-provinciales d'habitation.....	211.2	167.2	44.0
Caisse d'achat des prêts et des hypothèques.....	4.9	5.1	-0.2
Entreprises municipales d'épuration des eaux-vannes.....	194.0	165.7	28.3
Logements pour étudiants d'université.....	290.4	234.5	55.9
Projets de construction de logements.....	62.8	65.1	-2.3
Rénovation urbaine.....	8.3	1.9	6.4
Capital-actions.....	25.0	25.0	
	4,336.6	3,960.6	476.0

TABLEAU 65
(en millions de dollars)

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT— AVANCES ET REMBOURSEMENTS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Avances—			
Prêts directs, habitations à dividendes limités et logements sociaux.....	456.9	376.0	80.9
Entreprises fédérales-provinciales.....	49.0	29.0	20.0
Entreprises d'épuration des eaux-vannes.....	38.6	31.4	7.2
Logements pour étudiants d'université.....	57.0	67.0	-10.0
Réaménagement urbain.....	6.5	1.5	5.0
	608.0	504.9	103.1
Remboursements—			
Prêts directs et avances à des entreprises publiques ou à dividendes limités.....	-113.0	-101.6	-11.4
Entreprises fédérales-provinciales.....	-5.0	-3.8	-1.2
Caisse d'achat des créances et des hypothèques.....	-0.2	-0.2	
Entreprises d'épuration des eaux-vannes.....	-10.3	-10.5	0.2
Logements pour étudiants d'université.....	-1.1	-1.2	0.1
Acquisition ou construction de propriétés immobilières.....	-2.3	-2.3	
Réaménagement urbain.....	-0.1	-0.1	
	-132.0	-119.7	-12.3
	476.0	385.2	90.8

Société pour l'expansion des exportations (antérieurement la Société d'assurance des crédits à l'exportation)

La Société pour l'expansion des exportations a été créée par la loi sur l'expansion des exportations, que la Chambre des communes a adoptée le 5 juin 1969.

La loi sur l'expansion des exportations, adoptée par la Chambre des communes le 5 juin 1969, crée la Société pour l'expansion des exportations et déclare qu'elle succède à la Société d'assurance des crédits à l'exportation et que tous les biens, droits et obligations de la Société d'assurance des crédits à l'exportation deviennent les biens, droits et obligations de la Société pour l'expansion des exportations, et que, lorsque le ministre remettra des actions de la Société d'assurance des crédits à l'exportation, il lui sera remis un nombre équivalent d'actions de la Société pour l'expansion des exportations.

Le capital autorisé de la nouvelle société est de 25 millions de dollars (250,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune) et le ministre des Finances doit souscrire au pair toutes les actions de la Société et verser à la Société le montant de cette souscription, sur le Fonds du revenu consolidé, aux dates et selon les conditions de versement requises par le Conseil.

Dans tous les cas où le ministre des Finances verse une partie du montant d'une souscription d'actions, il doit en plus verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, un montant égal qui sera crédité au compte de l'excédent de capital de la Société, ce compte ne devant pas dépasser au total 25 millions de dollars.

Le solde de 281 millions comprend 5 millions pour actions de capital, 5 millions au compte de l'excédent de capital et 271 millions pour les prêts.

Société du crédit agricole

Le gouvernement consent des prêts à la Société qui accorde ensuite des prêts sur les propriétés agricoles. Le solde de ce compte s'établit à 1,140 millions de dollars; sur ce montant, 40 millions représentent les placements de la Couronne dans les fonds de la Société, et 1,100 millions, des prêts. Au 31 mars 1969, le solde s'établissait à 1,050 millions, soit 40 millions en capital et 1,010 millions en prêts.

Administration de la voie maritime du Saint Laurent

Les obligations non échues dans ce compte s'élèvent à 549 millions de dollars, dont 404 millions en prêts portant intérêt, 75 millions en prêts sans intérêt et 70 millions en intérêts différés. Au 31 mars 1969, les obligations non échues atteignaient 521 millions, dont 386 millions en prêts portant intérêt, 75 millions en prêts sans intérêt et 60 millions en intérêts différés.

Prêts à des gouvernements étrangers

Il est prévu que ces prêts accuseront une augmentation de 64 millions de dollars au cours de l'année pour porter le solde à 1,333 millions au 31 mars 1970.

Une augmentation de 86 millions dans les prêts spéciaux d'assistance aux pays émergents a été partiellement compensée par des remboursements de 20 millions par le Royaume-Uni et de 2 millions par la Belgique.

TABLEAU 66
(en millions de dollars)

PRÊTS À DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Prêts au Royaume-Uni			
Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946) ..	937.3	957.0	-19.7
Intérêt différé.....	101.1	101.1	
	1,038.4	1,058.1	-19.7
Prêts accordés en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, Partie II—			
Belgique.....	16.2	18.5	-2.3
France.....	66.9	66.9	
Pays-Bas.....	32.1	32.1	
	115.2	117.5	-2.3
Divers—			
France—crédit provisoire—intérêt consolidé.....		0.7	-0.7
Prêts spéciaux d'assistance—Pays en voie de développement.....	173.8	92.6	86.0
Autres.....	1.0	0.3	0.7
	179.6	93.6	86.0
	1,333.2	1,269.2	64.0

Autres prêts et placements

Le solde, sous cette rubrique, atteint le total de 2,246 millions de dollars, soit une augmentation de 132 millions sur le solde au 31 mars 1969.

TABLEAU 67
(en millions de dollars)

AUTRES PRÊTS ET PLACEMENTS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Capital souscrit, avances de fonds de roulement et prêts à des organismes internationaux—			
Part du Canada au capital—			
de la Banque asiatique de développement.....	10.8	8.1	2.7
de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....	85.0	85.0	
de l'Association internationale de développement..	139.8	112.8	27.0
de la Société financière internationale.....	3.5	3.5	
du Fonds monétaire international.....	782.7	782.7	
	1,021.8	992.1	29.7
Avances de fonds de roulement et prêts aux organismes internationaux.....	7.0	7.0	
	1,028.8	999.1	29.7
Prêts aux gouvernements provinciaux.....	281.3	270.3	11.0
Fonds d'assistance en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.....	503.1	446.1	57.0
Moins—réserve pour exonération de dettes.....	-21.4	-24.4	3.0
	481.7	421.7	60.0
Avances— Office de développement municipal et de prêts aux municipalités.....	273.3	281.3	-8.0
Divers			
Programme d'acquittement des frais de passage.....	12.0	12.0	
Corporation de disposition des biens de la Couronne—			
Part de l'État dans le compte du mandataire.....	7.8	7.8	
Modernisation d'installations de défense.....	23.6	14.6	9.0
Projets d'habitacions pour les Forces canadiennes.....	21.7	21.7	
Prêts aux fabricants de pièces d'automobile au Canada..	32.6	21.6	11.0
Territoires du Nord-Ouest.....	21.8	16.8	5.0
Territoire du Yukon.....	17.6	13.6	4.0
Autres.....	43.8	33.8	10.0
	180.9	141.9	39.0
	2,246.0	2,114.3	131.7

La participation (1,029 millions) du Canada au capital des organismes internationaux a augmenté de 30 millions de dollars, par suite surtout de nouveaux engagements pour l'Association internationale de développement.

Les prêts aux gouvernements provinciaux (281 millions) ont augmenté de 11 millions de dollars, en partie du fait que le gouvernement fédéral a accepté des billets au montant de 11 millions de la province de Québec pour combler la part de la province du déficit de l'Expo.

Les avances consenties en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants (482 millions) ont augmenté de 60 millions de dollars et les avances consenties en vertu de la loi sur le développement et les prêts municipaux (273 millions) ont diminué de 8 millions de dollars comparativement au 31 mars 1969.

Les prêts et les placements divers (139 millions) ont augmenté de 39 millions de dollars comparativement à la fin de l'année précédente, par suite surtout des augmentations de 9 millions de dollars dans les prêts consentis pour la modernisation des usines de la défense et de 11 millions de dollars dans les prêts consentis aux fabricants de produits automobiles au Canada.

Valeurs détenues en fiducie

Cette catégorie comprend les réserves de valeurs relatives à divers comptes de dépôt et de fiducie, de rentes, d'assurance et de pension. Elle englobe aussi, dans les comptes de dépôt et de fiducie, les obligations et les chèques visés provenant d'entrepreneurs et détenus à titre de garantie. Au 31 mars 1970, le solde est estimé à 130 millions de dollars, contre 112 millions au 31 mars 1969.

Frais différés

Ces frais comprennent les soldes non amortis des déficits actuariels des comptes de pension de retraite, ainsi que les frais d'émission d'emprunts non amortis.

Le solde de ces comptes (784 millions) a augmenté de 171 millions de dollars par rapport au 31 mars 1969.

TABLEAU 68
(en millions de dollars)

FRAIS DIFFÉRÉS	Solde au 31 mars		Augmentation ou diminution (-)
	1970 (estimation)	1969	
Parties non amorties des déficits actuariels—			
Compte de pension de retraite des forces armées du Canada.....	254.7	242.7	12.0
Compte de pension de retraite de la Fonction publique.....	319.5	186.5	133.0
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	28.7	20.7	8.0
	602.9	449.9	153.0
Frais d'émission d'emprunts non amortis.....	181.5	163.5	18.0
	784.4	613.4	171.0

Parties non amorties des déficits actuariels

Tous les déficits actuariels découverts par les estimations quinquennales sont crédités aux comptes de pension de retraite, passés à ces comptes et imputés aux dépenses budgétaires à raison de cinq versements annuels égaux, à partir de l'année financière au cours de laquelle le rapport est déposé au Parlement. En outre, le coût des prestations payables en vertu des lois sur la pension de retraite par suite de l'autorisation visant la hausse des traitements, est crédité aux comptes de pension de retraite, passé au présent compte et imputé aux dépenses budgétaires pendant une période de cinq ans, à partir de l'année au cours de laquelle l'augmentation est autorisée.

On prévoit que la partie non amortie du déficit actuariel du compte de pension de retraite des forces armées du Canada s'élèvera à 255 millions au 31 mars 1970, comparativement à 243 millions au 31 mars 1969. Au cours de l'année, on a amorti la somme de 129 millions en l'imputant sur les dépenses budgétaires et ajouté le montant de 117 millions à la suite de l'augmentation des traitements dont 24 millions ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

On prévoit que la partie non amortie du déficit actuariel du compte de pension de retraite de la Fonction publique s'élèvera à 320 millions au 31 mars 1970, comparativement à 187 millions au 31 mars 1969. Pendant l'année, il a été imputé sur ce compte 209 millions attribuables à des relèvements de traitements, 51 millions résultant de l'évaluation quinquennale au 31 décembre 1967 et il a été amorti de 127 millions imputés sur les dépenses budgétaires dont 25 millions ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

On prévoit que la partie non amortie du déficit actuariel du compte de pension de la Gendarmerie royale du Canada s'élèvera à 29 millions, au regard de 21 millions au 31 mars 1969. Pendant l'année, 19 millions ont été imputés à ce compte à cause des relèvements de traitements et il a été amorti de 11 millions, qui ont été imputés sur les dépenses budgétaires dont un million a été imputé à l'intérêt de la dette publique.

Frais d'émission d'emprunts non amortis

Ce compte enregistre les soldes résiduels des escomptes, commissions, primes de rachat et primes de conversion à l'égard d'emprunts qui n'ont pas été imputés sur les dépenses budgétaires. Le solde est de 182 millions de dollars, soit 18 millions de plus qu'au 31 mars 1969.

TABLEAU 69
(en millions de dollars)

FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS NON AMORTIS	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Solde au début de l'année financière.....	163.5	138.2
Frais de nouvelles émissions à amortir—		
Emprunt à 7%—1 ^{er} avril 1969—1 ^{er} mai 1970.....	0.3	
Emprunt à 7½%—1 ^{er} avril 1969—1 ^{er} avril 1972.....	0.6	
Emprunt à 7½%—1 ^{er} avril 1969—1 ^{er} avril 1974.....	0.4	
Emprunt à 7½%—1 ^{er} juillet 1969—1 ^{er} juillet 1970.....	(4)	
Emprunt à 8%—1 ^{er} juillet 1969—1 ^{er} juillet 1978.....	0.3	
Emprunt à 7½%—15 août 1969—1 ^{er} octobre 1970.....	0.1	
Emprunt à 8%—15 août 1969—1 ^{er} février 1973.....	0.2	
Emprunt à 8%—1 ^{er} octobre 1969—1 ^{er} octobre 1970.....	(4)	
Emprunt à 8%—1 ^{er} octobre 1969—1 ^{er} octobre 1971.....	0.5	
Emprunt à 8%—1 ^{er} octobre 1969—1 ^{er} octobre 1974.....	0.7	
Emprunt à 8%—15 décembre 1969—15 décembre 1970.....	0.1	
Rajustements.....	0.1	
Escomptes sur les bons du Trésor.....	38.2	
Obligations d'épargne du Canada—rajustements d'émissions antérieures.....		
Obligations d'épargne du Canada—nouvelles émissions.....	43.3	
Emprunt à 7%—1 ^{er} avril 1968—1 ^{er} avril 1973.....		3.5
Emprunt à 6½%—24 mai 1968—1 ^{er} juin 1973(1).....		1.2
Emprunt à 6½%—1 ^{er} juin 1968—1 ^{er} juin 1988(2).....		1.2
Emprunt à 6½%—15 juin 1968—1 ^{er} juillet 1969.....		0.3
Emprunt à 7%—15 juin 1968—1 ^{er} octobre 1970.....		1.2
Emprunt à 7%—15 juin 1968—15 juin 1974.....		3.5
Emprunt à 6½%—1 ^{er} août 1968—15 décembre 1969.....		0.1
Emprunt à 6½%—1 ^{er} août 1968—1 ^{er} octobre 1970.....		0.2
Emprunt à 6½%—1 ^{er} octobre 1968—1 ^{er} octobre 1971.....		0.2
Emprunt à 6½%—1 ^{er} octobre 1968—1 ^{er} avril 1975.....		1.5
Emprunt à 6½%—1 ^{er} octobre 1968—1 ^{er} octobre 1995.....		1.9
Emprunt à 6½%—16 décembre 1968—1 ^{er} mai 1970.....		0.1
Emprunt à 6½%—16 décembre 1968—1 ^{er} avril 1971.....		0.7
Rajustements(3).....		0.9
Escomptes sur les bons du Trésor.....		32.8
Obligations d'épargne du Canada—nouvelles émissions.....		36.1
	84.8	85.4
Moins		
Amortissement applicable à l'année financière—		
Obligations d'épargne du Canada et emprunts généraux.....	-34.0	-30.0
Escomptes sur les bons du Trésor, imputés sur l'intérêt de la dette publique.....	-32.8	-30.1
	-66.8	-60.1
Augmentation au cours de l'année.....	18.0	25.3
Solde à la fin de l'année financière.....	181.5	163.5

(1) Lancé en Allemagne.

(2) Lancé à New York.

(3) Rajustements occasionnés par l'annulation d'emprunts existants et l'émission de nouveaux emprunts.

(4) Moins de \$50,000.

Les frais des nouveaux emprunts contractés en 1969-1970 et imputés sur ce compte s'élèvent à 85 millions de dollars, dont 38 millions à l'égard de l'es-compte des bons du Trésor, qui seront imputés sur le service de la dette publique en 1970-1971. On porte au crédit du compte 67 millions de dollars, dont 33 millions (représentant les escomptes sur les bons du Trésor vendus en 1968-1969 et reportés à 1969-1970) sont imputés sur le service de la dette publique dans les comptes de dépenses budgétaires.

Les escomptes sur les bons du Trésor applicables à l'année financière courante sont imputés au service de la dette publique au moment de la vente. La partie des escomptes applicables à l'année financière ultérieure est imputée au présent compte et transférée au service de la dette publique l'année suivante.

Capitaux fixes

Les capitaux de l'État, notamment ses terrains, ses bâtiments, ses ouvrages et son matériel, qui sont imputés sur les dépenses budgétaires au moment de l'acquisition ou de la construction, figurent dans cette catégorie et paraissent dans l'état de l'actif et du passif, à la valeur nominale de un dollar.

Prêts et placements improductifs

Cette catégorie comprend les prêts et placements qui, pour le moment, ne rapportent pas de revenu ou ne sont pas réalisables. Y figurent le prêt de 49 millions consenti à la Chine en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, les prêts de 24 millions et de 7 millions à la Roumanie et à la Grèce, consentis en 1919-1920 et 1920-1921 respectivement, de même que des avances de 15 millions de dollars résultant de l'exécution de garanties (*Ming Sung Industrial Company Limited*).

Réserves pour pertes sur la réalisation d'actifs

Le solde reste au même niveau qu'à la fin de l'année financière 1956-1957, soit 546 millions de dollars.

DETTE NETTE

La dette nette du Canada, ou l'excédent du passif sur l'actif net, atteint 16,881 millions de dollars au 31 mars 1970, contre 17,336 millions au 31 mars 1969. La baisse de 455 millions constitue le surplus budgétaire estimatif pour 1969-1970.

ENCAISSE

Le compte de liquidités de l'État comprend les dépôts courants et spéciaux inscrits au nom du receveur général du Canada à la Banque du Canada, aux banques à charte au Canada et à certaines banques à Londres, à New York, à Bruxelles, à Bonn, à Francfort et à Rome. Ces soldes devraient se chiffrer par 941 millions au 31 mars 1970; soit 339 millions de plus que le 31 mars 1969.

Le tableau ci-après résume les opérations tant budgétaires que non budgétaires pour 1969-1970 et indique de quelle façon elles influent sur l'encaisse de l'État. Aux fins de comparaison, les chiffres correspondants pour 1968-1969 y figurent également.

TABLEAU 70
(en millions de dollars)

CHANGEMENTS DANS L'ENCAISSE	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Opérations budgétaires—		
Recettes.....	12,270.0	10,191.1
Dépenses.....	-11,815.0	-10,767.2
Excédent ou déficit (-).....	455.0	-576.1
Opérations non budgétaires (non comprises les opérations intéressant la dette non échue)—		
Recettes et crédits (net).....	2,233.0	1,740.3
Décaissements et frais (net).....	-2,811.6	-3,101.6
Montant net requis—pour des opérations non budgétaires ou qui proviennent de celles-ci.....	-578.6	-1,361.3
Montant global des besoins en espèces à financer par une augmentation de la dette non échue ou par une réduction des soldes en espèces.....	-123.6	-1,937.4
Augmentation nette de la dette non échue et impayée envers le public—		
Dette non échue—		
Émissions sur le marché.....	10.4	1,003.7
Obligations d'épargne du Canada.....	374.0	71.8
Bons du Trésor.....	55.0	360.0
Obligations spéciales—		
Commission d'assurance-chômage.....	90.0	80.0
Régime de pensions du Canada.....	4.0	5.6
	512.6	1,521.1
Compte de placement en valeurs.....	-50.0	-0.1
Placements détenus pour le remboursement de la dette non échue.....		1.8
	462.6	1,522.8
Augmentation ou diminution (-) nette des soldes bancaires du receveur général.....	339.0	-414.6

L'encaisse de l'État se ressent non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des modifications apportées à la dette non échue de l'État ainsi que d'autres opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires sont celles qui ont trait aux comptes actif et passif de l'État et dont il faut tenir compte pour bien évaluer toute la portée des opérations financières de l'État, ainsi que leurs conséquences pour l'économie du pays.

A l'actif, les opérations non budgétaires consistent, pour la plupart, en prêts et avances aux sociétés de la Couronne et autres institutions et caisses de l'État, aux gouvernements étrangers, provinciaux et municipaux, aux organismes internationaux, aux anciens combattants et à d'autres emprunteurs, et en remboursements effectués par les précédents. Au passif, elles ont surtout trait aux recettes et paiements se rapportant aux nombreux comptes de dépôt et de fiducie et comptes de rentes, d'assurance et de pensions, détenus ou gérés par l'État.

En 1969-1970, un surplus estimé à 455 millions de dollars pour les opérations budgétaires et des exigences en espèces de 579 millions pour les opérations non budgétaires (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue) entraî-

nant un besoin net en espèces de 124 millions. Comme les opérations intéressant la dette non échue effectuées pendant l'année devraient se traduire par une augmentation de 463 millions de la dette non échue et impayée au 31 mars 1970, les soldes bancaires au crédit du receveur général augmenteront de 339 millions. En 1968-1969, le déficit budgétaire de 576 millions et des exigences en espèces de 1,361 millions intéressant les opérations non budgétaires ont donné lieu à des exigences nettes en espèces de 1,937 millions qui ont été financées par une augmentation de 1,523 millions de la dette non échue et impayée et une diminution de 414 millions des soldes bancaires au crédit du receveur général.

Recettes et crédits non budgétaires (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue)

L'ensemble des recettes et crédits non budgétaires s'élève à 2,233 millions de dollars, soit 1,698 millions au titre de comptes de rentes, d'assurance et de pensions, 195 millions au chapitre des remboursements de prêts, placements et avances, et 340 millions au titre des autres recettes et crédits.

Le tableau suivant renferme des détails supplémentaires:

TABLEAU 71
(en millions de dollars)

RECETTES ET CRÉDITS NON BUDGÉTAIRES (NETS)	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Remboursements de prêts, placements et avances—		
Monnaie royale canadienne.....	7.0	0.7
Placements en valeurs en dollars des États-Unis émises par d'autres gouvernements que le gouvernement du Canada.....	32.3	32.3
Compagnie de l'exposition universelle canadienne de 1967.....	148.0	57.0
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités..	8.0	-1.6
	195.3	88.4
Comptes de rentes, d'assurance et de pension—		
Comptes de pension—		
Fonction publique.....	470.0	302.6
Forces armées canadiennes.....	280.0	300.3
Gendarmerie royale du Canada.....	34.0	26.1
Compte du régime de pensions du Canada.....	821.2	755.0
Caisse de sécurité de la vieillesse.....	104.0	84.8
Autres.....	-11.1	-1.7
	1,698.2	1,467.1
Autres recettes et crédits—		
Chèques en circulation.....	15.0	75.1
Comptes à payer.....	135.0	-50.0
Droits de tirage spéciaux.....	134.4	
Crédits différés.....	9.1	24.4
Intérêt couru.....	24.0	84.1
Mandats-poste en circulation.....	16.0	
Compte des accords sur la perception des impôts provinciaux.....	6.0	51.2
	339.5	184.8
	2,233.0	1,740.3

Décaissements et charges non budgétaires (à l'exclusion des opérations intéressant la dette non échue)

Le chiffre des décaissements et charges non budgétaires s'établit à 2,812 millions et comporte 1,359 millions au chapitre des prêts, placements et avances et 1,453 millions au titre des autres décaissements et charges.

De plus amples détails figurent au tableau suivant:

TABLEAU 72
(en millions de dollars)

DÉCAISSEMENTS ET FRAIS NON BUDGÉTAIRES (NETS)	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Prêts, placements et avances—		
Compte de stabilisation des prix agricoles.....	1.0	—1.4
Stocks de concentrés d'uranium.....	4.0	12.2
Énergie atomique du Canada, Limitée.....	137.0	68.5
Société Radio-Canada.....	24.0	18.3
Commission canadienne du lait.....		19.8
Chemins de fer Nationaux du Canada (y compris Air Canada).....	190.0	200.4
Société centrale d'hypothèques et de logement.....	476.0	385.2
<i>Eldorado Nuclear Limited</i>	14.0	
Société pour l'expansion des exportations.....	49.0	32.5
Société du crédit agricole.....	90.0	128.2
Conseil des ports nationaux.....	4.0	11.1
<i>Northern Transportation Company Limited</i>	3.0	2.0
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	28.0	28.8
Compte du fonds des changes.....	129.4	833.7
Gouvernements étrangers.....	64.0	63.1
Souscriptions au capital d'organismes internationaux.....	29.7	29.5
Avances faites en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.....	60.0	38.7
Modernisation d'usines pour la défense.....	9.0	4.4
Prêts aux fabricants de produits automobiles au Canada.....	11.0	1.1
Gouvernements provinciaux.....	11.0	82.6
Autres.....	24.8	—2.2
Autres décaissements et frais—	1,568.9	1,966.5
Effets non productifs d'intérêts payables à vue.....	223.3	215.7
Fonds entre les mains des percepteurs et en transit.....		38.2
Corporation commerciale canadienne—Dépôt spécial.....	9.2	24.0
Commission canadienne du lait—Compte de dépôts.....	19.0	0.7
Frais différés.....	171.0	121.4
Soldes non versés de crédits à des comptes spéciaux.....	108.0	—110.7
Impôt remboursable sur le revenu des sociétés.....	114.0	94.5
Compte de placement du régime de pensions du Canada.....	801.2	742.1
Autres.....	5.0	19.2
	1,462.7	1,145.1
	2,811.6	3,101.6

LA DETTE PUBLIQUE

Dettes brute et nette

La dette brute du Canada, à savoir le passif total inscrit dans l'état de l'actif et du passif, atteindra, selon les estimations, 38,018 millions au 31 mars 1970, augmentation de 2,099 millions par rapport au total au 31 mars 1969.

Les changements importants représentent des augmentations de 1,698 millions dans les comptes de rentes, d'assurances et de pensions et de 512 millions dans la dette non échue, ainsi que des diminutions de 108 millions au chapitre des soldes non versés de crédits à des comptes spéciaux et de 114 millions à celui de l'impôt remboursable sur le revenu des sociétés. La dette non échue, de 22,613 millions, représente 60 p. 100 de la dette globale; les comptes de rentes, d'assurances et de pensions, de 12,218 millions, représentent 32 p. 100. Au 31 mars 1969, la dette non échue était de 22,101 millions ou 61 p. 100, et les comptes de rentes, d'assurances et de pensions, d'une valeur de 10,520 millions, représentaient 29 p. 100 du passif total.

L'actif net inscrit atteindra, selon les prévisions, 21,137 millions au 31 mars 1970, augmentation de 2,554 millions par rapport au total au 31 mars 1969. Les changements importants représentent des augmentations de 868 millions au chapitre des prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne, de 801 millions dans le compte de placement du régime de pensions du Canada, de 132 millions au titre des autres prêts et placements, de 389 millions en actif courant, 129 millions des avances au compte du fonds des changes et 171 millions en frais différés. Les prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne, de 9,636 millions, représentent 46 p. 100, le fonds de placement du régime de pensions du Canada, de 2,824 millions, représente 13 p. 100 et les avances au compte du fonds des changes, de 2,996 millions, représentent 13 p. 100. Au 31 mars 1969, les prêts et placements afférents aux sociétés de la Couronne représentaient 8,768 millions ou 47 p. 100, le fonds de placement du régime de pensions du Canada représentait 2,023 millions ou 11 p. 100 et les avances au compte du fonds des changes, de 2,867 millions, représentaient 15 p. 100 du total.

D'après les chiffres mentionnés ci-dessus, la dette nette du Canada s'élèvera à 16,881 millions au 31 mars 1970, une diminution de 455 millions, ce qui représente l'excédent prévu pour 1969-1970.

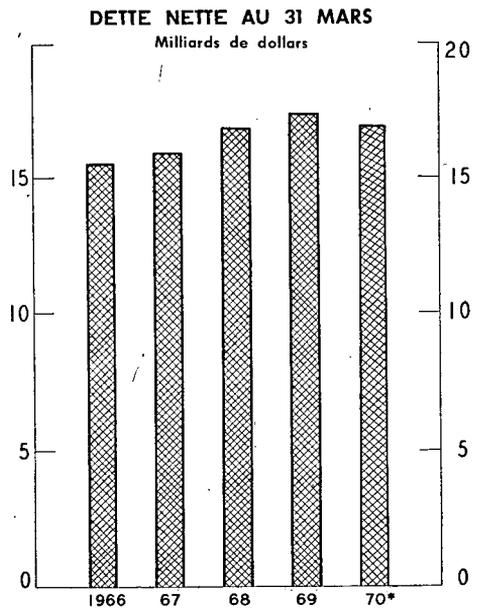
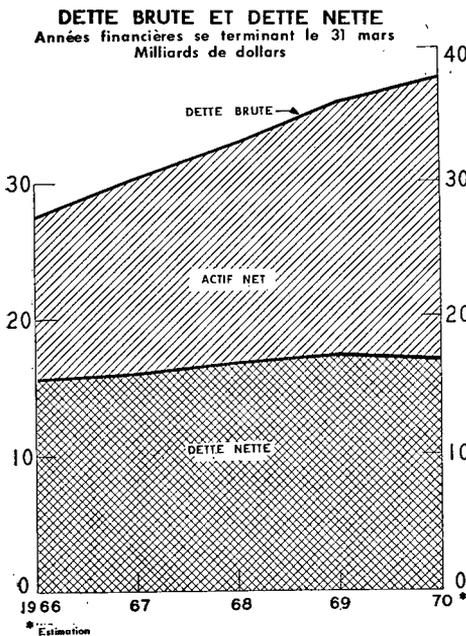


TABLEAU 73

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE, DE L'ACTIF NET INSCRIT ET DE LA DETTE NETTE DU CANADA
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Dettes publiques brutes			Moins actif net inscrit	Dettes nettes	Augmentation ou diminution (-) de la dette nette pendant l'année financière
	Dettes non échues	Autres passifs	Total			
1966.....	19,109.8	8,373.1	27,482.9	11,939.5	15,543.4	39.0
1967.....	19,940.2	10,399.9	30,340.1	14,375.2	15,964.9	421.5
1968.....	20,579.9	12,344.3	32,924.2	16,164.5	16,759.7	794.8
1969.....	22,101.0	13,818.2	35,919.2	18,583.4	17,335.8	576.1
1970 (estimation).....	22,613.6	15,404.4	38,018.0	21,137.2	16,880.8	-455.0

Dettes non échues

Le total de la dette non échue s'élève à 22,613 millions de dollars soit 512 millions de plus que le solde au 31 mars 1969.

Les titres de l'État détenus par celui-ci au 31 mars 1970 étaient évalués à 101 millions et se composaient de 95 millions détenus au compte de placement en valeurs (dont 43 millions en obligations d'épargne du Canada détenues en vertu du plan à versements échelonnés des employés) et 6 millions en investissements détenus pour le remboursement de la dette non échue. Cela représente une augmentation de 51 millions par rapport au total à la clôture de l'année financière précédente alors que les titres du compte de placement atteignaient 44 millions (dont 41 millions relativement au plan d'achat à versements échelonnés des employés) et 6 millions en investissements détenus pour le remboursement de la dette non échue.

Du total de la dette non échue, 22,166 millions de dollars sont payables en dollars canadiens, 265 en dollars des États-Unis, 108 en livres italiennes et 74 millions en deutschmarks allemands. Les titres payables en monnaie étrangère ont été évalués aux taux de change officiels.

Résumé des émissions, échéances, conversions, retraits et rachats des valeurs

A l'exclusion des remboursements des bons du Trésor, qui viennent à échéance toutes les semaines, le gouvernement émettra des valeurs de 6,632 millions de dollars et le total des conversions, rachats, retraits et échéances s'élève à 6,120 millions de dollars.

Les ventes nettes des obligations d'épargne du Canada de la série 24 s'établissaient à 4,704 millions de dollars et les ventes supplémentaires de la série 23 de 29 millions dépassaient le montant des échéances et des rachats de 4,359 millions de 374 millions de dollars ce qui portait le total à 6,542 millions au 31 mars 1970.

Les bons du Trésor s'élevaient à 2,895 millions soit une augmentation de 55 millions sur le total au 31 mars 1969 dont 1,755 millions en bons à trois mois, 870 millions en bons à six mois et 270 millions en bons spéciaux.

TABLEAU 74
(en millions de dollars)

OPÉRATIONS TOUCHANT LA DETTE NON ÉCHUE	Année financière terminée le 31 mars	
	1970 (estimation)	1969
Solde au début de l'année.....	22,101	20,580
Nouvelles émissions—		
Obligations d'épargne du Canada—		278
Obligations d'épargne du Canada..... S. 22	29	3,204
Obligations d'épargne du Canada..... S. 23		802
Obligations d'épargne du Canada—S. spéciale de remplacement,..... S. 24	4,704	
Obligations négociables.....	1,665	2,344
Obligations non négociables (Commission d'assurance-chômage)...	169	163
Obligations non négociables (régime de pensions du Canada).....	4	5
Bons du Trésor (net).....	55	360
Réévaluation des obligations payables en deutschmarks.....	6	
	6,632	7,156
Conversions, échéances, rachats et retraits—		
Obligations négociables échues.....	-1,555	-954
Obligations négociables rachetées.....	-2	-2
Obligations négociables retirées.....	-125	-384
Obligations non négociables rachetées (Commission d'assurance-chômage).....	-79	-83
Obligations d'épargne du Canada—		
Échues.....	-19	-158
Rachetées.....	-4,340	-3,516
Converties.....		-538
	-6,120	-5,635
Accroissement de la dette non échue.....	512	1,521
Solde à la fin de l'année.....	22,613	22,101

TABLEAU 75

DETTE CONVERTIE, ÉCHUE, RACHETÉE OU ANNULÉE PENDANT
L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1970 (estimation)

(en millions de dollars)

	Échue	Rachetée	Annulée	Total
Obligations négociables—				
5½% 1960-1969..... T 39	80.0			80.0
5½% 1962-1969..... AT 16	100.0			100.0
5½% 1965-1969..... CT 23	100.0			100.0
5½% 1967-1969..... F 16	130.0			130.0
5% 1964-1969..... CT 11	225.0			225.0
6½% 1968-1969..... F 26	75.0			75.0
5½% 1962-1969..... AT 13	80.0			80.0
5½% 1965-1969..... CT 21	95.0		50.0	145.0
5½% 1966-1969..... F 5	175.0		75.0	250.0
5½% 1967-1969..... F 19	175.0			175.0
6½% 1968-1969..... F 29	35.0			35.0
6% 1968-1970..... F 24	285.0			285.0
5% 1962-1987 (NY).....		1.7		1.7
	1,555.0	1.7	125.0	1,681.7
Obligations non négociables—				
Obligations d'épargne du Canada.....	19.0	4,340.3		4,359.3
Commission d'assurance-chômage.....		79.0		79.0
	1,574.0	4,421.0	125.0	6,120.0

TAUX D'INTÉRÊT MOYEN DE LA DETTE NON ÉCHUE

Au 31 mars
Pour cent

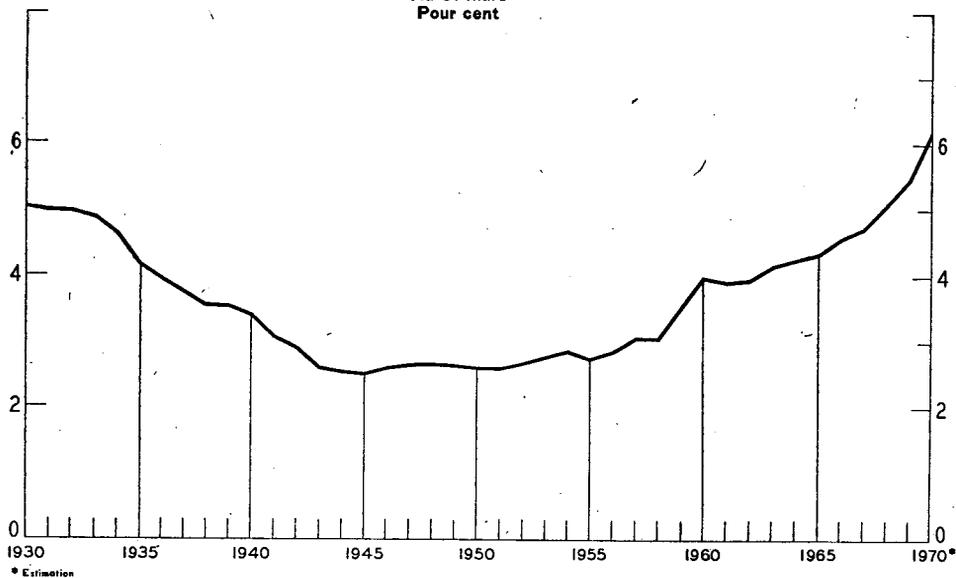


TABLEAU 76

NOUVELLES ÉMISSIONS LANCÉES PENDANT L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 MARS 1970
(en millions de dollars)

		Montant global de l'émission
Obligations négociables—		
7% 1969-1970.....	F 36	125.0
7½% 1969-1972.....	F 37	235.0
7½% 1969-1974.....	F 38	125.0
7½% 1969-1970.....	F 40	130.0
8% 1969-1978.....	F 41	125.0
7½% 1969-1970.....	F 42	40.0
8% 1969-1973.....	F 43	110.0
8% 1969-1970.....	F 44	30.0
8% 1969-1971.....	F 45	170.0
8% 1969-1974.....	F 46	425.0
8% 1969-1970.....	F 48	75.0
8% 1970-1971.....	F 49	75.0
6½% Allemagne ⁽¹⁾		6.3
		1,671.3
Obligations non négociables—		
Commission d'assurance-chômage—		
7½%.....		100.0
8%.....		69.0
		169.0
Obligations d'épargne du Canada—		
1 ^{er} nov. 1968—1 ^{er} nov. 1983.....	S 23	29.0
1 ^{er} nov. 1969—1 ^{er} nov. 1978.....	S 24	4,704.3
		4,733.3
Régime de pensions du Canada.....		
		4.0
Bons du Trésor (net).....		
		55.0
		6,632.6

⁽¹⁾ Redressement de l'évaluation en 1969-1970.

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen de la dette non échue de l'État s'établit à 6.14 p. 100 comparativement à 5.46 p. 100 au 31 mars 1969.

Le rendement des bons du Trésor à trois mois qui s'établissait à 6.58 p. 100 au moment de la soumission, le 27 mars 1969, a atteint le chiffre de 7.74 p. 100 le 12 février 1970. Le rendement des bons du Trésor à six mois, qui était de 6.80 p. 100 le 27 mars 1969, a atteint le chiffre de 7.74 p. 100 le 12 février 1970. Le rendement des bons à 365 jours qui s'établissait à 5.90 p. 100 au moment de la soumission le 28 novembre 1968 était de 8.01 p. 100 au moment de la soumission le 27 novembre 1969.

Le tableau suivant indique la moyenne des rendements maximums et minimums ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les années financières de 1965-1966 à 1969-1970 inclusivement:

TABLEAU 77
RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR VENDUS PAR SOUMISSION

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS	Maximum	Minimum	Dernière émission
Bons à trois mois—			
1966.....	5.06	3.61	5.06
1967.....	5.20	4.10	4.13
1968.....	7.01	3.96	6.98
1969.....	7.00	5.48	6.58
1970.....	7.83	6.54	(1)7.74
Bons à six mois—			
1966.....	5.30	3.71	5.30
1967.....	5.33	4.04	4.11
1968.....	7.02	3.97	6.98
1969.....	7.01	5.43	6.80
1970.....	7.93	7.46	(1)7.74
Bons à 365 jours—			
1968.....	5.65	5.65	5.65
1969.....	6.53	5.90	5.90
1970.....	8.01	7.46	8.01

(1) Au moment de la soumission, le 12 février 1970.

Dette indirecte ou passif éventuel

Outre la dette directe qui figure au bilan de l'actif et du passif, le gouvernement a assumé certaines obligations indirectes ou éventuelles. Ces obligations portent sur des titres des Chemins de fer Nationaux du Canada, garantis quant au principal et à l'intérêt, sur diverses garanties, notamment les garanties des prêts assurés consentis par les banques à charte et autres institutions de prêt autorisées, en vertu de la loi nationale sur l'habitation de 1954 à l'égard des dépôts maintenus par les banques à charte à la Banque du Canada, des avances consenties en vertu de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, des prêts bancaires en vertu de la loi canadienne sur les prêts aux étudiants et de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, et des prêts bancaires à la Commission canadienne du blé.

TABLEAU 78
PASSIF ÉVENTUEL (ESTIMATION)
(en millions de dollars)

	Montant de garanties	Montant impayé
Titres de chemins de fer garantis quant au principal et à l'intérêt—		
Canadian National, 2½%, échéance 16 janvier 1971.....	40,000,000	40,000,000
Canadien National, 2½%, échéance 15 décembre 1971.....	180,973,500	180,973,500
Canadien National, 3½%, échéance 1 ^{er} février 1974.....	200,000,000	200,000,000
Canadien National, 2½%, échéance 15 juin 1975, É.-U. \$6,000,000 ⁽¹⁾ ..	6,486,486	6,486,486
Canadien National, 5%, échéance 15 mai 1977.....	79,955,000	79,955,000
Canadien National, 4%, échéance 1 ^{er} février 1981.....	300,000,000	300,000,000
Canadien National, 5½%, échéance 1 ^{er} janvier 1985.....	93,575,000	93,575,000
Canadien National, 5%, échéance 1 ^{er} octobre 1987.....	149,486,000	149,486,000
	1,050,475,986	1,050,475,986
Autres garanties et éléments de passif éventuels—		
Dépôts maintenus par les banques à charte à la Banque du Canada ²	Non indiqué	1,123,100,000
Prêts consentis par des prêteurs en vertu de la Partie IV de la loi nationale sur l'habitation ³	27,500,000	22,048,000
Prêts assurés consentis par des prêteurs autorisés en vertu de la loi nationale sur l'habitation de 1954 ⁽³⁾⁽⁴⁾	11,000,000,000	7,327,000,000
Passif pour l'assurance, les garanties et les autres engagements concernant le financement à long terme en vertu de la loi sur l'expansion de l'exportation ⁽³⁾	900,000,000	317,029,000
Prêts consentis par les banques à charte sous l'empire de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.....	221,279,000	89,932,000
Prêts consentis par les banques à charte et les coopératives de crédit sous l'empire de la loi sur les prêts aidant aux opérations de la pêche.....	3,775,000	926,787
Prêts consentis par les banques à charte sous l'empire de la loi sur les prêts aux petites entreprises.....	46,033,844	18,923,000
Prêts consentis par les banques à charte et les coopératives de crédit sous l'empire de la loi sur les prêts aux étudiants ⁽⁵⁾	373,000,000	358,000,000
Prêts consentis par les banques à charte à la Commission canadienne du blé ⁽⁶⁾	655,000,000	556,531,604
		9,813,490,391
Prêts maintenus par des institutions de prêt autorisés en vertu des lois nationales sur l'habitation antérieures à la loi de 1954.....	non indiqué	indéterminé
Garanties aux propriétaires de revenus provenant d'entreprises d'habitations à loyer modique ⁽⁷⁾	non indiqué	indéterminé

⁽¹⁾ Converti au taux canadien de parité officielle de \$1.08108.

⁽²⁾ Au 11 février 1970.

⁽³⁾ Au 31 décembre 1969.

⁽⁴⁾ Selon la déclaration (conformément à l'article 45 des Règlements nationaux sur l'habitation) des prêteurs autorisés au 31 décembre 1969.

⁽⁵⁾ Comprend le passif éventuel au titre des versements prévus pour la province non participante.

⁽⁶⁾ Au 31 janvier 1970.

⁽⁷⁾ Au 31 décembre 1969, la Société centrale d'hypothèques et de logement détenait un montant de \$5,359,283 pour faire droit aux réclamations. En 1969, les contrats de loyer ont atteint \$11,520,000.

AUTRES TABLEAUX DÉTAILLÉS

RECETTES

DÉPENSES

CHANGEMENTS ANNUELS DANS LES PRÊTS ET PLACEMENTS

DETE NON ÉCHUE

ÉTAT DES RECETTES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
Recettes fiscales—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers ⁽¹⁾⁽²⁾	2,142.5	2,473.8	2,849.6	3,356.4	4,115.0
Des sociétés ⁽¹⁾⁽²⁾	1,606.6	1,593.2	1,670.6	2,030.0	2,605.0
Sur les dividendes, intérêts, etc. allant à l'étranger.....	170.0	203.6	220.5	205.6	240.0
	3,919.1	4,270.6	4,740.7	5,592.0	6,960.0
Impôt de progrès social.....				63.0	477.0
Taxes d'accise—					
Taxe de vente ⁽¹⁾⁽²⁾	1,395.1	1,513.6	1,601.1	1,569.8	1,725.0
Autres taxes d'accise—					
Cigarettes, cigares et tabac.....	238.1	251.4	266.7	304.2	295.0
Bijouterie, montres, ornements, etc....	7.9	8.9	10.2	9.5	10.5
Allumettes et briquets.....	1.2	1.2	1.2	1.1	1.3
Téléviseurs, radios et phonographes....	27.0	31.2	32.6	35.3	41.0
Préparations de toilette.....	14.1	15.5	17.9	18.6	21.0
Vins.....	4.4	4.8	5.3	5.9	7.0
Marchandises diverses.....	2.2	1.2	1.5	1.7	2.0
Intérêts et amendes.....	1.6	1.9	2.2	2.4	2.7
Moins: remboursements.....	-0.3	-0.5	-0.6	-0.8	-0.5
	296.2	315.6	337.0	377.9	380.0
Droits de douane à l'importation ⁽²⁾	685.5	777.6	746.4	761.7	815.0
Droits d'accise—					
Spiritueux.....	157.0	158.2	180.5	185.4	195.2
Bière.....	107.9	113.3	120.2	135.0	139.3
Cigarettes, cigares et tabac.....	187.1	196.4	194.6	196.6	199.2
Moins: remboursements.....	-6.1	-6.9	-6.7	-7.7	-8.7
	445.9	461.0	488.6	509.3	525.0
Impôt sur les biens transmis par décès.....	108.3	101.1	102.2	112.4	104.8
Recettes fiscales diverses.....	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2
Total des recettes fiscales.....	6,850.3	7,439.7	8,016.3	8,986.3	10,987.0
Recettes non fiscales—					
Revenu de placements.....	438.3	519.1	612.3	695.1	801.0
Postes—Recettes postales nettes.....	237.5	253.3	281.6	310.6	353.0
Autres.....	116.1	106.4	119.1	199.1	129.0
Total des recettes non fiscales.....	791.9	878.8	1,013.0	1,204.8	1,283.0
Total des recettes.....	7,642.2	8,318.5	9,029.3	10,191.1	12,270.0

⁽¹⁾ Sans les impôts crédités à la Caisse de la sécurité de la vieillesse

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
Impôt sur le revenu des particuliers	494.9	576.6	800.1	915.0	1,027.0
Impôt sur le revenu des sociétés..	152.3	149.5	150.0	183.0	227.0
Taxe de vente.....	522.1	559.5	544.5	528.1	569.0

⁽²⁾ Net après déduction des remboursements et des remises, ainsi que des transferts à la Caisse de la sécurité de la vieillesse.

**ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES
PAR MINISTÈRES ET PAR PRINCIPALES CATÉGORIES**

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
AGRICULTURE—					
Frais administratifs et généraux.....	48.3	51.0	60.4	62.8	74.0
Production et commercialisation, y compris les subventions et autres formes d'assis- tance					
Frais administratifs et généraux.....	58.1	50.9	36.7	33.4	40.0
Comptes de stabilisation des produits agricoles—perte nette d'exploitation.....	39.4	88.7	139.7	145.4	125.0
Recherches.....	32.6	35.4	39.7	45.3	46.0
	178.4	226.0	276.5	286.9	285.0
COMMUNICATIONS—					
Frais administratifs et généraux.....	7.6	9.5	14.5	12.8	14.0
Postes.....	240.2	268.5	301.8	341.7	350.0
	247.8	278.0	316.3	354.5	364.0
CONSOMMATION ET CORPORATIONS.....					
	9.0	10.4	12.9	13.7	17.0
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Frais administratifs et généraux.....	2.7	3.1	4.2	4.9	5.7
Énergie atomique.....	54.5	60.2	69.3	72.6	75.0
Office fédéral du charbon.....	22.7	38.0	33.6	7.2	8.5
Mines, minéraux, énergie et sciences de la terre.....	52.2	53.9	53.9	54.8	52.6
Office national de l'énergie.....	0.9	1.1	1.6	1.5	1.5
Ressources hydrauliques et coordination des programmes concernant les ressources renouvelables.....	25.5	31.3	40.8	38.7	44.0
	158.5	187.6	203.4	179.7	187.0
AFFAIRES EXTÉRIEURES—					
Frais administratifs et généraux.....	34.5	39.6	48.9	54.1	56.3
Agence canadienne de développement inter- national.....	90.5	173.8	150.1	156.8	175.0
Cotisations, contributions et autres paiements à des organismes internationaux et aux programmes multilatéraux d'aide écono- mique et spéciale.....	27.5	17.1	16.7	15.2	16.7
	152.5	230.5	215.7	226.1	248.0
FINANCES—					
Frais administratifs et généraux.....	9.8	21.3	19.5	22.0	27.8
Compagnie canadienne de l'Exposition uni- verselle de 1967—Déficit.....					123.0
Subventions aux municipalités et aux provin- ces en remplacement des taxes.....	36.8	37.6	41.5	45.1	50.0
Office de développement municipal et des prêts aux municipalités.....	33.9	41.8	17.4	2.2	
Frais de la dette publique, y compris intérêts et amortissements.....	1,110.9	1,190.5	1,300.8	1,480.0	1,704.0
Subventions et versements fiscaux aux pro- vinces.....	466.0	515.5	737.5	867.1	950.2
Auditeur général.....	1.7	2.1	2.3	2.4	2.5
Assurances.....	1.5	1.7	1.9	1.9	1.5
	1,660.6	1,810.5	2,120.9	2,420.7	2,859.0
PÊCHES ET FORÊTS—					
Pêches.....	34.5	41.5	52.6	56.2	52.0
Forêts.....	21.4	24.8	21.2	22.8	24.0
	55.9	66.3	73.8	79.0	76.0
GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET LIEUTENANTS-GOU- VERNEURS.....					
	0.7	0.8	1.0	1.0	1.0
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—					
Frais administratifs et généraux.....	4.5	4.3	5.3	6.1	7.0
Conservation.....	28.3	34.8	35.8	40.9	42.0
Programme social.....	93.0	113.9	139.4	161.5	185.0
Programme de mise en valeur.....	30.6	39.4	50.9	58.5	70.0
	156.4	197.4	231.4	267.0	314.0

ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES
PAR MINISTÈRES ET PAR PRINCIPALES CATÉGORIES—*Suite*

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
INDUSTRIE ET COMMERCE—					
Ministère.....	134.5	143.4	163.9	179.2	262.0
Bureau fédéral de la statistique.....	15.6	26.6	22.5	24.7	32.0
	160.1	170.0	186.4	203.9	294.0
JUSTICE.....	11.4	12.2	15.4	16.9	20.0
TRAVAIL.....	24.0	24.9	10.9	11.2	13.0
Commission d'assurance-chômage—					
Frais administratifs et généraux.....	32.4	37.3	37.6	38.8	45.0
Contribution de l'État à la Caisse.....	65.6	68.8	69.5	86.6	100.0
	122.0	131.0	178.0	136.6	168.0
MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION—					
Frais administratifs et généraux.....	5.6	7.9	20.6	23.4	33.8
Programme de formation professionnelle pour les adultes.....			105.1	191.1	252.0
Avances de capitaux pour aménagements de formation et recherche visant la formation de la main-d'œuvre.....	104.1	136.2	119.3	105.9	97.0
Services de placement.....	22.7	32.8	32.3	37.4	39.0
Immigration.....	14.3	20.5	21.6	29.4	
Programme d'encouragement aux travaux d'hiver municipaux.....	41.1	37.8	30.5	21.5	26.4
Élaboration de programmes.....			2.9	4.4	0.4
Paiements aux provinces pour l'aide à la formation technique et professionnelle.....	48.7	85.2	85.6	3.0	6.4
	236.5	320.4	417.9	416.1	455.0
DÉFENSE NATIONALE—					
Frais administratifs et généraux.....	15.3	27.0	25.8	25.9	28.3
Compte de la pension des forces canadiennes—					
Quote-part de l'État.....	58.8	42.6	58.4	57.0	63.1
Amortissement de frais différés.....	16.8	72.6	72.6	104.5	92.9
Service de défense, y compris le perfectionnement.....	1,401.3	1,435.3	1,528.2	1,507.7	1,534.1
Recherche.....	37.0	38.2	40.6	44.1	47.4
Aide mutuelle aux pays de l'OTAN.....	14.6	18.7	18.0	15.3	14.2
Organisation des mesures d'urgence.....	7.7	9.2	8.0	6.3	5.0
	1,551.5	1,643.6	1,751.6	1,760.8	1,785.0
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—					
Frais administratifs et généraux.....	2.5	3.0	3.9	4.2	5.0
Services des aliments et drogues.....	5.2	6.5	7.9	9.1	12.0
Assurance-maladie et aide à la santé—					
Subventions générales à la santé et à la construction d'hôpitaux dans les provinces	45.5	45.1	46.0	44.0	67.9
Contributions de l'État en vertu de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques.....	319.6	397.4	468.6	561.9	625.0
Caisse d'aide à la santé.....		4.7	32.7	33.9	37.0
Loi sur les soins médicaux.....				33.0	180.9
Autres dépenses.....		0.2	1.3	1.6	2.0
Service de santé.....	7.6	8.4	8.6	7.7	8.5
Conseil de recherches médicales.....	10.8	14.8	20.7	27.2	31.0
Services médicaux.....	37.5	38.5	42.5	45.4	42.6
Services de bien-être—					
Allocations familiales.....	551.7	555.8	558.8	560.2	560.4
Allocations à la jeunesse.....	46.5	47.4	49.4	52.4	55.1
Paiements au titre de la capacité physique et du sport amateur.....	2.5	4.7	3.6	4.0	5.0
Assistance-vieillesse, allocations de cécité et d'invalidité.....	45.5	38.1	18.3	11.8	6.4
Assistance-chômage.....	101.7	143.3	6.1	1.1	
Régime d'assistance publique du Canada.....		10.5	225.6	256.8	295.3
Autres dépenses.....	9.1	12.0	14.7	14.4	15.9
	1,185.7	1,330.4	1,503.7	1,663.7	1,950.0
REVENU NATIONAL.....	95.0	105.9	115.1	120.0	143.0

ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES
PAR MINISTÈRES ET PAR PRINCIPALES CATÉGORIES—*Suite*

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970. (estimation)
PARLEMENT—					
Chambre des communes.....	11.5	13.9	14.3	14.3	16.9
Sénat.....	2.7	3.3	3.4	3.6	4.4
Bibliothèque du Parlement.....	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7
	14.7	17.8	18.3	18.6	22.0
CONSEIL PRIVÉ.....					
Conseil économique du Canada.....	4.8	5.6	8.1	6.3	6.7
Commission des relations de travail dans la Fonction publique.....	1.1	1.4	1.5	1.5	1.6
Conseil des sciences du Canada.....		0.1	1.0	1.1	1.4
	5.9	7.1	11.0	9.3	11.0
TRAVAUX PUBLICS—					
Frais administratifs et généraux.....	38.9	38.0	48.4	47.3	42.0
Services des locaux.....	101.7	108.5	133.8	168.7	189.0
Services du génie (Ports et rivières).....	35.4	38.1	42.9	31.5	32.0
Route transcanadienne— Contributions aux provinces.....	83.4	81.0	64.7	37.3	35.0
	259.4	265.6	290.8	284.8	298.0
EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE—					
Ministère.....	70.5	90.2	134.8	125.7	167.0
Société de développement du Cap-Breton....			1.6	30.1	33.5
Commission de la capitale nationale.....	18.6	33.0	23.2	25.0	20.5
	89.1	123.2	159.6	180.8	221.0
SECRETARIAT D'ÉTAT—					
Frais administratifs et généraux.....	9.3	13.7	28.8	24.5	15.6
Société Radio-Canada.....	97.5	115.2	143.3	148.3	166.5
Société de développement de l'industrie ci- nématographique canadienne.....				0.2	0.3
Conseil de la radio-télévision canadienne....	0.4	0.6	1.0	1.9	2.2
Commission du centenaire.....	14.6	30.2	31.2		
Directeur général des élections.....	13.0	0.9	0.7	13.5	1.0
Compagnie des jeunes Canadiens.....		0.8	2.4	1.9	2.0
Subvention au Conseil des arts du Canada....			16.9	20.6	24.5
Société du Centre national des arts.....			1.0	1.1	2.1
Office national du film.....	6.9	8.0	9.3	10.0	11.1
Bibliothèque nationale.....	0.8	1.1	1.6	1.7	2.1
Musées nationaux du Canada.....	3.5	4.5	6.7	7.1	7.4
Bureau du commissaire à la représentation... Paiements pour l'enseignement postsecon- daire aux provinces, en conformité de la loi de 1967 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les pro- vinces.....	0.8	0.2	0.1	0.1	0.1
Archives publiques.....	1.2	1.6	108.0	276.6	287.0
Commission de la Fonction publique.....	7.5	10.1	2.0	2.2	4.1
Subventions aux universités.....	27.7	87.1	12.7	12.9	16.0
	183.2	274.0	365.9	522.6	542.0
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—					
Frais administratifs et généraux.....	0.4	0.6	0.9	1.1	1.1
Services de correction.....	56.5	59.6	64.9	63.1	65.9
Gendarmerie royale du Canada.....	64.4	84.1	87.7	101.7	109.0
	121.3	144.3	153.5	165.9	176.0
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—					
Frais administratifs et généraux.....	3.2	3.9	5.4	6.7	8.9
Services.....	25.9	30.0	32.8	34.0	39.6
Approvisionnement.....	17.1	20.3	21.5	21.5	27.5
Impressions et papeterie publiques.....	3.0	4.0	4.7	3.5	4.0
	49.2	58.2	64.4	65.7	80.0
TRANSPORTS—					
Frais administratifs et généraux.....	4.6	6.3	7.1	7.9	8.0
Services de l'air.....	110.7	129.5	132.1	150.4	146.0
Commission canadienne des transports— Frais administratifs et généraux.....	2.6	3.0	3.6	4.2	9.1

ÉTAT DES DÉPENSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES
PAR MINISTÈRES ET PAR PRINCIPALES CATÉGORIES—Fin

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
TRANSPORTS—Fin					
Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport, en vertu de la loi nationale sur les transports.....	94.7	120.9	126.0	93.7	83.5
Contributions à la Caisse des passages à niveau.....	14.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Subventions aux navires à vapeur.....	9.4	10.8	11.1	12.2	12.4
Subventions aux transporteurs aériens.....	0.4	0.4	1.2	1.3	3.0
Canaux et ouvrages relevant de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.....	10.1	12.9	10.6	11.4	10.0
Services de la marine.....	77.4	91.9	92.0	91.5	97.0
Actif non productif—					
Conseil des ports nationaux.....	4.8	7.0	4.8	6.6	8.0
Services des chemins de fer et des navires—					
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes.....	15.1	14.4	14.2	13.9	14.5
Déficits—					
Canadien National.....	33.4	24.6	35.8	29.2	25.0
Transbordeur de Terre-Neuve et terminus.....	12.4	13.0	16.5	16.7	16.0
Transbordeur d'autos de l'Île-du-Prince-Édouard et terminus.....	4.2	4.6	4.8	5.0	5.0
Service de transbordeurs entre Yarmouth et Bar Harbour.....		(1)	0.4	0.3	0.6
Autres.....	35.0	30.3	37.0	19.0	18.9
Société centrale d'hypothèques et de logement.....	21.6	20.1	23.1	29.8	42.0
	460.4	504.7	535.3	508.1	514.0
CONSEIL DU TRÉSOR—					
Frais administratifs et généraux.....	19.0	37.8	38.3	163.6	83.5
Compte de la pension de retraite de la fonction publique—					
Quote-part de l'État.....	57.8	59.3	59.6	66.0	73.5
Amortissement des frais différés.....	25.9	56.3	60.6	84.8	102.0
Conseil national de recherches.....	63.6	79.9	101.0	117.8	122.0
	166.3	235.3	259.5	432.2	381.0
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—					
Frais administratifs et généraux.....	10.7	9.6	10.1	10.2	10.2
Pensions (incapacité et décès).....	185.6	195.9	205.6	223.3	220.0
Réserves (aux fins de prestations conditionnelles).....	3.2	3.5	4.0	4.3	4.3
Loi d'établissement de soldats et loi sur les terres destinées aux anciens combattants.....	4.5	5.2	5.5	5.3	6.0
Services des traitements.....	49.9	57.9	61.4	71.6	71.0
Services de bien-être, allocations et autres prestations.....	115.8	118.7	114.2	112.9	112.5
	369.7	390.8	400.8	427.6	424.0
	7,681.2	8,740.0	9,824.1	10,767.2	11,815.0

(1) Moins de \$50,000.

CHANGEMENTS ANNUELS DANS LES PRÊTS ET PLACEMENTS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)

	1965-1966	1966-1967	1967-1968	1968-1969	1969-1970 (estimation)
Prêts et placements intéressant les sociétés de la Couronne—					
Air Canada.....	0.7	3.1	0.6	50.1	88.0
Énergie atomique du Canada, Limitée.....	11.9	28.4	32.9	68.5	137.0
Société d'assurance-dépôts du Canada.....			29.4	-5.9	
<i>Canadian Arsenals Limited</i>	-2.5				
Société Radio-Canada.....	12.5	35.0	18.4	18.3	24.0
Corporation commerciale canadienne.....	2.0	4.5	6.5	-1.0	
Compagnie canadienne de l'exposition universelle de 1967.....	44.0	131.0	30.0	-57.0	-148.0
Commission canadienne du lait.....		0.1	22.1	19.8	
Chemins de fer Nationaux du Canada.....	59.1	124.2	163.2	150.3	102.0
Société canadienne des télécommunications transmarines.....	-2.6	-2.7	2.6	-3.1	1.0
Société de développement du Cap-Breton.....			5.2	4.8	
Société centrale d'hypothèques et de logement.....	315.1	488.6	633.9	385.2	476.0
<i>Eldorado Nuclear Limited</i>					14.0
Société pour l'expansion des exportations ⁽¹⁾	36.4	36.2	34.7	32.5	49.0
Société du crédit agricole.....	147.0	164.1	169.2	128.2	90.0
Commission de la capitale nationale.....	7.4	7.0	0.8	-9.2	
Conseil des ports nationaux.....	3.0	19.5	27.8	11.1	4.0
Commission d'énergie du Nord canadien.....	2.1	0.8	2.9	8.5	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent ⁽²⁾	26.7	29.8	26.7	28.8	3.0
Autres.....				0.3	28.0
	662.8	1,069.6	1,206.9	832.2	868.0
Prêts aux gouvernements étrangers—					
Royaume-Uni.....	⁽³⁾ 19.2	-18.9	-19.2	⁽³⁾ 18.1	-19.7
Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3	-2.3
Plan de Colombo—Prêts spéciaux pour financer l'achat de blé et de farine du Canada.....	-1.3	-9.9	-0.3		
Prêts à l'Inde pour l'achat au Canada d'aéronefs, de pièces de rechange et autre matériel connexe.....	-2.2	-2.4	-2.7	-1.3	
Pays en voie de développement—Aide en prêts spéciaux.....	5.2	9.8	29.1	48.5	86.0
Autres.....		0.1	-0.1	0.1	
	18.6	-23.6	4.5	63.1	64.0
Autres prêts et placements—					
Part du Canada au capital et fonds de roulement des organismes internationaux ainsi qu'aux prêts consentis à ceux-ci—					
Part du Canada au capital—de la Banque asiatique de développement.....					
		2.7	2.7	2.7	2.7
—du Fonds monétaire international.....					
		205.4			
—de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....					
		4.5			
—de l'Association internationale de développement.....					
	15.0	15.0	15.0	27.1	27.0
Avance au fonds de roulement des organismes internationaux et prêts consentis à ceux-ci.....					
	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	
Prêts aux gouvernements provinciaux.....					
	-1.7	26.8	64.2	82.6	11.0
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités.....					
	101.3	122.3	48.5	1.6	-8.0
Avances en vertu de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants.....					
	24.1	55.2	71.5	38.7	60.0
Soldes recouvrables au titre d'accords de vente de biens de la Couronne.....					
	-1.7	-1.2	0.1	-0.2	
Habitations pour les forces armées.....					
	0.2	-0.1	1.1	0.1	
Caisse de la sécurité de la vieillesse.....					
	-25.0				
Prêts aux fabricants de pièces d'automobiles du Canada.....					
	0.1	12.5	7.9	1.1	11.0
Modernisation d'usines de défense.....					
	10.9	7.8	10.2	4.4	9.0
Autres.....			10.3	11.3	19.0
	123.1	450.8	231.2	169.1	131.7
Total net des changements—prêts et placements	804.5	1,496.8	1,442.6	1,064.4	1,063.7

⁽¹⁾ Antérieurement la Société d'assurance des crédits à l'exportation.⁽²⁾ Intérêt différé compris.⁽³⁾ Intérêt différé.

DETTE NON ÉCHUE, Y COMPRIS BONS DU TRÉSOR AU 31 MARS 1970
ET INTÉRÊTS ANNUELS (estimation)

	Date d'échéance	Taux %	Montant de l'emprunt	Intérêts. annuels
			\$	\$
Payable en dollars canadiens—				
Emprunt de 1936.....	P 1	perpétuel	3 55,000,000	1,650,000
Emprunt de 1958.....	T 24	1970 1 ^{er} mai	3½ 200,000,000	7,000,000
Emprunt de 1968.....	F 34	1 ^{er} mai	6¼ 50,000,000	3,125,000
Emprunt de 1969.....	F 36	1 ^{er} mai	7 125,000,000	8,750,000
Emprunts de 1965 et 1966.....	CT 19	1 ^{er} juillet	5 175,000,000	8,750,000
Emprunts de 1966 et 1967.....	F 2	1 ^{er} juillet	5 140,000,000	7,000,000
Emprunt de 1969.....	F 40	1 ^{er} juillet	7½ 130,000,000	10,075,000
Emprunt de 1968.....	F 27	1 ^{er} oct.	7 275,000,000	19,250,000
Emprunt de 1968.....	F 30	1 ^{er} oct.	6½ 105,000,000	7,037,500
Emprunt de 1969.....	F 42	1 ^{er} oct.	7½ 40,000,000	3,100,000
Emprunt de 1969.....	F 44	1 ^{er} oct.	8 30,000,000	2,400,000
Obligations d'épargne du Canada 1957.....	S 12	1 ^{er} nov.	4½ 40,300,000	1,914,250
Obligations d'épargne du Canada 1960.....	S 15	1 ^{er} nov.	5 44,900,000	2,245,000
Emprunt de 1966.....	F 8	15 déc.	5½ 300,000,000	17,250,000
Emprunt de 1969.....	F 48	15 déc.	8 75,000,000	6,000,000
Emprunt de 1967.....	F 20	1971 1 ^{er} avril	6 225,000,000	13,500,000
Emprunt de 1968.....	F 35	1 ^{er} avril	6¼ 200,000,000	12,500,000
Emprunt de 1964.....	CT 15	1 ^{er} juin	5 350,000,000	17,500,000
Emprunt de 1970.....	F 49	1 ^{er} juin	8 75,000,000	6,000,000
Emprunt de 1963.....	F 31	1 ^{er} oct.	6¼ 200,000,000	12,500,000
Emprunt de 1969.....	F 45	1 ^{er} oct.	8 170,000,000	13,600,000
Obligations d'épargne du Canada 1961.....	S 16	1 ^{er} nov.	5 44,200,000	2,210,000
Emprunts de 1967 et 1968.....	F 17	15 déc.	6 285,000,000	17,100,000
Emprunt de 1969.....	F 37	1972 1 ^{er} avril	7½ 235,000,000	17,037,500
Emprunt de conversion 1958.....	T 28	1 ^{er} sept.	4¼ 1,267,203,100	53,856,132
Emprunt de 1969.....	F 43	1973 1 ^{er} fév.	8 110,000,000	8,800,000
Emprunt de 1968.....	F 25	1 ^{er} avril	7 475,000,000	33,250,000
Emprunt de 1965.....	CT 17	1 ^{er} oct.	5 275,000,000	13,750,000
Emprunt de 1967.....	F 11	1 ^{er} oct.	5 200,000,000	10,000,000
Obligations d'épargne du Canada 1958.....	S 13	1973 1 ^{er} nov.	4¼ 20,100,000	824,250
Emprunt de 1967.....	F 22	1 ^{er} déc.	6½ 225,000,000	14,062,500
Emprunt de 1969.....	F 38	1974 1 ^{er} avril	7½ 125,000,000	9,062,500
Emprunt de 1968.....	F 28	15 juin	7 250,000,000	17,500,000
Emprunts de 1969 et 1970.....	F 46	1 ^{er} oct.	8 425,000,000	34,000,000
Obligations d'épargne du Canada 1964.....	S 19	1 ^{er} nov.	5 71,000,000	3,550,000
Emprunt de 1967.....	F 14	1 ^{er} déc.	5½ 100,000,000	5,500,000
Emprunt de 1968.....	F 32	1975 1 ^{er} avril	6½ 200,000,000	13,000,000
Emprunt de 1959.....	T 36	1 ^{er} oct.	5½ 310,361,000	17,069,855
Emprunt de 1965.....	CT 24	1 ^{er} oct.	5½ 50,000,000	2,750,000
Emprunt de 1967.....	F 9	1 ^{er} oct.	5½ 70,000,000	3,850,000
Obligations d'épargne du Canada 1963.....	S 18	1 ^{er} nov.	5 75,800,000	3,790,000
Emprunt de 1960.....	T 38	1976 1 ^{er} avril	5½ 436,198,000	23,990,890
Emprunt de 1954.....	T 11	1 ^{er} juin	3¼ 247,046,500	8,029,011
Obligations d'épargne du Canada 1962.....	S 17	1 ^{er} nov.	5½ 118,600,000	6,523,000
Obligations d'épargne du Canada 1965.....	S 20	1977 1 ^{er} nov.	5 66,500,000	3,325,000
Emprunts de 1953 et 1958.....	T 5	1978 15 janv.	3¾ 207,911,500	7,796,681
Emprunt de 1969.....	F 41	1 ^{er} juillet	8 125,000,000	10,000,000
Obligations spéciales de remplacement.....		1978 1 ^{er} oct.	7 261,400,000	18,298,000
Obligations d'épargne du Canada 1969.....	S 24	1 ^{er} nov.	7 4,704,300,000	329,301,000
Emprunt de 1954.....	T 13	1979 1 ^{er} oct.	3¼ 343,246,500	11,155,511
Obligations d'épargne du Canada 1966.....	CS	1 ^{er} nov.	5 277,200,000	13,860,000
Emprunt de 1962.....	AT 14	1980 1 ^{er} août	5½ 112,396,000	6,181,780
Emprunt de 1966.....	CT 26	1 ^{er} août	5½ 78,929,000	4,341,095
Emprunts de 1966 et 1967.....	F 3	1 ^{er} août	5½ 160,000,000	8,800,000
Obligations d'épargne du Canada 1967.....	S 22	1 ^{er} nov.	5½ 70,200,000	8,767,500
Obligations d'épargne du Canada 1968.....	S 23	1982 1 ^{er} nov.	6½ 651,000,000	42,315,000
Emprunt de conversion 1958.....	T 29	1983 1 ^{er} sept.	4½ 1,992,679,450	89,670,575
Emprunt de 1963.....	AT 21	1988 1 ^{er} juin	5 100,000,000	5,000,000
Emprunt de 1964.....	CT 9	1 ^{er} juin	5 50,000,000	2,500,000
Emprunts de 1964 et 1965.....	CT 12	1990 1 ^{er} mai	5½ 225,000,000	11,812,500
Emprunt de 1967.....	F 12	1 ^{er} mai	5½ 125,000,000	6,562,500
Emprunts de 1966 et 1967.....	F 6	1992 1 ^{er} sept.	5½ 225,000,000	12,937,500
Emprunt de 1968.....	F 33	1995 1 ^{er} oct.	6½ 100,000,000	6,500,000
Emprunt de conversion 1956.....	T 15	1998 15 mars	3¼ 197,045,000	7,389,188
Bons du Trésor (3 mois).....		divers	1,755,000,000	135,805,000
Bons du Trésor (6 mois).....		divers	870,000,000	67,948,500
Bons du Trésor (268 jours).....		7½	20,000,000	1,500,000
Bons du Trésor (308 jours).....		7.46	175,000,000	13,055,000

DETTE NON ÉCHUE, Y COMPRIS BONS DU TRÉSOR AU 31 MARS 1970
ET INTÉRÊTS ANNUELS (estimation)—*Fin*

	Date d'échéance	Taux %	Montant de l'emprunt	Intérêts annuels
			\$	\$
Payable en dollars canadiens— <i>Fin</i>				
Bons du Trésor (364 jours).....		8.01	75,000,000	6,007,500
Obligations spéciales non négociables—				
Commission d'assurance-chômage.....		5	68,000,000	3,400,000
Commission d'assurance-chômage.....		5½	12,000,000	660,000
Commission d'assurance-chômage.....		5½	54,000,000	3,105,000
Commission d'assurance-chômage.....		6	92,000,000	5,520,000
Commission d'assurance-chômage.....		6½	71,000,000	4,615,000
Commission d'assurance-chômage.....		7½	100,000,000	7,500,000
Commission d'assurance-chômage.....		8	81,000,000	5,520,000
Caisse de placement du régime de pensions du Canada.....		divers	15,300,000	1,000,000
			22,166,616,050	1,362,882,218
Payable en dollars américains—				
Emprunt de 1949.....	1974 1 ^{er} sept.	2½	48,755,627	1,340,780
Emprunt de 1950.....	1975 15 sept.	2½	30,301,591	833,294
Emprunt de 1962.....	1987 15 oct.	5	77,837,760	3,891,888
Emprunt de 1968.....	1988 1 ^{er} juin	6½	108,108,000	7,432,425
			265,002,978	13,498,387
Payable en marks allemands—				
Billets de 1968.....	1973 1 ^{er} juin	6½	73,844,250	4,984,487
Payable en lires italiennes—				
Billets de 1968.....	1970 15 mai	5½	34,594,560	1,989,187
Billets de 1968.....	1971 15 mai	5½	30,324,288	2,134,052
Billets de 1968.....	1972 15 mai	6	37,189,152	2,231,349
			108,108,000	6,354,588
			22,613,571,278	1,387,719,680

L'intérêt indiqué est une extrapolation pour un an aux taux d'intérêt annuels sur le principal non remboursé au 31 mars 1970. Lorsque divers taux d'intérêt sont applicables pendant la durée d'un prêt, on a utilisé le taux d'intérêt en vigueur au 31 mars 1970.

Les obligations payables à New York, en Allemagne et en Italie, ont été converties à la parité officielle.